3,60€ lundi 17 juin 2024 **LE FIGARO** – N° 24 825 – **www.lefigaro.fr** – France métropolitaine uniquement **Première édition**

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



REPORTAGE
COMMENT LES INSTRUCTEURS FRANÇAIS FORMENT LES PILOTES UKRAINIENS **PAGE 8**

EURO2024
OLIVIER GIROUD : « RASSEMBLER TOUS LES FRANÇAIS, C'EST MAGIQUE » **PAGE 12**



FIGARO **OUI** FIGARO **NON**

Réponses à la question de samedi :
Législatives : Raphaël Glucksmann a-t-il raison de rejoindre le Nouveau Front populaire ?


OUI **10 %**


NON **90 %**

VOTANTS : 179 605

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr
Législatives : approuvez-vous l'appel de Kylian Mbappé à aller voter « contre les extrêmes » ?

CHRISTOPHE ARCHAMBAULT/AFP - SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Jean-Luc Mélenchon radicalise le Nouveau Front populaire

Entre purge des frondeurs et promotion de candidats d'extrême gauche, le chef des Insoumis veut garder la main sur une coalition qui s'étend de Philippe Poutou à François Hollande.

Depuis vendredi soir et la découverte de l'absence d'investiture pour plusieurs figures historiques de LFI, en délicatesse avec le chef – Alexis Corbière, Raquel Garrido, Danielle Simonnet… –, les cadres des partis alliés à LFI au sein du Nouveau Front populaire ont tous réagi vertement. L'écologiste Marine Tondelier s'est dite *« extrêmement choquée »* par ce qu'elle appelle *« une purge »*. Vilipendant des *« décisions irresponsables »*, le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, s'est élevé lui aussi contre cette décision. Elle n'a pas empêché François Hollande de se déclarer candidat à Tulle sous les couleurs de cette coalition. De son côté, alors qu'il avait été réinvesti malgré sa condamnation, Adrien Quatennens a fini par renoncer à son investiture dans la 1re circonscription du Nord dimanche matin.

→ **RAPHAËL ARNAULT, FICHÉ S INVESTI PAR LFI → POUTOU, CANDIDAT MALGRÉ L'ENQUÊTE CONTRE LE NPA POUR APOLOGIE DU TERRORISME → ALY DIOUARA, CHOISI À LA PLACE DE RAQUEL GARRIDO → HOLLANDE, LES COULISSES D'UN RETOUR SURPRISE → UN LABEL COMMUN MAIS UN CHACUN POUR SOI TROMPEUR PAGES 4, 5 ET L'ÉDITORIAL**



SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Marine Le Pen : « Nous n'aurons aucune difficulté à constituer un gouvernement »

Dans un entretien au *Figaro*, l'ancienne candidate à la présidentielle (députée sortante du RN) considère que la gravité de la situation du pays exige un *« gouvernement d'union nationale »* autour de Jordan Bardella. PAGE 6

La droite LR part aux élections en pleine confusion

Investitures en urgence, paniques locales, multiplication des candidats de droite sur certaines circonscriptions, rumeurs de pactes locaux avec la macronie, besoins d'explications, imprécisions sur les slogans et les logos, menaces… Depuis la dissolution et l'annonce par Éric Ciotti d'un accord avec le RN, les LR avancent dans un brouillard de plus en plus épais. À deux semaines du premier tour de scrutin, la plus grande confusion règne à droite et tout le monde s'en désole.
PAGE 2

ÉDITORIAL par **Vincent Trémolet de Villers**

Gauche unie ou train fantôme ?

Les forains de France et de Navarre pourraient faire de cette coalition électorale un nouveau train fantôme. Une de ces attractions qui font crier les enfants quand apparaissent, au premier virage, Jean-Luc Mélenchon, l'œil noir et le menton défiant, Philippe Poutou, l'œil rouge et le poing levé, Louis Boyard, l'œil vide et le propos confus. Un tour encore et voici un fiché S qui pratique le coup de poing, un activiste qui cible les « candidats sionistes » et, à la fin du cortège, l'air bonhomme et faussement rassurant de François Hollande.

Malheureusement, il ne s'agit ni d'un divertissement ni d'un cauchemar mais d'une proposition politique qui veut s'imposer dans trois semaines en France.

On retrouve le double jeu qui consiste, comme dans le conte de notre enfance, à se déguiser en grand-mère pour mieux dévorer le Chaperon. Depuis quelques jours, Jean-Luc Mélenchon n'est plus que tempérance, humilité, discrétion. Il est même miséricordieux avec son ennemi de toujours, François Hollande : un vrai moine bénédictin ! Mais, derrière les sourires du bonze, Manuel Bompard fait le nettoyeur. Si la forme, c'est le fond qui remonte à la surface, nous voilà prévenus de ce que pourrait être l'exercice du pouvoir par Jean-Luc Mélenchon. Les ressources humaines ? Le chef décide quand il le souhaite qui a l'honneur de combattre à ses côtés et qui doit être écarté. Purge ! Les amis de dix ans sont effacés dans la nuit : trotskiste un jour, trotskiste toujours !

> Trotskiste un jour, trotskiste toujours

L'objectif est de rester le recours unique de la gauche dans une situation politique incertaine. Un chaos pour les gouverner tous : c'est le rêve secret du chef des Insoumis.

Dans ce délire collectif, l'ancien président socialiste qui a nommé Emmanuel Macron à Bercy rejoint la révolution chavezienne. Lui qui promettait mordicus de défendre la social-démocratie face à la gauche radicale partage les mêmes couleurs qu'elle. À la différence de ses deux anciens premiers ministres, Bernard Cazeneuve et Manuel Valls, il garde les yeux grands fermés sur la dérive honteuse du bloc de gauche. L'air fin, ses amis assurent que sa stratégie d'entrisme lui sera favorable. Croire qu'un agneau, un renard même, saura attendrir la meute des loups, c'est le propre de ceux que, dans la tradition léniniste, on appelle les « idiots utiles ». ■

M 00108 - 617 - F: 3,60 €

AND : 4,50 € – BEL : 3,70 € – CH : 4,60 CHF – D : 4,20 € – ESP : 4,30 € – GR : 3,70 € – LUX : 3,70 € – MAR : 37 DH – MTQ/GLP : 4,30 € – REU : 4,70 € – TUN : 11,00 TND **ISSN 0182.5852**

Élections législatives : Les Républicains minés par la grande confusion qui règne à droite

À quinze jours du premier tour de scrutin, le choix d'une alliance avec le RN défendu par Éric Ciotti reste très contesté par les ténors du parti, quand une partie de la base militante salue le choix du président des Républicains.

Un épais brouillard enveloppe la droite à l'approche des élections législatives. Empêtrés dans l'implosion de leurs divergences sur la ligne à tenir, Les Républicains de tous bords reconnaissent l'ampleur de la confusion. En choisissant de bâtir une alliance avec le Rassemblement national, Éric Ciotti a provoqué une fracture soudaine et spectaculaire au sein de sa famille politique. D'un côté, les pro-Ciotti félicitent le chef des LR d'avoir osé briser un tabou en traçant la perspective d'un front de droite uni contre les extrémistes de gauche. De l'autre, les ténors du parti l'accusent d'avoir entraîné leur mouvement dans une aventure qui condamnera la droite à la disparition et plombera une stratégie d'indépendance qu'ils croient indispensable pour avoir une chance d'exister en 2027.

Investitures en urgence, paniques locales, multiplication des candidats de droite sur certaines circonscriptions, rumeurs de pactes locaux avec la macronie, besoins d'explications, imprécisions sur les slogans et les logos, menaces, imprévisibles conséquences de la dissolution… À deux semaines du premier tour, la plus grande confusion règne à droite et tout le monde s'en désole. Les deux camps s'envoient des menaces sur l'utilisation du logo LR que chacun revendique. Visiblement, les pro-Ciotti ont écarté ce problème en choisissant des formules qu'ils croient juridiquement incontestables, comme Sébastien Laye, qui écrira sur ses tracts : « Membre des Républicains investi par la présidence des Républicains et le Rassemblement national », avec deux logos : « Les Républicains, à droite » et le « RN ». Mais, dans ce cas, les anti-Ciotti ont-ils le droit d'utiliser le logo LR ? La question reste posée. Chacun mesure l'urgence de clarifier la situation sur le terrain, au plus près des militants, qui n'y comprennent rien. Qui seront les vrais candidats LR ? Pourquoi parfois plusieurs candidats de droite se retrouveront en compétition ?

Et pour couronner le tout, les LR présenteront même un candidat à Nice contre… Éric Ciotti.

Une « OPA inacceptable »

En peaufinant la liste de plus de 400 candidats (dont 59 députés sortants) attendue dimanche soir, Michèle Tabarot, présidente de la CNI, reconnaît la grande difficulté de l'exercice et l'impossibilité de faire des miracles. *« Mais ce que nous sommes parvenus à faire est énorme. Nous avons pu rassembler plus d'un quart du conseil national LR favorable à la ligne d'indépendance que nous défendons face à Éric Ciotti, et nous sommes prêts »*, avance la députée des Alpes-Maritimes, qui peine à digérer cependant la *« prise d'otage »* du chef LR. Pour dissiper le trouble des électeurs et des militants, les rivaux de Ciotti ont préparé des communiqués destinés à chaque département pour tenter d'éclairer les militants locaux. *« Aujourd'hui, ce n'est pas notre séquence, mais la présidentielle viendra »*, assure l'élue. Elle est convaincue de pouvoir s'appuyer sur la *« solidité »* des fédérations, mais, pour elle, le divorce est *« consommé »* avec celui qu'elle accuse d'avoir lancé une *« OPA inacceptable »* sur le parti. *« Réalise-t-il à quel point il a rajouté au chaos ? »*

Au moment où chacun s'empresse de préparer ses outils de campagne, toutes les rumeurs circulent. *« Est-il vrai qu'à Paris un candidat Lisnard se retrouverait face à un candidat LR canal anti-Ciotti ? »*, questionne un élu. Un autre s'interroge sur l'impact de trois candidats de droite dans certaines circonscriptions des Hauts-de-Seine, où des élus, comme le député LR sortant Philippe Juvin, n'ont pas résisté aux promesses d'un « arc républicain » érigé en barrage contre les extrêmes. Ces situations donnent du grain à moudre aux partisans de Ciotti mais agacent aussi ses adversaires, qui espèrent avoir suffisamment de temps pour faire entendre leur opposition *« claire »* à toute entente locale avec la macronie.

François-Xavier Bellamy critique vivement ces stratégies locales qui contribuent à noyer les électeurs. *« Si je suis resté fidèle à ma ligne d'indépendance, c'était pour défendre les couleurs de la droite. Refuser une alliance pour en accepter une autre n'a aucun sens. Pas de compromission avec la macronie »*, insiste le parlementaire européen, en faisant observer que les LR opposés à Ciotti auront des candidats partout dans les Hauts-de-Seine, y compris face à Juvin. Mais Bellamy ne cache pas son inquiétude en voyant les sondages remonter pour le vote macroniste. Pour lui, la dissolution d'une ligne de droite indépendante est une conséquence directe de l'immense confusion qui règne à droite. Et quand Ciotti invite les siens à se concentrer sur l'urgence qu'il y a à battre l'extrême gauche, ses adversaires LR le renvoient à l'interview de Marine Le Pen publiée dans *Le Figaro* dès dimanche. *« Il faut bien lire ce qu'elle dit*, avance Bellamy, *le RN assume qu'il n'est pas un parti de droite, donc on ne peut pas parler d'union des droites. En réalité, c'est la destruction d'une possibilité de reconstruction qui sert la stratégie de Macron à laquelle nous avons résisté depuis sept ans. C'est ce qui est le plus aberrant dans cette histoire. »* ■ E. G.



Éric Ciotti s'adresse aux médias alors qu'il quitte le siège des Républicains, vendredi à Paris.
STEPHANE DE SAKUTIN / AFP

Contre vents et marées, Éric Ciotti trace sa route vers l'union des droites

Emmanuel Galiero

Aux yeux de la justice, Éric Ciotti est toujours président des Républicains et il compte bien exploiter cette réalité à son avantage. Vendredi soir, ses partisans se sont immédiatement réjouis de la décision du tribunal judiciaire de Paris qui a suspendu son exclusion de la présidence LR. Cette mise au ban du chef de file de la droite avait été décidée par les ténors du mouvement, notamment Gérard Larcher, Laurent Wauquiez, Annie Genevard et François-Xavier Bellamy au motif qu'Éric Ciotti avait engagé le parti dans un accord avec Marine Le Pen en vue des législatives, en trahissant *« tout le monde »* et en s'affranchissant des statuts LR, lesquels l'obligeaient à consulter les instances du parti.

Dimanche, quinze jours avant le scrutin, le climat était loin de s'apaiser entre les anticiottistes « canal historique » et les ciottistes canal « union des droites ». Mais pour celui qui se considère toujours pleinement légitime à la tête du parti, l'objectif reste le premier tour. Contre vents et marées, Éric Ciotti semble déterminé à tracer sa route jusqu'au bout et coûte que coûte, avec l'espoir d'une clarification réparatrice au soir du 30 juillet.

C'est ce que croit par exemple l'un de ses candidats, l'entrepreneur Sébastien Laye, investi face à Gabriel Attal dans la 10e circonscription des Hauts-de-Seine, où la droite avance en ordre dispersé. *« Moi, j'ai envie de bosser et d'aider une nouvelle droite la plus forte possible. Je suis investi par Les Républicains présidés par Éric Ciotti et par le RN, qui n'est plus le parti sectaire qu'il était. Nous construisons une majorité plurielle »*, confie au *Figaro* le candidat franco-américain. Il se dit convaincu d'une réconciliation des LR autour de la nécessité de consolider un front de droite, dès le 8 juillet, pour contrer le *« danger »* de la gauche radicale. D'ailleurs, le soldat Laye croit avoir une carte à jouer s'il parvient à mettre le premier ministre devant le *« bilan catastrophique »* de la macronie avant le choc du 1er tour, dans un département peuplé d'entrepreneurs où la droite des anticiottistes est accusée d'avoir pactisé avec la majorité d'Emmanuel Macron. Une accusation rejetée par les anticiottistes qui promettaient, dimanche, de mettre des candidats « indépendants » partout en France.

Dans le climat de grande de colère et d'immense confusion qui régnait à droite ce week-end (*lire ci-dessus*), rien n'indiquait qu'une réconciliation soit réellement possible au soir du 1er tour. En attendant, le député des Alpes-Maritimes ciblé par ceux qu'il appelle les *« chapeaux à plumes »*, joue la carte de la *« main tendue »* sans s'interdire de blâmer quelques-uns de ses anciens amis LR, qu'il accuse d'avoir négocié discrètement avec la macronie.

En réalité, Éric Ciotti construit sa stratégie sur trois niveaux. Dans un premier temps, il pointe la fragilité de ses rivaux LR en rebondissant sur le statu quo fixé par le tribunal qui lui laisse la possibilité de faire campagne en restant assis sur le siège de la présidence LR. *« Je n'avais pas de doute sur l'illégalité de tout ce qui a été fait. D'ailleurs, les deux bureaux politiques ont bien montré que tout avait été fait à l'envers. Même dans les procédures, ceux qui se prétendaient aux manettes des Républicains sont assez déficients »*, jugeait-il dès vendredi soir, avant d'ajouter : *« Un chef, ça cheffe. Si on m'avait suivi, nous n'en serions pas là. J'ai pris mes responsabilités. Je les assume. »*

> **« Je ne veux pas M. Mélenchon à Matignon, Mme Rousseau à l'Intérieur ou encore Mme Rima Hassan aux Affaires étrangères ! »**
>
> **Éric Ciotti**

Au passage, après lecture de l'interview de Nicolas Sarkozy dans le *JDD* dimanche, les soutiens d'Éric Ciotti jugent leur leader *« plutôt épargné »*. Ils ont bien noté que l'ex-président de la République se démarque clairement du député maralpin, tout en relevant que son opposition concerne deux points précis. *« Il s'est trompé sur deux sujets qui ne sont pas ceux pour lesquels on le condamne »*, juge ainsi l'ex-président Sarkozy avant d'estimer que Ciotti *« a parfaitement le droit d'exprimer une orientation politique »* et de la *« défendre »*. Il juge une alliance de la droite avec le RN *« inopportune »*, met en garde face au risque *« d'absorption »* des LR et pense que le chef du parti a eu *« tort de trancher un débat avant qu'il ait pu prospérer »*. Pour lui, Ciotti aurait dû passer par la case des adhérents, quitte à les consulter en urgence par voie *« électronique »*.

L'ancien chef de l'État considère également, en soulignant un *« désaccord de fond »*, que l'union des droites *« doit se faire par les électeurs, non par les états-majors »*. Il n'en fallait pas plus pour que les pro-Ciotti puissent entendre ses propos comme une forme d'indulgence, d'autant que Nicolas Sarkozy juge *« outrancières »* la plupart des *« expressions »* utilisées contre Éric Ciotti. Enfin, les amis du parlementaire sudiste notent que l'ancien président de la République reste favorable à une stratégie d'unité avec la majorité présidentielle et qu'il se démarque du *« ni Macron, ni extrêmes »* prôné par les LR rivaux de Ciotti en vue de la prochaine élection présidentielle.

En se croyant conforté dans son entreprise d'alliance avec le RN, Éric Ciotti veut aussi faire passer un message clair aux LR. Et cela ressemble à un avertissement. S'il conçoit d'avoir pu *« heurter »* certains de ses amis avec sa décision de trouver un accord avec le Rassemblement national, il considère que la situation actuelle de sa famille politique, fragilisée par une présidentielle à 4,78 % et des élections européennes à 7 %, est le fruit de *« palabres et des discours datés qui nous ont toujours fait perdre »*. *« Ceux qui me font des procès aujourd'hui, Mme Pécresse ou M. Bertrand, ce sont eux qui nous ont conduits dans cette impasse »*, pointe le député. Tout en ciblant également la responsabilité d'Emmanuel Macron dans la situation *« chaotique »* du pays, avec parfois les mêmes mots que ceux de Marine Le Pen, il se vante d'avoir dit *« clairement les choses aux Français, les yeux dans les yeux »*. En disant cela, le président des Républicains contesté fait référence aux investitures de certains LR qui ne seraient confrontés à aucun candidat de la majorité macroniste dans leur circonscription. *« Il semblerait que certaines négociations occultes se déroulent avec la macronie »*, accuse-t-il. De leur côté, ses opposants chez LR martèlent qu'il n'existe aucun accord et que tout sera organisé pour combattre la majorité présidentielle. Visé par ces accusations de rapprochement avec les macronistes, le président du Sénat a démenti *« formellement les rumeurs inacceptables et fantasques qui circulent »*, comme il l'avait également fait devant le groupe des sénateurs LR à la fin de la campagne des élections européennes.

Mais Éric Ciotti insiste. *« Comme par hasard, on voit que certains responsables qui ont dirigé la CNI contre moi n'ont pas d'adversaires sur le terrain. On voit, comme par miracle, que certains candidats républicains sont enlevés face à des ministres. Mais je préviens, ça, avec moi, ce ne sera pas possible. La négociation secrète de M. Larcher avec la macronie qui a abîmé la France, ce n'est pas pour moi »*, met-il en garde.

Enfin, sans tirer un trait définitif sur la possibilité de renouer avec certains des LR qui se sont éloignés de lui, Éric Ciotti veut lancer des perches vers ses anciens amis en essayant de les mobiliser face à ce qu'il considère comme la menace absolue de ce scrutin : la prise du pouvoir par la gauche radicale. *« Je ne veux pas M. Mélenchon à Matignon, Mme Rousseau à l'Intérieur ou encore Mme Rima Hassan aux Affaires étrangères ! »*, clame le parlementaire, prêt à *« aider tout le monde pour battre l'extrême gauche »*.

Dimanche, dans les couloirs de la droite LR, rien n'indiquait que la voix de Ciotti puisse être accueillie favorablement par ceux qui lui reprochent de les avoir *« trahis »*. Certains vont même jusqu'à dire qu'Éric Ciotti les a entraînés dans un *« gouffre »*, comme le fustige sa collègue des Alpes-Maritimes, Michèle Tabarot, présidente de la commission nationale d'investiture, fermement décidée elle aussi à défendre la légitimité d'un parti LR *« rassemblé »* contre la ligne Ciotti.

Pour sa part, droit dans la tempête, le chef de la droite non encore déchu serre les poings et ne rompt pas. Il veut croire que l'histoire politique lui donnera raison. Et, en guise de signal envoyé vers les impatients d'un renouveau à droite, il se tourne vers François-Xavier Bellamy. Comme si le député européen auréolé d'une belle campagne était un symbole, Éric Ciotti lui tresse des lauriers. *« C'est quelqu'un de grande qualité, un homme de droite, qui peut incarner cette page nouvelle que nous devons construire et qui peut jouer un rôle dans cet apaisement nécessaire. Sur le fond, on pense la même chose. »* Contacté par *Le Figaro* dimanche, le parlementaire européen ne croit pas à la possibilité d'avancer dans un tel brouillard. *« Ce qui se passe*, confie-t-il, *est d'une tristesse absolue. Les questions les plus importantes sont escamotées derrière des histoires d'appareils. Je crois à la nécessité de reconstruire la droite, mais pas dans la confusion actuelle. »* ■

» Lire aussi PAGES 16 ET 17

Comment Mélenchon a fait tanguer l'union à gauche pour imposer son autorité

Richard Flurin et **Pierre Lepelletier**

Alors que la plupart des députés LFI «frondeurs» ont été exclus des investitures, le reste de la gauche a dénoncé une «purge» du chef des Insoumis. De quoi abîmer le Nouveau Front populaire, tout juste constitué.

Tout était beaucoup trop calme. Ce qui n'est jamais très bon signe avec Jean-Luc Mélenchon. Lorsqu'ils ont écouté le chef de LFI au « 20 Heures » de France 2 mercredi assurer qu'il ne s'*« imposerait pas »* comme premier ministre, de nombreux responsables de gauche y ont purtant cru. Enfin, face au risque du RN, l'ancien candidat à la présidentielle aurait accepté de faire un pas de côté. Enfin, il se serait résigné à se mettre en retrait pour ne pas alimenter la rumeur qu'il contrôlerait secrètement ce Nouveau Front populaire. Nombreux l'ont aussi salué d'avoir refusé de participer à un débat télévisé entre Gabriel Attal et Jordan Bardella. *« Il a été réglo »*, se réjouissait une élue écologiste. Jean-Luc Mélenchon n'était d'ailleurs pas présent à la maison de la Chimie vendredi lors du premier grand rassemblement avec toutes les forces vives de l'union. Son nom n'a pas été cité une fois, et il n'est pas non plus apparu sur la grande photo de famille. Une page semblait se tourner.

Le retour à la réalité est arrivé tard, vendredi soir. Peu après 23h30, La France insoumise publie la liste de ses 229 candidats investis aux élections législatives. Première douche froide : leurs partenaires écologistes, socialistes et communistes découvrent que le très contesté lieutenant de Jean-Luc Mélenchon, Adrien Quatennens, récemment condamné pour violences conjugales, est bien reconduit dans la première circonscription du Nord, où il était élu il y a encore moins d'une semaine. Mais surtout, à la surprise générale, plusieurs figures historiques de LFI, en délicatesse avec le chef, n'ont, elles, pas été reconduites par le parti dans leur circonscription : Alexis Corbière, Raquel Garrido, Danielle Simonnet…

«C'est d'une violence terrible»

Les réactions acerbes des intéressés n'ont pas tardé à se faire entendre. *« Un parti politique émancipateur, ça ne fonctionne pas comme une entreprise privée où le patron vous licencie car il ne peut plus vous encadrer »*, s'est indigné Alexis Corbière, qui a, comme les autres, fait savoir qu'il resterait malgré tout candidat. *« Jean-Luc Mélenchon purge ceux qui ont eu tort d'avoir eu raison trop tôt et de l'ouvrir contre lui »*, a martelé Danielle Simonnet, avant de raconter qu'elle a appris la nouvelle dans un mail envoyé vendredi soir *« après vingt-cinq ans de militantisme aux côtés de Jean-Luc Mélenchon »*. *« C'est d'une violence terrible »*, a-t-elle commenté. Quant à Raquel Garrido, elle a condamné *« du sabotage »*.

À l'unisson, les cadres des partis alliés à LFI au sein du Nouveau Front populaire ont réagi vertement. Dans un SMS envoyé à l'ensemble des chefs de parti, la secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier, s'en prend à Manuel Bompard, coordinateur national de LFI, présent dans la boucle : *« J'avais ton engagement oral que vous ne le feriez pas. Vous me répondrez que c'est votre problème et votre droit. Mais c'est désormais notre problème à tous. »* Invitée de France 2 samedi matin, l'écologiste s'est dite *« extrêmement choquée »* par ce qu'elle appelle *« une purge »*, en référence aux Grandes Purges de Staline en URSS dans les années 1930. Vilipendant des *« décisions irresponsables »*, le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, a lui déclaré qu'il *« tente de régler la scandaleuse éviction de certains candidats »*.

Quelques heures avant l'annonce des investitures, Jean-Luc Mélenchon avait prévenu les siens qu'une *« agitation vénéneuse »* allait se déchaîner. *« Ils vont user les cartouches habituelles pour jeter du venin entre nous, pour contester nos choix parce que nous aurons mis M. Trucmuche à la place de M. Bidule »*, avait-il prévenu lors d'une conférence interne. L'Insoumis avait également indiqué que son mouvement ferait tout pour faire élire des personnalités issues de la société civile, et donc les placer dans des circonscriptions confortables. Avant d'indiquer à ses militants : *« Vous ferez l'effort de vous dire : "Je ne tombe pas dans une bataille dérisoire, je fais confiance aux camarades." »* Sans rien préciser de plus.

«Les investitures à vie n'existent pas»

Face à la vague d'indignation, l'Insoumis a finalement répliqué dans un entretien au site 20 minutes que *« les investitures à vie n'existent pas »*. *« Nous tenons la promesse d'élargir les candidatures aux militants syndicaux et associatifs. Les autres en feront sans doute autant, comme promis. Il fallait réserver pour cela des sièges très gagnables »*, a-t-il répondu. Alors que le reste des partis de gauche devraient d'ailleurs soutenir les frondeurs Insoumis exclus, Jean-Luc Mélenchon n'a pas manqué de menacer : *« Donnons-nous un avis sur les candidatures des partenaires ? Devons-nous soutenir des dissidents à notre tour ? Je mets en garde contre ces jeux meurtriers. »*

« C'est ridicule. Jean-Luc Mélenchon ne cherche pas de nouveaux Insoumis, mais des nouveaux soumis », raille un cadre socialiste, persuadé que l'Insoumis craint surtout que son leadership finisse par être remis en cause au sein de ce Nouveau Front populaire. De fait, en excluant les Insoumis les plus critiques, il est évident que Jean-Luc Mélenchon cherche à tuer dans l'œuf toute tentative de recomposition de la gauche sans lui. Ces derniers mois, il a observé les «frondeurs» échanger avec les responsables d'autres formations pour tenter de faire émerger une offre unitaire d'ici à 2027 dont il ne serait pas l'incarnation. *« C'est la sanction qui tombe »*, note un écologiste.

«François, fais attention, je t'ai à l'œil»

Particulièrement sujet à la critique du grand chef, François Ruffin, qui tente depuis dimanche soir de récupérer le leadership du Nouveau Front populaire, a, lui, bien été investi par LFI. *« Il dispose d'un capital symbolique qui empêche Jean-Luc Mélenchon de l'abattre, cela serait mal pris de la part de l'électorat de*

Jean-Luc Melenchon, le 1er juin, à Toulouse. PAT BATARD / HANS LUCAS VIA AFP

Raphaël Arnault, un militant antifa et fiché S investi par LFI

Hugues Maillot

Obtenue de haute lutte, la nouvelle union des gauches a accouché de quelques surprises. Parmi elles, l'investiture de Raphaël Arnault pour la première circonscription du Vaucluse, qui comprend notamment la ville d'Avignon. Âgé de 29 ans, cet inconnu du grand public n'est pas un novice en politique. En 2022, il s'était présenté dans la deuxième circonscription du Rhône, sa région natale… face à la Nupes, la précédente union des gauches. Cette campagne restera anecdotique, puisqu'il fut balayé avec 6,81 % des voix, alors que le candidat Nupes, ex-député LREM, s'est imposé confortablement face à son adversaire macroniste.

Ce n'est pas pour son action politique que Raphaël Arnault fait parler de lui, mais pour son militantisme. Le jeune homme est porte-parole de la Jeune Garde, mouvement antifasciste violent, né à Lyon et agissant dans plusieurs grandes villes de France. À ce titre, il est fiché S et connu des services, indique une source bien informée, confirmant une information du magazine *L'Incorrect*. Venu du NPA, Raphaël Arnault est un proche d'Olivier Besancenot et de Philippe Poutou. Il a aussi été aperçu avec Jean-Luc Mélenchon, Éric Coquerel ou encore le controversé Taha Bouhafs.

La Jeune Garde, dont les membres sont généralement issus de la mouvance anarcho-libertaire, est souvent accusée de mener des actions violentes. Un militant de droite avait précédemment témoigné dans nos pages d'une *« violente agression »* de la part de Raphaël Arnault et d'un autre membre de la Jeune Garde. *« Ils me sont tombés dessus à deux contre un et m'ont tabassé à coups de casque »*, avait raconté la victime.

Parachutage

En octobre 2023, la présidente du collectif féministe identitaire Némésis, Alice Cordier, avait également accusé le militant antifa de l'avoir menacée de mort lors d'un rassemblement à Lyon. Dans un enregistrement audio diffusé sur les réseaux sociaux, une voix d'homme, attribuée à Raphaël Arnault, lui promettait *« une balle dans la tête »*. La jeune Mila, qui avait été harcelée en 2020 après des propos virulents sur l'islam, avait affirmé avoir été *« agressée »* lors du même rassemblement, et notamment par Raphaël Arnault, ce qu'avaient démenti les syndicats.

Ces dernières années, la Jeune Garde a cherché à gagner en respectabilité, prenant peu à peu de l'ampleur médiatique. Le 3 avril 2023, Raphaël Arnault avait même été invité à un débat à l'Assemblée nationale sur *« la lutte contre le terrorisme d'extrême droite »*, malgré les pratiques de son groupuscule. Plus récemment, le militant a été convoqué par la police pour «apologie du terrorisme» après avoir notamment qualifié le Hamas de mouvement de «résistance», le 7 octobre. Il en avait profité pour accuser l'Organisation juive européenne d'être responsable de cette convocation.

Le parachutage du militant à Avignon n'a en tout cas pas manqué de faire réagir les élus locaux. La candidate du Rassemblement national dans la première circonscription du Vaucluse, Catherine Jaouen, a jugé dans un communiqué que *« la violence politique n'a pas sa place en Avignon »*. La candidature de Raphaël Arnault pourrait ressembler à du pain bénit pour le RN, dans une circonscription que le parti à la flamme avait déjà subtilisée au PS en 2022. Les socialistes ne s'y sont d'ailleurs pas trompés, en intentant un recours contre cette investiture, selon *La Provence*. ■



Raphaël Arnault est candidat dans la 1re circonscription du Vaucluse. VILLETTE PIERRICK/ABACA

Poutou candidat malgré l'enquête contre le NPA pour apologie du terrorisme

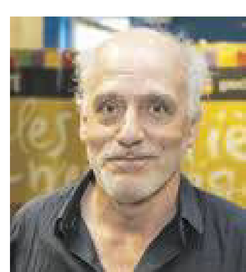
Il faut presque se pincer pour le croire. François Hollande et Philippe Poutou mèneront donc campagne sous la même bannière du Front populaire pour les élections législatives. *« C'est pathétique »*, a répliqué Éric Dupond-Moretti, le ministre de la Justice samedi. L'ancien président socialiste a pourtant toujours mis en garde contre les discours et les outrances de ce représentant de l'extrême gauche française, aujourd'hui conseiller municipal d'opposition à Bordeaux. D'autant que sa formation, le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), est allé bien plus loin que de simples appels au Grand Soir ces derniers mois.

Au lendemain des attaques terroristes du Hamas le 7 octobre contre Israël, la formation avait *« rappelé son soutien aux Palestiniens/nes et aux moyens de lutte qu'ils et elles ont choisi pour résister »*. *« Intifada ! »*, avait conclu le parti d'extrême gauche. Le NPA avait dans la foulée été visé par une enquête pour apologie du terrorisme. Philippe Poutou avait ensuite reconnu que le communiqué avait *« sous-estimé »* la réalité face aux *« tueries »* du Hamas, tout en refusant néanmoins de le qualifier de *« groupe terroriste »*. *« Dès qu'on est en révolte contre un pouvoir, celui-ci nous traite de terroristes »*, avait-il insisté à France Bleu, trois jours après l'attaque.

Sur le plan national, le NPA a également toujours refusé de condamner la violence dans les manifestations. Lors des débordements en marge des rassemblements contre la réforme des retraites au printemps 2023, Philippe Poutou avait jugé que cela faisait *« partie du combat social »*. *« J'ai fait les manifs de bout en bout, ce que j'ai vu ce sont des feux de poubelles, donc si c'est ça la violence… Non, je ne condamne pas des feux de poubelles »*, avait-il ironisé auprès de BFMTV.

Ses positions ne l'auront donc pas empêché d'être investi par le Front populaire pour les élections législatives anticipées. Philippe Poutou a reçu une investiture estampillée LFI dans la 1re circonscription de l'Aude. Les deux formations s'étaient déjà alliées lors des régionales de 2021 en Nouvelle-Aquitaine.

Sa venue fait désormais grincer des dents dans le reste de la gauche, et encore plus au niveau local. *« Nous aurions dû faire plus attention lors des négociations… »*, admet un élu socialiste, même s'il était convenu que chaque force politique avait la liberté d'investir les représentants qu'elle souhaitait dans les circonscriptions réservées. Déjà, une candidature étiquetée «divers gauche» serait en préparation sur ce territoire. ■ **P.L.**



Philippe Poutou a été investi par LFI dans la 1re circonscription de l'Aude. NICOLAS MAETERLINCK/ BELGA VIA REUTERS CONNECT



gauche », avance un socialiste. Le noyau dur mélenchoniste a quand même trouvé un moyen de porter préjudice au prétendant. Ils n'ont pas investi Guillaume Ancelet, président du microparti de François Ruffin et architecte de sa candidature putative à l'Élysée. Il s'était pourtant déclaré candidat dans la 5e circonscription de la Somme, avant de renoncer. *« Le signal envoyé par Mélenchon, c'est : François, fais attention, je t'ai à l'œil »*, décrypte l'ancien Insoumis.

Malgré ce coup de force, l'autorité de Jean-Luc Mélenchon a été sévèrement remise en cause dimanche. Fait rarissime : l'un des siens a perdu son bras de fer face à la pression du reste de la gauche. Alors qu'il avait donc été réinvesti malgré sa condamnation, Adrien Quatennens a fini par renoncer à son investiture dans la 1re circonscription du Nord dimanche matin. *« Je n'entends pas plus longtemps que ma candidature soit utilisée contre La France insoumise et le Nouveau Front populaire pour leur nuire dans un moment où toute l'énergie doit être mobilisée pour battre l'extrême droite »*, a-t-il annoncé à la presse.

Invité sur France 3 dimanche midi, Jean-Luc Mélenchon a fait part de sa *« douleur »* pour cet Insoumis qu'il a coutume d'appeler *« fils »* en privé. *« C'est extraordinaire de voir un homme capable, alors qu'il va à une élection où il a les plus grandes chances d'être élu, de dire : "Je ne veux pas être un problème pour ma cause" »*, a-t-il affirmé. Le reste du Front populaire y a surtout vu la démonstration que l'hégémonie Insoumise n'était pas éternelle. Qu'il était possible de faire plier le chef de LFI. Au risque de déclencher une nouvelle bataille à gauche, au moment même où le RN est donné vainqueur des élections législatives à venir… ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Un label commun mais un chacun pour soi trompeur

Qui faut-il croire ? Jean-Luc Mélenchon ou Manuel Bompard ? Le fondateur des Insoumis, qui assure, main sur le cœur, qu'il *« jette la rancune à la rivière »* avec François Hollande ? Ou le patron de LFI, qui juge *« incongrue et absolument incohérente »* la candidature de l'ancien président de la République ? Les deux, si proches entre eux, dévoilent en fait le pot aux roses d'une alliance de dupes qui sait que ses chances de gagner sont faibles, mais qui veut tirer le profit maximal de « l'expérimentation hasardeuse » de la dissolution décidée par Emmanuel Macron.

Ce n'est pas tant l'envie de l'ancien chef de l'État de revenir dans le jeu qui est « incongrue » – qui en doutait ? –, mais l'étiquette commune portée par le père de la loi travail de Myriam El Khomri ou du CICE pour les entreprises, et par Louis Boyard, qui n'a cessé de répéter que *« la police tue »*. Ce qui est incongru, c'est que ceux qui ont espéré dans une refondation de la gauche sur une ligne européenne et sociale-démocrate derrière Raphaël Glucksmann partent sous la même bannière que Philippe Poutou, le porte-parole du NPA. Ce qui est incongru, c'est que l'ancien ministre de la Santé Aurélien Rousseau fasse campagne pour l'abrogation de la loi sur les retraites, dont il fut la cheville ouvrière en tant que directeur de cabinet d'Élisabeth Borne.

L'étonnement qui a accueilli le retour de François Hollande, l'effarement face aux « purges » internes à LFI, la contestation de l'investiture accordée à Adrien Quatennens, avant que celui-ci annonce son retrait, sans parler de l'adoubement d'un antifa fiché S ou d'un candidat ayant décrit Glucksmann en *« candidat sioniste »* : cela montre que, au-delà des grands écarts idéologiques, le chacun pour soi le dispute au n'importe quoi.

Il n'avait pas fallu vingt-quatre heures pour qu'avec le Nouveau Front populaire la gauche oublie ses fractures fondamentales. Il n'en a fallu guère plus pour que celles-ci lui reviennent en pleine figure. Faute d'un accord préalable, chacun a découvert les duplicités des autres. Les quotas de candidats avaient été répartis et chaque parti a fait sa tambouille interne. À charge pour les uns d'avaler la couleuvre Hollande, aux autres de se contenter d'indignations verbales contre les évictions décidées par Jean-Luc Mélenchon. La gauche a fait l'union les yeux fermés, convaincue que se poser en rempart contre *« l'extrême droite aux portes du pouvoir »* la dispensait de toute rigueur dans son projet – au coût évalué entre 100 et 300 milliards d'euros ! –, et de toute éthique de comportement.

Face à un RN en progression, mais pas encore majoritaire, une majorité sortante qui n'espère au mieux que limiter les dégâts en soutenant Macron, et une droite qui se complaît dans les délices de l'autodestruction, la gauche se prend à rêver. Peu importe la cohérence. Mais, puisqu'elle prétend gagner, c'est face à cette perspective que ses électeurs potentiels doivent aussi se placer. Toutes les figures de la gauche ne veulent pas être identifiées aux dérives de LFI depuis sept ans, mais, de Hollande à Poutou, tous les députés élus sous le label commun du Nouveau Front populaire seront responsables et solidaires d'un éventuel exécutif imposé, avec ou sans Mélenchon à sa tête, par des Insoumis assurés de rester la première composante de la gauche. ■

L'obsession des Blancs d'Aly Diouara, choisi à la place de Raquel Garrido

Écartée par LFI de l'investiture aux législatives, la députée sortante Raquel Garrido n'a pas épargné son potentiel successeur, *« un pseudo-Insoumis qui est, à la ville, employé de Mme Lagarde* (épouse de Jean-Christophe Lagarde, battu aux dernières législatives par Mme Garrido elle-même, NDLR) *à la mairie de Drancy »*. Aly Diouara est en effet fonctionnaire territorial à la mairie de Drancy. Il est aussi le président du collectif citoyen La Seine-Saint-Denis au cœur, qui milite pour l'inclusion des habitants de banlieue. En 2022, il s'était présenté aux législatives et avait rassemblé 8,7 % des voix au premier tour.

Durant la campagne des européennes, cet ancien éducateur s'est aussi opposé avec force au Parti socialiste. Parfois avec une certaine ambiguïté. Dans un tweet daté du 12 mai dernier, l'homme qualifiait Raphaël Glucksmann de *« candidat sioniste de la droite libérale de gôche (sic) »*. En mars 2022, il avait déjà publié un message équivoque à propos des Juifs : *« Israël donne son feu vert pour l'accueil de réfugiés ukrainiens… juifs. Euh… Ah OK »*.

Mais la véritable obsession d'Aly Diouara semble bien être la couleur de peau. En août 2022, le fonctionnaire partageait une photo de plusieurs responsables de gauche, avec cette légende : *« Salut les Blancs, dites… on vous dérange pas trop dans votre remake de la conférence de Berlin ? »*, en référence à cette réunion entre plusieurs pays occidentaux en 1884-1885 sur le partage et la division de l'Afrique. Un mois auparavant, Aly Diouara avait déjà fustigé *« tous ces BLANCS qui décident où et comment vont vivre les gueux (noirs, arabes, indo-pakistanais & co) »*. En avril 2024, il reprochait à Bruno Retailleau *« d'apporter son soutien à un couple de délinquants blancs et bourgeois »*, en l'occurrence François Fillon et son épouse.



Aly Diouara est candidat LFI dans la 5e circonscription de la Seine-Saint-Denis.
CIRCONSCRIPTION DE LA SEINE-SAINT-DENIS

À l'été 2022, Aly Diouara a aussi défendu l'imam Hassan Iquioussen, expulsé vers le Maroc pour des discours *« haineux envers les valeurs de la République »*. En juillet, le fonctionnaire partageait une publication sur X que *« l'islamophobie est avant toute chose un racisme d'État »*, dans un discours proche de celui tenu par les partisans des Frères musulmans. *« Mon soutien à l'homme, à ses enfants et petits-enfants et à toutes les victimes de ce climat racistement (sic) hostile »*, écrivait-il. Quelques jours plus tard, il avait dénoncé *« une chasse à l'homme institutionnelle »* contre ce même imam. ■

H.M.

François Hollande : les coulisses d'un retour surprise

Ils ont beau répéter que l'instant est grave, que le RN n'a jamais été aussi proche d'accéder aux responsabilités. Que la période demande donc de la retenue, de l'humilité… Mais au bout de quelques instants, les hollandistes interrogés ne peuvent s'empêcher d'éclater de rire. Tous voient dans la candidature surprise pour les législatives de l'ancien président socialiste en Corrèze, sous la bannière du Nouveau Front populaire, un énième coup de génie. *« C'est la surprise du chef, mais parce que c'est le chef »*, lance un d'entre eux.

Alors que toutes les cartes ont été rebattues depuis l'annonce de la dissolution par Emmanuel Macron, François Hollande, longtemps donné hors jeu à gauche, a tout de suite vu le trou de souris. Tout n'était qu'une question de manœuvre… Un des deux courants minoritaires du PS, dont il est très lié, a dégagé la piste d'atterrissage en négociant en interne pour « récupérer » l'investiture de la 1re circonscription de Corrèze. Les opposants d'Olivier Faure avaient raconté que l'investiture reviendrait à Bernard Combes, le maire de Tulle. Ce dernier était bien sûr dans la confidence.

En parallèle, François Hollande s'invite au « 20 Heures » de TF1 jeudi soir pour annoncer qu'il soutient le Front populaire. Présents au siège des Verts où ils viennent de conclure l'accord, les dirigeants du PS le découvrent en direct. *« Pour moi, ce qui est essentiel, c'est que l'union ait pu se faire »*, indique François Hollande. Coup de chance, l'ancien président évite une question sur une potentielle candidature. Mais les responsables socialistes les plus aguerris connaissent trop bien l'animal pour savoir que l'ancien chef de l'État a dix mille idées derrière la tête. *« À ce moment-là, il savait évidemment qu'il serait candidat »*, raconte un des rares cadres dans la confidence.

La rumeur qui affole les boucles de messageries se confirme samedi matin sur le marché de Tulle. La scène semble sortir d'un autre temps. François Hollande serre des mains, claque des bises. L'ancien président est dans son jardin, lui qui a été député de la circonscription pendant près de vingt ans. La presse du coin est convoquée en urgence. *« Si j'ai pris cette décision, c'est parce que j'ai estimé que la situation était grave, plus qu'elle ne l'a jamais été. Grave parce que le danger représenté par l'extrême droite est aujourd'hui avéré. Jamais l'extrême droite n'a été aussi proche du pouvoir depuis la Libération »*, rappelle l'ancien président, précisant qu'à *« situation exceptionnelle, décision exceptionnelle »*.

Olivier Faure : « Je n'étais pas au courant »

Olivier Faure, qui a longtemps cru s'être débarrassé des vieux éléphants du PS, reste impuissant. *« Je n'étais pas au courant »*, a reconnu samedi le premier secrétaire depuis le rassemblement parisien contre le RN. Quelques instants plus tard, le parti disait *« prendre acte »* de la décision de la fédération de Corrèze. *« Olivier Faure ne pouvait rien faire. Il a défendu les frondeurs Insoumis virés par Jean-Luc Mélenchon. Il ne pouvait donc pas exclure, à son tour, un ancien président socialiste. Finalement, Mélenchon a aidé Hollande ! »*, se régale un vieux routier, proche de l'ancien président.

Invité sur France 3 dimanche midi, le chef des Insoumis a de son propre aveu reconnu qu'il ne s'attendait pas à ce retour. Lui qu'il a tant combattu, que ce soit au sein du Parti socialiste ou lorsque François Hollande était à l'Élysée… La saga se poursuit. *Tout renfort est le bienvenu pour combattre le Rassemblement national. Je jette la rancune à la rivière, et j'espère qu'il en fait autant*, a simplement répliqué Jean-Luc Mélenchon.

Les soutiens de l'ancien chef de l'État considèrent que son retour va désormais permettre de *« rééquilibrer »* le Nouveau Front populaire pour ne pas le laisser entre les mains de LFI. *« Jusqu'ici, seul Jean-Luc Mélenchon était un émetteur puissant à gauche. Le retour de François Hollande va changer les choses »*, veut croire un cadre. Un autre élu socialiste prévient malgré tout : *« Il faut faire attention. Sur le terrain, je rencontre peu de Français contents de voir le retour de François Hollande. Ils se disent surtout que le sketch continue… »* ■

P.L.



François Hollande a annoncé sa candidature en Corrèze, dimanche à Tulle.
PASCAL LACHENAUD / AFP

Marine Le Pen : « Le bloc islamo-gauchiste prône la disparition de l'ensemble de nos libertés »

Propos recueillis par Jim Jarrassé, Paul Laubacher et Vincent Trémolet de Villers

L'ancienne candidate à la présidentielle assure qu'« il est évident que l'abomination, pour le pays, c'est la Nupes 2 ».

Marine Le Pen est députée sortante du Pas-de-Calais, ex-candidate du Rassemblement national à la présidentielle.

LE FIGARO. - Au lendemain de la dissolution, on assiste à l'émergence de trois blocs : une gauche unie, un centre macroniste affaibli et l'alliance entre le Rassemblement national et Éric Ciotti. Avez-vous pris la place de la droite dans le paysage politique français ?

MARINE LE PEN. - Je ne crois pas qu'il y ait un retour du clivage gauche-droite. L'existence d'une alliance avec une partie de LR ne fait pas du RN un parti de droite. Le RN est un parti patriote dont l'objectif est de ne pas se laisser enfermer dans une catégorie, qu'elle soit de droite ou de gauche. Nous restons donc sur un combat entre les nationaux, c'est-à-dire ceux qui considèrent que la nation est essentielle dans toutes ses prérogatives, et puis les internationalo-mondialistes. Les deux autres blocs de gauche et macroniste ont une vision que j'appelle post-nationale : les uns parce qu'ils considèrent qu'il ne doit pas exister de frontières, que le monde entier doit pouvoir venir en France et bénéficier de notre système, et, d'un autre côté il y a un mouvement qui aspire la substance même de la souveraineté nationale par l'intermédiaire d'une structure supranationale.

Quel est votre principal adversaire entre Macron et Mélenchon ?

Je ne mets pas les deux blocs sur un pied d'égalité. Il est évident que l'abomination, pour le pays, c'est la Nupes 2, qui est pire que la Nupes 1. C'est l'islamo-gauchisme qui prône de manière presque assumée la disparition de l'ensemble de nos libertés. La première d'entre elles étant la liberté d'être français et d'en tirer quelques bénéfices : la liberté de posséder, la liberté de manifester, la liberté d'expression. Ils souhaitent le désarmement physique et moral de la police, sont pour la mise à bas de notre structuration constitutionnelle et républicaine.

La destruction opérée par Macron est plus subtile. Lui nous laisse un pays en ruine où l'ensemble des moyens des services publics est détruit. L'immigration est hors de contrôle, l'insécurité détruit la paix civile. Les deux sont dangereux, mais il est évident que la lutte prioritaire, qui nécessite que tout le monde se rassemble, est contre le bloc islamo-gauchiste.

En 2017, vous avez appelé les électeurs de Jean-Luc Mélenchon à vous rejoindre. Vous avez eu des mots très durs à propos de LR. Qu'est-ce qui a changé ?

Nous avons toujours été conscients qu'il y avait au sein de LR, particulièrement chez les électeurs de LR et certains cadres de terrain, une proximité qui permettait d'envisager des choses avec eux. Mais il existait un fossé entre la base et la direction de LR. Éric Ciotti a mis un coup de pied dans la fourmilière, mais il n'a fait que crever l'abcès des divergences idéologiques profondes qui existent à la tête de LR.

Reste donc le ventre mou de LR, qui serait d'accord pour une alliance, mais qui, en réalité, est tétanisé par les LR « canal hystérique ». J'ai été frappée de voir les termes utilisés par les caciques LR contre Éric Ciotti, qui sont les termes de l'extrême gauche. Cette outrance verbale est étonnante, surtout pour aller derrière faire un accord avec la macronie de manière secrète. Ils vont faire croire aux électeurs que ce n'est que par le plus grand des hasards que, en face d'un candidat LR, il n'y a pas de candidat macroniste, alors qu'en réalité tout ça est négocié. C'est une escroquerie.

On assiste à un moment absolument historique où l'ensemble des digues absurdes qui ont été posées dans les quarante dernières années sont en train de sauter. Il fallait le premier coup de pioche dans ce « mur de Berlin », la première faille dans le barrage. Éric Ciotti a eu le courage de le faire. Face au programme du Nouveau Front populaire, qui provoquerait la disparition de notre pays en l'espace de quelques mois, et à l'urgence de la situation, les forces nationales ont l'obligation de se rassembler.

« Emmanuel Macron disait : "C'est moi ou le chaos." Mais le chaos, c'est lui »

Envisagez-vous le scénario d'une Assemblée ingouvernable, sans aucune majorité claire, qui ouvrirait une forme de crise de régime ?

Le général de Gaulle avait réussi à construire une architecture constitutionnelle d'une incroyable solidité dont on pensait que rien ne pouvait permettre le blocage, mais Emmanuel Macron a réussi à trouver un trou de souris pour mettre en place les conditions d'un blocage total du fonctionnement démocratique de notre pays. Dans ce cas, la Constitution ne laisse plus qu'un seul choix : la démission.

Appellerez-vous à la démission du président, en cas de large victoire de votre camp ?

Non, je suis respectueuse des institutions, je n'appelle pas au chaos institutionnel. Il y aura simplement une cohabitation.

Dans ce cas-là, Jordan Bardella serait à Matignon, mais quelle serait votre place ?

Je serais la présidente du groupe majoritaire d'un gouvernement de cohabitation. Ce n'est pas exactement la même chose que d'être à la tête d'un groupe de la même famille que le président, à qui le ministre, à la demande de l'Élysée, demande de voter des lois. Je suis là où il est utile que je sois. Présider un groupe majoritaire en période de cohabitation, sachant que ça va être dur, c'est ma place.

Si vous gagnez, craignez-vous des troubles à l'ordre public ?

Oui, mais là encore, qui est responsable ? C'est le président de la République. Cela fait des années que l'extrême gauche fait œuvre de violence en toutes circonstances, qu'il pourrit toutes les manifestations sociales, toutes les manifestations politiques, le mouvement des « gilets jaunes », en toute impunité. Emmanuel Macron disait : *« C'est moi ou le chaos. »* Mais le chaos, c'est lui. C'était le chaos social, le chaos sécuritaire, le chaos migratoire et maintenant, c'est le chaos institutionnel. Nous, nous incarnons l'ordre et la tranquillité. Le RN n'a jamais organisé une manifestation contre le résultat des élections, jamais empêché la tenue du meeting d'un adversaire, jamais transformé l'Assemblée nationale en ZAD…

Vous souhaitez un gouvernement d'union nationale. Sur qui pouvez-vous compter pour le composer ? Cette question fait-elle partie de l'accord négocié avec Éric Ciotti ?

Non. Nous avons une charte qui s'appelle Union pour la France, qui a vocation à déboucher sur un gouvernement d'union nationale qui peut ne pas obligatoirement se limiter à des composantes politiques. Face à la situation de crise budgétaire, migratoire, sécuritaire, le peuple français a la capacité de faire émerger des gens compétents et de bonne volonté, quelle que soit leur couleur politique. Je suis épatée par le nombre de hauts fonctionnaires, de diplomates, qui me disent qu'ils sont tout à fait prêts à travailler avec le RN. Nous n'aurons aucune difficulté à constituer un gouvernement.

« Je suis épatée par le nombre de hauts fonctionnaires, de diplomates, qui me disent qu'ils sont tout à fait prêts à travailler avec le RN »

Après l'annonce de la dissolution, les marchés ont brutalement chuté. Sentez-vous une défiance des forces économiques à l'égard d'une éventuelle cohabitation avec le RN ?

Les marchés détestent l'incertitude. Ce n'est pas tant la victoire du RN qui a inquiété les marchés que la dissolution en elle-même. L'incertitude, elle est également le fait de la situation économique du pays et parce qu'Emmanuel Macron a fait 1000 milliards de dettes en sept ans.

Enfin, il y a une forme de méconnaissance des marchés financiers du projet du RN. C'est vrai aussi pour le milieu économique. Ils n'ont entendu de notre projet que la caricature qui en est faite. Quand ils en prennent connaissance, ils trouvent cela plutôt raisonnable.

Si vous arrivez au pouvoir, est-ce le programme du RN qui sera mis en place ou un programme négocié avec LR ?

Non, il n'y a pas eu de programme négocié. Il y a une Assemblée nationale, où Éric Ciotti aura son groupe de députés. Et, s'il est nécessaire qu'il y ait des discussions sur un texte, on les engagera pour assurer au vote de ce texte une majorité.

Quels engagements de votre programme de 2022 conservez-vous ?

Ce n'est ni tout ni rien. Toutes les mesures que nous proposons sont de bonnes mesures. Après, il y a la question de la priorité de leur mise en œuvre. Comme l'a dit Jordan Bardella, il y a des mesures qui sont prioritaires, urgentes, très importantes. Il y en a d'autres qui sont des bonnes mesures, mais qui peuvent intervenir plus tard dans le mandat en fonction des marges de manœuvre qu'on aura réussi à dégager.

Quelles marges ?

Il y a quand même un éléphant dans le couloir des dépenses publiques. Il s'appelle l'immigration. Tout le monde fait semblant de ne pas voir ce qu'il pèse comme poids dans les finances publiques. Quand vous faites entrer 500 000 personnes légalement par an, il faut 4000 lits d'hôpitaux supplémentaires. Non seulement on ne les ouvre pas, mais on en ferme, et l'hôpital s'effondre. Il faut aussi instruire leurs enfants. Il faut aussi les loger. Et, oui, il y a une pénurie de logements. Tout le monde dit : on a besoin de plus de policiers, parce qu'il y a plus d'insécurité. Mais, l'insécurité, c'est aussi lié à l'immigration massive, dérégulée.

Vous voyez, c'est l'éléphant. Ce n'est pas seulement le poids financier, c'est aussi le fait que nous n'avons pas les marges de manœuvre pour, en réalité, accueillir correctement ces gens. Donc, les services publics s'effondrent sur eux-mêmes.

Dans votre programme, il y a la réforme des retraites, la suppression de l'IFI ou encore une réforme des droits de succession. Ces mesures vont-elles être appliquées tout de suite ou plus tard ?

Jordan Bardella a dit : il y a les urgences. Et l'urgence, tout de suite, c'est le pouvoir d'achat, la sécurité et l'immigration. Ensuite, il y a le temps des réformes. À ce moment-là, il y aura la réforme des retraites, mais pas seulement.

Sur l'IFI, nous voulons en effet le supprimer, mais, comme nous avons des besoins de financement pour certaines politiques qui nous paraissent fondamentales, je pense par exemple à la politique familiale, nous le remplacerons par un « impôt sur la fortune financière ». Emmanuel Macron a mis en place l'impôt du déracinement. Plus vous êtes déraciné, moins vous êtes taxé. Nous voulons faire exactement l'inverse. Dans la même logique, nous voulons faire sortir la résidence principale (ou unique, résidence dont vous êtes propriétaire, mais qui n'est pas votre principale) de la succession.

« Il y a quand même un éléphant dans le couloir des dépenses publiques. Il s'appelle l'immigration »

Vous parlez de stabilisation des finances publiques. Comment voulez-vous faire pour y arriver ?

Tout cela va être précédé d'une grande commission d'audit des comptes publics, pour deux raisons essentielles. D'abord, nous voulons dire la vérité aux gens, et je pense que nous allons soulever quelques tapis et trouver quelques moutons, quelques dépenses honteuses cachées. Nous ne pouvons pas prendre le pouvoir, détenu pendant trente ans par les mêmes, sans avoir une vision extrêmement claire de la situation. Nous devons être les candidats et les élus de la vérité. Nous allons peut-être nous apercevoir que la réforme des retraites de M. François Fillon, par exemple, n'a pas fait gagner d'argent…

Il y a une coalition électorale qui propose l'abrogation de la réforme des retraites et le smic à 1600 euros. C'est le Nouveau Front populaire…

Cela fait des années qu'ils proposent ça, et les classes populaires ne votent pas pour eux. Il faut arrêter de penser que les gens ne sont pas lucides sur la situation du pays. Ils savent très bien que la France est dans une situation extrêmement périlleuse. Mais là, pour le coup, voter Nupes, c'est voter FMI. C'est un programme de gens qui, en réalité, envisagent de ne pas être au pouvoir. Que ce soit ça ou leurs mesures sur l'immigration, ce sera le chaos généralisé, la ruine et le FMI en l'espace de trois mois, ou même deux.

Vous êtes attendue sur la sécurité et l'immigration. Que pouvez-vous faire en cohabitation ?

Toutes les mesures que l'on peut mettre en œuvre. Et c'est ce qu'on fera : la suppression du droit du sol, la suppression des allocations familiales pour les parents d'enfants délinquants, la suppression des peines aménagées et des réductions de peine pour les atteintes aux personnes condamnées à plus de six mois de prison ferme. C'est le retour de la sacralisation de l'intégrité physique. Il y a aussi des textes qui existent déjà et qui ne sont pas appliqués, parce qu'il n'y a pas la volonté politique de les appliquer.

Il y a une politique dissuasive d'immigration à mettre en œuvre. Par exemple, nous allons voir quelle est l'intégralité des éléments de prestation non contributifs qui peuvent être, comme le RSA, soumis à un certain nombre de conditions.

L'absence de résultats immédiats ne risque-t-elle pas de limiter vos chances pour la prochaine élection présidentielle ?

Les Français et ceux qui nous font confiance savent que les résultats mettront du temps. Les Français n'attendent pas de baguette magique. Ils savent très bien que la situation est extrêmement obérée, mais ils veulent que nous allions dans le bon sens. Ils sont conscients que le gouvernement est allé très loin dans les erreurs qui ont été commises.

À la rentrée, vous serez jugée dans l'affaire des assistants parlementaires européens. Imaginez-vous une peine d'inéligibilité, qui vous empêcherait de vous présenter à l'élection présidentielle ?

Non, rien ne m'empêchera de me présenter à l'élection présidentielle. ■

Marine Le Pen, au siège du Rassemblement national, vendredi.
SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Emmanuel Macron peut-il peser sur les nominations aux «top jobs» de l'UE ?

Anne Rovan
Correspondante à Bruxelles

Affaibli depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, le président français devrait accepter la reconduction d'Ursula von der Leyen à la tête de la Commission européenne.



Un aparté entre Emmanuel Macron et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, en 2023, à Bruxelles.

JOHN THYS / AFP

Une nouvelle séquence européenne s'ouvre. Et elle s'annonce très délicate pour Emmanuel Macron. Les Vingt-Sept doivent tirer ce lundi les conséquences des élections européennes et s'atteler à la désignation des futurs dirigeants des institutions de l'UE. Trois postes sont à pourvoir. Au regard des résultats de dimanche, le PPE, arrivé en tête, peut prétendre à la présidence de la Commission, les sociaux-démocrates à celle du Conseil européen et les libéraux - arrivés troisième mais talonnés par les Conservateurs et réformistes européens (CRE) - décrocheraient le poste de haut représentant.

Un trio est envisagé : Ursula von der Leyen à la Commission, le social-démocrate portugais Antonio Costa au Conseil européen et l'Estonienne libérale Kaja Kallas au poste de haut représentant de l'Union. *«L'Europe ne doit pas ignorer le message du vote»*, a toutefois souligné samedi l'Italienne Giorgia Meloni, alors que l'extrême droite a enregistré des gains importants dans l'ouest de l'Union et que son propre parti, Fratelli d'Italia, est arrivé en tête dimanche. On prête à l'Italie le souhait d'obtenir un portefeuille important à la Commission, voire un poste de vice-président exécutif. Les décisions formelles doivent être prises au plus tard lors du sommet des 27 et 28 juin afin de permettre aux eurodéputés de confirmer le 18 juillet, par un vote à la majorité absolue, le nom du futur président de la Commission, désigné par le Conseil européen.

Mais, avant cela, il y a ce dîner informel convoqué à Bruxelles lundi soir. Lorsqu'il se retrouvera face à ses homologues, Emmanuel Macron ne pourra pas faire l'impasse sur les résultats calamiteux de sa majorité, écrasée par le Rassemblement national et talonnée par le Parti socialiste, ni sur sa décision de convoquer des législatives anticipées. Pour l'heure, les Européens en sont réduits à rester suspendus aux chaînes d'information françaises. *«On est tous accrochés à la télé»*, assure ce même diplomate, stupéfié par le climat qui règne dans l'Hexagone.

Une partie de l'Europe s'inquiète du chaos dans lequel est plongé le deuxième pays de l'UE, redoute de plus en plus de voir le président perdre son pari et se prépare à voir l'extrême droite ou le Nouveau Front populaire de gauche gagner les législatives. Les leaders, assis autour de la table, prêteront sans aucun doute une grande attention aux explications du président. Comme le rappelle un diplomate européen, *«cette dissolution, ce n'est pas qu'un risque pour la France, c'est un risque pour toute l'Europe»*.

Contrairement à nombre d'autres leaders, Emmanuel Macron a gardé son jeu en main sur les «top jobs», refusant de confirmer s'il soutiendrait ou non Ursula von der Leyen pour un second mandat à la présidence de la Commission, de loin le poste le plus important de l'UE. *«Il est le seul à pouvoir modifier le scénario»*, répétait-on côté français ces dernières semaines. Au final, il évitera de prendre un tel risque. *«Il est affaibli en France et incompris de ses partenaires»*, résume Sébastien Maillard, conseiller spécial à l'Institut Jacques Delors. *«Il était un "top job maker" ! Maintenant, il ne peut plus rien faire»*, abonde un diplomate.

Au regard de sa position actuelle, le président français ne peut en effet pas se permettre d'ouvrir un front en Europe. Brandir un veto comme il l'avait fait il y a cinq ans, après les européennes de 2019, serait inconcevable. À l'époque, il s'était opposé à la nomination de Manfred Weber, alors chef de file de la droite européenne pour les élections, en situation de devenir président de la Commission. Il avait aussi poussé en faveur de la nomination d'Ursula von der Leyen, réussi à placer le libéral belge Charles Michel à la présidence du Conseil européen et arraché la présidence de la BCE pour Christine Lagarde. Bref, le package de 2019 était signé Macron. *«Nous avons besoin de dirigeants européens forts avec une expérience forte»*, avait justifié le président alors que le PPE et les sociaux-démocrates venaient de perdre la majorité dont ils bénéficiaient au Parlement européen et n'avaient guère d'autres choix que de composer avec la famille libérale européenne et son dirigeant le plus fort, Emmanuel Macron. Au PPE, où l'on n'a rien oublié du veto français sur Manfred Weber et où l'on ne compte pas moins de treize dirigeants autour de la table du Conseil européen, on prend les devants. Au cas où. *«Si Macron tente une nouvelle fois de renverser la table, beaucoup lui diront de commencer d'abord par mettre de l'ordre dans son jardin et de ne pas mettre aussi le bordel en Europe»*, met-on en garde.

> **« Si Macron tente une nouvelle fois de renverser la table, beaucoup lui diront de commencer d'abord par mettre de l'ordre dans son jardin et de ne pas mettre aussi le bordel en Europe »**
> **Un membre du PPE**

La marge de manœuvre d'Emmanuel Macron est d'autant moins importante cette fois-ci qu'il ne peut pas compter sur l'appui des quatre autres dirigeants de Renew, une famille politique elle-même très affaiblie. Le Néerlandais Mark Rutte est sur le départ après la victoire du PVV de Geert Wilders aux élections générales. Candidat au poste de secrétaire général de l'Otan, il lui sera difficile de s'opposer aux choix des autres leaders. De même pour l'Estonienne Kaja Kallas, qui vise le poste de haut représentant. Quant au Belge Alexander De Croo, sorti très affaibli des élections générales dans son pays, il est premier ministre démissionnaire.

Tout en faisant entendre la voix de la France, le président devrait donc donner son accord au trio qui a de bonnes chances d'avoir la faveur d'un grand nombre de capitales, y compris l'Allemagne. C'est du moins ce qu'on laissait entendre côté français avant le week-end. *«Ce sont de belles personnalités»*, justifiait-on, en soulignant que le président avait reçu, mercredi à Paris, les assurances suffisantes d'Ursula von der Leyen sur les priorités qu'elle entendait donner à son prochain mandat. *«Je pense que les choses peuvent aller assez vite. J'irai lundi dans cet esprit»*, a pour sa part déclaré vendredi le président français, laissant ainsi entendre qu'il ne s'opposerait pas au scénario envisagé. Le président n'a pas d'autre choix que de faire le dos rond. *«En appuyant la reconduction de von der Leyen sans attendre le second tour des législatives*, affirme pour autant Sébastien Maillard, *il montre qu'il reste bien le chef à bord et que l'Europe reste bien son domaine.»* ■

Comment Charles Michel tente de torpiller la candidature d'Ursula von der Leyen

Le torchon brûle entre Ursula von der Leyen et Charles Michel. La discorde n'est pas nouvelle : en avril 2021 déjà, la première s'était retrouvée reléguée sur un canapé lors d'une rencontre conjointe à Ankara avec le Turc Recep Tayyip Erdogan, assis aux côtés du président du Conseil européen. Cette affaire, connue sous le nom de «Sofagate», avait enflammé Bruxelles au point d'obliger certaines capitales à intervenir pour faire retomber la pression. De part et d'autre, elle n'a jamais été digérée.

Et l'hostilité redouble en cette fin de cycle européen. Alors que «VDL» est, dans l'absolu, bien placée pour se succéder à elle-même à la tête de la Commission européenne, le président du Conseil, qui, lui, doit se résoudre à partir, s'emploie à torpiller les ambitions de la présidente sortante de l'exécutif européen. Ce que confirment nombre de diplomates, qui en sont réduits à bloquer les manœuvres de l'ex-premier ministre belge. *«C'est désolant»*, regrette l'un d'eux, évoquant les *«vrais problèmes de l'UE»* qui devraient, selon lui, primer. *«C'est ridicule»*, dénonce un second. *«Charles Michel s'affaiblit un peu plus lui-même et contribue à renforcer VDL»*, remarque un troisième.

Dans l'entourage de Charles Michel, on dénonce des *«accusations mensongères»*. Peu avant les élections européennes, l'intéressé avait pourtant, devant des journalistes de la presse européenne, multiplié les «piques» contre la présidente de la Commission. *«Pour l'efficacité de l'UE et une Union plus politique, l'impartialité de la Commission devrait être une priorité absolue»*, avait-il lâché avant de revenir sur les déclarations malheureuses de «VDL» lors de son voyage en Israël après les attaques du 7 octobre 2023. *«Nous avons rencontré un problème où la position de la Commission n'(était) pas impartiale et ne correspondait pas à la position habituelle en termes de soutien au droit humanitaire international et au droit international»*, avait poursuivi Charles Michel. Voilà pour la partie émergée de la campagne «anti-VDL» de Charles Michel.

En coulisses aussi, le président du Conseil européen multiplie les coups bas. Comme lors de cette tournée européenne entreprise ces dernières semaines pour discuter avec les leaders des priorités de l'UE pour la période 2024-2029, c'est-à-dire de l'agenda stratégique de l'Union. Au cours de ses huis clos, il n'a pas épargné VDL, vis-à-vis des dirigeants non-membres du PPE, la famille politique à laquelle appartient la présidente sortante. *«Trop allemande ! Trop autonome»*, rapporte un interlocuteur informé des échanges.

Candidate naturelle

Ces derniers jours, Charles Michel a aussi poussé un «paquet alternatif» de nominations - le Grec Kyriakos Mitsotakis à la Commission et la Danoise Mette Frederiksen au Conseil européen -, éliminant de facto la présidente sortante de la Commission. Avec l'objectif, selon une source européenne, de *«se placer pour le poste de haut-représentant»*, le troisième «top job» à pourvoir, actuellement occupé par l'Espagnol Josep Borrell. Charles Michel a également manœuvré pour dissocier la nomination de «VDL» et celles du futur président du Conseil européen et du haut-représentant, qu'il voulait repousser à la fin de l'été. Les ambassadeurs l'ont encore contré. *«Cela aurait été*, réagit une source, *un appel au meurtre contre VDL au Parlement européen»*, où la présidente sortante fera face à une élection très serrée au Parlement européen, si elle est choisie par les Vingt-Sept.

En tant que président du Conseil européen, Charles Michel a la main sur les réunions des Vingt-Sept. C'est à lui qu'il revient de convoquer les réunions, de définir leur format, d'établir les ordres du jour et de préparer les conclusions ensuite amendées par les représentants des États membres. Et les diplomates ont dû réagir à plusieurs reprises, bloquant les initiatives du Belge. Beaucoup se sont ainsi étonné que «VDL» ne soit pas conviée par Charles Michel à la réunion de ce lundi soir, au moins pour la partie ne portant pas sur les «top jobs». Après tout, cette réunion a aussi vocation à tirer les leçons des élections européennes. *«Dans ses appels téléphoniques, il a présenté les choses de la manière suivante : "Êtes-vous d'accord pour dire que 'VDL' ne devra pas être là quand on parlera des 'top jobs' ?" Les gens ont dit oui. Et il en a tiré la conclusion qu'elle ne devait pas être là du tout»*, soupire un diplomate européen. Face aux protestations des États membres, les équipes de Charles Michel ont rectifié le tir dans un mail adressé à l'ensemble des membres du Conseil européen, où siège aussi «VDL», tout en veillant à ne pas citer le nom celle-ci…

Dans l'entourage d'Ursula von der Leyen, les peaux de banane de Charles Michel sont accueillies avec mépris : *«On s'en fout complètement, royalement. La présidente a d'autres chats à fouetter et Charles Michel n'aura aucun effet sur le processus des nominations.»* Parmi les diplomates, on ne nie pas que «VDL» est parfois allée trop loin, s'autorisant à présenter des propositions comme si c'étaient des décisions, alors qu'elle n'avait pas reçu l'aval des États membres. *«Il va falloir stabiliser tout ça»*, convient une source européenne. Pour autant, elle reste la candidate naturelle à sa succession. Et le moment venu, ce sera à l'ex-premier ministre belge d'annoncer que les Vingt-Sept la proposent pour un second mandat. À entendre un diplomate, ce ne sera pas chose aisée pour Charles Michel : *«Je pense que ça lui raclera la gorge.»* ■

A. R.

Nicolas Barotte
Envoyé spécial sur une base militaire dans le sud-ouest de la France

Avec des instructeurs français, les futurs pilotes ukrainiens de F-16 se forment sur Alpha Jet

Depuis le mois de mars, une dizaine de militaires ukrainiens s'entraînent aux techniques de combat aérien sur une base aérienne française.



Un pilote ukrainien et un instructeur militaire français *(à l'arrière)* s'apprêtent à décoller, vendredi, à bord d'un avion de chasse Alpha Jet, sur une base aérienne de l'armée française, dans le sud-ouest de la France. CHRISTOPHE ARCHAMBAULT/AFP

Des Alpha Jet traversent le ciel. À bord de chacun se trouve un pilote ukrainien, accompagné d'un instructeur français. Dans le sud-ouest de la France, sur une base dont la localisation doit être tue pour des raisons de sécurité, l'armée de l'air forme une dizaine de militaires ukrainiens. *« Nous fournissons une formation générique de pilote de chasse »*, explique le commandant de la base (1). Son anonymat est aussi requis. L'armée prend très au sérieux les menaces de déstabilisation ou les approches d'agents russes, assure-t-on au sein de l'état-major. Même s'ils ne sont que quelques-uns, ces futurs pilotes, quasiment sans expérience aérienne, devront jouer un rôle clé dans la poursuite de la guerre contre l'invasion russe, à bord des F-16 promis par les Occidentaux.

En attendant, l'entraînement commence sur les biréacteurs biplaces français. Plusieurs appareils attendent, sortis des hangars, sous les abris en bord de piste. D'une dizaine de mètres d'envergure et d'une douzaine de mètres de long, les Alpha Jet, produits par Dassault* avec l'entreprise allemande Dornier, sont plus simples à prendre en main que les F-16. *« Apprendre à piloter directement sur F-16, sur Mirage ou sur Rafale est trop difficile*, poursuit le colonel. *Tous ces avions vont plus vite, ils accélèrent plus rapidement, leurs performances sont supérieures, les systèmes d'armes sont plus complexes. Les Alpha Jet permettent d'acquérir les bases, d'apprendre à naviguer dans la troisième dimension. C'est une transition idéale. L'Alpha Jet est aussi conçu pour pardonner des erreurs de pilotage. »* Une fois les fondamentaux maîtrisés, les pilotes ukrainiens, arrivés pour les premiers en mars, poursuivront après l'été leur formation ailleurs, probablement en Roumanie.

Les premiers F-16, fournis par le Danemark et les Pays-Bas, devraient être disponibles cet été. La transition ne sera pas si difficile pour les apprentis. Jusqu'en 2019, l'armée de l'air belge se formait en France sur ces Alpha Jet de nouvelle génération. Ceux-ci ont bénéficié d'une modification du cockpit en version « tête haute » reprenant « la symbologie » des avions F-16.

L'armée de l'air française était sur le point de remiser ses Alpha Jet, sur lesquels des générations se sont formées. Les premiers appareils sont entrés en service en 1979. Les derniers étaient utilisés comme « plastron » lors d'exercices, ou servaient à l'entraînement des contrôleurs aériens militaires. Pour encadrer les soldats ukrainiens, il a fallu faire appel à quelques réservistes chevronnés, qui n'ont pas hésité à remonter dans les cockpits. *« Il a été mon instructeur »*, souffle un lieutenant-colonel en désignant un ancien des opérations en ex-Yougoslavie dans les années 1990.

Les pilotes ukrainiens n'étaient pas nés à cette époque. Sur la base française, ils sont une dizaine à se former actuellement, et un instructeur ukrainien. Ils ont entre 21 et 23 ans, dit-on, et le visage grave. Ils filent dans les couloirs ou vers leurs appareils le regard fixe sans se laisser déconcentrer. *« Ils sont conscients que leur pays compte sur eux »*, assure le chef des opérations. Sur leurs épaules, on distingue des patchs aux couleurs de l'Ukraine. Depuis que la décision de livrer des avions de chasse à l'Ukraine a été prise par Washington l'été dernier, la situation sur le champ de bataille s'est dégradée pour l'Ukraine. L'armée russe profite de sa supériorité matérielle pour épuiser les défenses aériennes de Kiev.

Même s'ils arrivent trop tard, les avions occidentaux serviront à protéger le territoire ukrainien avec une capacité air-air et aussi à appuyer localement des offensives au sol. Sans moyens aériens, les manœuvres ukrainiennes sont limitées sur le champ de bataille. *« La guerre de tranchées (en Ukraine) n'existe que parce que aucun des deux camps ne dispose de la supériorité aérienne »*, assurent les experts militaires du CSIS dans une note récente sur le rôle que pourront jouer les futurs F-16.

Vingt-six pilotes seront formés en tout par les Européens, dont la France. À eux s'ajouteront les pilotes formés aux États-Unis. Plus de 60 avions F-16 ont été promis à l'Ukraine, principalement par les Pays-Bas et le Danemark. Mais leur livraison s'étalera dans le temps et une poignée seulement sera disponible l'année prochaine. La dégradation du contexte a conduit le président français, Emmanuel Macron, à annoncer la livraison de Mirage 2000-5 français à l'Ukraine. Le calendrier et le cadre de la formation de leurs pilotes sont encore en discussion. La décision est de toute façon suspendue au verdict des prochaines législatives.

Quoi qu'il en soit, seul un nombre limité d'appareils pourrait être fourni, faute de stocks : il correspond à ceux mobilisés actuellement pour des missions de « posture permanente de sûreté » aérienne. *« Il faudra réarticuler notre activité et accélérer la livraison des Rafale »*, explique-t-on au sein de l'armée de l'air où l'on se préparait déjà à atteindre un seuil critique de 185 appareils entre 2027 et 2028. Le passage « au tout Rafale » est prévu à l'horizon 2030.

« La guerre de tranchées (en Ukraine) n'existe que parce que aucun des deux camps ne dispose de la supériorité aérienne »
Les experts militaires du CSIS

En attendant, les Ukrainiens s'entraînent. Ils sont logés sur la base française, n'en sortent pas. Dans la salle de briefing, les jeunes soldats et leurs instructeurs s'expriment en anglais, sans interprète. Avant d'arriver en France, les apprentis ont passé plusieurs mois au Royaume-Uni pour acquérir des bases linguistiques et quelques rudiments de vol. Sur la table devant eux, des enchevêtrements de cartes aux échelles différentes 1/50000 ou 1/100000 leur servent de support. Des schémas ont été tracés au feutre. *« Au début, il faut apprendre à naviguer, à respecter "le trait", à revenir sur "le trait" en cas de mauvais temps »*, explique le commandant pour résumer l'enjeu : suivre la trajectoire vers un objectif prédéfini en évitant les défenses au sol. *« On donne des cibles fictives, comme un bâtiment, qui devrait être détruit par un certain type d'armes. On simule aussi des menaces et la présence de systèmes de défenses aériennes »*, poursuit-il.

Sur le tarmac, les pilotes se préparent ensuite à décoller. Ils vont apprendre à voler « en formation », c'est-à-dire à deux, comme le conçoit la doctrine occidentale, à la « navigation tactique », c'est-à-dire le vol en basse altitude, aux missions de bombardement et au tir au canon. Au fur et à mesure, ils vont aussi apprendre à gérer l'imprévu.

Dans un autre bâtiment, un Ukrainien s'entraîne dans un simulateur de vol de nouvelle génération. Assis dans un « cockpit », il pilote face à un écran panoramique. *« Il faut leur apprendre à gérer le stress, à respirer, à se calmer »*, explique-t-on. Les instructeurs partagent leur propre expérience opérationnelle. *« Les conflits que nous avons connus n'étaient pas similaires au théâtre ukrainien, mais il est quand même important d'échanger sur les situations que nous avons pu connaître »*, poursuit l'officier, qui a servi en Afghanistan et au Sahel. La supériorité aérienne n'y était pas contestée. En Ukraine, le ciel est un champ de bataille plus dangereux. Les instructeurs ne pourront pas tout apprendre à leurs élèves. ■

(1) Pour préserver l'anonymat, il a été demandé ne mentionner aucun nom.
** Le groupe Dassault est propriétaire du « Figaro ».*

La France au cœur d'une querelle dans le gouvernement israélien

Marc Henry

Les ministres de la Défense et des Affaires étrangères de l'État hébreu affichent leur désaccord quant aux relations à entretenir avec Paris.

Yoav Gallant a déclenché une offensive au ton fort peu diplomatique. Sur le réseau social X vendredi dernier, le ministre israélien de la Défense a accusé Paris, en français notamment, de mener *« une politique hostile envers Israël »* et, pire encore, d'ignorer *« les atrocités commises par le Hamas à l'encontre d'enfants, de femmes »*. La France aurait maintenu, selon lui, un coupable silence sur les massacres auxquels s'est livré le mouvement islamiste palestinien le 7 octobre 2023 dans le sud d'Israël.

Pour Yoav Gallant, Paris ne peut dans ces conditions prétendre jouer un rôle d'intermédiaire pour tenter de trouver un moyen d'éviter que l'escalade militaire de ces derniers jours entre Israël et le Hezbollah libanais dégénère en véritable guerre. Il a ainsi rejeté catégoriquement la proposition reprise jeudi par Emmanuel Macron de créer un groupe de travail réunissant la France, les États-Unis et Israël en vue de mettre au point une feuille de route censée permettre une accalmie des combats, voire d'élaborer une solution diplomatique.

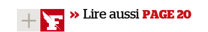
Mais le ministère des Affaires étrangères, dirigé par Israël Katz, ne l'a pas entendu de cette oreille. Les propos de Yoav Gallant sont *« incorrects »* et *« déplacés »*, a souligné le ministère dans un communiqué qui précise : *« Nous avons certes des divergences d'opinions, mais la France a participé activement à la défense d'Israël et de ses citoyens en prenant part aux opérations contre les tirs de missiles iraniens »* vers le territoire israélien à la mi-avril. Le communiqué met également au crédit de la France les sanctions prises à l'encontre du Hamas et du programme nucléaire iranien, et loue l'action des autorités françaises *« contre le fléau de l'antisémitisme et la protection de la communauté juive »* en France. Un diplomate israélien souligne par ailleurs que ce *« dossier diplomatique relève de la seule l'autorité du premier ministre (Benyamin Netanyahou) et du ministre des Affaires étrangères »*.

Exclusion d'un salon d'armement

Pour la plupart des commentateurs, l'esclandre de Yoav Gallant a surtout été provoqué par l'exclusion des entreprises israéliennes d'armement du salon Eurosatory, l'un des plus importants pour ce secteur dans le monde, qui s'ouvre lundi à Villepinte. Fin mai, après le bombardement d'un camp de déplacés à Rafah qui avait suscité une indignation internationale ainsi que des manifestations en France, le ministère des Armées avait en effet enjoint à la société Coges, organisatrice du salon, de bannir les 74 sociétés israéliennes.

Or les professionnels israéliens de l'armement misaient beaucoup sur cet événement, alors que la demande de matériel militaire à l'international est en plein boom dans le contexte des conflits en Ukraine, dans la bande de Gaza et à la frontière libanaise. Israël espérait pouvoir vanter des matériels ayant fait leurs preuves sur le terrain, à l'instar des différents systèmes de défense aérienne.

Les patrons de ces sociétés et les responsables du ministère de la Défense de l'État hébreu sont d'autant plus irrités que le tribunal de Bobigny, saisi par des ONG propalestiniennes, a interdit vendredi dernier l'accès du salon non seulement aux sociétés israéliennes, mais aussi à toute personne qui pourrait leur servir d'intermédiaire. *« On nous traite comme des parias, c'est tout à fait humiliant »*, a déploré un chef d'entreprise. La Coges a indiqué dans un communiqué qu'elle allait faire appel, estimant que *« cette ordonnance de jugement va bien au-delà des instructions des autorités gouvernementales »*. L'Élysée, pour sa part, a affirmé au *Figaro* ne pas soutenir la décision du tribunal. ■


» Lire aussi PAGE 20

Cherbourg sous tension depuis la mort de Sulivan, touché par un tir de police

Rodolphe Geisler Cherbourg-en-Cotentin

Les échauffourées se multiplient, une semaine après le décès du jeune homme, qui tentait d'échapper à un contrôle routier.

« *Le couvercle de la Cocotte-Minute était sous pression depuis le début de la semaine. Il fallait bien s'attendre à ce que ça explose un bon coup…* », déclare ce Cherbourgeois comme une évidence. *« Une sale affaire »*, glisse un autre, en promenant son chien. Ce dimanche matin, dans le quartier des Provinces, situé sur les hauteurs de Cherbourg-en-Cotentin, les traces des violences urbaines étaient encore visibles. C'est ici qu'une trentaine de jeunes ont violemment affronté les forces de l'ordre, dans la nuit de samedi à dimanche entre minuit et un peu plus de 3 heures du matin. En tout, une quinzaine de véhicules ont été incendiés, ainsi que le hall d'une agence France Travail, tandis que trois policiers ont été blessés.

« Le couvercle de la Cocotte-Minute était sous pression depuis le début de la semaine. Il fallait bien s'attendre à ce que ça explose un bon coup… »
Un Cherbourgeois

Dans un communiqué, le préfet de la Manche, qui déclare réprouver *avec la plus grande fermeté ces actes de violence et de vandalisme »*, annonce également l'interpellation de deux *fauteurs de troubles »*. En tout, plus de 70 fonctionnaires de police et gendarmes ont été déployés pour la nuit de dimanche à lundi, ainsi qu'une trentaine de pompiers. En réalité, en ce jour de marché dominical aux Provinces, personne dans la cité portuaire du Cotentin n'est surpris par ces émeutes urbaines. Voilà près d'une semaine qu'elles couvaient. Près d'une semaine que la ville vit, en effet, au rythme des marches blanches, des appels au calme et autres manifestations à la mémoire de Sulivan, un jeune majeur de 19 ans, décédé à la suite du tir d'une policière alors qu'il tentait d'échapper, à pied, au contrôle routier du véhicule volé dans lequel il se trouvait comme passager. Le drame s'était produit dans la soirée du 9 juin, vers 23 h 40. Depuis, l'IGPN a été saisie, et la policière auteur du tir mortel a été mise en examen pour « homicide volontaire » et placée sous contrôle judiciaire strict, sans être incarcérée.



OLIVIER CLERC/PHOTOPQR/OUEST FRANCE/MAXPPP

Des agents municipaux de Cherbourg nettoient, dimanche matin, une rue du quartier des Provinces, où un véhicule a été incendié durant la nuit.

« Insuffisant ! », estiment de concert la famille et les proches de Sulivan, tandis que des graffitis *« Justice pour Susu »*, mais aussi *« La police tue »*, fleurissent ici et là sur de nombreuses façades de la ville. Samedi après-midi, malgré une pluie battante, plusieurs centaines de personnes, de tous âges, pour certains venus en famille, y compris avec des poussettes, se sont réunies devant le palais de justice de Cherbourg pour réclamer *« le placement en détention provisoire »* de la policière.

Dans la foule des anonymes, le tir de la fonctionnaire de police reste incompréhensible. *« Pourquoi a-t-elle tiré ? Sulivan n'était même pas armé »*, répète une femme émue. Devant le tribunal, une pancarte, avec le portrait de Sulivan, a été fixée sur une rampe : *« Notre petit frère est mort. Sa meurtrière est dehors, nous ne sommes pas d'accord »*, peut-on lire. Haut-parleur en main, Mehdi, le grand frère de Sulivan, dénonce un *« traitement de faveur »* et en appelle au procureur pour *« faire un appel à la remise en liberté de cette policière »*.

Mercredi, une marche blanche dans le quartier de Sulivan, où des bouquets de fleurs avaient été accrochés sur des grillages, avait déjà réuni près de 800 personnes, tandis que des premières échauffourées avaient éclaté quelques heures plus tôt, dans la nuit de lundi à mardi. Deux Abribus et quelques poubelles avaient alors été incendiés. Interrogé par France Bleu, le syndicat Alliance police pour la Manche assure que *« la collègue à l'origine du tir est très, très professionnelle et a un dossier exemplaire (…). Elle n'aurait pas tiré si elle n'estimait pas que c'était nécessaire pour sauver sa propre vie. »*

Dans un communiqué, lundi dernier, le procureur de Cherbourg avait rappelé les faits et expliqué qu'un équipage de trois policiers avait tenté de contrôler une voiture signalée volée et roulant à une vitesse excessive. Le conducteur, qui n'avait pas obtempéré aux sommations, s'était finalement arrêté après avoir été bloqué par un second équipage. Avec ses deux occupants, dont Sulivan, qui avait bousculé un policier, ils avaient alors tenté de prendre la fuite à pied.

De leur côté, Xavier Brunetière, le préfet de la Manche, et Benoît Arrivé, le maire (PS) de Cherbourg-en-Cotentin, ont, dès l'annonce du drame, cosigné un appel *« au calme, à la dignité et au respect du deuil de la famille »*. Le télescopage avec l'actualité nationale, notamment avec le premier anniversaire, le 27 juin prochain, de la mort du jeune Nahel à Nanterre, qui avait embrasé le pays plusieurs semaines, est dans toutes les têtes. Jeudi soir, rapportent nos confrères de *La Presse de la Manche*, la sœur et le frère de Sulivan ont participé à un « live » d'une demi-heure sur Instagram avec la militante Assa Traoré, sœur d'Adama Traoré. C'est à l'issue de cet échange que le rassemblement de samedi avait été annoncé. La famille de Sulivan a d'ores et déjà annoncé souhaiter se rendre à Paris le 6 juillet pour *« manifester aux côtés d'Assa Traoré »*. ■

Le leader d'al-Qaida appelle les djihadistes à rejoindre l'Afghanistan

Jean Chichizola

Il a récemment demandé à ses troupes de s'y rassembler pour mieux frapper les intérêts occidentaux et sionistes partout dans le monde.

Les djihadistes ont de la mémoire et de la suite dans les idées. Vingt-trois ans après la chute du premier régime des talibans, aux lendemains du 11 septembre 2001, et trois ans après leur retour au pouvoir à la faveur du retrait américain, l'actuel homme fort d'al-Qaida, Seïf al-Adl, appelle ses partisans et tous les musulmans *« intéressés par le changement »* à rejoindre l'Afghanistan pour *« profiter de l'expérience »* de l'émirat islamique.

Ce vétéran du djihad, âgé de 64 ans, s'exprime dans un texte de 13 pages récemment diffusé par As-Sahab, l'un des organes médiatiques d'al-Qaida, sous un titre accrocheur et surfant sur l'actualité : « Gaza : une guerre existentielle, pas une guerre de frontières ». Cet appel à l'hidjra (émigration en terre d'islam) n'est bien sûr pas anodin.

D'abord parce qu'il intervient alors que des experts internationaux, civils et militaires confirment qu'al-Qaida, liée aux talibans et notamment au ministre de l'Intérieur recherché par les États-Unis pour terrorisme, a développé ces dernières années un réseau de camps d'entraînement, de madrasas (écoles coraniques) et de « maisons sûres ».

Pour l'heure, al-Qaida utiliserait ce réseau à des fins régionales, mais si des djihadistes étrangers entendaient l'appel du « patron » de l'organisation, il pourrait en être autrement, avec un retour de « filières afghanes », a priori encore inexistantes aujourd'hui, comme dans les années 1990 ou 2000-2010.

L'appel est aussi inquiétant en raison de son auteur. Al-Adl est depuis près de trente ans l'un des hommes les plus recherchés de la planète et un djihadiste auréolé de « gloire » aux yeux de ses partisans. Égyptien, comme Zawahiri, son prédécesseur à la tête d'al-Qaida tué en 2022, cet ancien officier des forces spéciales s'engage dans les années 1980 dans le bras de fer entre les islamistes et le pouvoir. Il rejoint l'Afghanistan en 1989 et rejoint Ben Laden et les siens.

Dans les années qui suivent, les autorités américaines, qui ont mis sa tête à prix pour la coquette somme de 10 millions de dollars, voient ses œuvres dans la formation de djihadistes dans plusieurs pays (Afghanistan, Pakistan, Somalie, Soudan…), la création avec Abou Moussab al-Zarqaoui d'al-Qaida en Irak ainsi que dans les attentats de 1998 contre les ambassades américaines de Dar es-Salaam et Nairobi (224 morts et quelque 5000 blessés) et dans ceux du 11 septembre 2001.

« Moudjahidines de Gaza »

Après la chute des talibans, Seïf al-Adl et quelques autres leaders terroristes auraient trouvé refuge en Iran, pourtant chiite et ennemi juré des djihadistes sunnites, en résidence surveillée puis plus libre de leurs mouvements. Téhéran nie farouchement mais on peut aussi imaginer qu'il ne lui était pas inutile d'avoir sous la main des fugitifs certes hostiles aux chiites mais visant un seul et même adversaire : le grand Satan américain.

Le fait est que le parcours de Seïf al-Adl est susceptible d'attirer des fous de Dieu en mal de terre de djihad. Ce d'autant plus que son appel mondial est centré à dessein sur le conflit israélo-palestinien, les attaques terroristes du 7 octobre et l'intervention de l'armée israélienne à Gaza. Cette figure d'al-Qaida, responsable de son comité militaire et membre de son conseil supérieur de direction, sait que la cause palestinienne mobilise particulièrement les cercles djihadistes.

Le projet exposé aux apprentis terroristes est clair : rejoindre l'Afghanistan et ses *« héros qui ont expulsé et humilié l'ennemi occidental »*, y admirer les prouesses de l'émirat islamique, présenté comme un modèle à reproduire, et enfin se former militairement. Ainsi, précise le texte, les djihadistes pourront riposter à *« la bestialité qui prévaut en Occident et qui est motivée par le sionisme »* et *« élargir le cercle de la guerre, car l'ennemi ne peut pas combattre sur plusieurs fronts pour cette raison »*.

L'antisémitisme le plus traditionnel est de mise, l'auteur de l'appel estimant notamment, que *« le canular de l'Holocauste, qui a été à l'origine du déplacement des Juifs vers la Palestine, doit être révélé »*. Au passage, le texte salue *« l'héroïsme militaire »* des *« moudjahidines de Gaza »* et les présente comme des modèles à suivre par l'umma (la communauté des croyants). Sont voués en revanche aux gémonies les *« quatre mille soldats français tuant notre peuple en Palestine »*, allusion aux binationaux mobilisés dans l'armée israélienne.

Les vues de Seïf al-Adl ne se limitent toutefois pas au conflit israélo-palestinien. L'idée est de *« montrer au monde »*, pas moins, *« une nation (musulmane) libre et armée au même titre que les Afghans, les Yéménites, les Somaliens, les Maliens… »*. À noter que le djihadiste se réjouit du fait *« que de nombreux pays africains se soient retirés du manteau colonial européen »*…

Les cibles dans *« l'Occident sioniste »* sont tout aussi globales : portant *« ou non un uniforme »*, *« politique ou économique »* sans oublier *« les présidents américain et anglais et autres chefs de pays sionistes qui s'unissent aux voyous en Palestine »*. Autant d'attaques qui doivent être menées par des *« cellules dormantes »* et des *« loups solitaires frappant en Amérique et en Occident »* pour *« transférer le conflit sur le territoire de l'ennemi »*… Un programme qui ressemble comme deux gouttes d'eau à celui de l'État islamique, ennemi farouche d'al-Qaida. Pour l'heure, les services antiterroristes jugent que Daech, et notamment l'État islamique au Khorasan, constitue la principale menace. Mais après une longue éclipse, al-Qaida aimerait visiblement rattraper son retard. ■

Christophe Cornevin

Pour échapper aux taxes sur le retraitement, des sociétés européennes exportent des montagnes d'immondices vers l'Asie du Sud-Est. La gendarmerie vient de démanteler un réseau tentaculaire.


Les gendarmes français ont coordonné l'une des plus grosses opérations internationales contre les trafiquants de déchets. SIRPA/GGD 78 GND S.VERMEERE

Dans les coulisses d'une traque internationale contre les trafiquants de déchets

Lancés depuis plusieurs années dans une traque intense ciblant en France les trafiquants de déchets, les gendarmes français ont décidé de changer de braquet. Selon nos informations, ils viennent de coordonner l'une des plus grosses opérations internationales jamais menées à l'échelle du globe. Sous le nom de code «Unite», financée par la Commission européenne, elle a permis de faire émerger de tentaculaires filières clandestines partant des grands ports du Vieux Continent pour s'étendre jusqu'à l'Asie du Sud-Est, ainsi transformée en un vaste égout à ciel ouvert. Au total, près de la moitié des conteneurs contrôlés, tant au départ qu'au terme d'une odyssée par cargos longue de près de 10000 kilomètres, étaient remplis d'immondices en tous genres, ravageurs pour la planète et la santé publique.

« D'étonnantes déclarations concernant les contenus de certains chargements avaient éveillé nos soupçons sur l'existence d'une criminalité environnementale transocéanique, confie au *Figaro* le général Sylvain Noyau, patron du commandement pour l'environnement et la santé (Cesan). *Nous nous doutions bien que les trafiquants n'étaient pas forcément les producteurs de déchets eux-mêmes, mais des intermédiaires peu scrupuleux qui, à l'abri des sociétés écrans, pouvaient se permettre de casser le marché des appels d'offres, sachant d'emblée qu'ils ne traiteront pas les déchets correctement.»* Soucieux de confirmer ces intuitions, les gendarmes français, avec leurs partenaires d'Europol, des douanes et les agents du Pôle national des transferts transfrontaliers de déchets (PNTTD), montent un Meccano hors norme à partir de décembre 2021. Pour percer ce trafic de déchets, mais aussi celui de bois et des espèces protégés, ils créent un consortium avec quatre partenaires européens. Il s'agit de l'Espagne, de l'Italie, de la Slovaquie et de la Hongrie, concernés par ce fléau.

« Les contrebandiers sont parfois également des importateurs de déchets légaux, dans lesquels ils essaient de dissimuler des expéditions illicites »

Une étude de l'Institut des affaires internationales

À l'autre bout de la chaîne, le Cesan muscle aussi la coopération policière et judiciaire avec l'Asie du Sud-Est en tissant un réseau de partage du renseignement avec le Laos, le Vietnam, la Thaïlande, le Cambodge, l'Indonésie et la Malaisie. Une première visite d'une délégation asiatique à Bruxelles et Paris en mars 2022, puis la participation de gendarmes huit mois plus tard à un séminaire à Bangkok scellent les bases d'un réseau. Outre les services de police de tous les pays, les enquêteurs français s'entourent enfin de relais diplomatiques et de l'appui de trois ONG disposant de solides ancrages en Asie. *« Restait à identifier les cibles*, raconte le général Sylvain Noyau. *Un gros travail de renseignement criminel, effectué parmi 58000 opérateurs spécialisés dans la collecte et le recyclage, a permis de cibler 84 entreprises européennes susceptibles d'être en lien avec des importateurs asiatiques à la mauvaise réputation. »*

Un poste de commandement avancé devait être installé à Hanoï, mais la démission surprise du président vietnamien Vo Van Thuong, le 17 mars, à la veille du déclenchement de l'opération, rebat les cartes. En dépit de ce coup de théâtre, les gendarmes ne désarment pas et un PC est réorganisé en virtuel depuis le siège du Cesan. Lancée dans la plus grande discrétion entre le 18 mars et le 7 avril dernier, l'opération Unite a permis de suivre à la trace pas moins de 91 conteneurs suspects à destination de la Thaïlande, du Vietnam et de la Malaisie. De type KC20, longues de 20 pieds, ces «boîtes» géantes peuvent transporter jusqu'à 28 tonnes de métaux, 24 tonnes de papiers ou encore 18 tonnes de plastiques.

Selon nos informations, 22 d'entre elles renfermaient clandestinement des montagnes d'immondices, pour un poids frisant les 500 tonnes. Ainsi, un conteneur a été intercepté dans le port du Havre avec un chargement illicite de matières plastiques dites «en flocons» à destination de la Malaisie. En Espagne, les agents saisissent deux cargaisons de déchets dangereux qui devaient être répandus de manière sauvage au Vietnam. Depuis la Grèce, un conteneur rempli de moteurs de voitures non décontaminés est intercepté dans le port de Piraeus, avant qu'il n'appareille vers l'Inde. Cinq enquêtes ouvertes en Afrique du Sud après le contrôle sur site de 35 entreprises douteuses, transferts sauvages de déchets métalliques mélangés confirmés par des analyses de laboratoire en Thaïlande, chargements gavés de débris électroniques découverts à Port Kelang en Malaisie : en trois semaines, l'opération Unite a agi à la manière d'un révélateur.

Après les commerces de la drogue, des armes et de la prostitution, celui des déchets est devenu l'une des activités les plus lucratives de la planète, pour des peines de prison qui restent trop peu dissuasives au regard des catastrophes écologiques que cela engendre. *« Pour mesurer l'ampleur du phénomène, on peut retenir qu'environ 55 millions de tonnes de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEE) ont été produites à travers le monde en 2019 : c'est l'équivalent de 350 bateaux de croisière en file indienne sur une distance de 125 kilomètres*, relève le général Sylvain Noyau. *Seulement 17 % de ces déchets sont correctement collectés ou recyclés. Tout le reste termine dans des décharges illégales ou alimente le circuit informel de la récupération. »*



À raison, par exemple, de 8000 euros de bénéfice par conteneur de déchets électriques et électroniques illégalement exportés, nombre d'entreprises peu scrupuleuses contournent sans vergogne les circuits officiels pour se débarrasser de leurs cochonneries à moindre coût. Quitte donc à faire voguer, au nom d'un cynique appât du gain, des montagnes de détritus à travers les océans et à perpétrer de véritables écocides.

Une étude inédite établie par les chercheurs italiens de l'Institut des affaires internationales (IAI), dans le cadre de l'opération Unite, dresse une édifiante radioscopie de la situation. Portée à la connaissance du *Figaro*, elle est sans appel : *« Le trafic de déchets est un crime environnemental entre l'UE et l'Asie du Sud-Est. »* Avant de souligner que *« la situation s'est considérablement détériorée en 2018, à la suite d'une série d'interdictions chinoises sur l'importation de déchets »*. Du jour au lendemain, quasiment, ce sont des tonnes d'immondices contaminés qui ont dû être rapidement redirigées des pays de l'Union (et dans une moindre mesure des États-Unis, du Canada et du Japon) vers d'autres destinations. Ce qui explique la déferlante des déchets illégaux sur *« plusieurs pays l'Asie du Sud-Est »*.

Rappelant qu'*« entre 2020 et 2021, les importations globales ont de nouveau augmenté, cette fois principalement sous forme de papiers et de déchets métalliques »*, la note de l'IAI observe que *« les contrebandiers sont parfois également des importateurs de déchets légaux, dans lesquels ils essaient de dissimuler des expéditions illicites »*. Pour les services répressifs, autant chercher une aiguille dans une meule de foin puisque les exportations portent sur 30 à 33 millions de tonnes annuelles. Si le modus operandi varie selon les routes maritimes et la nature des chargements, les analystes soulignent que *« les trafiquants utilisent des documents irréguliers ou faux pour contourner les procédures »* de contrôle. *« L'adoption croissante de produits électroniques (parfois de courte durée) résultant du processus de numérisation entraînera une augmentation de la quantité de déchets électroniques, dont l'élimination est particulièrement onéreuse »*, prévoit le document qui parle d'une *« activité rémunératrice »* pour les pays d'Asie du Sud-Est qui représente quelque 50 milliards d'euros pour la période 2017-2021.

« Étant donné que le traçage international des envois reste limité, il sera toujours facile pour des entreprises de se cacher derrière la légalité présumée de l'élimination des déchets », conclut le rapport, avant de tirer la sonnette d'alarme : *« Si les déchets plastiques constituent l'un des principaux risques pour la santé et l'environnement, les débris électroniques et métalliques peuvent entraîner une pollution importante des sols et des eaux. »* Sans fard, le document liste les obstacles à la lutte environnementale, à commencer par le délicat sujet du rapatriement à domicile des conteneurs saisis. Les raisons ? *« Absence de procédures convenues dans le cadre de la convention de Bâle »*, *« manque de coopération »* et *« longueur des procédures bureaucratiques »*, égrènent les experts.

En outre, faute d'une formation efficace, les douaniers asiatiques *« ne sont pas en mesure de reconnaître les techniques de contrebande habituellement employées »*, regrette le rapport, qui déplore aussi l'*« absence de juges spécialisés »* dans cette région du monde où les *« sanctions sont faibles »*. Par ailleurs, si le recours aux drones et aux écoutes téléphoniques est relativement répandu en France pour lutter contre les criminels de l'environnement, ces techniques restent très limitées chez nombre de pays censés mener aussi la chasse.

Enfin, le traçage des transferts de déchets est qualifié d'*« encore rare et souvent peu fiable »*, ce qui soulève la question aiguë de *« l'abandon fréquent de conteneurs sur des petites îles et des côtes éloignées, en particulier au Vietnam et, dans une certaine mesure, en Indonésie »*. Dire que la marge de progression est grande relève donc de la litote. *« Il y a urgence à réagir : pour un seul pays comme la France, les déchets électroniques augmentent de 5 % par an*, renchérit le général Sylvain Noyau. *Mais ce n'est rien à côté du plastique. Environ 370 millions de tonnes de déchets plastiques sont produites dans le monde chaque année. »* En France, la politique visant à lourdement taxer les enfouissements pèse sur l'écosystème du recyclage, où des margoulins n'hésitent plus à organiser des norias de camions, payés 10000 euros en cash à chaque franchissement des Pyrénées, vers l'Espagne, où les professionnels sont peut-être moins regardants sur la destination de matières polluantes.

« Il y a urgence à réagir : pour un seul pays comme la France, les déchets électroniques augmentent de 5 % par an »

Général Sylvain Noyau
Chef du commandement pour l'environnement et la santé

Désormais, des enquêtes judiciaires vont s'attacher à déterminer l'ampleur des trafics dans l'espoir de les éradiquer. Surfant sur la sensibilisation croissante à l'environnement et sur les efforts mondiaux pour protéger la biodiversité et les forêts dans le cadre de la COP28, les gendarmes de l'environnement ne relâchent pas la pression. Prochain objectif ? Le trafic du bois, à l'origine d'une déforestation dévastatrice. ■

24 Heures du Mans : Ferrari remporte une édition de légende

Adrien Bez Envoyé spécial au Mans

La marque italienne a triomphé comme en 2023 à l'issue d'un bras de fer exceptionnel.

À deux heures de l'arrivée ce dimanche, une dizaine de voitures étaient encore en mesure de remporter la 92e édition des 24 Heures du Mans. C'est finalement l'Hypercar nº 50 de Ferrari qui s'est imposée au bout d'une course marquée par une safety-car omniprésente et un suspense insoutenable dans le dernier tiers. Elle succède à la Ferrari n° 51, qui complète le podium derrière la Toyota nº 7. L'écurie italienne décroche sa onzième couronne dans la Sarthe, un an après son retour triomphant dans la discipline.

Des prises de risques payantes côté italien

Dès le premier tour en piste samedi après-midi, l'écurie au cheval cabré a clairement affiché ses ambitions en doublant la Porsche qui s'était élancée en tête. Agressives et sur un rythme d'enfer, les voitures officielles nº 50 et nº 51 ont constamment occupé les avant-postes. Longtemps frustrées derrière la safety-car dans la nuit de samedi à dimanche, elles ont lâché les chevaux dans le dernier tiers. À la lutte avec Toyota, Cadillac et Porsche, le bolide nº 50, piloté par l'Italien Antonio Fuoco, l'Espagnol Miguel Molina et le Danois Nicklas Nielsen a franchi la ligne d'arrivée avec un réservoir quasiment vide. Une prise de risque payante pour remporter une passionnante bataille des stratégies. L'équipe de Maranello aurait même pu placer une troisième Hypercar sur le podium si la nº 83, toute de jaune vêtue, n'avait été contrainte d'abandonner avant le dénouement.

Un emballement d'exception mais tardif

Malgré la présence de neuf constructeurs de premier plan, la course a bien failli ne jamais s'emballer. Au cœur de la nuit sarthoise, un rail endommagé et plusieurs averses ont nécessité de nombreuses interventions de la voiture de sécurité, pour un temps cumulé de 6 heures 54 minutes. Une éternité. À l'aube, dimanche, tout s'est décanté, et quatre constructeurs – Ferrari, Toyota, Porsche, Cadillac – se sont livré une bataille épique jusque dans le dernier tour. Derrière, le reste a eu du mal à suivre. Alpine et BMW ont quitté la course trop tôt, Peugeot était impuissant *(lire ci-dessous)*, Lamborghini trop tendre malgré de belles promesses et Isotta Fraschini trop limitée.



L'Hypercar nº 50 de Ferrari s'est imposée, dimanche, sur la 92e édition des 24 Heures du Mans. GUILLAUME SOUVANT/AFP

Une fête réussie autour de la piste

L'Automobile Club de l'Ouest (ACO) a une nouvelle fois assuré le spectacle tout au long du week-end. Concerts, feux d'artifice, démonstrations de drones, présence de la patrouille de France ont réchauffé le cœur des centaines de milliers de spectateurs, douchés par la pluie et privés de course une bonne partie de la nuit. Et que dire du tour de force, un an après LeBron James, la superstar de la NBA, d'avoir convaincu Zinédine Zidane de donner le départ, samedi à 16 heures. *« C'était top, en plus il y avait le bruit, tout ! Mythique, magnifique »*, s'est ému dans la foulée le champion du monde 1998 au micro de la chaîne L'Équipe. Le record d'affluence (325 000 spectateurs en 2023), a été battu (329 000).

Le rêve inachevé de Valentino Rossi

Légende vivante sur deux roues, l'Italien a définitivement prouvé qu'il était aussi à l'aise sur quatre, ce week-end, à l'occasion de ses premières 24 Heures du Mans. Le septuple champion du monde de MotoGP a malheureusement dû abandonner la course dans la nuit de samedi à dimanche après la sortie de piste d'un coéquipier au volant de leur BMW. « The Doctor » retiendra le bonheur d'avoir pu participer à 45 ans à *« la course la plus prestigieuse du monde »*. Et si son expérience dans la Sarthe a été de courte durée, ses fans pourront le retrouver dès le 14 juillet prochain aux 6 Heures de São Paulo, puisque le Transalpin s'est engagé à plein temps cette saison en championnat du monde d'Endurance dans la catégorie LMGT3, avec l'équipe belge WRT. ■

24 heures de souffrance pour Peugeot et Alpine

Gilles Festor
Envoyé spécial au Mans

Il est quasiment 22 heures, samedi, sur le circuit des 24 Heures du Mans plongé dans l'obscurité. Le rideau métallique tombe sur le garage de l'Alpine nº 36. Cela fait quelques minutes que celui de sa sœur jumelle, l'A424 nº35 a été verrouillé, juste à côté. En à peine une heure de temps, le ciel est tombé sur la tête du constructeur français, qui a perdu ses deux bolides coup sur coup. Après six heures de course seulement, les deux Hypercars avaient déjà disparu des radars. Dans les garages, l'effondrement. Certains mécaniciens n'ont pu retenir leurs larmes. Le regard dans le vide, Philippe Sinault, le patron de l'équipe, a bien tenté de remonter le moral des siens. En vain. Les 72 membres de l'équipe au « A » fléché ont été anéantis par cet échec non mérité.

Le cauchemar a débuté à 20 h 46, lorsque des flammes et un nuage de fumée ont jailli du moteur de la nº 35 de Ferdinand Habsbourg dans le secteur d'Arnage alors que la voiture luttait pour réintégrer le top 10 après un début de course convaincant. L'Autrichien a pu s'extraire du cockpit avant de constater que le moteur avait rendu l'âme. Les espoirs d'Alpine se sont alors reposés sur l'autre l'A424, elle aussi éjectée du top 10 après un choix de pneus non payant sous la pluie. L'espérance fut de courte durée. Victime d'une défaillance moteur identique quelques instants plus tard, la nº 36 a, elle aussi, jeté l'éponge.

Un crève-cœur, car, à défaut d'être performantes, les Alpine s'étaient montrées très fiables depuis le début de la saison. Au Mans, pour son grand retour dans la catégorie reine, le constructeur dieppois avait même réussi à impressionner sur un tour (5e et 9e sur la grille). Philippe Sinault avait beau clamer avant la course que son équipe était là pour apprendre et juste rallier l'arrivée, l'espoir secret de réaliser un coup avait commencé à germer au sein de sa jeune équipe. *« Ce double abandon est cruel »*, avouait le dirigeant, malgré tout convaincu du potentiel de l'A424 pour l'avenir. *« Cette édition nous sera utile pour le futur. L'objectif est désormais de tout faire pour revenir plus forts »*, positivait l'expérimenté pilote de la nº 36, Nicolas Lapierre.

Contrairement à Alpine, Peugeot a, au moins, eu la satisfaction de voir ses deux bolides rallier l'arrivée (11e place pour la nº 94 et 12e place pour la nº 93), mais après avoir roulé dans le relatif anonymat de la deuxième partie de classement. Les Lionnes ont tourné comme des horloges suisses mais ont manqué de rythme, sur piste sèche ou mouillée, sans jamais pouvoir se joindre à la bataille de devant. Une impuissance préoccupante, car la nouvelle version de la 9X8 mise en piste en avril dernier n'a pas permis de faire le bond en avant espéré, sauf peut-être en vitesse de pointe, si importante au Mans. La marge de progression semble incertaine. Vaillants, les équipages n'ont rien à se reprocher. Triple lauréate des 24 Heures du Mans (1992, 1993 et 2009), la firme sochalienne a régressé dans la hiérarchie (8e dans la Sarthe en 2023 après avoir mené la course durant la nuit) face à une concurrence féroce. Même si, en interne, on assure que Peugeot est engagé jusqu'en 2026 dans le championnat du monde d'endurance, la patience du directeur général du groupe Stellantis, Carlos Tavares, a ses limites. Un podium en onze courses depuis la mi-2022, le bilan est insuffisant. ■


FRED TANNEAU/AFP

« Cette édition nous sera utile pour le futur. L'objectif est désormais de tout faire pour revenir plus forts »



Nicolas Lapierre Pilote Alpine

Lancer l'Euro et redonner le sourire

Les Bleus débutent contre l'Autriche, ce lundi. L'occasion de marquer les esprits dans un contexte général lourd.

Pendant près de deux heures dimanche, entre Paderborn et Düsseldorf, les Bleus ont pu admirer la campagne allemande avec ses champs verdoyants durant leur trajet en car. Un moment de légèreté et de décompression, bien loin des tourments d'une actualité politique en France anxiogène qui s'est invitée dans le quotidien de l'équipe de France depuis son arrivée en Allemagne mercredi dernier. Kylian Mbappé, le capitaine, a déclaré être *« contre les extrêmes, les idées qui divisent. J'espère vraiment qu'on va faire le bon choix et qu'on sera encore fier de porter ce maillot le 7 juillet. »*

Lundi soir (21 heures, TF1), l'espace d'un instant, le football reprendra ses droits avec des vice-champions du monde impatients d'en découdre face à une Autriche ambitieuse et surtout dangereuse. Réunis depuis le 29 mai dernier à Clairefontaine, les fauves attendent d'être lâchés, à l'image d'un Kylian Mbappé scruté par toute l'Europe. *« Nous venons en Allemagne pour écrire l'histoire »*, prévient le capitaine avec une ambition qui lui colle à la peau. Et qu'il diffuse chaque jour auprès de ses partenaires, annoncés parmi les grands favoris de cette compétition au plateau sacrément relevé.

L'heure est encore aux rêves les plus fous pour cette génération dorée (trois finales sur les quatre dernières compétitions internationales – Euro 2016, Coupe du monde 2018, 2022) qui ne trouve son bonheur que dans la victoire mais est aussi capable de chuter quand elle ne fait pas ce qu'il faut. Ce fut le cas en mars dernier contre l'Allemagne (0-2) ou de manière plus lointaine à l'Euro 2021 avec une piteuse élimination dès les 8es de finale face à la Suisse (3-3, 4 tab à 5). Une soirée sombre, caillou dans la chaussure de Deschamps et de Mbappé, ultime tireur malheureux de la séance de penaltys.

« Personne ne se voit trop beau »

« Nous sommes à l'Euro avec de grandes ambitions, mais aussi avec beaucoup d'humilité », précise la star des Bleus, dont l'état de forme, physique et mentale, est l'une des grandes questions de ce début de compétition. Ce n'est pas la seule car des interrogations subsistent. Sur l'animation offensive et les rôles de Mbappé, Thuram ou encore Griezmann, cerveau de la sélection, qui devrait être replacé dans une position hybride qui a fait ses preuves au Qatar. Sur la capacité de N'Golo Kanté à répondre au rythme et à la pression des Autrichiens, lui qui a quitté le football européen pour l'Arabie saoudite. Sur le fameux bloc équipe, ciment de tous les succès des équipes de Deschamps, pas tout à fait retrouvé.

Le rendez-vous contre la 25e nation mondiale apportera déjà son lot de réponses. *« Personne ne se voit trop beau »*, rassure le sélectionneur, qui a toujours remporté le premier match d'une grande compétition depuis sa prise de fonction (Honduras 2014, Roumanie 2016, Australie 2018 et 2022, Allemagne 2021). Ce ne serait pas inintéressant de perpétuer cette tradition, avant de défier les Pays-Bas vendredi et la Pologne le 25 juin. Pour alléger, un peu, le lourd climat du moment. ■

B. D. (ENVOYÉ SPÉCIAL À DÜSSELDORF)

EURO 1ER TOUR

GR. B	ESPAGNE	3-0	CROATIE
GR. B	ITALIE	2-1	ALBANIE
GR. A	HONGRIE	1-3	SUISSE
GR. D	POLOGNE	1-2	PAYS-BAS
GR. C	SLOVÉNIE	hier	DANEMARK
GR. C	SERBIE	-	ANGLETERRE
GR. E	ROUMANIE	lun. 15h BeIN	UKRAINE
GR. E	BELGIQUE	18h beIN	SLOVAQUIE
GR. D	AUTRICHE	21h TF1, beIN	FRANCE

Olivier Giroud : « Rassembler tous les Français, c'est magique »

Propos recueillis par **Baptiste Desprez**



« L'idéal serait de soulever la coupe le 14 juillet, jour de fête nationale, mais il ne faut pas que ça me pollue la tête », a confié Olivier Giroud, le 7 juin à Clairefontaine.
SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Le meilleur buteur de l'histoire des Bleus, qui s'est engagé au Los Angeles FC l'année prochaine, tirera sa révérence avec la sélection après l'Euro. Entre souvenirs et ambitions.

LE FIGARO. - Vous avez annoncé votre retraite internationale avant l'Euro, on a un peu l'impression que vous faites votre dernière tournée façon rock star…

OLIVIER GIROUD. - *(Sourire.)* Attention, je ne vais pas à l'Euro pour me promener ou regarder les autres jouer. Je suis dans le partage et la transmission, mais je reste ambitieux, désireux d'apporter le plus possible à la sélection. L'équipe de France est le fil rouge de ma carrière, presque treize ans (1re sélection en novembre 2011), ce n'est pas anodin. On profite de chaque instant. Je ne me fais aucun film. L'idéal serait de soulever la coupe le 14 juillet, jour de fête nationale, mais il ne faut pas que ça me pollue la tête.

Vous ressentez une fatigue physique et mentale pour arrêter…

C'est un tout. Être éloigné de ma famille durant les séquences internationales, enchaîner les déplacements, multiplier les matchs. Je fais un choix de carrière plus familial en signant avec le Los Angeles FC. Tout le monde sait que, en partant aux États-Unis, c'est plus difficile de revenir en sélection. De toute façon, je ressens une fatigue physique et mentale indéniables.

« Il n'y a que le football qui met les gens de tous horizons dans la rue pour fêter une même cause »

N'Golo Kanté a quitté l'Europe pour l'Arabie saoudite et a été rappelé en équipe de France pour l'Euro…

(Rires.) Il a quand même cinq ans de moins que moi (33 ans contre 37), à ce moment de ta carrière, cela pèse. Il n'est pas au crépuscule de la sienne. Pour moi c'est clair, après l'Euro, ma carrière avec les Bleus sera terminée.

En quoi les Bleus ont changé votre vie ?

J'ai rendu fier mes proches, mes enfants et certains Français. Je suis tellement fier du parcours, des titres et de ma longévité. Ce n'était pas gagné d'avance.

Qu'est-ce qui vous manquera le plus ?

L'adrénaline des matchs, porter ce maillot et les mecs avec qui tu passes des semaines, parfois dans des endroits perdus *(sourire)*. Ce maillot bleu, en ramener à la maison pour la famille, les amis, c'était ma vie pendant treize ans ! Le fait d'avoir tout un pays derrière toi, des millions de gens dans les rues, c'est tellement stimulant et surtout cela rend fier. Il n'y a que le football qui met les gens de tous horizons dans la rue pour fêter une même cause. Rassembler tous les Français, c'est magique.

Et ce qui vous manquera le moins ?

Ces longues journées où il n'y a rien à faire entre les entraînements *(rires)*. Clairefontaine, c'est beau, reposant, de grandes installations… On regardait le domaine avec Grizou (Antoine Griezmann) quand on a fait la photo de groupe avant de partir à l'Euro, c'est incroyable cet endroit. C'est une vraie chance, mais on est loin de tout. Quand on veut se reposer, avec nos calendriers surchargés, c'est l'endroit idéal, on passe des bons moments avec les mecs, mais je me souviens de l'Euro 2016, 54 jours ici, c'était… très long. On en avait marre de la verdure.

Est-ce qu'il y a un moment qui vous rendra nostalgique ?

Le vestiaire. L'odeur, les regards, les marques d'affection, les discours, l'adrénaline des avant-matchs… Chaque *Marseillaise* aura un goût particulier. Avant que je parte à l'Euro, ma fille m'a dit : *« Papa, je ne t'ai jamais vu pleurer. »* Je lui ai dit que c'était arrivé lors de la Coupe du monde 2018, et au Qatar j'étais déçu. Je n'ai pas peur de pleurer ou de montrer mes émotions, cela fait partie de ma personnalité aussi.

À Metz ou à Bordeaux, lors de la préparation, votre nom a été scandé par le public. Il y a huit ans, vous étiez sifflé…

Comme quoi, on a ce que l'on mérite. Les sifflets à Nantes en amical avant l'Euro 2016, quand on me reprochait je ne sais quoi par rapport à Benzema, cela m'avait touché, je le reconnais. Aujourd'hui, je savoure d'autant plus l'amour que les gens me portent. Je n'ai jamais triché en équipe de France.

Entre 2011 et 2024, vous avez connu trois présidents de la République, Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron. Quels souvenirs en gardez-vous ?

Tous les trois, chacun à leur manière, sont des fans de football, on parlait ballon ensemble. En 2016, je me souviens de la triste ambiance à l'Élysée avec François Hollande après notre finale perdue contre le Portugal à l'Euro. Il a essayé de détendre l'atmosphère avec quelques bons mots et blagues, mais on n'y était pas. Je me souviens de 2018 avec Emmanuel Macron, quand il nous a remis la Légion d'honneur, c'était fort et intense. Le 6 juin, j'ai regardé les commémorations des 80 ans du D-Day, c'est là où tu te rends compte combien c'est important de recevoir cette distinction. Attention, je ne nous compare pas, nous footballeurs, à tous ces héros. Quand j'ai vu les vétérans, ces images, ces rétrospectives, cela m'a fait tellement chaud au cœur.

Si vous pouviez changer une chose dans votre histoire avec les Bleus…

(Il coupe.) Rien du tout ! Il ne faut rien changer. Ces dernières années, regardez toutes les finales de l'équipe de France (Euro 2016, Coupe du monde 2022 et victoire en 2018), il faut quand même savourer et prendre conscience de ce qui est fait. C'est un âge d'or. Il ne faut surtout pas le galvauder, encore moins être rassasié.

Quoi qu'il arrive, vous resterez « au-dessus » de Michel Platini, Zinédine Zidane et Thierry Henry au classement des meilleurs buteurs, cela donne-t-il le vertige ?

C'est gravé dans le marbre, même si l'avenir avec Kylian (Mbappé) fait qu'il me dépassera. Numéro 1 de ce classement, ça vaut tout l'or du monde. C'est une immense fierté et un grand bonheur. Quand tu vois le gamin que j'étais, passé par la Ligue 2, en Ligue 1 à 24 ans, qui aurait misé sur Olivier Giroud meilleur buteur de l'histoire des Bleus ? Personne *(rires)*. Même pas moi. Ma carrière a surpassé toutes mes espérances. Jamais je n'aurais pu rêver un tel destin.

Avez-vous déjà fait les calculs pour savoir quand Kylian Mbappé vous dépassera ?

Je me souviens d'un ancien joueur, Marc Libbra (ex-OM), qui avait dit que ce serait bouclé avant les matchs contre la Grèce et Gibraltar (en éliminatoires de l'Euro 2024), avant la fin de l'année 2023 *(rires)*. Il a vu juste (Giroud pointe à 57 buts, contre 47 pour Mbappé avant le début de l'Euro). Il faut encore quelques matchs pour que Kylian me dépasse et comptez sur moi pour marquer cet été. On me branche sur la barre des 60 buts, je ne me fixe pas cet objectif, je veux vraiment aider l'équipe en Allemagne.

« Qui aurait misé sur Olivier Giroud meilleur buteur de l'histoire des Bleus ? Personne. Même pas moi. Ma carrière a surpassé toutes mes espérances. Jamais je n'aurais pu rêver un tel destin »

On parle des choses positives, mais vos années en bleu ne l'ont pas toujours été. Entre les sifflets, la concurrence avec Benzema, votre statut incertain, vos mises à l'écart, en quoi la religion a eu un rôle ?

« C'est dans le calme et la confiance que sera ta force », Ésaïe 30, verset 15. Celui-là, je m'en sers beaucoup. Déjà, je ne suis pas quelqu'un de stressé à la base, mais plutôt détendu. Plutôt serein. En plus de ça, ma foi m'a permis de relativiser beaucoup de choses. Par rapport à ce que certains ont vécu, comme la vie de Jésus quand tu lis la Bible, tu relativises tout et ta petite personne importe peu. Surtout quand tu connais des moments délicats. Je reste un privilégié et, tout ça, ce n'est que le jugement de certaines personnes. Un seul peut me juger – cela va paraître bateau, mais je m'en fiche –, c'est Dieu. Je ne me suis jamais plaint de mon sort, personne ne m'a mis au fond du trou, bien sûr que cela m'a gêné ou fait de la peine, mais, grâce à cette force mentale, j'ai prouvé le contraire.

Olivier Giroud sélectionneur des Bleus un jour, rêve ou utopie ?

Non, je ne pense pas. Coach, c'est encore moins de temps pour toi, c'est encore pire que quand tu es joueur *(rires)*. Ça va crier à la maison si je repars encore *(sourire)*. Ce sont des obligations et trop de trucs à gérer. J'aimerais rester dans le foot, car c'est ce que je connais le mieux. Si c'est pour bosser dans un club, j'ai envie de me former, d'apprendre le métier de directeur sportif. Ce sera une autre aventure. ■

ZOOM

Top 14 : La Rochelle rejoint Toulouse

La Rochelle, pourtant indiscipliné et dominé territorialement, s'est imposé (34-29) sur le terrain de Toulon samedi en match de barrage pour rejoindre Toulouse en demi-finale du Top 14.
De retour en phase finale pour la première fois depuis 2018, les Toulonnais sont déjà éliminés.

TOP 14 BARRAGES

TOULON	29-34	LA ROCHELLE
BORDEAUX-B.	hier	RACING 92

L'espoir étonnant d'un antipaludique pour traiter le syndrome des ovaires polykystiques

Pauline Fréour

L'artémisinine est testée pour soigner ce dérèglement hormonal très commun qui touche 10 % des femmes et constitue la principale cause d'infertilité en France.



Pour lutter contre le syndrome des ovaires polykystiques, des chercheurs de l'université Fudan à Shanghaï ont testé l'artémisinine, une molécule dérivée de l'armoise annuelle. GROISBOECK /STOCK.ADOBE.COM

Peu connu du grand public, le syndrome des ovaires polykystiques (Sopk) touche pourtant 10 % à 15 % de la population féminine. Cet acronyme un peu trompeur - les ovaires de ces femmes n'ont en réalité pas de kystes - recouvre des symptômes variés découlant d'une même anomalie : une production excessive d'hormones mâles (appelées « androgènes »), au premier rang desquelles la testostérone. Les femmes concernées peuvent souffrir d'une pilosité abondante y compris sur le visage (hirsutisme), d'acné, de cycles menstruels irréguliers voire inexistants, d'infertilité et, dans certains cas, de surpoids et/ou de diabète.

La prise en charge actuelle de la maladie repose sur la réduction des symptômes : une pilule œstroprogestative permet de faire baisser la production d'androgènes par les ovaires ; en cas d'hirsutisme sévère, on peut prescrire de l'acétate de cyprotérone (plus connu sous le nom d'« Androcur ») ou de la spironolactone ; le citrate de clomifène peut être utilisé pour induire une ovulation quand la femme cherche à avoir un bébé… Mais aucun de ces traitements ne permet d'adresser tous ces symptômes à la fois en agissant à la source du problème.

Parce que les femmes souffrant de Sopk ont souvent des problèmes métaboliques (leur organisme répond mal à l'action de l'insuline), des chercheurs chinois de l'université Fudan à Shanghaï ont eu l'idée de tester dans cette maladie l'artémisinine, une molécule dont ils avaient déjà montré qu'elle augmentait la sensibilité à l'insuline. Si le nom de ce traitement vous est peut-être familier, c'est parce que ce dérivé de l'armoise annuelle, prisé de la médecine chinoise, est utilisé depuis plusieurs décennies pour soigner… le paludisme.

Réorientée vers le Sopk, l'artémisinine a montré des résultats très prometteurs - sur des souris d'abord, puis sur une vingtaine de femmes - présentés dans une étude jeudi dans la prestigieuse revue *Science*. Les participantes, qui souffraient toutes de Sopk, ont reçu 40 mg d'artémisinine trois fois par jour pendant 3 mois. Les chercheurs ont observé une baisse du taux de testostérone dans le sang et, à l'échographie, des ovaires d'apparence « plus normale » (en cas de Sopk, ils sont plus volumineux car ils contiennent beaucoup de follicules n'arrivant jamais à maturation). En outre, dans les trois mois qui ont suivi, 63 % d'entre elles ont présenté des cycles menstruels réguliers. Le même effet régulateur sur le taux de testostérone et sur l'ovulation avait déjà été observé au préalable chez des rongeurs modèles de la maladie.

Pour comprendre comment la molécule agit, les chercheurs ont procédé à plusieurs expériences. Ils ont ainsi découvert qu'elle modifie l'une des premières étapes d'une cascade de réactions aboutissant à la production d'androgènes. L'artémisinine vient jouer un rôle de « colle moléculaire » entre une protéine, LONP1, et une enzyme, CYP11A1, ce qui permet leur interaction et par là même, la diminution de l'activité de l'enzyme. Or, CYP11A1 est un catalyseur de la production de testostérone par l'ovaire : quand sa concentration baisse, la testostérone diminue aussi.

Agir à la source du dysfonctionnement

L'équipe de Qi-Qun Tang, qui a mené les recherches, tente désormais d'affiner le dosage avant de passer à un essai clinique plus large. En effet, le faible échantillon humain sur lequel s'appuient les résultats ne permet pas encore d'affirmer que l'artémisinine est bel et bien efficace contre le Sopk chez la femme. *« L'idée d'intervenir directement au niveau de l'ovaire est très séduisante, mais ces travaux restent préliminaires »*, résume le Dr Geoffroy Robin, gynécologue spécialisé dans l'endocrinologie de la reproduction au CHU de Lille. Il rappelle par ailleurs que le syndrome Sopk ne renvoie pas à une seule et unique maladie : on peut en présenter les signes pour des raisons diverses. Certaines femmes ont un Sopk induit par une obésité, d'autres ont un terrain génétique… *« On ne trouvera donc pas un traitement unique pour toutes les femmes »*, met-il en garde.

Pour autant, la piste suivie par les chercheurs chinois a l'avantage d'agir presque à la source du dysfonctionnement, en réduisant les androgènes, contrairement aux traitements actuels, *« qui masquent, pallient ou contrebalancent les effets de la testostérone »*, souligne-t-il. En outre, tous sont contraceptifs et doivent être interrompus si l'on souhaite concevoir, ou alors présentent des effets indésirables.

La Pr Sophie Christin-Maître, chef du service d'endocrinologie et de médecine de la reproduction à l'hôpital Saint-Antoine (AP-HP/Sorbonne Université) livre une analyse tout aussi nuancée de ces résultats, à la fois *« très intéressants »*, mais qui *« ne disent rien de l'effet sur la fertilité des femmes traitées »*. *« Des cycles réguliers chez 63 % de 19 femmes, ce n'est pas non plus miraculeux. Il faudra confirmer ces résultats à grande échelle, contre placebo ou contre le citrate de clomiphène ou le létrozole »*, ces deux derniers traitements étant utilisés pour aider les femmes souffrant de Sopk à être enceintes, souligne-t-elle.

L'endocrinologue invite les femmes qui auraient des doutes sur un possible Sopk à consulter un médecin généraliste, un gynécologue ou un endocrinologue, pour obtenir un diagnostic. *« Même si elles n'ont pas besoin ou envie d'être traitées, il est bon qu'elles soient suivies car elles ont plus de risque de diabète, d'anxiété et de dépression. »* ■

Faut-il s'inquiéter d'un enfant qui développe un ami imaginaire ?

Aurore Aimelet

Les compagnons fictifs que certains s'inventent entre 2 et 7 ans constituent le plus souvent une béquille utile. Mais il n'est pas forcément facile de l'accepter pour les parents.



D'après une méta-analyse publiée en 2021, 65 % des enfants s'inventeraient un compagnon de vie. EVGENIYANDREEV/STOCK.ADOBE.COM

Héros de *Blue & compagnie*, un film réalisé par John Krasinski sorti en salle en mai dernier, les amis imaginaires peuplent le monde des enfants. C'est vrai sur le grand écran… et dans la vraie vie ! Le complice d'Enora, bientôt 6 ans, s'appelle Galin et la petite fille lui confie tout. *« Elle semble le convoquer*, raconte Emilie, sa maman. *J'ai remarqué sa présence en janvier dernier. Au début, j'ai cru qu'Enora s'adressait à une figurine, l'un de ces petits animaux qu'elle adore et avec lequel elle joue très souvent. Mais ensuite, j'ai remarqué que le fameux Galin nous accompagnait aussi au parc ou qu'il nous rejoignait parfois à la sortie de l'école. »*

D'après une méta-analyse publiée en 2021, 65 % des enfants s'inventeraient ainsi un compagnon de vie, sous les traits d'un copain, d'un animal, d'un personnage ou d'un objet. *« C'est souvent entre l'âge de 2 et 7 ans, plus encore autour de 5 ans, qu'ils créent un ami imaginaire. Et cela n'a rien d'inquiétant ! Cette étape normale du développement serait plutôt le signe d'un bon fonctionnement psycho-affectif »*, affirme Aline Nativel Id Hammou, psychologue clinicienne et psychothérapeute, dont le livre *Notre famille et nous deux* vient de paraître aux Éditions Mango.

Tout fictif qu'il soit, cet acolyte aide à grandir. *« L'ami imaginaire est un soutien pour le jeune enfant qui se confronte progressivement au réel. Il quitte peu à peu le sentiment de toute-puissance et apprend à apprivoiser les contraintes »*, poursuit la psychologue. À deux, on est plus forts pour explorer les relations et survivre aux aléas de l'existence, aux devoirs de la maîtresse, aux petits conflits de la récréation, aux attentes parentales.

« L'enfant a aussi le sentiment d'être compris par cet alter ego dont les traits de personnalité sont souvent les siens. Cela lui permet de prendre du recul devant certaines situations qui manquent encore de sens pour lui. » Pas facile de saisir le fonctionnement des autres et du monde quand on est haut comme trois pommes. *« Par ailleurs, ce tiers extérieur intériorisé l'aide à gérer ses émotions, ses ressentis : en les verbalisant, il les régule. »* Ainsi, après une longue journée, l'enfant peut-il symboliser ses angoisses, sa colère ou son chagrin dans un théâtre tout personnel. Enfin, ce drôle de camarade favorise la créativité et développe l'imaginaire, ce qui renforce la capacité à résoudre les problèmes et, in fine, la confiance en soi.

> **« L'ami imaginaire d'un enfant, c'est sa création. Il doit pouvoir en faire ce qu'il veut pour pouvoir s'en éloigner quand il aura suffisamment confiance en lui »**
>
> **Aline Nativel Id Hammou** Psychologue

Si l'enfant s'invente un copain, est-ce parce qu'il en manque dans la vraie vie ? *« Pas nécessairement*, répond Aline Nativel Id Hammou. *Contrairement à ce que l'on croit, la création d'un tel personnage ne vient pas d'un problème de socialisation puisque au contraire il l'aide à entrer en relation et à interagir, notamment quand les individus réels qu'il fréquente génèrent chez lui de la déception ou de la frustration. »* Pour la psychologue, il n'y a pas de profil type chez les propriétaires d'amis imaginaires et les motivations de l'un ne seront pas celles de l'autre. *« Les enfants uniques et les aînés apparaissent fréquemment dans les études. Les premiers éprouvent sans doute un sentiment d'isolement, et les seconds une certaine pression due à leur statut. »*

D'autres enfants vont créer cette figure soutenante dans des moments délicats : elle leur permettra de s'habituer à partager leur quotidien quand l'arrivée d'un petit frère ou d'une petite sœur est imminente ; ou à prendre leurs marques lors d'un déménagement, par exemple. *« Certains enfants vivent cependant des situations plus douloureuses, comme un harcèlement à l'école ou un deuil familial. Dans ce cas, face au rejet ou à la perte, il est vrai que l'ami imaginaire aura une fonction de réparation et d'exutoire plus importante. Si sa présence est accompagnée d'autres manifestations de souffrance, il est essentiel de consulter un pédopsychiatre qui pourra l'accueillir. »*

Il n'y a pas lieu de pathologiser cette projection. *« L'objectif pour les parents et les adultes n'est pas de créer à l'ami imaginaire une place dans la structure familiale ou scolaire, mais de prendre en compte son existence, son importance aux yeux de l'enfant, qui en a véritablement besoin pour passer un certain stade de développement ou traverser un moment particulier de sa vie. »*

Mieux vaut ne pas dévaloriser le personnage irréel, ni faire comme s'il n'existait pas. *« L'idée est de s'intéresser à l'enfant, de l'écouter et de l'interroger : qu'est-ce que son ami imaginaire lui apporte ? veut-il le dessiner ? parler de leurs échanges ? »* Il s'agit de l'accepter sans pour autant en faire trop, prétendre le voir soi-même, s'adresser à lui, ou l'inviter à table. *« Il y a une limite. Il est inutile de le faire exister, de le matérialiser ou de l'investir. L'ami imaginaire d'un enfant, c'est sa création. Il doit pouvoir en faire ce qu'il veut pour pouvoir s'en éloigner quand il aura suffisamment confiance en lui. »*

Alors le fidèle compagnon rejoindra le pays imaginé des amis imaginaires. C'est d'ailleurs le scénario du film *Blue & compagnie*, dans lequel une petite fille, pour leur venir en aide, tente de retrouver leurs propriétaires. Histoire de leur rappeler leur âme d'enfant ? ■

vernissages

La Galerie Guillaume

vous invite au vernissage
de l'exposition

Bang Hai Ja (1937–2022)
Une vie de lumière,

le mercredi 19 juin 2024
de 17 heures à 21 heures.

L'exposition se tiendra
du jeudi 20 juin
au jeudi 25 juillet 2024,
du mardi au samedi
de 14 heures à 19 heures.
En juillet, le samedi
uniquement sur rendez-vous.

32, rue de Penthièvre,
75008 Paris.
www.galerieguillaume.com

deuils

Tina Bernachon-Irisarri,
son épouse,
Justine, Augustin et Eugénie
Bernachon,
ses enfants,
et leurs conjoints,

Catherine et Pierre Baillet,
sa sœur et son beau-frère,
Ignacio et Katy Irisarri,
Txen Irisarri,
Pilar de la Béraudière,
Miguel et Alma Irisarri,
ses beaux-frères
et belles-sœurs,
ses neveux et nièces

ont l'immense tristesse
de faire part du décès du

docteur Patrice BERNACHON

survenu le 14 juin 2024, à Paris.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-François-Xavier,
à Urrugne
(Pyrénées-Atlantiques),
par le père Mikel Epalza,
aumônier des marins,
le vendredi 21 juin 2024,
à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

tina.bernachon@free.fr

Paris (17e).

Alain de Cacqueray
et Guislaine,
René et Jolanta de Cacqueray,
Agnès de Cacqueray,
Laurent et Caroline
de Cacqueray,
Alix de Cacqueray et Louis,
Bathilde de Cacqueray,
Thierry de Cacqueray,
ses enfants,

ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants,

Marie-Madeleine de Bellaigue,
sa sœur,
Christiane de Bellaigue,
sa belle-sœur,
ses neveux et nièces

ainsi que toute sa famille

font part du rappel à Dieu de

Thérèse de CACQUERAY
née de Bellaigue,
veuve de
Pierre de Cacqueray

le 9 juin 2024, à l'âge de 97 ans,
à Saint-Malo, munie
des sacrements de l'Église.

Les obsèques auront lieu
au cimetière
de Bézu-la-Forêt (Eure),
le mercredi 19 juin, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Paris.

Mme Chantal Ferrier,
sa sœur,
Mme Brigitte Chauveau,
sa sœur,
Mme Hervé
Chauveau de Vallat,
sa belle-sœur,
Mme Thierry
Chauveau de Vallat,
sa belle-sœur,
Mme Nicole Mamigonian,
l'ensemble de ses neveux
et nièces

ont la douleur
de faire part du décès de

M. Dominique CHAUVEAU de VALLAT

survenu le 11 juin 2024,
à l'âge de 89 ans, à Nice.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Jacques-le-Majeur,
à Nice (Alpes-Maritimes),
le mardi 18 juin 2024,
à 14 heures.

Henri-François Dauphin,
son fils,
le comte et la comtesse
Remi Macé de Gastines,
son gendre et sa fille,
Charlotte Macé de Gastines,
sa petite-fille,
Hélène Tollinchi-Durazzo,
ses enfants et petits-enfants,
les enfants et petits-enfants
de son frère Hector
et de ses sœurs,
Angèle et Philomène,

les familles
Durazzo de Campomoro
et de Fozzano, Abbatucci,
Cuttoli, Pietri, Phelip,
Quilichini de Sartène, Danti,
Colonna d'Istria, de Giovanni,
Guerrini, Rocca-Serra,
d'Ortoli, Fittipaldi,
Lorenzi de Bradi,
Peretti della Rocca, Condé,
Grisoli, Olivieri, Casabianca,
Tremblet, Lefort-Vidal,
Macé de Gastines,
Villedon de Naide, Sergent,
Périer de Larsan, Könz

ont l'immense tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Palma DAUPHIN
née Durazzo,

le 10 juin 2024,
à l'âge de 102 ans.

La famille tient à remercier
son médecin et ami,
le professeur Jean-Jacques
Mourad.

La cérémonie religieuse
aura lieu
le mercredi 19 juin, à 10 h 30,
en l'église Sainte-Marie
de Sartène (Corse-du-Sud),
suivie de l'inhumation
dans la chapelle familiale,
où repose Henri Dauphin,
son mari.

Selon la volonté de la défunte,
la famille ne portera pas
le deuil.

Les condoléances seront reçues
sur le parvis de l'église à l'issue
de la cérémonie religieuse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Jean-Pierre et Mireille Flouzat,
Me Marie-Dominique
Flouzat-Auba
et M. Pierre Auba,
ses enfants,
Julien, Matthieu, Amandine,
Julie et Caroline,
ses petits-enfants,
Adrian, son arrière-petit-fils,

Henri et Anne Osmont d'Amilly,
Jean-Gabriel Osmont d'Amilly,
ses beaux-enfants,
et leurs enfants,
Augustin, Juvénal, Antoine,
Charlotte, Marguerite

ont la douleur
de faire part du décès de

Denise FLOUZAT-OSMONT d'AMILLY

ancien recteur de
l'académie d'Orléans-Tours,
commandeur
de la Légion d'honneur,

survenu le 12 juin 2024,
dans sa 96e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Lambert-de-Vaugirard,
à Paris (15e),
le vendredi 21 juin 2024,
à 10 h 30.

Boissise-le-Roi
(Seine-et-Marne).

Martine Gillet,
son épouse,

Céline et Antoine Martel,
Frédéric et Elanie Gillet,
ses enfants,

Adrien, Lise, Charlyne,
ses petits-enfants,

Anne et Philippe Seurat,
sa sœur et son beau-frère,
et leurs enfants,

les familles Boulmé, Antunes,
Heuzé

ont la douleur
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Philippe GILLET

le 12 juin 2024, à Paris,
à l'âge de 75 ans.

La cérémonie religieuse
sera concélébrée
par Mgr Jean-Pierre Brard
et le père Mbili,
en l'église Saint-Denis
de Boissise-le-Roi,
le vendredi 21 juin, à 15 heures,
suivie de l'inhumation
au cimetière.

Cet avis tient lieu de faire-part.

martinegillet.gestion@orange.fr
agilletseurat92@gmail.com

Amina Le Divellec,
son épouse,
ses enfants et petits-enfants

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Jacques LE DIVELLEC
commandeur
de la Légion d'honneur,

le 13 juin 2024,
dans sa 92e année.

La cérémonie religieuse
aura lieu en l'église
Saint-Pierre-du-Gros-Caillou,
à Paris (7e),
le jeudi 20 juin, à 14 h 30.

L'inhumation se tiendra au
cimetière de Port-des-Barques
(Charente-Maritime),
le vendredi 21 juin, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme Jean de Montard,
M. Emmanuel de Montard,
M. Pierre de Montard,
M. et Mme
François-Xavier de Montard,
ses neveux et nièces,
et leurs enfants

ont la tristesse d'annoncer
le rappel à Dieu de

Thérèse de MONTARD

le 14 juin 2024, dans
sa quatre-vingt-quatorzième
année.

La messe sera célébrée
le mercredi 19 juin, à 10 h 30,
en l'église Saint-Roch, 296, rue
Saint-Honoré, à Paris (1er).

L'inhumation aura lieu
dans l'intimité, au cimetière
de Saint-Martin-de-Seignanx.

Bougival (Yvelines).

Delphine Pajot,
son épouse,
Pierre, Anaïs, Juliette, Sophie,
ses enfants,

France et Henri Nijdam,
Hubert et Slanys
Pajot de Sorbier,
Christine et Jean-Jacques
Bénézit,
Jérôme (†) et Morgane Secher,
ses frère, sœurs, beaux-frères
et belles-sœurs,
Jean-Paul et Odile Secher,
ses beaux-parents,
ses neveux et nièces

et toute sa famille

ont l'immense tristesse
de faire part
du rappel à Dieu de

Alain PAJOT

le 12 juin 2024,
dans sa 61e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée par son neveu,
le père Paul Bénézit, en l'église
Saint-Pierre-Saint-Paul,
à La Celle-Saint-Cloud
(Yvelines),
le mercredi 19 juin, à 14 h 30.

L'inhumation aura lieu
le jeudi 20 juin, au cimetière
des Douets, à Saint-Lunaire
(Ille-et-Vilaine).

Paris (16e). Agen.
Marseille (8e).

François Raynaud,
son époux,

Fabien Raynaud
et Nicolas Fougeron,
son fils et son gendre,
Ariane Raynaud
et Rémy Cayla,
sa fille et son compagnon,
Marion Crayssac,
Charlotte Crayssac,
Louis Raynaud-Fougeron,
ses petits-enfants,

Régis Arnoux,
son frère,
Martine Arnoux,
sa sœur,
ses belles-sœurs et beau-frère,
ses neveux, nièces
et toute la famille

ont la tristesse
de faire part du décès de

Mme Christiane RAYNAUD
née Arnoux,

survenu le 14 juin 2024,
à l'âge de 83 ans, à Paris,
en son domicile, munie
des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Notre-Dame-d'Auteuil,
1, rue Corot, à Paris (16e),
le mercredi 19 juin, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu
dans l'intimité familiale,
au cimetière d'Aulas (Gard).

Cet avis tient lieu de faire-part.

106, quai Louis-Blériot,
75016 Paris.

Le Perreux-sur-Marne
(Val-de-Marne).

Danièle Pavie,
son épouse,
Sandrine et Cédric,
ses enfants,
Louis, Paul et Augustin,
ses petits-fils,

ont l'immense tristesse
de faire part du décès du

professeur Alain PAVIE
chirurgien cardiaque,
chevalier
de la Légion d'honneur,

survenu le 7 juin 2024,
à l'âge de 76 ans, à l'hôpital
de la Pitié-Salpêtrière,
Paris (13e).

La cérémonie religieuse
sera célébrée en la chapelle
de la Pitié-Salpêtrière,
47, boulevard de l'Hôpital,
à Paris (13e),
ce lundi 17 juin, à 10 heures.

Lacapelle-del-Fraisse (Cantal).

Mme Éric
Sarrauste de Menthière
en union avec
le docteur Éric
Sarrauste de Menthière (†),
M. et Mme Hervé
Sarrauste de Menthière,
le baron et la baronne
Amaury de Bouvet,
ses enfants,

ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants,

son frère et ses belles-sœurs,
tous ses neveux et nièces

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

M. Louis-Géraud SARRAUSTE de MENTHIÈRE

le 10 juin 2024, muni
des sacrements de l'Église.

Il a rejoint dans la paix,
son épouse, née Claude Attaix.

La cérémonie religieuse
sera célébrée par son filleul,
le père Guillaume
Sarrauste de Menthière,
ce lundi 17 juin, à 15 heures,
en l'église
de Lacapelle-del-Fraisse.

M. Christopher Zieseniss,
M. Peter Zieseniss,
Mme Caroline Beatty-Moy,
ses fils et sa fille,

Mme Patricia Zieseniss Bagot,
M. Eric Bagot,
sa sœur et son beau-frère,

Martha, Margaux,
Karl, Chloe et Liam,
ses petits-enfants,

ont l'immense tristesse
de faire part du décès de

Hubert ZIESENISS
chevalier
de la Légion d'honneur,

survenu le 4 juin 2024,
à l'âge de 83 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
de Choisel (Yvelines),
le jeudi 20 juin, à 15 heures.

remerciements

Le Havre (Seine-Maritime).

Mme Gérard Dero,
née Nicole Duparc,
son épouse,
ses enfants et leurs conjoints,
ses petits-enfants,
Didier et Sylvie Dero,
son frère et sa belle-sœur,
ses belles-sœurs,
ses beaux-frères
et toute sa famille,

très touchés des marques
de sympathie qui leur ont été
témoignées lors du décès de

M. Gérard DERO

le 5 juin 2024,

vous prient de trouver ici
leurs sincères remerciements.

Thierry Lepers,
son époux,

Anne Sophie Lepers,
Capucine et Robin Danneels,
ses enfants,

Antoine Lepers,
Gaspard, Timothée Danneels,
ses petits-fils,

et toute sa famille,

très touchés des marques
de sympathie qui leur ont été
témoignées lors du décès de

Agnès LEPERS
née Schelstraete,

le 9 juin 2024,

vous prient de trouver ici
leurs sincères remerciements.

disparition

Jodie Devos, soprano qui aimait Offenbach


Jodie Devos, en 2020. CHRISTOPH DE BARRY/AFP

Thierry Hillériteau

« Je n'aurai pas assez d'une vie », déclarait-elle en novembre 2021 dans un grand entretien à *Opéra Magazine*, évoquant ses mille et un projets d'avenir – transmission, mise en scène, production – avec la gourmandise et l'appétit de vivre qui la caractérisait si bien. La soprano Jodie Devos vient de s'éteindre. Âgée de seulement 35 ans. Laissant derrière elle le monde lyrique francophone, et la planète des mélomanes, dans un état de sidération et d'incrédulité complet.

Atteinte d'un cancer foudroyant, elle avait dû annuler plusieurs de ses engagements récents. Et notamment sa participation à *L'Olimpiade* de Vivaldi dirigée par Jean-Christophe Spinosi, qui refermera dans quelques jours la saison du Théâtre des Champs-Élysées en prélude des Jeux de Paris 2024. C'est entourée de ses proches et de sa famille qu'elle est décédée ce dimanche 16 juin 2024, à Paris, a fait savoir son agence, Intermezzo.

Depuis son deuxième prix au concours Reine Élisabeth, doublé d'un prix du public largement mérité, la colorature aux aigus stratosphériques et à la bonne humeur communicative enchantait littéralement nos scènes françaises. De la chanteuse, on retiendra la pureté d'une voix à la clarté éclatante. La souplesse presque surnaturelle de ses vocalises. Mais aussi et surtout l'écrasante présence. Sur scène, elle irradiait. Partageant avec son idole Natalie Dessay une même passion pour le jeu théâtral avant toute autre chose. *« Moi, c'est le théâtre qui m'a tout de suite plu, à l'Opéra »*, nous disait-elle lorsque nous l'avions rencontrée en 2019 à l'Opéra Bastille.

Car elle avait fait de l'opéra français l'une de ses grandes spécialités. Qu'il s'agisse de défendre le répertoire si longtemps méprisé d'Offenbach, dont elle était une ambassadrice de feu. Timbre agile et ardeur des sentiments. Alternant avec une joyeuse aisance pyrotechnique les vocalises les plus folles et la suave mélancolie. Comme sur son ébouriffant album *Offenbach Colorature*, paru en 2019 chez Alpha. Ou bien d'épouser la cause ramiste, comme elle l'avait fait à la rentrée de cette même année, en participant à la nouvelle production de l'Opéra de Paris des *Indes galantes*. Aux côtés de tout ce que la jeune génération de chanteurs français et francophones comptait de talents et d'espoirs.

Grands rôles coloratures

L'ancienne académicienne de l'Opéra Comique partageait avec les collègues de sa génération les mêmes préoccupations. Elle n'avait pas hésité à s'impliquer dans le Fonds Unisson, constitué en pleine épidémie de Covid, pour venir en aide aux tout jeunes chanteurs lyriques privés de scène. Elle était aussi une fervente ambassadrice de la diffusion des opéras au public le plus large possible, par tous les vecteurs. Des captations – *« j'ai grandi à une heure et demie de voiture de tout Opéra, j'ai découvert le genre grâce à internet »*, se plaisait-elle à rappeler – aux opéras participatifs.

La native de Libramont, en Wallonie, était arrivée à l'opéra à l'adolescence. Après s'être d'abord rêvée chanteuse de variété. Biberonnée à la chanson française et au rock de Led Zeppelin et de Freddie Mercury, elle avait fait ses premières armes de chant au prestigieux Institut royal supérieur de musique et de pédagogie de Namur, avant d'intégrer la Royal Academy of Music de Londres, où elle avait, disait-elle, attrapé le virus de la scène.

En France, on l'avait vue se distinguer dans un très large répertoire. Faisant dès 2014 une entrée fracassante par la grande porte, en remplaçant au pied levé, alors qu'elle n'était qu'académicienne de la Salle Favart, la soprano Sabine Devieilhe, souffrante, en Adèle, dans *La Chauve-souris* de Strauss. Dès lors, la voie était toute tracée vers les grands rôles coloratures : Lakmé à l'Opéra de Tours début 2017, Suzanna à l'Opéra royal de Liège en 2018, la Reine de la nuit à Bastille en 2019, Zerbinetta à Montpellier en 2020… Et, bien sûr, beaucoup d'Offenbach : Eurydice d'*Orphée aux enfers*, Olympia dans *Les Contes d'Hoffmann*, princesse Elsbeth dans *Fantasio*, Gabrielle dans *La Vie parisienne*, produit par le Palazzetto Bru Zane. Avec Jodie Devos, le monde lyrique ne perd pas seulement l'une de ses sopranos coloratures belges les plus prometteuses du XXIe siècle, il perd aussi l'une des plus éminentes ambassadrices du chant français. ■



Installé dans le quartier sensible de Montreynaud, le centre loisirs jeunesse de la police nationale est dédié à l'accueil des 12-18 ans pendant les vacances et sur les temps périscolaires. SANDY PLAS

À Saint-Étienne, ces policiers qui gardent le lien avec les jeunes des quartiers



PAR
Sandy Plas
Envoyée spéciale à Saint-Étienne

Depuis vingt ans, le centre loisirs jeunesse de la police nationale y accueille des adolescents issus de banlieues sensibles. Un lieu d'activités et de loisirs, comme il en existe une trentaine en France, où se joue aussi la reconstruction de l'autorité, dans une ville frappée de plein fouet par les émeutes de 2023.

« Ça s'est super bien passé, je suis mort que six fois ! » *Plastron sur le dos et pistolet en plastique dans la main, Ryan termine une partie de laser game. Surexcité, le garçon de 12 ans commente les résultats de la partie : « *C'est les rouges qui ont gagné, on vous a écrasés !* ». « *Mais non, c'est les bleus, j'te dis ! C'était hyper serré* », lui répond un de ses copains. Stéphane Bouton, la quarantaine, fine barbe et tenue de sport sur les épaules, les interrompt calmement : « *Bon, ça va les gars. Allez on se pose un peu* », lance-t-il aux deux garçons et à l'ensemble du groupe d'une dizaine d'adolescents qu'il encadre aujourd'hui.

À première vue, la scène pourrait se dérouler dans n'importe quel centre de loisirs. Mais Stéphane Bouton n'est pas un animateur. Au dos de sa veste bleu marine, l'inscription police nationale se détache en lettres blanches. Il fait partie des trois policiers qui dirigent le centre loisirs jeunesse (CLJ) de la police nationale de Saint-Étienne (Loire), une structure dédiée à l'accueil de jeunes de 12 à 18 ans issus de quartiers sensibles pendant les vacances et sur les temps périscolaires, ayant pour objectif de lutter contre la délinquance des mineurs et de renouer le lien entre police et population.

Sensibilisation citoyenne

Quelques heures plus tôt, en ce mercredi de vacances de Pâques, le CLJ a ouvert ses portes, comme tous les jours de l'année, aux alentours de 13 heures. À l'entrée, le brigadier-chef Thierry Plotton, codirecteur du centre, accueille un à un les arrivants avec une poignée de main et un sourire. « *Il va venir, ton frère ?*, s'enquiert-il auprès d'un jeune. *Ce serait pas mal...* » Mohammed l'interpelle en attrapant un ballon de foot : « *Thierry, tu viens, on se fait un match ?* » « *Attends, c'est pas le moment, commencez, je vous rejoins.* » La partie débute sur le terrain en synthétique situé à l'extérieur. À l'intérieur, un autre match a commencé. Dans la grande salle, dont les murs sont couverts de photos des enfants passés par le centre depuis sa création, Walim et un de ses copains s'affrontent au ping-pong, l'air concentré. Ils font partie de la vingtaine de jeunes à participer aujourd'hui aux activités du centre.

Accrobranche, VTT électrique, escalade en salle, laser game, karting ou kayak font partie des sorties proposées à tarif modique pendant les périodes de vacances. Une offre d'activités programmée parallèlement à des temps de sensibilisation citoyenne : chantiers de protection de la nature en partenariat avec l'ONF, formation aux premiers secours ou soirées thématiques sur la laïcité, les rapports filles-garçons ou l'usage des écrans. « *Au bout de trois soirées thématiques, on leur offre une activité loisirs. Il faut savoir être un peu incitatif* », explique Thierry Plotton. Trouver, aussi, le « *bon équilibre* » entre la bienveillance et l'autorité. Une convention passée avec le collège voisin prévoit l'accueil des élèves faisant l'objet d'une expulsion temporaire. Et, en cas de mauvais comportements à l'extérieur, la sanction tombe à leur retour au centre, comme cette fois où des jeunes du centre ont abîmé la porte d'un bus. « *On a demandé à la Stas* (la société de transport de Saint-Étienne, NDLR) *de nous mettre un bus à disposition, qu'ils ont nettoyé pendant plusieurs après-midi* ». « *On fait face à une misère sociale et affective, alors on essaie de donner un cadre qu'ils n'ont pas toujours dans la famille* », analyse Stéphane Bouton, qui a intégré le CLJ il y a trois ans après une carrière à la BAC. « *J'en avais un peu ras la casquette de la répression, le projet du centre m'a séduit.* »

Accessible à tous les jeunes de l'agglomération, le CLJ42 est installé en plein cœur du quartier sensible de Montreynaud. Situé sur l'une des collines de Saint-Étienne, séparé du reste de la ville par l'autoroute qui circule en contrebas, Montreynaud compte parmi les quartiers prioritaires de la politique de la ville et a été classé zone de sécurité prioritaire il y a une dizaine d'années. Selon les chiffres de la préfecture de la Loire, le taux de chômage était alors « *le double de celui du reste de la ville* ». Un vaste projet de rénovation urbaine lancé il y a plusieurs années par la ville pour désenclaver le quartier est toujours en cours. Les gigantesques barres d'immeuble, à l'image de l'emblématique tour Plein Ciel et de son toit coiffé d'une coupole, ont en partie disparu pour laisser place à de petits ensembles entourés de verdure. C'est ici que le CLJ a ouvert ses portes, en 2002. « *On s'est installés juste à côté d'une des places fortes du trafic de stup, alors forcément les débuts n'ont pas été faciles* », raconte Thierry Plotton, qui a fondé le centre avec le major Paul Deloy. Les locaux sont incendiés à plusieurs reprises. « *Nos voitures personnelles ont été caillassées, mais on a tenu.* » À force de dialogue, le bouche-à-oreille commence à fonctionner et la structure prend sa place dans le quartier.

« Relation de confiance »

Le centre de Saint-Étienne compte parmi les 27 CLJ qui existent aujourd'hui en France. Leurs prémices remontent à 1962, quand la municipalité de Dinard, en Bretagne, lance une première collaboration avec les services de police pour « *lutter contre le désœuvrement des jeunes vacanciers* », comme le souligne un rapport de l'IGPN datant de 2021. La démarche se structure vraiment à partir de 1997, avec l'objectif de faire de ces centres, installés dans des quartiers sensibles, des outils pour rapprocher la police des habitants et sensibiliser les plus jeunes à la citoyenneté. La mise en place par le gouvernement Jospin de la police de proximité, en 1998, participe à l'essor de ces dispositifs. Ces structures associatives, financées par des subventions publiques venues des collectivités et de l'État sont encadrées par des policiers détachés, ayant validé le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (Bafa) ou le brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD). « *L'objectif, c'est que les jeunes qui sont accueillis ici développent un sens civique, le respect des règles et la notion de vivre-ensemble* », détaille le commandant G., qui travaille sur le suivi des CLJ au sein de la Direction nationale de la sécurité publique.

Téléphone accroché dans la main, Soufia (le prénom a été changé) vient au CLJ de Saint-Étienne depuis quatre ans. Un grand frère en prison, un climat « *tendu* » à la maison et, au bout, le décrochage scolaire et les problèmes de comportement, ont conduit sa mère à l'envoyer ici, « *comme une sanction* ». « *Au début, j'avais un peu peur, je pensais qu'on allait me mettre une amende*, plaisante la jeune fille de 16 ans. *Mais, en fait, ça m'a canalisée. J'ai rencontré des gens qui m'écoutent et avec qui je peux aussi rigoler.* » Soufia a raccroché les wagons et suit désormais des études de comptabilité. Elle vient parfois travailler ici et s'installe alors dans une pièce tranquille, à l'écart. « *C'est plus calme qu'à la maison !* » « *On ne fait pas d'aide aux devoirs, mais, quand il y a besoin de les aider pour l'école, on a du mal à refuser* », sourit Thierry, qui a noué avec Soufia, comme avec la plupart des 170 jeunes accueillis par le CLJ, « *une relation de confiance* », qui déborde en dehors des murs du centre. « *On est identifiés dans le quartier, on connaît les parents, il y a un lien familial entre nous.* »

« Lutter contre les stéréotypes »

Alors qu'un bureau de police est installé à quelques rues, c'est souvent vers les équipes du CLJ que se tournent les habitants en premier recours. Comme il y a quelques mois, quand une jeune fille accusant son père de viol a poussé la porte du centre avec sa mère, pour demander de l'aide. « *On reste des policiers, mais, pour certains habitants, on a une image plus accessible, parce qu'on les connaît.* » Adjointe au maire de Saint-Étienne, Siham Labich confirme : « *Le CLJ a joué pour rapprocher la police de la population, il a permis de lutter contre les stéréotypes négatifs qu'avaient les jeunes. Ici, il y a à la fois une exigence et une bienveillance qui permet de renouer le lien.* »

Quel impact le CLJ a-t-il eu sur la vie du quartier depuis vingt ans ? « *C'est très difficile de donner des chiffres, on n'a aucun indicateur. On travaille sur de l'humain* », répond Thierry Plotton. Restent les parcours des anciens qui sont passés par le centre et que le brigadier-chef brandit avec fierté : « *On a eu plusieurs chauffeurs de bus, des plâtriers-peintres, une prof d'économie, un marin pompier, un policier municipal... Ce qui est sûr, c'est qu'on en a sauvé beaucoup* », appuie-t-il en énumérant les histoires de ces jeunes. Une façon, aussi, de lutter contre le découragement qui le gagne parfois, comme en juin 2023. Pendant plusieurs nuits, le quartier s'embrase à la suite de la mort de Nahel lors d'un contrôle policier. La façade du CLJ est incendiée par un feu de poubelles, déclenché par des jeunes extérieurs au quartier. Pour la première fois, Thierry et ses collègues pensent « *à tout arrêter* ». « *Dès le lendemain, on a reçu des appels des parents, qui nous ont suppliés de ne pas fermer. Certains anciens du centre ont même monté la garde devant le bâtiment les jours suivants. On s'est sentis soutenus.* » Le CLJ a rouvert après quelques jours. « *On sait qu'on ne pourra jamais aider tout le monde. Il y a des jeunes qui sont irrécupérables, malheureusement. Mais, pour certains, ça peut changer beaucoup de choses.* » ■

Moulins
SAÔNE-ET-LOIRE
ALLIER
Mâcon
Bourg-en-Bresse
AIN
Vichy
Roanne
Loire
RHÔNE
LOIRE
Lyon
PUY-DE-DÔME
Montbrison
Rhône
Vienne
Saint-Étienne
HAUTE-LOIRE
ARDÈCHE
Le Puy-en-Velay
20 km
Valence

« Aujourd'hui, l'électorat du Rassemblement national se rapproche de celui de Nicolas Sarkozy en 2007 »

PIERRE GIACOMETTI

Pour l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy et cofondateur du cabinet de conseil en stratégie No Com, Jordan Bardella a réussi à glaner les voix d'électeurs âgés et d'une partie des classes aisées, à l'image de l'ancien président de la République.

PROPOS RECUEILLIS PAR **Ronan Planchon**

LE FIGARO. - Comment analyser le score inédit du Rassemblement national aux européennes ?

PIERRE GIACOMETTI. - Ce score s'inscrit dans un triple phénomène : droitisation de l'opinion sur les sujets d'identité, d'immigration, d'autorité et de sécurité, polarisation tous azimuts de la société française qui favorise les choix radicaux, à droite comme à gauche, et, au-delà de la France, un centre de gravité idéologique plus à droite dans la plupart des sociétés occidentales. La liste conduite par Jordan Bardella a profité par ailleurs de deux facteurs décisifs. D'abord, la longue crise de la droite après les trois défaites présidentielles de 2012, 2017 et 2022 : l'UMP, puis les Républicains n'ont jamais su incarner une nouvelle alternative crédible avec un projet et des idées nouvelles, une ligne stratégique claire et un chef incontesté. Nicolas Sarkozy n'a jamais été remplacé dans son camp. Ensuite, l'effort de transformation de positionnement du RN lui-même : un nouveau nom en 2018, l'abandon du rejet radical de l'Europe et de l'euro, le recentrage de Marine Le Pen et l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants incarnée par son nouveau président. Les Français ont eux aussi évolué dans leur regard sur le RN.

La dernière vague du baromètre annuel sur l'image du RN, réalisé en décembre 2023, a montré, pour la première fois depuis quarante ans, qu'une majorité de Français ne voyait plus le RN comme un parti dangereux pour la démocratie. Par ailleurs, une majorité d'électeurs de droite ne considèrent plus Marine Le Pen comme la représentante de l'extrême droite, mais plutôt comme la représentante d'une droite patriote, attachée aux valeurs traditionnelles. À la question : *« Diriez-vous que le RN est devenu, ces dernières années, plus extrémiste, plus modéré ou qu'il n'a pas changé ? »*, une nette majorité de Français le jugent plus modéré. Ce point de vue est même largement majoritaire chez les électeurs de Renaissance et parmi les deux tiers des électeurs Les Républicains. Perçu par les Français comme un parti d'extrême droite lorsque Jean-Marie Le Pen le présidait, il est aujourd'hui reconnu par une majorité massive du peuple de droite comme une formation de droite. La tendance à la normalisation est aujourd'hui partagée par le peuple de droite mais contesté par la majorité des dirigeants nationaux de la droite dite de gouvernement .

Le Rassemblement national a déjoué les pronostics sociodémographiques habituels : les retraités, les cadres et les urbains se sont tournés vers la liste emmenée par Jordan Bardella. Peut-on établir un parallèle entre l'électorat qui s'est tourné vers Bardella aux européennes et celui de Nicolas Sarkozy en 2007 ?

En 2007, Nicolas Sarkozy recueille 31,2 % des suffrages au premier tour et fait reculer le FN à moins de 11 %. Jordan Bardella atteint le même score, 24 points devant la liste LR ! En douze ans, ce bouleversement du rapport de force ne peut être ignoré. Bien sûr, ce n'est ni le même scrutin ni les mêmes circonstances, mais, quand on compare la sociologie de ces deux votes on constate que le profil de ces deux scores se ressemblent : ils sont forts dans toutes les générations, des jeunes aux seniors en passant par les générations d'adultes actifs et dans la France du travail et des classes moyennes. Bardella confirme la force du vote RN dans les catégories populaires, plus que Nicolas Sarkozy en 2007. Le nouveau phénomène observé en 2024 concerne les électeurs âgés et une partie des classes aisées. Pour la première fois, le RN ravit la première place au macronisme parmi les seniors et les catégories supérieures, voyant son profil sociologique se rapprocher de celui du vote Sarkozy de 2007.

> **« Aujourd'hui, le RN est devenu un grand parti plus "interclassiste", présent dans les villes, les campagnes et les banlieues. Seuls Paris et la petite couronne résistent »**

Peut-on pour autant dire que l'électorat bourgeois-conservateur a basculé ?

En partie oui, car l'offre politique a changé. Aujourd'hui, l'offre de droite dominante, jadis incarnée par le RPR, puis l'UMP, puis Les Républicains, est aujourd'hui incarnée par le Rassemblement national. Pendant longtemps, le RN était le parti des classes populaires et non celui des Français aisés, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Aujourd'hui, le RN est devenu un grand parti plus « interclassiste », présent dans les villes, les campagnes et les banlieues. Seuls Paris et la petite couronne résistent. Dans ce contexte nouveau, Difficile d'accepter pour les 7,7 millions d'électeurs du RN de voir leur choix qualifié d'extrême droite. C'est même devenu un ultime ingrédient de leur détermination : l'accumulation de dénominations excluantes et hostiles à l'égard du RN le renforce encore un peu plus son attractivité électorale.

La stratégie de la peur du chaos peut-elle encore fonctionner ?

Elle a montré ses limites. Le fameux slogan socialiste *« Au secours, la droite revient »* n'a pas empêché la victoire de la droite lors des législatives de 1986. Plus récemment, en 2005, lors du référendum européen, une partie de la classe politique a expliqué pendant des semaines aux Français que, le « oui », c'était le vote de l'intelligence et que ceux qui s'opposaient au traité constitutionnel prenaient le risque de la fin de l'Europe. Quand on prétend rassembler les Français et faire évoluer leur choix, les récits hostiles ne suffisent pas. Seul un récit positif peut construire une dynamique électorale. Le président Macron en avait un en 2017, il ne l'a plus aujourd'hui.

Ces élections européennes marquent-elles une nouvelle étape dans le processus de recomposition de la vie politique française à l'œuvre depuis 2017 ?

Oui, elles ont accéléré le processus, et sa prochaine étape passe par la question de l'avenir des Républicains. Peuvent-ils survivre et à quelles conditions ? Cette recomposition commence en réalité dès 2002 avec le FN présent au second tour de la présidentielle Dans son dernier ouvrage - *La Parabole des aveugles* - Aquilino Morelle, ancien conseiller de François Hollande, montre à quel point il est devenu extrêmement difficile aujourd'hui de qualifier de raciste, de xénophobe et d'extrémiste un parti qui a été choisi par 13 millions de Français au second tour de la dernière élection présidentielle. Je partage ce point de vue. Le choix des Républicains de refuser l'alliance avec le RN peut être défendu s'il s'appuie sur deux conditions. Il est devenu incompréhensible pour beaucoup d'électeurs de droite d'entendre ce nouveau « ni-ni » : « ni RN ni Macron » sans en dire plus . Après le choc du vote du 9 juin, s'il on continue à dire non au RN , soit on dit oui à Macron soit, S'il on veut continuer à dire aussi non à Macron , il faut disposer de très solides arguments . Cela passe par l' affichage d'une ligne stratégique claire, un projet, et un chef légitime, futur candidat à l'élection présidentielle. On est loin du compte. ■

La dissolution, un électrochoc salutaire ?



DESSINS : FABIEN CLAIREFOND

ALAIN MALRAUX

L'homme de lettres et fils adoptif d'André Malraux estime qu'Emmanuel Macron a pris la bonne décision en consultant les électeurs pour leur demander quel va être le choix de leur représentant dans l'Hémicycle.

Depuis la décision du président Macron de dissoudre l'Assemblée, dimanche dernier, vingt-quatre heures par jour, relayés à l'envi par la presse et les médias et amplifiés à l'envi les réseaux sociaux, l'ensemble des commentaires ne cessent de nous ressasser qu'il s'agit d'un coup de délire.

Mais en est-on si sûr ? Le microcosme politicien ne déteste rien tant qu'être pris au dépourvu, et c'est là que le bât blesse. Avec la brièveté de ce délai, il va falloir faire autre chose que gloser sans discontinuer sur les plateaux du petit écran. En mon nom propre, celui d'un témoin de première main de cette grande aventure qu'on appelle le gaullisme, je n'hésite pas à dire que le président a pris la bonne mesure, celle qui convient à la nation en un moment de flottement. Si Macron a reçu une claque, sa réplique immédiate en est une autre, et avec ce coup de théâtre, le compte à rebours est en marche : l'heure tourne et tournera inflexiblement, jusqu'au 7 juillet. Quoi de plus gaullien, et d'un même mouvement, démocratique, que de consulter les électeurs pour leur demander, candidat par candidat, circonscription par circonscription, quel va être le choix de leur représentant dans l'Hémicycle.

Porte-parole de la France libre dès juin 1940, figure du gaullisme historique et acteur de la vie politique en son temps, Européen de conviction, Maurice Schumann ne manquait pas de le rappeler à chaque consultation électorale : au premier tour, on choisit, au second, on élimine. Dimanche dernier, nous n'en avions qu'un. La contre-vérité que l'on ne cesse de nous seriner consiste à vouloir nous persuader que nous serons pris en tenaille entre le soi-disant Front populaire – alliance de circonstance qui, avec son tissu de contradictions, n'en a que le nom, composée de frères ennemis – et le Rassemblement national, addition de mécontentement et d'opportunisme démagogique.

> **La contre-vérité que l'on ne cesse de nous seriner consiste à vouloir nous persuader que nous serons pris en tenaille entre le soi-disant Front populaire – alliance de circonstance qui, avec son tissu de contradictions, n'en a que le nom, composée de frères ennemis – et le Rassemblement national, addition de mécontentement et d'opportunisme démagogique**

Alors qu'avec Renaissance, l'électorat du bloc central et les gaullistes de bonne foi, dont la plupart ont exclu un renégat qui se voyait – sans rire – comme le successeur du Général, nous disposons d'un réservoir de voix qui peut, qui doit s'exprimer en reconnaissant en Emmanuel Macron un président considéré à l'international, activement solidaire des Ukrainiens agressés, appuyé par un jeune premier ministre personnifiant le dynamisme.

Avec la dissolution, dont la soudaineté contraint chacune et chacun de nous à remplir son devoir citoyen, le chef de l'État nous a envoyé un électrochoc salutaire. Rivarol ne disait-il pas que *« lorsqu'un homme a raison vingt-quatre heures avant les autres, il passe pour un fou pendant vingt-quatre heures »* ? Il reste deux semaines pour agir envers et contre le « ou bien… ou bien », cette fausse alternative qu'on prétendrait nous présenter comme la seule possible, à tue-tête et à flux continu. Deux semaines pour nous réveiller, nous relever et avancer. ■

France : le moment populiste



CHRONIQUE
Nicolas Baverez

» Lire aussi **PAGES 2 À 6**

La France s'inscrit le plus souvent à contre-courant des évolutions des démocraties développées. Ainsi, le général de Gaulle fonda-t-il une monarchie républicaine singulière parmi les régimes parlementaires européens et conduisit-il une politique de l'offre au cœur de l'ère keynésienne. François Mitterrand étatisa l'économie et entreprit une relance en pleine récession mondiale et en opposition avec le cycle des réformes libérales, jusqu'à placer notre pays aux portes du FMI, ce qui imposa le tournant de la rigueur de 1983. Ses successeurs financèrent par l'explosion de la dette la pérennisation du modèle d'économie administrée ainsi qu'un mode de consommation à crédit. Aujourd'hui, avec la victoire écrasante du Rassemblement national lors des élections européennes qui le place en situation de force pour les législatives, la France est rattrapée par la vague populiste lancée par le Brexit et l'élection de Donald Trump, à laquelle elle avait résisté dans les années 2010.

Les élections européennes de 2024 marquent un tournant historique puisque, même dans les années 1930, l'extrême droite n'avait jamais réuni 40 % des suffrages en France à la suite d'élections régulières. Le score réalisé par le RN est indissociable de sa transformation, réalisée par Marine Le Pen. Le RN n'est plus un parti fasciste, favorable à une révolution autoritaire, ouvertement raciste et antisémite, hostile aux institutions et aux élites, cultivant la violence. Il se présente et il est perçu comme le parti de la stabilité et de l'ordre, ce qui lui permet d'attirer électeurs et élus, notamment LR, autour d'une stratégie d'union des droites. Il n'est plus un parti de protestation mais d'adhésion. En tête dans tous les départements sauf trois, dans 93 % des communes, dans toutes les classes d'âge et les catégories professionnelles, il occupe une position centrale. À l'instar du parti gaulliste des années 1960, il ressemble au métro des heures de pointe.

La percée du RN est indissociable de sa mue d'une formation d'extrême droite en un parti populiste. Et ce au moment même où la vague populiste reflue en Europe orientale, qu'il s'agisse de la Pologne, de la Hongrie ou de la Slovaquie, mais aussi au Royaume-Uni avec les désillusions du Brexit et le choix de dirigeants modérés pour le Labour comme pour le Parti conservateur, libérés du radicalisme de Jeremy Corbyn et Boris Johnson. Et ce au moment même où s'affirme en Europe de l'Ouest un post-populisme, inventé en Italie par Giorgia Meloni.

La France connaît donc, avec une décennie de retard par rapport aux démocraties développées, son moment populiste. Il répond à une forme de logique car notre pays, par son refus de se moderniser qui l'a enfermé dans une interminable spirale de déclin, présente toutes les pathologies qui en constituent le terreau : stagnation économique, chômage de masse, paupérisation des classes moyennes, marginalisation de pans entiers du territoire, désarroi identitaire, explosion de l'insécurité, paralysie des institutions, défiance envers la classe politique.

Le Rassemblement national est aussi l'enfant d'Emmanuel Macron en ce qu'il ne propose aux Français qu'une nouvelle combinaison pour s'enfermer dans le déni du monde réel, communier dans la facilité et refuser d'engager le redressement de la France

La France n'a résisté à la vague populiste qui aurait dû l'atteindre dès la décennie 2010 que par la solidité des institutions de la Ve République et par la discipline républicaine qui était partagée par la droite et la gauche de gouvernement. Mais Emmanuel Macron a démoli ces digues pour préparer méthodiquement l'arrivée du RN au pouvoir.

Le président de la République a amplifié le décrochage économique en poussant à l'extrême le modèle de la décroissance à crédit, endettant le pays de plus de 1000 milliards d'euros qu'il a dilapidés en usages improductifs. Il a amplifié le sentiment de dépossession de la classe moyenne en perdant le contrôle des comptes de la nation, de l'ordre public, de l'immigration. Il a isolé et affaibli la France par ses errements et ses initiatives inconsidérées, prenant des risques diplomatiques et stratégiques démesurés sans mettre en place les moyens militaires de les garantir.

Dans le même temps, il a légitimé le RN en l'érigeant en adversaire-partenaire privilégié, nourrissant le crocodile qui était censé assurer sa survie et qui a fini par le dévorer. Il a miné le bloc central sur lequel il prétend s'appuyer en sapant la droite et la gauche de gouvernement. Il a retiré les deux verrous qui contenaient la poussée de l'extrême droite. Alors qu'il était censé être le garant des institutions, il a détruit les fondements de la civilité, de l'État et de la République, installant la transgression en principe de gouvernement, dissolvant l'action dans la communication, mettant en scène un narcissisme négateur de l'intérêt général, ce qui a annihilé la condamnation du RN au nom des valeurs républicaines. Dans le même temps, l'incapacité à obtenir des résultats et la sortie de tout contrôle de la dette publique ont décrédibilisé le procès en incompétence fait aux dirigeants populistes.

Le programme du RN est très éloigné du post-populisme de Giorgia Meloni dont le succès repose sur la fermeté en matière de sécurité et d'immigration, mais aussi sur une politique économique favorable aux entreprises, sur la pleine intégration dans les institutions de l'Union européenne, sur la solidarité avec l'Otan, l'opposition à la Russie et le soutien à l'Ukraine. Le RN demeure un parti populiste des années 2010 qui n'a pas réalisé son aggiornamento pour s'adapter au basculement du monde provoqué par l'invasion de l'Ukraine, indissociable du retour d'une menace existentielle de la Russie sur l'Europe, de l'implosion de la mondialisation, de la remontée des taux d'intérêt. Mêmes révisées à la baisse par le report de l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ou 62 ans, les dizaines de milliards de dépenses non financées prévues par la diminution à 5,5 % du taux de la TVA sur l'énergie et les exonérations de charges sur les hausses de salaires sont insoutenables. Elles porteront le déficit public autour de 7 % du PIB et la dette à 120 % du PIB, ce qui se traduira par un choc sur la dette française et une tourmente sur la zone euro. L'instauration de la priorité nationale et de la double frontière comme le retrait du grand marché de l'énergie impliquant par ailleurs une rupture avec l'Union européenne.

Le RN est aussi l'enfant d'Emmanuel Macron en ce qu'il ne propose aux Français qu'une nouvelle combinaison pour s'enfermer dans le déni du monde réel, communier dans la facilité et refuser d'engager le redressement de la France. Avec une différence majeure : il ne pourra plus compter sur l'indulgence des marchés financiers, de nos partenaires européens et de nos alliés. ■

Dans les coulisses des tractations du Front populaire



FABIEN CLAIREFOND

SAMUEL FITOUSSI

Chaque semaine, pour *Le Figaro*, notre chroniqueur pose son regard ironique sur l'actualité. Aujourd'hui, il imagine les coulisses de l'union de la gauche, qui est parvenue à se mettre d'accord sur un programme : gratuité de la vie, bonheur pour tous et cours de luttes décoloniales à l'école.

On a cru que les négociations n'aboutiraient pas. Que la gauche, désunie, resterait passive face au retour des heures sombres. Que la France serait livrée aux méchants. Mais les négociations ont abouti. La gauche s'est unie. Récit.

Jour 1. Qui intégrera le Front populaire ? Va pour le Parti communiste, malgré son ambiguïté vis-à-vis de certains points de son histoire (le parti n'a jamais fait son mea-culpa pour l'éloge de la viande prononcée par Fabien Roussel en janvier 2022). Va pour le NPA de Philippe Poutou, homme raisonnable qui propose simplement de supprimer l'industrie d'armement, de nationaliser les banques, les forêts, les médias et les pharmacies, d'interdire les engrais, la publicité et les brevets sur les médicaments. Va pour la Jeune Garde, groupuscule d'ultragauche dont les membres, parce qu'ils sont antifascistes, défilent couverts de noirs, contestent le résultat des urnes, tiennent à jour des listes de ceux qui ne pensent pas comme eux, les agressent, vandalisent leurs commerces, attaquent leurs librairies. La Jeune Garde, se réjouit Louis Boyard, est garante d'un principe démocratique fondamental : dans un État de droit, la gauche possède le monopole de la violence légitime.

Jour 2. Les négociations entrent dans le dur. Le Parti socialiste souhaite que le Front populaire agisse contre l'antisémitisme. LFI s'y oppose. Le combat contre l'antisémitisme est islamophobe, avance Ersilia Soudais. (D'ailleurs, ajoute-t-elle, les combats contre la délinquance, contre la misogynie et contre la violence de rue sont eux aussi islamophobes.) On acte d'une première concession à Raphaël Glucksmann : le Front populaire prendra position contre les pogroms. (Uniquement contre les pogroms faisant plus de 500 victimes, obtient Philippe Poutou.) Olivier Faure affirme alors que - même s'il ne faut pas oublier les autres formes de racisme, ni bien sûr confondre l'antisémitisme et l'antisionisme, ni faire le jeu de Meyer Habib - le nombre d'actes antisémites a connu en France une augmentation ces dernières années. On trouve le remède : contraindre les électeurs du RN à assister à des formations pour déconstruire leurs préjugés antisémites.

Jour 3. Début des discussions sur le programme économique. Sandrine Rousseau revêt ses habits d'enseignante-chercheuse pour donner un cours d'économie comparative. Le Zimbabwe, parce qu'il a refusé la course effrénée et mortifère aux points de PIB, peut être un modèle pour notre pays. Comme le prouvent les Zimbabwéens, un autre monde est possible. On convient alors d'un programme de rupture : fin de la pauvreté, gratuité de la vie, bonheur pour tous. Programme réaliste, n'en déplaise aux Cassandre, puisque La France insoumise produit une étude démontrant qu'il n'entraînerait pas de famine avant au moins deux ou trois mois. Olivier Faure exprime toutefois une interrogation quant aux effets de telles réformes sur le déficit public. On le rassure : pour faire des économies, on définancera intégralement la police, la justice et le système carcéral. Il est par ailleurs convenu de nationaliser les autoroutes (sauf l'autoroute Paris-Deauville, dont le prix des péages sera doublé, insiste LFI). Chacun s'apprête à rentrer chez soi en trottinette électrique lorsque Manuel Bompard insiste pour intégrer une dernière mesure : la suppression des accords de Schengen et le rétablissement d'un contrôle strict aux frontières. Il serait inimaginable, explique-t-il, de laisser partir les riches.

Jour 4. On se penche sur les sujets sociétaux. Il est rapidement décidé de réautoriser le squat et de régulariser 3 millions de sans-papiers. Le NPA, furieux, menace de quitter la coalition si ce chiffre n'est pas porté à 10 millions. On lui objecte que, malheureusement, il n'y a pour l'instant pas 10 millions de clandestins disponibles à la régularisation, mais on promet d'y travailler. Il est convenu de réformer l'école pour donner davantage de place aux enseignements fondamentaux, à savoir l'histoire des oppressions transphobes et des luttes décoloniales. Enfin, il est entendu d'œuvrer pour que toutes les circonscriptions de France ressemblent, à terme, aux villes admirablement gérées par LFI : La Courneuve, Trappes, Bobigny ou Saint-Denis.

Jour 5. Quid de la composition du futur gouvernement et de la répartition des circonscriptions ? Pour le poste du ministère de l'Intérieur, un consensus se dégage naturellement autour de Louis Boyard. Pour celui de ministre des Affaires étrangères, personne n'ose contester la légitimité de Rima Hassan (même s'il subsiste un léger désaccord quant à la pertinence pour la France de bombarder Tel-Aviv). Pour celui de premier ministre, en revanche, plusieurs noms, parmi lesquels on ne parvient pas à trancher, sont évoqués : Jean-Luc Mélenchon, Marion Cotillard, Laurent Berger, François Ruffin ou encore Chems-Eddine Hafiz, recteur de la grande mosquée de Paris. On convient d'une chose : quel que soit le premier ministre choisi, son premier geste devra être d'aller fleurir la tombe du soldat inconnu sous un immense drapeau palestinien.

Jour 6. L'accord est scellé. La France est sauvée. La presse de gauche exulte, mais reste attentive, car elle a du travail : elle doit traquer et dénoncer ceux qui, dans la presse de droite, pourraient soutenir l'union de la droite. ■

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président
Charles Edelstenne
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International), Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Télévision), Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
ARPP autorité de régulation professionnelle de la publicité
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h ; sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

LE TRI + FACILE

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. **Taux de fibres recyclées :** 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation :** Ptot 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de : Édition nationale 1er cahier 18 pages **Cahier 2 Économie** 16 pages **Cahier 3 Le Figaro et vous** 10 pages

LE FIGARO

Rémy Borel : « La presse a peur de stigmatiser la Seine-Saint-Denis »



PAR
Esther Paolini

Le chef de la brigade de protection des mineurs de Seine-Saint-Denis retrace dans un livre trente ans d'enquêtes. Un tableau sans concession d'une violence qui ne cesse d'augmenter.



« Il y a trente ans, il y avait des bagarres, du racket, des cambriolages. Ça n'allait souvent pas plus loin. Nous sommes passés à un niveau supérieur », explique Rémy Borel. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Rémy Borel est enquêteur à la brigade de protection des mineurs de Seine-Saint-Denis depuis vingt-sept ans. Il la dirige depuis plus d'une décennie. Il publie *Des moments ordinaires* (Nombre7), livre dans lequel il met en scène un commissaire de police du département, à la veille de rendre son arme. Le fonctionnaire se replonge dans une dizaine d'affaires ayant marqué sa carrière. Sous couvert de fiction, Rémy Borel décrit les cas de conscience d'une profession, mais aussi les multiples évolutions qu'a connues la Seine-Saint-Denis en trente ans.

LE FIGARO. - En quoi était-ce important de rendre hommage au « drôle de métier » qu'exercent les enquêteurs des brigades de protection des mineurs ?
RÉMY BOREL. - Je tenais à montrer la réalité des brigades de mineurs en France. Ces brigades qui, loin des grands offices centraux, enquêtent avec les moyens du bord sur l'indicible : inceste, viol en réunion, infanticide… La plupart du temps, nous ne travaillons pas sur des affaires de violeurs en série, mais sur ce qu'il se passe dans l'entourage proche des enfants, au plus profond des secrets de famille. Les policiers qui s'occupent de ces dossiers ne sont ni des nounous, ni des sauveurs ou des super-héros. Nous ne sommes pas l'avocat de la victime. Nous ne sommes pas contre le mis en cause non plus. Nous enquêtons, tentons de comprendre, collectons des informations, sans ajouter au traumatisme.

Pourquoi souhaitiez-vous mettre en avant le département du « Neuf cube » ?
Justement, parce que l'on parle trop peu de ce département ! Loin des affaires médiatiques parisiennes, nous travaillons quotidiennement sur des violences sexuelles, intrafamiliales ou entre mineurs, mais nous ne sommes pas la brigade paillettes, on ne parle pas de nous. En parallèle, je constate qu'un viol en réunion va plus choquer à Bourges qu'à Bobigny. Très peu de nos affaires connaissent un retentissement, quand bien même les faits sont d'une extrême gravité. Ce n'est pas par désintérêt, mais la presse a peur d'en parler, peur de stigmatiser la Seine-Saint-Denis. Dans un sens, tant mieux, cela nous permet de travailler sereinement. Dans ce livre, ma volonté est de décrire un département que je connais bien puisque j'y suis né, sans caricature : ne pas le présenter comme le Bronx, mais ne pas faire preuve d'angélisme non plus, en prétendant que tout va bien.

Quel constat dressez-vous sur la délinquance et la criminalité des jeunes dans ce département ?
La Seine-Saint-Denis a toujours été un département difficile, mais la violence en elle-même a augmenté. Il y a trente ans, il y avait des bagarres, du racket, des cambriolages. Ça n'allait souvent pas plus loin. Nous sommes passés à un niveau supérieur. Lors d'une rixe, si un gamin est KO à terre, ses adversaires vont continuer de lui asséner des coups de pied à la tête jusqu'au coma, voire la mort. À cause d'une simple remarque, on se sent agressé et on se montrera encore plus agressif, en toutes circonstances. La violence est plus importante et l'autre ne compte pas. C'est chacun pour soi.

La réponse pénale a-t-elle suivi cette gradation de la violence ?
Le système français est un bon système, contrairement à ce que l'on peut dire. Mais c'est un système avec un manque de moyens énorme. En conséquence, on perd certains mineurs très tôt. Peut-être que si nous étions plus stricts dès le départ, nous éviterions des situations où des gamins sont devenus des professionnels de la délinquance. Nous attendons parfois six mois un éducateur. Entre-temps, l'adolescent a eu le temps de commettre de nouveaux faits… Dans ce cas, le schéma n'a plus de sens. Le jeune en garde à vue tous les trois jours pourrit la vie des quartiers. Il serait peut-être plus bénéfique de l'en éloigner rapidement.

Vous faites un lien explicite entre l'explosion de la pornographie et les violences sexuelles entre mineurs. Comment l'expliquer ?
La pornographie influe sur leur comportement. Leur vision de la sexualité est complètement biaisée. Les jeunes baignent dedans dès 12 ans. Dans ces films, les jeunes filles sont complètement déshumanisées et elles le deviennent à leur tour dans la réalité. La consultation de films ne touche pas que les garçons. Les filles aussi en visionnent et développent une image violente de la sexualité. Les parents, dépassés par la culture du smartphone, d'internet, pensent qu'elles jouent encore à la Barbie. Lorsque dans le cadre d'une enquête, nous récupérons les conversations en ligne, elles sont particulièrement crues… Les parents, eux, tombent des nues. Et cela intervient alors que la sexualité est de plus en plus taboue. Il devient difficile d'aborder le sujet au collège ou au lycée. Les jeunes s'informent via les réseaux sociaux, avec toutes les dérives qu'on connaît. En parallèle, la pornographie se confronte à certains milieux rigoristes, ce qui construit une fausse image de la femme, sur le modèle : « Toutes des p…, sauf ma sœur ».

Comment se traduit ce que vous appelez « *l'omniprésence d'une religion rigoriste* » en Seine-Saint-Denis ?
J'appartiens à la génération de la laïcité triomphante et je ne peux que constater que le religieux est beaucoup plus présent. La religion musulmane est plus visible, il y a davantage de femmes voilées, surtout chez les jeunes, ce qui fait pour nos affaires, avec le mélange de la pornographie à outrance, quelque chose de déstructurant pour l'apprentissage de la sexualité. Nous avons eu aussi à gérer des affaires d'excision ou de certificats de virginité.

Qu'est-ce qui se cache derrière ce que vous appelez l'« *atavisme incestuel* » ?
Je résume cette situation à travers une phrase : tout le monde couche avec tout le monde, sans sortir de la maison familiale. Nous avons été confrontés à des cas où l'inceste se passe de génération en génération, le père, l'oncle… Pour les victimes, la chape de plomb est encore plus forte et les relations continuent parfois après la majorité. Dans ce cadre, la parole de la victime est difficile à obtenir. Face à ce constat, les évolutions de la prescription concernant les mineurs étaient nécessaires. Mais je ne suis pas partisan de l'imprescriptibilité : nous avons déjà du mal à trouver des preuves six mois après les faits… Passé un certain délai, l'affaire s'achève en querelle de psychiatres.

Vous décrivez également un métier où, souvent, « *les gens d'en face ne vous accueillent pas les bras ouverts, mais plus les poings fermés* ». Comment se traduit au quotidien cette défiance ?
Nous avons eu le cas d'une famille avec un véritable schéma patriarcal : le père frappait sa femme et abusait de ses filles. Lorsque nous sommes intervenus au foyer, le grand frère a été très virulent à notre égard. Il y a trente ans, nous aurions sans doute été tolérants et n'aurions pas procédé à son interpellation, car seul le père nous intéressait. Dans ce cas, nous avons placé le grand frère en garde à vue. Il a ensuite été jugé en comparution immédiate pour violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique. Cette procédure était la seule façon d'éviter qu'un jour, on prétende qu'il y avait eu des violences policières. Notre hiérarchie nous aurait demandé pourquoi nous n'avions pas signalé son comportement, nous aurions été en tort.

> **« Nous travaillons quotidiennement sur des violences sexuelles, intrafamiliales ou entre mineurs, mais nous ne sommes pas la brigade paillettes, on ne parle pas de nous »**

Votre façon de travailler a connu une évolution notable avec la présence, constante, du téléphone portable…
À chaque interpellation sur la voie publique, quelqu'un sort son téléphone. C'est compliqué d'être filmé 24 heures sur 24. Mais il faut vivre dans notre époque. C'est d'ailleurs pour cette raison que je suis pour les caméras embarquées. S'il se passe quelque chose, au moins c'est dans la boîte. La situation est délicate lorsque des citoyens font preuve de voyeurisme. Lors d'un infanticide, nous étions en train de faire les constatations lorsqu'un voisin a filmé la scène, alors qu'il y avait le cadavre d'un gamin. Bien sûr que c'est insupportable, que nous avons envie de prendre le portable, de nous emporter. Mais quoi qu'il arrive, il va falloir s'adapter, vivre avec…

Vous serez bientôt à la retraite. Y a-t-il une affaire qui a particulièrement marqué votre carrière ?
Pas forcément une, tous les infanticides que j'ai eus à traiter. Je me souviens de l'un d'eux, un enfant poignardé à mort par son père. Lors de son interrogatoire, on demande au père si son enfant, de 5 ou 6 ans, s'est débattu. Le mis en cause nous répond que son fils s'est débattu comme un lion… Ce genre d'image reste éternellement. La mort d'un enfant, on ne peut s'y résoudre. ■

LE FIGARO
économie



SOCIAL
COMMENT FRANCE TRAVAIL VÉRIFIE QUE LES CHÔMEURS CHERCHENT UN EMPLOI PAGE 21

RÉSEAUX SOCIAUX
UN AN APRÈS LA LOI, GRAND COUP DE BALAI DANS LE MILIEU DES INFLUENCEURS PAGE 34





Armement : les industriels accélèrent la cadence

Drones, canons, capteurs cybersécurisés, blindés, hélicoptères… Après l'Ukraine, ils n'attendent plus les commandes publiques pour produire plus et plus vite. PAGE 20

VICTOR LOCHON/GAMMA-RAPHO VIA GETTY IMAGES ; GEOFFROY VAN DER HASSELT/AFP ; AMENIC181 - STOCK.ADOBE.COM ; NARAWIT - STOCK.ADOBE.COM

Menacées, les petites librairies s'inquiètent de leur avenir

Marché en berne, coûts fixes en hausse (énergie, personnel, loyers…) : l'équation financière est de plus en plus difficile pour les librairies. Après une année 2021 en forte croissance, rythmée par la pandémie, suivie d'un retour à la normale en 2022, les temps s'annoncent plus sombres pour ce secteur dont la rentabilité est l'une des plus faibles du commerce de détail.

En 2025, la rentabilité des grandes librairies devrait rester stable (1,7 %), celle des moyennes baisser (0,8 %) et les plus petites se retrouver en difficulté (-1,3 %), selon une étude du cabinet d'études Xerfi présentée lors des Rencontres nationales de la librairie dimanche et ce lundi, à Strasbourg.

Selon Xerfi, *« les librairies doivent générer un chiffre d'affaires supplémentaire de 5 % à 8 % d'ici 2025 pour compenser la hausse prévisible de leurs charges »*. Une progression qui *« paraît hautement improbable »*, a estimé Amanda Spiegel, vice-présidente du Syndicat de la librairie française, qui représente les librairies indépendantes. *« En l'absence de mesures en faveur des librairies, la plupart d'entre elles se retrouveront déficitaires d'ici deux ans »*, a-t-elle averti. Le syndicat appelle à une baisse de la production et demande aux groupes d'édition de pratiquer des tarifs similaires à ceux appliqués à d'autres catégories de vendeurs, type Amazon. En outre, l'organisation demande de passer de 9 % à 5 % les réductions prévues sur les prix des livres achetés par les collectivités locales pour les bibliothèques. **M. M. (AVEC AFP)**

> FOCUS

BARDELLA COMPTE BIEN PRIVATISER L'AUDIOVISUEL PUBLIC

Le paysage audiovisuel français est-il à l'aube d'un grand big bang? Si la réforme qui promettait de fusionner les différentes entités du service public afin de créer une «BBC à la française» est passée par pertes et profits avec la dissolution de l'Assemblée, le projet de privatiser France Télévisions et Radio France reste un sujet brûlant.

Jordan Bardella, le président du Rassemblement national, l'a confirmé dimanche. Si son parti arrive au pouvoir à l'issue des élections législatives, il mettra à exécution la promesse de campagne faite par Marine Le Pen en 2022. *«L'ambition que nous avons portée pour la présidentielle reste d'actualité, celle à terme de privatiser l'audiovisuel public pour faire des économies»*, a déclaré Jordan Bardella sur France 3. Envisagée pour rétablir les finances publiques, la mesure devrait rapporter environ 3 milliards d'euros, estime le RN. Si Jordan Bardella a précisé, *«évidemment»*, que cette cession des chaînes et radios publiques *«ne se fait pas en 24 heures»*, la perspective d'une privatisation agite déjà les marchés financiers.

La semaine dernière, cette hypothèse a été jugée par les analystes d'Oddo BHF *«très négative pour les acteurs privés»*. Selon eux, TF1, M6 et NRJ Group seraient confrontés à une *«concurrence accrue sur le marché publicitaire, incapable d'absorber l'arrivée d'un ou plusieurs nouveaux acteurs»*. Une privatisation conduirait à *«une très forte baisse des chiffres d'affaires et donc des marges des acteurs privés actuels»*. Résultat, depuis lundi 10 juin, TF1 a plongé de 17%, M6 a chuté de 12,5% et NRJ Group a perdu près de 4%. **C. S.**

L'HISTOIRE

Pour les jeunes, un plan d'épargne «climat» plus rentable que le livret A

Les parents qui veulent garnir le matelas d'épargne de leurs enfants tout en faisant du bien à la planète vont avoir une nouvelle corde à leur arc. Le 1er juillet, ils pourront ouvrir un «plan d'épargne avenir climat», un placement, issu de la loi industrie verte votée en 2023, financera des projets bas carbone : éolien, photovoltaïque, etc. Un décret est paru au *Journal officiel* dimanche pour en fixer les modalités. Dans le détail, ce placement a vocation à être plus rentable qu'un livret A (3 % net aujourd'hui) selon l'exécutif. Mais surtout, les rendements – non garantis – seront totalement nets d'impôts et sans frais de gestion. Un argument choc. *«Là, zéro, aucune charge, aucun impôt parce que nous voulons mobiliser l'épargne des jeunes pour l'industrie verte et pour la décarbonation de notre industrie»*, avait déclaré le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, au moment de cette annonce l'année dernière. Le plafond de versements sera identique à celui du livret A (22 950 euros maximum), aujourd'hui principal réceptacle de l'épargne des mineurs. En revanche, les sommes seront bloquées, sauf accident de la vie, jusqu'aux 18 ans de l'enfant. En 2019, le gouvernement avait lancé un nouveau plan d'épargne-retraite (PER) réalisant un carton plein. Celui-ci a séduit plus de 10 millions de Français. Cette fois-ci, le gouvernement espère atteindre 1 milliard d'euros d'encours, une fois que le placement aura atteint son plein potentiel. De quoi donner du carburant à la transition énergétique. ■ **J. C.**



Canons, munitions, missiles, drones : les industriels de l'armement accélèrent enfin

Le drone Capa-X développé par Survey Copter, concurrent du Bayraktar turc, en plus compact et plus fiable.
SURVEY COPTER

Véronique Guillermard

Ils n'attendent plus les commandes publiques pour produire plus et plus vite. Si les volumes ne sont pas encore assez massifs, les premiers résultats sont là.

Drones, intelligence artificielle (IA), canons, munitions, capteurs cybersécurisés, blindés, hélicoptères et autres équipements du fantassin… L'édition 2024 d'Eurosatory, le rendez-vous mondial de l'armement terrestre et aéroterrestre, qui ouvre ses portes, ce lundi 17 juin et pour toute la semaine, à Paris Nord Villepinte, est une vitrine technologique pour les industriels de l'armement. En particulier pour les 674 entreprises françaises qui y exposent. Mais, pour elles, l'enjeu ne s'arrête pas là. Cette année, elles veulent aussi démontrer qu'elles ont accéléré pour produire plus et plus vite. La guerre en Ukraine a changé la donne, avec le retour de combats de haute intensité, consommant de gros volumes d'artillerie, de munitions et de missiles antiaériens. Le conflit a aussi consacré les drones comme des outils précieux pour collecter des renseignements et détruire des cibles.

« La guerre en Ukraine a également marqué l'entrée dans le combat collaboratif, avec le raccourcissement du cycle de décision. Grâce à l'interconnexion entre les différents moyens déployés, comme les capteurs, tels que des radars, les lance-roquettes, les postes de commandement, les avions et les satellites, le tempo des opérations s'est accéléré », analyse le général Bernard Barerra, conseiller défense terre de Thales. À côté de gros volumes d'armes conventionnelles, il faut aussi des technologies pointues. *« Après un temps d'hésitation dans l'attente de nouvelles commandes, les industriels sont aujourd'hui pleinement mobilisés »*, estime Nicolas Beaugrand, managing director au cabinet AlixPartners à Paris.

Les volumes de production ne sont pas encore assez massifs, mais les premiers résultats sont là. Nexter, le constructeur du canon Caesar, produit désormais huit canons par mois, contre deux en 2022. Et vise douze par mois dans un avenir proche. Même montée en puissance dans les obus de 155 mm, dont la production doit croître de 50 % cette année, puis doubler en 2025, par rapport aux 60 000 produits en 2023. De son côté, le missilier MBDA, codétenu par Airbus, le britannique BAE Systems et l'italien Leonardo, prévoit de fabriquer 40 missiles antiaériens de courte portée Mistral par mois en 2025, contre 20 en 2022. Il prévoit de réduire le délai initial de fabrication du missile antiaérien Aster, de 42 à 18 mois en 2026. Le groupe doit investir 2,5 milliards d'euros, sur cinq ans, pour doubler ou tripler les capacités de ses sites européens d'ici à 2026.

Pour sa part, Thales a *« multiplié par 2,5 la cadence de production de radars GM 200 et 400, à 24 par an entre 2021 et 2024, et nous visons une cadence de 30 radars par an »*, précise Christophe Salomon, directeur général adjoint systèmes d'information et de communication sécurisés du groupe de défense. Il accélère aussi dans les munitions, passant de 20 000 obus de mortier de 120 mm (équipant notamment les blindés Griffon français) par an en 2022 à 30 000 fin 2024, 50 000 en 2025 et 80 000 en 2026.

L'effort porte aussi sur les drones. Un domaine dans lequel l'Europe doit rattraper son retard. Ainsi, le Patroller, le nouveau drone tactique de l'armée de terre, va entrer en service fin 2024… avec cinq ans de retard. *« Nous allons livrer le premier Patroller d'ici fin juin au 61e régiment d'artillerie de Chaumont (Haute-Marne), puis un deuxième exemplaire cet été et deux autres cet automne »*, précise Franck Saudo, président de Safran Electronics & Defense. L'armée de terre doit recevoir à terme 28 Patroller. Doté d'un rayon d'action de 250 km et d'une autonomie de dix heures, l'engin peut embarquer la munition téléopérée (MTO) Warbler.

Quelque 120 « dronistes », soit deux fois plus qu'en 2022, exposent à Eurosatory. Le Capa-X de Survey Copter s'annonce comme l'un des drones vedettes du salon. Il s'agit d'un engin tactique multimission de 100 kg, capable d'emporter 10 kg de charge utile pendant dix heures sur plus de 100 kilomètres. C'est en quelque sorte le Bayraktar français, en plus compact, plus robuste et plus fiable. Le drone turc, livré à Kiev, s'était illustré, au début de la guerre, mais n'est plus employé, pour cause de trop grande vulnérabilité. Conçu pour le combat collaboratif, Capa-X est présenté avec une première version de reconnaissance électromagnétique et imagerie. À terme, ce drone pourrait être armé ou embarquer des drones kamikazes.

Décidé fin 2022, le Capa-X a été développé rapidement. Un démonstrateur a déjà réalisé des essais en vol. Un prototype sera testé fin 2024 en vue d'une première livraison un an plus tard. *« Nous avons recruté et investi afin d'être en capacité de produire 10 drones par an. Si les commandes sont là, nous sommes organisés pour produire plus »*, assure Christophe Canguilhem, PDG de Survey Copter, filiale d'Airbus Defense & Space.

De son côté, Thales présente un éventail de robots terrestres et de drones, dont certains développés en partenariat avec des PME. À l'instar du Spy'Ranger, un minidrone tactique, conçu avec Aviation Design. Le groupe innove avec la MTO Toutatis, lancée en solo ou en essaim pour neutraliser des blindés légers. Cela, en résistant au brouillage des communications et des signaux GPS.

« La guerre en Ukraine a également marqué l'entrée dans le combat collaboratif, avec le raccourcissement du cycle de décision. Le tempo des opérations s'est accéléré »

Général Bernard Barerra
Conseiller défense terre de Thales

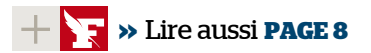
Qui dit drones, dit lutte antidrones. Parmi les systèmes présentés : le Sky Jacker, développé en moins de six mois par Safran. Il s'agit d'un *« système de détection agile et rapide destiné à protéger tout type de chars, blindés, bateaux… face aux menaces asymétriques »*, résume le groupe. Le Sky Jacker met en œuvre des techniques de « spoofing », c'est-à-dire des leurres destinés à tromper l'autopilote automatique des drones ennemis et leurs capteurs de désignation de cibles.

Eurosatory reflète l'arrivée massive de l'IA dans les armées. *« L'IA s'impose pour démultiplier les capacités de nos systèmes d'aide à la décision, de communications, de préparation de missions »*, insiste Christophe Salomon. *« L'IA aidera considérablement l'opérateur à l'identification des cibles de petite taille, par exemple avec la prochaine version du radar GM 200. Ces capteurs et ces systèmes sont mis en réseau, sont interconnectés avec des drones et des missiles ou des lance-roquettes. Ils communiquent entre eux et transmettent en temps réel les données au fantassin ou au poste de commandement »*, développe-t-il. Objectif ? Identifier très vite une cible et la détruire avec les moyens adaptés. Cela, en gardant toujours l'homme dans la boucle, à qui revient la décision finale. ■



KONS NEXTER

Le futur canon automoteur Caesar 8x8, successeur du très réputé 6x6 dont la production devrait passer à 12 unités par mois, contre 8 aujourd'hui.



» Lire aussi **PAGE 8**

Les États-Unis en force, Israël absent, au salon de la défense Eurosatory

C'est avec, en toile de fond, la guerre entre Israël et le Hamas ainsi que le conflit en Ukraine, agressée par la Russie, que s'ouvre, ce lundi, le salon Eurosatory (17-21 juin à Paris Nord Villepinte), le plus important rendez-vous international de l'armement terrestre et aéroterrestre. Inauguré par Sébastien Lecornu, le ministre des Armées, l'édition 2024 est percutée par les conflits en cours.

Pour la première fois, Israël en a été exclu. Fin mai, la participation de 74 exposants israéliens, dont le constructeur de drones Elbit et le groupe Rafael, principal fournisseur de l'Europe en missiles antichar Spike, a en effet été « annulée » sur décision gouvernementale. *« Les conditions ne sont plus réunies pour recevoir les entreprises israéliennes (…), dans un contexte où le président de la République appelle à ce que les opérations israéliennes cessent à Rafah »*, avait alors expliqué Sébastien Lecornu. Tardive, la décision a tourné au casse-tête pour Coges Events, l'organisateur du salon. La plupart des matériels israéliens avaient été livrés au parc des expositions de Villepinte pour y être installés sur les 2500 mètres carrés réservés par les industriels. Les espaces libérés ont dû être réorganisés en urgence, des discussions engagées sur les clauses de remboursement et des solutions trouvées pour les coentreprises, principalement israélo-allemandes et américaines.

A contrario, l'Ukraine est à l'honneur avec un pavillon dédié, installé, en symbole du soutien de Paris aux armées de Kiev, à côté de ceux du ministère des Armées. Début mars, Sébastien Lecornu avait annoncé que Nexter, le fabricant du canon Caesar et d'obus de 155 mm, le droniste toulousain Delair et Arquus, spécialiste des blindés légers, allaient installer, cet été, en Ukraine, des ateliers de réparation et de production de pièces détachées. Une dizaine d'industriels ukrainiens ont pu se déplacer pour participer à la manifestation.

Fait notable, les industriels américains sont venus en force. Avec 165 entreprises, les États-Unis se classent au premier rang des exposants étrangers et sur la deuxième marche du podium, derrière la France (674 exposants) et devant l'Allemagne (137) sur un total de 2000 exposants (+ 20 % par rapport à l'édition 2022). Une présence massive, qui reflète le poids croissant des armements américains achetés par l'Europe, dont le budget défense a augmenté de 20 %, à 300 milliards d'euros depuis février 2022. *« Depuis 2008, 60 % des achats des pays européens étaient réalisés hors d'Europe. En 2022 et 2023, c'est 80 %, dont deux tiers auprès de l'industrie d'armement américaine »*, relève Aymeric Gobilliard, « partner » au cabinet AlixPartners à Paris.

Dépendance européenne

Disposant de stocks prêts à être livrés rapidement, les industriels américains raflent des commandes. *« Nous avons perdu des contrats avec des pays de l'est de l'Europe, pour qui la rapidité de livraison l'emportait sur le prix »*, rappelait récemment le ministre des Armées. La Pologne notamment a acheté de nombreux armements américains, notamment 488 lance-roquettes Himars, en 2023, et en mai dernier plusieurs centaines de missiles de croisière JASSM-ER fabriqués par Lockheed Martin. Les Américains ne se contentent pas de vendre, ils vont bientôt produire en Europe. Ainsi, c'est Comlog, coentreprise entre Raytheon et le missilier européen MBDA, qui produira, outre-Rhin, les 1000 Patriot (concurrent direct de l'Aster, produit par MBDA), commandés par le bureau d'acquisitions de l'Otan, pour le compte de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Espagne et de la Roumanie, pour 5,5 milliards de dollars…

Des exemples parmi d'autres qui montrent la dépendance européenne. *« Plus de deux ans après le début de la guerre en Ukraine, l'Europe n'est toujours pas en capacité de produire rapidement et en masse les équipements dont elle a besoin »*, relève le général Charles Beaudouin, directeur général d'Eurosatory. Pourtant, *« la perception de la menace a augmenté face à la posture russe en Europe, les crises en Afrique, au Proche-Orient, aux* tensions en mer de Chine *et à la lutte dans les espaces cyber et informationnel »*, relève le général Bernard Barrera, conseiller défense terre de Thales. Avec 59 conflits armés, dont 28 en Afrique, la planète a connu, en 2023, le nombre de guerres le plus élevé depuis 1946, selon un rapport, publié le 10 juin, par l'Institut de recherche pour la paix d'Oslo.

Dans ce contexte, il est plus que temps que l'Europe *« retrouve son autonomie stratégique dans la défense »*, martèle le général Beaudouin. Car le parapluie américain pourrait être moins protecteur à l'avenir. Dans toutes les têtes au salon, le scénario du retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, qui pourrait changer la donne en Ukraine et à l'Otan, dont le budget est financé à 70 % par Washington. *« Si les États-Unis réduisaient la voilure, ce serait compliqué. Mais il ne faut pas sous-estimer les compétences de l'industrie européenne de défense. Elle doit toutefois accélérer pour combler son retard dans les drones et les missiles hypersoniques, par exemple »*, estime Aymeric Gobilliard. MBDA y travaille et présente au salon, Aquila, un concept d'intercepteur de missiles hypervéloces et balistiques, conçu au sein du consortium Hydis², réunissant 14 nations européennes, afin de doter le Vieux Continent de cette capacité souveraine. ■

V. GD

Quand France Travail vérifie que les chômeurs sont bien à la recherche d'un emploi

Thomas Engrand

L'opérateur de l'emploi va multiplier ses outils de surveillance pour lutter contre les abus. L'objectif est de contrôler 1,5 million de chômeurs par an d'ici à 2027.



L'intégralité des échanges entre les agents de contrôle de France Travail et les demandeurs d'emploi se font à distance.

THOMAS ENGRAND/ LE FIGARO

« *Bonjour, je suis Carina du contrôle de la recherche d'emploi. Dans le cadre de votre parcours, vous faites l'objet d'une procédure de vérification.* » Au téléphone, la voix de l'employé de France Travail se veut rassurante. À l'autre bout du fil, une jeune femme au chômage depuis plus d'un an. Son nom a été tiré aléatoirement parmi les individus indemnisés pour faire l'objet d'une inspection. Le but, vérifier que cette personne soit bien en recherche active d'emploi. La condition nécessaire pour percevoir une allocation. « *Vous allez recevoir un questionnaire à remplir et à retourner sous quinze jours* », continue l'employé de France Travail. « *J'ai cru voir dans votre dossier que vous aviez des problèmes de santé* », ajoute-t-elle pour souligner qu'elle est au courant des difficultés rencontrées par son interlocutrice et que l'objectif n'est pas de la piéger.

Cette scène se déroule au sein de l'agence France Travail de la rue Henri-Labit, à Bordeaux. Ici, les locaux ne ressemblent pas à ceux d'un centre ordinaire. Ni hall d'accueil, ni panneaux pour présenter différents outils d'aide au retour à l'emploi. Pas même de chômeurs. Seulement des couloirs blancs et de grands bureaux derrière des portes bleues. Pourtant, près d'une vingtaine d'agents de l'opérateur public travaillent tous les jours dans cet espace.

Ces garants des règles ont toujours été dans l'ombre depuis leur création en 2015. Ce voile, le premier ministre, Gabriel Attal, a récemment décidé de le déchirer d'un coup. Face aux difficultés rencontrées pour atteindre le plein-emploi en 2027, le chef du gouvernement a annoncé une montée en puissance inédite du contrôle des chômeurs. Les objectifs annoncés sont particulièrement ambitieux : le locataire de Matignon veut voir l'opérateur public procéder à 1,5 million d'inspections en 2027, contre 500 000 réalisés en 2023 et 350 000 en 2019. Une soudaine montée en puissance qui oblige ce petit monde à faire sa révolution.

« Nous considérons qu'il est anormal d'avoir des emplois non pourvus et en même temps des personnes en recherche »

Paul Bazin
Directeur général délégué de France Travail

Cet univers feutré, Carina le connaît bien pour l'avoir intégré dès sa création. « *À l'époque, le reste des agents nous connaissait mal. Nous étions vus comme les méchants* », se rappelle cette agente, elle-même passée par les Assédic et Pôle emploi. L'image du service auprès des autres équipes de France Travail a beaucoup changé depuis. « *Je n'hésite pas à faire appel à eux lorsque je perds le contact avec l'un des demandeurs d'emploi que j'accompagne ou que j'ai un doute sur l'implication de l'un d'eux* », explique Alicia, conseillère placement dans une agence de Bordeaux. Pourquoi passer par un agent Contrôle de la recherche d'emploi (CRE) ? « *J'accompagne 450 personnes* », répond du tac au tac la jeune femme. Impossible pour elle de passer de longues heures à courir après l'un d'eux.

Ces synergies sont à la base de l'efficacité des services de contrôle. Chacun de ses membres lance environ trente dossiers par semaine. Tout commence par un appel pour prévenir la personne qu'elle fait l'objet d'un contrôle et que, dans ce cadre, un formulaire de huit pages va lui parvenir. « *Ce contact en amont est essentiel pour désamorcer d'éventuelles réactions excessives. Certains peuvent être extrêmement anxieux, mais le plus souvent nous sommes bien accueillis* », assure Carina. L'objectif à ce stade est simplement de mieux connaître l'individu, son parcours et d'éventuels handicaps dans sa recherche. Si, après quinze jours, le document n'a pas été renvoyé malgré les relances, il reçoit un avertissement. Là encore, après plusieurs semaines sans réaction, le demandeur d'emploi est sanctionné. Cela peut aller d'une suspension temporaire de l'allocation à la radiation des listes France Travail – ce qui lui coupe son droit aux indemnités.

Ce qui est loin d'arriver dans tous les cas. La procédure s'arrête en effet dès que le chômeur donne des preuves de sa recherche, parfois avant même de remplir le questionnaire. « *Une déclaration orale n'est toutefois pas suffisante* », explique-t-on chez France Travail. Il faut que la personne suivie puise justifier de sa bonne foi par des preuves matérielles (capture d'écran d'appels passés, recruteurs contactés…). Dans le cas où la personne contrôlée répond mais ne donne pas de signes suffisants de recherche active, l'agent CRE se met en position de l'aider à se relancer avec l'aide de son conseiller France Travail référent. Les employés contrôleurs n'ont aucun contact physique avec les demandeurs d'emploi, tout passe par téléphone et visioconférence. Actuellement « *56 % des démarches débouchent sur le constat d'une recherche active ; 10 % ne sont pas menées à leur terme, que ce soit parce que la personne a trouvé entre-temps un emploi ou s'est mise en arrêt maladie ; 18 % donnent lieu à une redynamisation et 16 % amènent à une sanction,* détaille Paul Bazin, directeur général délégué de France Travail. *Les proportions sont stables dans le temps* », précise-t-il.

Pour faire face aux objectifs donnés par le premier ministre, France Travail mise sur l'innovation et l'automatisation. Des expérimentations ont débuté récemment dans huit régions dont l'Occitanie, La Réunion ou Auvergne-Rhône-Alpes. Parmi les axes d'optimisation déjà annoncés, la disparition du papier ou l'appel à l'intelligence artificielle pour aller chercher des informations sur le parcours des chômeurs contrôlés – une tâche chronophage. « *Nous pensons pouvoir multiplier par trois les contrôles sans passer obligatoirement par l'embauche* », assure Paul Bazin

France Travail ne veut pas seulement faire plus et plus vite, mais également mieux cibler ses vérifications. Les motivations à l'origine d'une procédure de contrôle vont ainsi évoluer. Fini la « *gestion de la liste* ». Ce procédé avait mauvaise presse parmi les agents de l'opérateur public, car il consistait à pénaliser automatiquement un chômeur lorsque celui-ci manquait un rendez-vous avec son conseiller. En cas d'absence de justification, la sanction pouvait aller jusqu'à la radiation. Le mécanisme ne tenait pas compte des situations individuelles. « *Il était particulièrement défavorable aux personnes en difficulté, éloignées de l'emploi, ou en situation d'illectronisme* », pointe Paul Bazin.

De même, la part des profils tirés aléatoirement va diminuer. Aujourd'hui, le hasard est à l'origine d'un quart des dossiers. Cette part va être ramenée à 15 %. Mais le hasard tombe souvent mal. Seuls 9 % des cas débouchent sur une radiation et 15 % sur un besoin de redynamisation. Pour des raisons d'équité entre tous les demandeurs d'emploi, ce mécanisme ne va toutefois pas disparaître complètement.

À l'inverse, les requêtes ciblées sur les demandeurs d'emploi dans des métiers en tension ou sortant de formation vont augmenter. En 2023, le premier motif était déjà à l'origine de 45 % des requêtes et le second, de 11 %. « *Nous considérons qu'il est anormal d'avoir des emplois non pourvus et en même temps des personnes en recherche* », explique Paul Bazin. De même, les « *signalements* » par des agents de France Travail qui ont des doutes sur la réelle implication d'un chômeur – 15 % des cas aujourd'hui – devraient également voir leur poids grandir. Ces derniers donnent lieu dans 43 % des cas à des sanctions.

Résultat, la part des radiations et des entretiens de remobilisation pourraient s'envoler. À la direction de l'opérateur, comme parmi les agents CRE, on assure toutefois que leur but n'est pas de pénaliser les chômeurs et qu'il n'y a pas d'objectif du gouvernement en ce sens. ■

Tourisme de luxe, conférences, sports… Le Rwanda s'impose sur la carte de l'Afrique


Lors de la dernière étape du 16e Tour du Rwanda, à Kigali, le 25 février.

GUILLEM SARTORIO/AFP

Anne Cheyvialle
Envoyée spéciale à Kigali

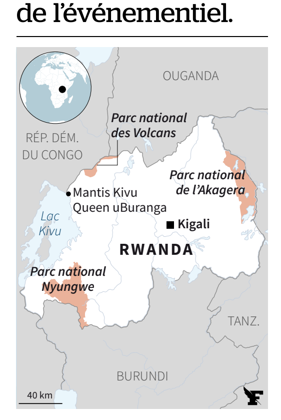
Paul Kagame a bâti une stratégie de « soft power » pour asseoir la renaissance économique rwandaise. Kigali, qui vient d'accueillir son « Davos », est aujourd'hui la deuxième ville du continent derrière Le Cap pour l'industrie de l'événementiel.

Mi-mai, petit matin frais à Kigali, une fine brise souffle sous un ciel légèrement couvert. Le temps est idéal pour les amateurs de golf qui s'entraînent sur le practice, à peine gênés par les bruits du chantier du tout nouveau club-house. Retouche de peinture, pavage des allées… Les ouvriers s'activent aux derniers travaux. Le mobilier du restaurant panoramique et du lounge champagne est entreposé sous plastique, la piscine est en phase de remplissage, on aperçoit les futurs terrains de tennis. *« Nous avons besoin de cette infrastructure très haut de gamme pour compléter notre offre »*, détaille la directrice adjointe, Florence Mukangenzi, en faisant le tour du propriétaire. Depuis 2021, la capitale du Rwanda s'est dotée, en plein centre-ville, d'un golf 18 trous au standard international, dessiné par le joueur sud-africain Gary Player. Une belle vitrine pour le pays aux Mille-Collines, ravagé par le génocide il y a trente ans, dont Paul Kagame, président depuis 2000, a décidé de faire une destination incontournable du continent.

Le slogan et logo « Visit Rwanda » s'affiche un peu partout dans la ville qui détonne des autres capitales et mégalopoles africaines. Déjà par son climat tropical tempéré, à 1500 mètres d'altitude, qui la rend très agréable. Et sa qualité de vie. Propre, aérée, végétalisée et sûre : la réputation de petite Suisse d'Afrique n'est pas usurpée. Pas un papier ne traîne dans les rues, on s'y promène à pied sans problème la nuit ou à bord des dizaines de motos taxis. Disponibles à chaque coin de rue, casque obligatoire, ils ne roulent pas à vive allure et respectent les signalisations.

« C'est la volonté du président de créer un équipement de qualité. Le golf est un véritable outil de promotion », appuie Nathanaël Pietrzak-Swirc, directeur général d'UGolf international, filiale du groupe Duval, entreprise française spécialisée dans l'immobilier. Le golf compte déjà 600 membres parmi les expatriés et l'intelligentsia rwandaise, hauts cadres et ministres, dont le fils de Kagame et le banquier central, un habitué qui joue tous les matins à l'aube. Le projet est porté par l'État, le terrain appartient à la sécurité sociale, l'entreprise RSSB, qui sur le modèle anglo-saxon valorise son patrimoine pour financer les retraites et l'assurance maladie. Il s'appuie sur le Rwanda Development Board (RDB), poisson pilote du développement économique du pays. *« La vision stratégique part d'en haut, nous travaillons main dans la main avec le RDB qui nous soutient, notamment lorsqu'on a besoin de budget communication pour coordonner les évènements »*, commente Nathanaël Pietrzak-Swirc.

L'ambition est de hisser le petit État enclavé de 14 millions d'habitants dans la catégorie des économies intermédiaires d'ici à 2035. Un défi de taille qui nécessite de quadrupler le revenu par habitant, aujourd'hui à 1000 dollars par an, tout juste au-dessus de la République démocratique du Congo mais inférieur au Kenya. L'accent est mis sur le tourisme d'affaires et l'événementiel. Les autorités ont bâti un écosystème autour du narratif Rwanda. *« Les PDG qui viennent pour une conférence ressortent bluffés, on leur en met plein la vue ! »*, glisse un homme d'affaires installé à Kigali, citant le patron de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, et celui d'Accor, Sébastien Bazin.



La renaissance économique du pays meurtri en 1994 par le génocide des Tutsis force évidemment le respect. Le Rwanda est devenu le chouchou des bailleurs internationaux qui contribuent à cette renaissance à coups de financements concessionnels (taux limités et échéances longues), limitant ainsi le surendettement. L'image de pays modèle a toutefois sa part d'ombre, comme vient de l'exposer l'enquête « Rwanda classified », menée dans onze pays par cinquante journalistes et publiée notamment par *Le Monde*, Radio France et le *Guardian*, qui dénonce les dérives autoritaires du régime Kagame, *« la mécanique répressive mise en œuvre, y compris hors des frontières »*.

Sur le front économique, en particulier ce secteur dit du Mice (Meetings, Incentives, Conferences, Exhibitions) autour de l'événementiel, le Rwanda a fait des pas de géant, se hissant au troisième rang africain derrière l'Afrique du Sud et le Maroc. Kigali est même devenue la deuxième ville du continent après Le Cap. Il s'y tient une conférence par semaine en moyenne, dont de grands événements panafricains et internationaux tel, en 2022, le sommet du Commonwealth. Mi-mai, elle a accueilli plus de 2000 participants à l'Africa CEO Forum, organisé par Jeune Afrique Media Group. C'est un peu le « Davos africain » devenu incontournable pour qui fait du business sur le continent. Après Abidjan, son QG habituel, pourquoi ce choix de Kigali ? *« On voulait se déployer dans la partie anglophone en privilégiant l'Afrique de l'Est qui est un symbole d'intégration. Kigali s'est imposé par son infrastructure de premier plan »*, argue Amir Ben Yahmed, président de Africa CEO Forum.

Au premier rang desquelles, son imposant centre de convention qui se repère de loin avec son dôme paré la nuit des couleurs du Rwanda. Beaucoup de participants ont prolongé leur séjour rwandais. Certains se sont mesurés sur le green. *« À chaque événement business, nous organisons une compétition qui nous donne de la visibilité »*, note le dirigeant d'Ugolf international. D'autres ont choisi la rencontre avec les gorilles de montagne dans le parc des volcans ou un safari à Akagera. Depuis la réintroduction des rhinocéros en 2018, le Rwanda peut s'enorgueillir du label « Big Five » (lions, léopards, rhinocéros, éléphants et buffle).

C'est bien cette offre globale, diversifiée, que le RDB met en avant, axée sur la nature, l'écologie et le haut de gamme. *« Nous ne voulons pas de tourisme de masse, notre politique se veut écoresponsable au bénéfice des populations locales »*, défend Michaella Rugwizangoga, responsable du tourisme au RDB. La découverte inoubliable des gorilles n'est de fait pas à la portée de toutes les bourses, il faut compter pas moins de 1500 dollars. Michaella se félicite des résultats du tourisme obtenus en moins de vingt ans : 10 % du PIB, 1 million de visiteurs en 2023, 620 millions de dollars de recettes, 200 000 emplois directs. Signe de cette politique volontariste, Kigali a décidé, l'an dernier, de supprimer les visas pour les ressortissants africains, ce qui est assez rare sur le continent.

Michaella reconnaît que la capacité hôtelière doit encore s'étoffer même si elle est passée de 3500 à 20 000 chambres. Le groupe Accor est actif, avec son *Mantis Kivu Queen Uburanga*, un navire hôtel 5 étoiles sur le lac Kivu, et la rénovation à Kigali de l'hôtel Umubanoi, construit dans les années 1980, appelé à être un des plus beaux de la ville, sous la marque Mövenpick. *« Le Rwanda se projette sur le long terme, en rajoutant régulièrement de nouvelles expériences pour le client »*, témoigne Olivier Granet, un ancien d'Accor, PDG du fonds Kasada Capital Management qui investit dans le secteur hôtelier en Afrique. Kasada structure et pilote le projet Mövenpick.

Pour donner de la visibilité à son pays, Kagame mise aussi sur le levier sportif. En étant sur tous les fronts : golf bien sûr, football, basket, cyclisme… « Visit Rwanda » est sponsor de l'équipe londonienne d'Arsenal, partenaire du PSG – le logo est visible dans les tribunes du Parc des Princes et sur les maillots d'entraînement – et depuis l'an dernier du Bayern Munich. Kigali s'est doté d'un stade de 10 000 personnes – le BK Arena – pour les grandes compétitions sportives, qui reçoit entre autres depuis 2021 le championnat panafricain de la Basketball Africa League, la nouvelle NBA africaine. Autre prise de taille, l'an prochain, le Rwanda accueille les mondiaux du cyclisme. Kagame voit toujours plus loin. Il aurait jeté son dévolu sur la Formule 1, que son président, l'Italien Stefano Domenicali, souhaite implanter en Afrique. Le dirigeant rwandais s'est rendu à plusieurs grands prix, dont celui de Monaco. La candidature rwandaise est-elle réaliste ? *« Le potentiel du Rwanda est sans limite »*, argue Ariella Kageruka du RDB. Pour asseoir ses rêves de grandeur, le gouvernement a aussi entrepris la rénovation et l'agrandissement du stade historique Amahoro, construit par les Chinois dans les années 1980. Pour en faire un équipement ultramoderne, de 25 000 à 45 000 places, homologué Fifa. Au risque d'en faire un éléphant blanc.

> **« Nous ne voulons pas de tourisme de masse, notre politique se veut écoresponsable au bénéfice des populations locales »**
>
> **Michaella Rugwizangoga**
> Responsable du tourisme au Rwanda Development Board

Mais le nerf de la guerre pour doper l'attractivité, c'est l'accessibilité. Si le Rwanda a une position stratégique, centrale, il souffre de son enclavement. Tout le monde parle du futur aéroport, à horizon 2027-2028, situé à 40 km de Kigali, financé par le Qatar, construit par l'entreprise portugaise Mota-Engil, et qui pourrait être opéré par Vinci. Le verdict de l'appel d'offres est imminent. On parle de 8 millions de passagers prévus contre 1,9 million dans l'aéroport actuel. Très attendue aussi : l'officialisation de Qatar Airways de racheter 49 % du capital de Rwandair, qui donnerait un nouvel élan à la petite compagnie nationale, qui aurait accès aux avions de Qatar Airways en leasing. L'objectif pour la compagnie qatarienne serait de faire de Kigali son hub régional, pour faciliter les liaisons entre Doha et le continent.

Kigali revendique aussi d'être une place où il fait bon faire du business avec un très bon classement au « Doing business » de la Banque mondiale – le deuxième en Afrique derrière l'île Maurice. Olivier Granet liste les atouts : pas de corruption, guichet unique, efficacité administrative… plus des exemptions fiscales appréciables. *« Je réfléchirai à deux fois avant de venir ici. Tout est contrôlé par l'État »*, tempère un entrepreneur sous couvert d'anonymat, citant la mainmise des entreprises liées à l'État, en particulier le fond entrepreneurial Crystal Venture Partners, propriété du Front patriotique rwandais (FPR), le parti de Kagame, présent dans la finance, l'agroalimentaire et les mines.

La démarche de réconciliation entreprise par Emmanuel Macron contribue au retour des investisseurs français. Le groupe Duval, l'entreprise tricolore la plus implantée, développe un grand complexe immobilier de 40 000 m², installé sur une parcelle cédée par l'Etat tout près du Centre de convention. Baptisé Inzovu Mall, il réunit bureaux de standing, logements, résidence hôtelière (marque française Odalys du groupe Duval), supermarché et enseignes internationales telles que Zara, Levi's ou H&M. *« L'un des atouts est de proposer des achats en duty free aux conférenciers »*, explique le Rwandais Vicky Murabukirwa, associé du groupe Duval, en charge du projet. On peut s'étonner que des bailleurs comme Proparco et IFC, filiales respectives de l'Agence française du développement et de la Banque mondiale dédiées au secteur privé, soient du financement, avec un prêt de 35 millions de dollars pour un investissement de 70 millions. *« Car les activités de commerce et de service génèrent de l'emploi formel, de qualité »*, justifie Sergio Pimenta, vice-président Afrique d'IFC. *Même au Rwanda, dans un environnement solide, il n'est pas facile de trouver des investisseurs sur des montants importants pour de longues durées. »*

L'autre bémol, fréquemment cité, est le manque de ressources humaines. Si les travaux du club-house sont quasi finis, la direction ne prévoit pas d'ouverture avant septembre ou octobre. *« Le temps de recruter et de former le personnel à nos métiers. Ce n'est pas simple »*, reconnaît Florence Mukangenzi. Pour remédier au problème, le gouvernement s'efforce d'attirer des écoles internationales, à l'image du réseau Vatel spécialisé dans le management hôtelier, et prochainement une école de Dubaï. L'autre stratégie est de faire revenir la diaspora. Après avoir passé dix ans à Dubaï et à Abu Dhabi pour le groupe Marriott, Florence, par exemple, a choisi de rentrer au pays pour *« contribuer à son développement »*. *« J'en ressens de la fierté, je veux donner le meilleur »*, lance la jeune femme.

Pour attirer cette diaspora éduquée, le gouvernement organise chaque année, depuis 2010, les « Rwanda Days » dans un pays étranger. Une grand-messe qui s'est tenue pour l'édition 2024, début février à Washington, en présence du président Kagame, réunissant plusieurs milliers de personnes avec un forum d'affaires. Des rendez-vous d'autant plus cruciaux que l'argent versé par la communauté rwandaise expatriée surpasse les investissements directs étrangers. ■

Axens, spécialiste de la R&D, se lance dans la décarbonation de l'industrie

Emmanuel Egloff

L'ETI française, acteur historique du secteur pétrolier, multiplie les projets de nouvelles usines qui opèrent dans le domaine de la transition énergétique.

C'était l'une des annonces majeures du sommet Choose France. La création d'une usine de matériaux actifs de cathode, utilisés dans la fabrication des batteries pour véhicules électriques. L'investissement se monte à 600 millions d'euros. Ce projet majeur est porté par une entreprise conjointe entre le français Axens et le chinois Lico. *« Notre partenaire, déjà opérateur en Chine, va transférer de la technologie pour produire ces matériaux avancés de cathode,* se réjouit Quentin Debuisschert, PDG d'Axens. *Nous projetons de construire une usine qui sera opérationnelle en 2027 dans les Hauts-de-France »*, c'est-à-dire à proximité des usines de batteries hexagonales.

Axens est un acteur un peu atypique de l'industrie française. La société a été créée en 2001 par l'Ifpen, établissement public ayant des missions de recherche et de formation dans le domaine du pétrole et des énergies nouvelles. L'Ifpen en reste encore aujourd'hui la maison mère, et les deux acteurs conservent des liens très étroits. *« Axens est spécialisé depuis sa création dans le développement et la commercialisation de procédés catalytiques pour le raffinage et la pétrochimie,* explique Jean Sentenac, président du conseil d'Axens depuis 2002. *L'entreprise s'est fortement développée depuis sa création, avec une croissance moyenne de 10 % par an, en interne et par acquisition »*. La société réalise aujourd'hui un chiffre d'affaires de 1 milliard d'euros et emploie 2200 personnes, dont la moitié en France.

Mais c'est surtout le modèle économique qui fait l'originalité d'Axens. *« L'Ifpen se charge des développements initiaux, au niveau du laboratoire,* détaille Jean Sentenac. *Axens prend en charge l'industrialisation et l'étape du démonstrateur industriel. C'est une usine de taille semi-commerciale, qui permet, dans les cas où cela est jugé nécessaire, souvent dans les technologies totalement nouvelles, de démontrer l'efficacité de la technologie mais nécessite des investissements significatifs. Une fois la technologie validée, nous vendons des licences aux opérateurs industriels ainsi que les catalyseurs, équipements et services associés »*. En clair, Axens est essentiellement une société de recherche.



Axens, créé en 2001 par l'Ifpen, réalise aujourd'hui un chiffre d'affaires de 1 milliard d'euros et emploie 2200 personnes, dont la moitié en France. AXENS

Elle est aujourd'hui largement sortie de son métier de la catalyse, liée au secteur du pétrole et de la pétrochimie. *« Il y a quinze ans, nous avons perçu les prémices du réchauffement climatique résultant de la croissance de la consommation énergétique,* explique Quentin Debuisschert. *Avec Ifpen, nous avons réfléchi sur ce que nous pouvions faire pour réussir le découplage entre la croissance économique et les émissions de carbone. »* En conséquence, la société s'est fortement réorientée vers la transition énergétique. Le projet en partenariat avec Lico fait partie de cette nouvelle stratégie. *« Le développement d'un procédé industriel, c'est une dizaine d'années, entre le moment où vous commencez les premiers travaux fondamentaux et celui où vous avez vos premiers succès commerciaux »*, souligne Jean Sentenac. Pour arriver à des lancements de projets concrets aujourd'hui, la société a donc été précurseur en lançant très tôt le développement de ces nouveaux projets.

« Un panel de solutions »

Axens se veut agnostique sur le plan technologique. *« Nous estimons qu'il n'y a pas une seule voie technologique, mais plutôt un panel de solutions,* explique Quentin Debuisschert. *Chaque solution, prise isolément, a des contraintes et des limites, que ce soit en termes de disponibilités des matières premières (biomasse) ou d'électricité ou d'acceptation sociétale. »* D'une manière générale, la société va aider ses clients traditionnels dans le raffinage et la pétrochimie à décarboner leurs actifs, mais travaille aussi avec des nouveaux acteurs de la chimie et de l'énergie. Un site pilote pour le captage de CO_2 fonctionne ainsi depuis plus d'un an sur le site ArcelorMittal de Dunkerque.

Cette nouvelle orientation pour développer des technologies soutenant la transition énergétique n'est pas le seul changement dans la stratégie d'Axens. *« Nous avons décidé, incités par les pouvoirs publics, de faire évoluer notre modèle économique,* précise Quentin Debuisschert. *Nous ne vendrons plus seulement des licences, mais, dans certains cas, allons devenir opérateur de projets à l'échelle industrielle en France. »* C'est le cas de la coentreprise avec Lico pour l'usine dans les Hauts-de-France. Mais il y a également deux autres projets identifiés. D'abord, sur le recyclage chimique du plastique avec le japonais Toray. C'est un projet représentant un investissement de plus de 200 millions d'euros dans l'Ain. Axens travaille, enfin sur le sujet du bioéthanol. *« Nous allons produire de l'éthanol avancé à partir de résidu de biomasse dans le sud de la France,* détaille encore Quentin Debuisschert. *L'éthanol est une molécule à usages multiples qui permettra de faire de l'éthylène bio pour la production de plastiques, du carburant d'aviation durable (CAD ou SAF, pour "Sustainable Aviation Fuel") ou des pneus plus durables. »*

Ce changement de modèle implique de mobiliser plus de capital - ce qui se résout par les partenariats stratégiques, de la dette mais également du soutien public. *« Ces projets sont plus coûteux et pour qu'ils puissent passer en termes de décision d'investissement pour les opérateurs et de coût pour les consommateurs, il est essentiel de les optimiser, de réduire les coûts d'investissements, et de disposer de soutiens publics »*, conclut Quentin Debuisschert. ■

Un train solaire au lithium traverse la cordillère des Andes

Fabien Palem

En Argentine, l'innovation fait renaître celui bâti au XIXe. Mais les wagons chinois ont supplanté ceux des Anglais.

Traverser l'une des plus belles vallées de la cordillère des Andes dans un transport futuriste, silencieux et durable. Voilà la promesse faite par la province de Jujuy, dans le nord-ouest de l'Argentine, sur le point d'inaugurer le train solaire de la Quebrada de Humahuaca, du nom de ce spectaculaire canyon, déclaré Patrimoine culturel et naturel de l'humanité en 2003.

Ce train, muni de batteries au lithium, va d'abord parcourir 35 kilomètres, reliant les villages de Volcan et de Maimara. Des travaux permettront d'étendre le réseau, dans les semaines et mois à venir, pour connecter d'autres localités touristiques de cette région très attractive qui reçoit chaque année les visiteurs du monde entier : Tilcara, Tumbaya, Purmamarca puis enfin à La Quiaca, située à la frontière de la Bolivie. Le tout à 50 km/h, ce qui laissera le temps aux voyageurs d'apprécier la vue. Grâce à cette innovation, les voies ferrées de l'historique train Belgrano vont de nouveau permettre la circulation d'un train, après vingt-six mois de chantier. Des rails tombés en désuétude depuis les années 1990, époque de la privatisation d'une grande partie du réseau ferroviaire argentin. Le maillage du train argentin, déployé à partir du milieu XIXe siècle, sous l'impulsion d'entreprises anglaises, faisait office de modèle régional. Il avait ensuite connu une lente décadence, avant de voir de nombreux tronçons et lignes disparaître.

« La phase de test a été un grand succès. Ce train solaire (...) qui voyage à plus de 2100 mètres d'altitude, marque un tournant pour l'histoire ferroviaire du pays et de la région »
Emiliano Rodriguez
Responsable des opérations du train

Pour l'Argentine, à chaque époque ses partenariats commerciaux. Finis les trains britanniques du passé. Place aux wagons chinois. Les deux wagons du train solaire du Jujuy ont été fabriqués par l'entreprise chinoise CRRC Corporation Limited, novice en matière de construction ferroviaire. *« C'est la seule entreprise qui a osé monter une nouvelle ligne de production de train électrique, solaire, avec des batteries au lithium et à voie étroite »*, avait expliqué, en décembre dernier, l'alors gouverneur de la province de Jujuy, Gerardo Morales. Avec cette infrastructure innovante, le pays sud-américain veut de nouveau faire parler de lui en matière de transports. *« C'est une première mondiale ! Il s'agit du premier train solaire avec des batteries au lithium à être inauguré officiellement*, assure au *Figaro* Emiliano Rodriguez, responsable des opérations du train. *Certes, un test similaire avait été fait par Alstom en Allemagne, mais ce train-là n'avait voyagé qu'une seule fois. »*

Souvent surnommé « l'or blanc », le lithium est l'un des composants essentiels des batteries électriques, de plus en plus présentes sous les capots des voitures dans les pays développés. Cette ressource abonde dans le Jujuy et en Salta, deux provinces argentines situées en plein milieu du triangle du lithium, zone géographique partagée entre le Chili et la Bolivie et considérée comme la plus riche en lithium du monde, avec entre 55 et 85 % des réserves mondiales de ce métal, selon les estimations.

Perspective innovante pour le futur de l'industrie des transports, ce train sera bientôt complètement alimenté par des panneaux photovoltaïques installés sur les wagons, annoncent les responsables du projet. Pour l'heure, l'énergie provient des parcs solaires de la province, comme la centrale de Cauchari. Contacté quelques jours avant l'inauguration, prévu pour début juin, Emiliano Rodriguez ne cachait pas son enthousiasme. *« La phase de test a été un grand succès. Ce train solaire d'altitude, qui voyage à plus de 2100 mètres d'altitude, marque un tournant pour l'histoire ferroviaire du pays et de la région. »* Ce transport à vocation touristique a pour principal objectif de renforcer l'attractivité d'une région qui reçoit 1,5 million de touristes par an.

Cette nouvelle est plus *« un symbole »*, commente Martin Obaya, chercheur en économie au Conicet (le CNRS argentin). *« Car le lithium représente seulement 5 % d'une batterie. Entre l'extraction qui provient de la région du train et la fabrication de la batterie, il y a de nombreuses étapes de production qui se déroulent ailleurs. »* Obaya, vice-directeur du Centre de recherches pour la transformation (Cenit, en espagnol), loue toutefois les mérites de cette expérience pour les locaux. *« Cela montre une application concrète dans la région liée à l'extraction du lithium. On peut cependant s'interroger sur les bénéfices réels de la transition énergétique pour les régions productrices de ce métal. »* Le responsable des opérations concède luimême avoir *« rencontré quelques difficultés dans (sa) communication auprès des communautés ». « Durant la construction, les habitants n'acceptaient pas le fait de devoir dévier leur route, pour se prémunir des dangers du train. Mais maintenant, ils sont rassurés »*, conclut-il, confiant.

Le train solaire suffira-t-il à faire oublier des querelles encore fraîches dans les esprits ? L'an dernier, la province de Jujuy a été secouée par de multiples protestations contre l'extraction du lithium, une activité accusée de participer à l'assèchement des sols. Pendant l'hiver 2023, les manifestants, issus des communautés vivant aux alentours, ont coupé les routes et perturbé le tourisme comme l'économie régionale. ■

Stanislas Lemor : « Stef est un modèle social singulier »

Corinne Caillaud

Le PDG du groupe de transport frigorifique expose la manière dont l'entreprise entretient la cohésion des équipes.

La Stef – Société française de transports et entrepôts frigorifiques –, créée en 1920, a été, de 1938 à 1987, filiale de la SNCF. Elle s'en est émancipée en 1987 dans le cadre d'un LBO et d'une introduction en Bourse. Emmenés par Francis Lemor, père de l'actuel PDG, Stanislas Lemor, les cadres et les salariés du groupe sont devenus majoritaires au capital. En 2023, Stef, qui emploie 22 800 personnes dans huit pays, a réalisé un chiffre d'affaires de 4,4 milliards d'euros.

LE FIGARO. – **Lorsque votre père, Francis Lemor, vous a proposé de rejoindre Stef, en 2006, ses valeurs humaines vous ont séduit. Quelles sont-elles, comment les cultivez-vous ?**

STANISLAS LEMOR. – Nos quatre valeurs sont l'enthousiasme, le respect, la rigueur et la performance. Ensemble, elles constituent l'ADN du groupe et sont profondément ancrées dans notre culture d'entreprise. Elles s'incarnent dans nos comportements, irriguant toutes les strates de notre organisation. Au final, cela crée un modèle social singulier, fondé sur l'humain, doté d'une forte culture entrepreneuriale, dans lequel l'enthousiasme est un vecteur majeur de l'engagement des équipes. Lorsque nous accueillons de nouveaux membres, il est important qu'ils partagent les valeurs humaines communes à notre collectif. Si c'est le cas, nous savons qu'ils feront un bout de chemin au sein de Stef, aidés également par le fait de pouvoir s'associer au capital.

C'est-à-dire ?

Actuellement, le management et les salariés du groupe détiennent plus de 70 % du capital. Cela nous place parmi les premières entreprises françaises en termes d'actionnariat salarié. C'est un levier d'adhésion fort pour nos équipes, qui participent à l'aventure Stef et aux fruits de la réussite du groupe sur le long terme. C'est un levier de performance à la fois économique et sociale. En étant tous actionnaires, nous sommes collectivement responsables et solidaires des décisions prises. Évidemment, cela implique une grande proximité avec notre corps social et une clarté sur la stratégie menée. C'est pour cela que, chaque année, notre comex va à la rencontre de nos managers pour présenter les résultats du groupe et l'avancée de notre plan stratégique, leur permettant ainsi de démultiplier leur périmètre.

Quelles mesures déployez-vous pour recruter ?

L'année dernière, nous avons engagé 3 700 personnes, un chiffre record. Pour faire valoir notre différence, nous avons réalisé un important travail sur notre marque employeur. Nous avons fait le choix d'une campagne de communication, incarnée par nos équipes. Elle montre la diversité des métiers et des raisons qui les poussent à faire leur carrière chez nous, notamment en termes d'évolution professionnelle. Tout cela autour d'un parti pris fort : chez Stef, c'est l'humain avant tout. Nous nous attachons également à permettre aux jeunes diplômés d'entrer de plain-pied dans leur vie professionnelle. Grâce à notre « graduate program », ils peuvent expérimenter différentes réalités opérationnelles pendant deux ans, partout en Europe, et devenir manager directement à la suite.

« Nous pensons que chaque personne doit avoir une chance de s'épanouir professionnellement au cœur de chaque territoire », **souligne Stanislas Lemor.**
OBO-CLANDOEIL.FR

Vous êtes signataire du pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises (PaQte) lancé par l'État. De quoi s'agit-il ?

Cela s'inscrit dans la même lignée. Nous pensons que chaque personne doit avoir une chance de s'épanouir professionnellement au cœur de chaque territoire. Notre politique d'insertion s'organise autour de partenariats avec l'association Sport dans la ville, les Restaurants du cœur, mais aussi autour d'une présence dans les collèges et les lycées pour aider à l'orientation. Il est essentiel de faire connaître largement la raison d'être de nos métiers du transport et de la logistique. En tissant ces liens, notre but est que Stef apparaisse comme une opportunité.

De même en septembre 2023, vous avez ratifié un accord avec Défense Mobilité, service de reconversion du ministère des Armées. Que vous apportent ces profils ?

Cette coopération vise à faciliter la reconversion des personnels militaires et civils vers l'entreprise. Nous avons constaté qu'ils s'adaptent très facilement à nos métiers exigeants avec des process rigoureux. Par réciprocité, nous venons de signer une convention de soutien à la politique de réserve militaire. Nos salariés pourront effectuer quinze jours de réserve avec maintien de leur rémunération, contre dix prévus dans la loi.

Vous avez aussi lancé la démarche Mix'up pour accroître la mixité. Que prévoit-elle ?

Avec ce programme, nous avons à cœur d'affirmer que les femmes ont toute leur place dans nos métiers. Fin 2023, nous comptions près de 22 % de femmes dans nos équipes et nous prévoyons d'atteindre 25 % d'ici 2030. C'est un objectif ambitieux si on considère que notre effectif est historiquement masculin et que notre turn-over est inférieur au secteur. Pour cela, nous avons commencé à nous transformer en profondeur, en favorisant l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, en adaptant nos conditions de travail et en changeant l'image de nos métiers.

Le ministère du Travail a récemment mené une campagne sur la prévention des risques en milieu professionnel. Comment sensibilisez-vous vos équipes sur ce sujet ?

La sécurité, la santé et le bien vivre au travail sont nos priorités. Pour le marteler, un panneau à l'entrée de chacun de nos sites rappelle le nombre de jours sans accident du travail. Nous travaillons sur ce sujet sans relâche depuis dix ans et avons réussi à faire baisser d'un tiers notre accidentologie grâce à l'implication managériale. Aujourd'hui, nous poursuivons nos efforts en impliquant systématiquement nos collaborateurs. Cela est valable autant sur le choix de nos matériels roulants que sur la qualité des vêtements de travail et l'apport de la mécanisation, notamment avec des tables élévatrices ou des exosquelettes.

L'intelligence artificielle (IA) est appelée à modifier votre secteur. Comment vous y préparez-vous ?

Nous commençons nos premiers usages de l'IA, sur lesquels nous avançons sans précipitation. Nos « data scientists » sont déjà à l'œuvre, notamment pour l'optimisation de notre réseau de transports. Mais nous n'exploitons pas encore pleinement l'importante base de données sur les flux alimentaires que nous confère notre empreinte européenne. Nous souhaitons être vigilants, instaurer des chartes d'utilisation et prendre le temps d'acculturer nos équipes à ce nouvel outil. ■

CONFIDENCES

QUELLES SONT LES QUALITÉS QUE VOUS APPRÉCIEZ CHEZ UN COLLABORATEUR ?
Ceux qui ont du courage et ne se laissent pas porter par les vents dominants.

QUELLE EST VOTRE PRINCIPALE QUALITÉ ?
L'optimisme, un point de départ essentiel pour donner de l'ambition à l'entreprise.

AVEZ-VOUS UNE PENSÉE FAVORITE ?
« Dans la vie, les choses ne se passent jamais comme imaginé », pour se rappeler qu'il faut être résilient et savoir s'adapter.

LE TALK Décideurs
Retrouvez, du lundi au vendredi, LE « TALK DÉCIDEURS ».
Aujourd'hui : Marc Menasé, fondateur de Founders Future
En vidéo sur lefigaro.fr/decideurs

UNE HEURE DANS LE BUREAU DE...

PAR **QUENTIN PÉRINEL**

Alexis Gardy : « C'est un peu le sac de Mary Poppins »

Sur le bord d'une route droite, l'apparition d'un panneau légèrement incliné fait immédiatement raisonner quelques notes de musique, évoquant une plage abandonnée et la fin de l'été – dont le début se fait pour le moment attendre : La Madrague. Nous prenons de l'autre côté, vers Les Criques, l'un des bijoux du groupe Belambra Clubs à une extrémité de la presqu'île de Giens (Var).

C'est ici qu'Alexis Gardy, directeur général de ce fleuron français du tourisme, propriété de la société d'investissement familiale Caravelle, nous a donné rendez-vous. Pourquoi ne pas avoir opté pour le siège social, à Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine), en région parisienne ? Car Alexis Gardy est insaisissable : on ne peut le trouver au siège que le lundi et le mardi. Le reste du temps, il est *« sur le terrain »*, en vadrouille dans les 45 clubs que compte le groupe en France. Deux tiers sont situés sur littoral et le troisième se trouve à la montagne, ce qui constitue une double saisonnalité.

Qu'il soit à Paris ou en déplacement, le dirigeant a une constante : il est *« actif »* à partir de 7 heures. Des habitudes de lève-tôt qu'il a acquises au Canada, où il a vécu sept ans. *« Je passais des "calls" à 6 heures du matin en France, où il était 13 heures,* se souvient-il. *Je me suis habitué à travailler plutôt très tôt le matin que très tard le soir. »* En déplacement, ce chef d'entreprise nomade a ses habitudes : il a des places *« fétiches »* dans chacun des sites où il s'installe pour travailler, tout en observant la vie des clubs.


QUENTIN PÉRINEL / LE FIGARO

Alexis Gardy est insaisissable : on le trouve au siège le lundi et le mardi. Le reste du temps, il vadrouille dans les 45 clubs de Belambra en France.

La vie des clients, évidemment. Mais aussi celle des équipes. À Tignes (Savoie), il s'installe à une place à demi cachée d'où il voit absolument tout, au bout du bar. Les arrivées, les départs, le passage… Ici, sur la presqu'île de Giens, son bureau est en terrasse. À l'extrémité d'une longue table en bois, une même place stratégique pour superviser l'ensemble de la vie du club. Et une vue idyllique, sur l'île de Porquerolles, accessoirement.

Bonne humeur et effet selfie garantis

« J'ai mon bureau en kit, glisse Alexis Gardy. *C'est un peu le sac de Mary Poppins. »* Un téléphone avec deux cartes SIM et deux numéros, deux casques-écouteurs avec des prises différentes, des chargeurs et un cahier Moleskine XXL qui fait office de dossier. Le dirigeant regarde vers le bar, de l'autre côté de la terrasse. C'est lui qui a eu l'idée de l'ouvrir totalement en abattant le mur qui le séparait du grand couloir de l'entrée du club. Désormais, dès que les clients pénètrent dans le hall d'accueil, ils aperçoivent, au loin, le bar et le bleu azur. Bonne humeur et effet selfie garantis.

S'il n'avait pas pris la direction générale des Clubs Belambra à la sortie de la crise sanitaire, en avril 2021, Alexis Gardy aurait fêté son vingtième anniversaire chez le cabinet de conseil en stratégie Roland Berger. Mais le défi, dans ce secteur qu'il connaît très bien – puisque son employeur était aussi son client – l'a enthousiasmé. Les réflexions concernant les rénovations – nombreuses – en cours l'enchantent.

Cela n'est d'ailleurs pas un hasard si ses périodes préférées pour se rendre dans les clubs sont les périodes de rush. *« Ce sont des moments très importants pour les clients, et donc pour moi »*, précise-t-il. Les visites sur site se font parfois en famille, avec son épouse – qui télétravaille sur site – et ses enfants… qui vont au club enfants. *« C'est une expérience aussi, que je ne peux pas faire moi-même »*, sourit ce papa de trois enfants, qui se réjouit que des amitiés naissent dans ses clubs. Au moment de partir, Alexis Gardy récupère à l'accueil une valise-cabine de couleur vive, cyan turquoise. C'est un modèle de secours : les roulettes de sa valise officielle sont hors service. ■

LE FIGARO
étudiant



FINANCEMENT
LES RESSOURCES À MOBILISER POUR UNE FORMATION DE HAUT NIVEAU
PAGE 28



RECRUTEMENT
LES TITULAIRES D'UN MBA VUS PAR LES ENTREPRISES
PAGE 31



IMAGEFLOW - STOCK.ADOBE.COM ; PORMEZZ - STOCK.ADOBE.COM ; ANNA BIZON / GPOINTSTUDIO - STOCK.ADOBE.COM

MBA mode d'emploi

Christine Piédalu

Grâce à ce cursus, des cadres retournent sur les bancs de l'école pour affûter leurs compétences et prendre un nouvel élan.

Ces trois lettres, MBA, font toujours leur effet. Né aux États-Unis il y a plus d'un siècle, le Master in Business Administration permet d'accélérer ou de réorienter sa carrière. Il s'est développé sur tous les continents. Ensuite est apparu l'Executive MBA (EMBA). Les deux cursus proposent une formation de haut niveau, avec quelques variantes. « *La différence est surtout fondée sur deux choses : le format et l'âge, donc le niveau d'expérience des participants* », relève Véronique Carresse, directrice de l'Executive MBA de l'Edhec.

En France, le MBA à plein temps se déroule sur douze à dix-huit mois. Véritable tremplin professionnel pour des jeunes cadres à potentiel de niveau bac +4 ou +5 après une première expérience professionnelle de trois à cinq ans. Il correspond à une rupture en donnant la possibilité de modifier son parcours avec à la clé une évolution rapide. À l'Insead, par exemple, 78 % des diplômés du MBA changent de secteur, de pays ou de fonction. Il n'est pas rare de conjuguer nouveau poste et nouveau pays.

L'EMBA, à temps partiel, concerne un public ayant de dix à quinze ans d'expérience. Pour beaucoup, c'est un moyen de rebondir et d'entamer une deuxième partie de carrière. « *Ces cadres supérieurs ou dirigeants, déjà avancés dans leur parcours, visent de plus hautes fonctions. Certains désirent rafraîchir leurs connaissances, réaligner leurs valeurs ou se lancer dans l'entrepreneuriat* », observe Véronique Carresse.

Entre MBA et EMBA, la frontière est parfois mince. Cette dernière constate des demandes de la part de profils de 34-37 ans désirant suivre un EMBA. « *Ils ont huit ans d'expérience, ils pourraient choisir le MBA, mais ils ne veulent pas s'arrêter de travailler* », précise-t-elle. Ce dialogue intergénérationnel entre cadres très expérimentés et d'autres plus juniors ne manque pas d'intérêt. « *Les carrières sont de plus en plus longues, il faut correspondre au maximum à un marché qui se transforme. Il est intéressant pour un cadre ou un dirigeant ayant entre vingt-cinq et trente ans d'expérience d'échanger au sein d'un même programme avec des plus jeunes* », remarque-t-elle. À l'inverse, un cadre de 38 ans pourra choisir le MBA afin de réorienter sa carrière.

Les deux programmes s'appuient sur les mêmes bases : apporter une forte culture managériale, les compétences relationnelles et le leadership nécessaires et intégrer un réseau d'anciens. Les cours encouragent les mises en pratique dans le cadre d'ateliers, de travaux de groupe, d'études de cas. L'objectif est de bénéficier d'un retour d'expérience avec le professeur et avec les participants d'autant plus enrichissant que les profils seront variés.

« Ces cadres supérieurs ou dirigeants, déjà avancés dans leur parcours, visent de plus hautes fonctions. Certains désirent rafraîchir leurs connaissances, réaligner leurs valeurs ou se lancer dans l'entrepreneuriat »
Véronique Carresse Edhec

De tels cursus mêlent volontairement des profils aux parcours très différents : des ingénieurs, des médecins, des pharmaciens, des juristes, des diplômés d'écoles de commerce se retrouvent pour étudier et travailler. « *Les échanges vont ouvrir les auditeurs à d'autres fonctions, d'autres expériences* », souligne Véronique Carresse. Cette diversité professionnelle se double d'une diversité culturelle. Par exemple, sur les 78 participants qui suivent actuellement le cursus, le Global MBA de l'Edhec ne compte pas moins de 29 nationalités. ■

« Sans le MBA, je n'aurais pas postulé… »

Christine Piédalu

Le diplôme ouvre la voie à trois évolutions possibles, dans l'entreprise ou en dehors.

Prendre de nouvelles fonctions dans l'entreprise, devenir dirigeant, créer une entreprise. Le MBA permet d'envisager de telles évolutions. Témoignages.

Nicolas Rodde a pris de nouvelles fonctions

Pour Nicolas Rodde (44 ans), l'EMBA d'ESCP a été le moyen d'évoluer au sein de la société de transport public Transdev, alors en pleine transformation. Après un master en management de Neoma, il a embrayé en marketing dans le groupe Bouygues, puis en cabinet de conseil. En 2016, il est entré chez Transdev où il est devenu deux ans plus tard responsable marketing et communication Île-de-France. Il cherchait alors une nouvelle dynamique. *« Je ressentais le besoin d'élargir mes compétences et de me confronter à une expérience plus internationale »*, explique-t-il. De 2019 à fin 2021, il a suivi l'executive MBA de l'ESCP. *« L'école compte six campus en Europe, un environnement très multiculturel*, explique-t-il. *En deuxième année, les électifs permettaient de partir une semaine par mois sur les campus européens. En raison du Covid, l'ESCP a dû s'adapter en proposant certaines sessions en distanciel. »*

Trois mois après la fin du MBA, Nicolas Rodde a été promu directeur marketing digital France et groupe de Transdev. *« Lorsque j'ai effectué ma formation, Transdev Île-de-France était en pleine transformation avec l'ouverture de ses marchés. L'EMBA a été un outil méthodologique pour mener à bien le changement. L'année dernière, l'entreprise a acquis une société américaine et compte désormais plus de 100 000 collaborateurs dans le monde. Le MBA m'a donné une hauteur de vue, une capacité à travailler dans un environnement international avec des échanges réguliers avec les différents pays du groupe. »* L'évolution n'est pas terminée. Les portes restent ouvertes dans un groupe qui fait partie de la Caisse des dépôts aux multiples possibilités.





FRÉDÉRIC STUCIN/LE FIGARO MAGAZINE ; VINCENT HOEL

À l'issue de son cursus, Sophie Cahen a préféré l'entrepreneuriat bien qu'ayant été sollicitée par trois cabinets de conseil prestigieux. Nicolas Rodde, lui, a été promu directeur marketing digital France et groupe de Transdev.

Émilie Viargues est devenue PDG

« Je rêvais de travailler dans le luxe et je voulais casser le plafond de verre », dit Émilie Viargues, qui, en 2022, à 38 ans, est devenue PDG de la maison Christofle. Pendant ses études à Novancia, elle a effectué ses stages chez Paul Smith et Prada. En 2007, elle était engagée chez Chanel, avant de co-créer une société de distribution de mode enfantine. Le Printemps, qui était l'un de ses clients, l'a recrutée quatre ans plus tard comme responsable commerciale homme. Elle y est restée trois ans.

En 2016, la jeune femme a voulu ajouter le numérique à son parcours. L'entreprise suédoise de livraison Urb-it, qui créait alors sa filiale dans l'Hexagone, l'a intégrée comme directrice générale en France. Le poste l'a incitée à reprendre des études. En 2017, elle a entamé l'executive MBA de HEC. Entre Stockholm, Paris et Jouy-en-Josas, les déplacements étaient compliqués. Un groupement pharmaceutique recherche sa directrice marketing et communication. Elle y est restée deux ans et demi, avant d'être remarquée par Christofle.

En février 2021, Émilie Viargues y est entrée comme directrice générale, un an plus tard elle était nommée PDG. *« Sans le MBA, je n'aurais même pas postulé*, reconnaît-elle. *On apprend à être un leader au service des équipes, à diriger des gens bien meilleurs que soi dans leur spécialité. Pour cela, il faut suffisamment de confiance en soi et une base généraliste solide. »* Nommée chevalier de l'ordre national du Mérite, elle se veut ambassadrice Christofle et de l'orfèvrerie française. Pour la rentrée, elle prépare une rétrospective Christofle à Paris, au Musée des arts décoratifs, un autre sujet de fierté.

Sophie Cahen a créé une entreprise

Après son diplôme de CentraleSupélec, en 2011, Sophie Cahen a travaillé en Jordanie puis en Europe dans le conseil. En 2016, elle s'est posé la question de l'étape suivante. Ce sera l'Insead : *« L'école est la plus internationale, avec un très haut niveau d'excellence »*, résume-t-elle. À l'issue de son cursus, elle est sollicitée par trois cabinets de conseil prestigieux. Mais elle a préféré l'entrepreneuriat. D'abord en Iran, pour développer une agence de tourisme en ligne. Puis, en 2018, à son retour en France, pour créer Ganymed Robotics avec des chirurgiens français. La société de robots chirurgicaux pour l'orthopédie, qui a levé 40 millions d'euros, emploie 45 salariés.

« Réussir l'Insead m'a donné confiance, explique-t-elle. *Avoir la double crédibilité Centrale et Insead quand on est jeune, que l'on entreprend dans un domaine que l'on ne connaît pas et que l'on est une femme, cela aide ! »* Son bras droit est aussi diplômé de l'Insead. *« Beaucoup de dirigeants de la medtech sortent de l'Insead*, poursuit Sophie Cahen. *Je n'ai eu aucune difficulté pour les rencontrer. L'accès aux autres est essentiel, tout comme la confiance en soi, celle que l'on inspire aux personnes que l'on recrute et aux investisseurs. »* En congé maternité, elle est restée en contact avec son équipe. La jeune maman habite Tours, Ganymed Robotics est à Paris, les États-Unis sont son principal marché. Cela ne lui fait pas peur. ■

Bien choisir son école

Le MBA est le seul diplôme professionnalisant de haut niveau qui soit connu et reconnu à la fois par les entreprises et par les cadres dans le monde entier. Pourtant, à la différence des diplômes LMD (licence, master et doctorat) qui doivent être validés en France par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, il n'en est rien pour MBA et EMBA.

Les deux appellations ne bénéficient pourtant d'aucune protection juridique particulière ou d'aucun encadrement officiel. C'est ce qui explique que les programmes aient pu proliférer ces dernières années : il existerait plus de 10 000 diplômes estampillés MBA et EMBA dans le monde ! Mais nombre d'entre eux n'ont ni le contenu ni la valeur attendus pour une formation de haut niveau.

Ainsi, un établissement qui propose très tôt dans un cursus des MBA avec une dizaine de spécialisations ne peut pas être crédible. Un MBA peut certes proposer des spécialisations, à condition que celles-ci soient précédées d'une acquisition solide des compétences générales en gestion des affaires. Et les spécialités concerneront plutôt un secteur d'activité, non un métier.

Certaines petites écoles de management recrutent immédiatement après le BTS, d'autres proposent un double diplôme en cinq ans après le bac et conduisant à un master spécialisé ou un MBA. Mais un parcours sérieux de MBA ne peut être envisagé qu'après plusieurs années d'expérience professionnelle. Sans cela, la formation ne comportera pas cette valeur fondamentale du cursus qui passe par l'échange d'expérience entre pairs.

Fort heureusement, il y a plusieurs critères pour s'y retrouver et s'assurer de la valeur réelle d'un MBA. Outre la nature généraliste du programme et la réputation de l'école, trois labels aux fonctions différentes sont gages de qualité. Il s'agit de ceux délivrés par l'AMBA (Association of MBAs), Equis (European Quality Improvement System) et AACSB (Association to Advance Collegiate Schools of Business). Moins de 1 % des écoles et universités dans le monde affichent la » triple couronne », c'est-à-dire peuvent se prévaloir des trois labels. *« La plus précise est l'accréditation AMBA qui fixe une forme de référentiel pour tous les programmes du monde »*, estime Véronique Carresse, directrice de l'EMBA de l'Edhec.

Trois classements internationaux donnent aussi une bonne idée de la qualité des MBA. Il y a, d'une part, celui établi par le quotidien économique britannique *Financial Times*, qui est le plus reconnu. D'autre part, c'est celui de QS, société qui réalise des classements de formations universitaires dans le monde. Enfin, le site internet d'information sur les études et les carrières, *Poets & Quants (P & Q)*, publie aussi différents classements, dont celui des MBA.

Vérifier les volumes horaires

Qui dit programme de haut niveau dit corps professoral équivalent, avec des critères spécifiques au MBA. Le professeur idéal sera à la fois enseignant chercheur et aura une expérience en entreprise. Ces profils relèvent souvent du mouton à cinq pattes. Les écoles préfèrent donc couper la poire en deux et faire appel à des professeurs et à des professionnels *(lire p. 29)*.

Les volumes horaires des cours au contact des enseignants sont un bon indicateur à vérifier : 500 heures sont un minimum dans le cadre de cours magistraux ou en petits groupes.

Enfin, il ne faut pas hésiter à examiner la carrière des diplômés et à contacter ceux qui ont suivi la formation, leur demander ce qu'ils en ont pensé, où ils en sont aujourd'hui. Il est également utile de visiter le campus de l'école.

La notoriété de l'établissement et la vitalité de son réseau d'anciens en France et à l'étranger sont d'autres précieux éléments d'appréciation. *« Ils prouvent la reconnaissance de l'établissement et du MBA auprès des entreprises »*, relève Véronique Carresse. Enfin, un tel cursus représente un investissement important : le niveau des frais de scolarité est un bon indice de la qualité du diplôme. ■

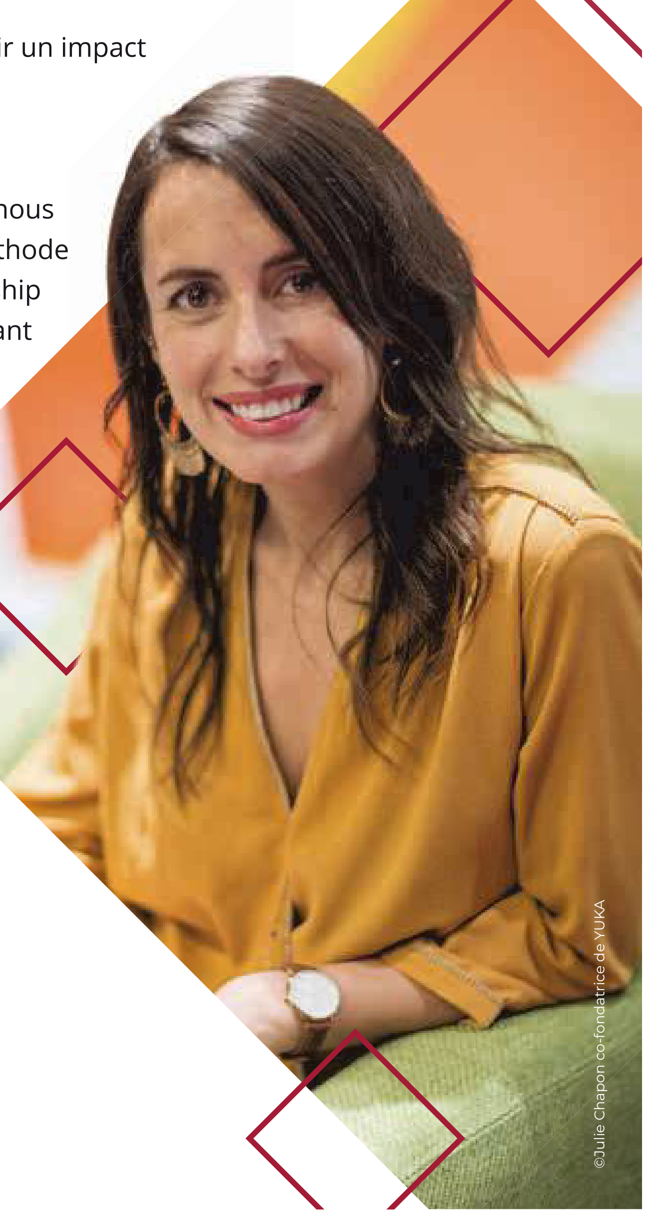
C.P.

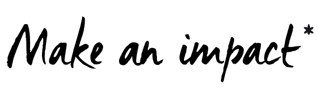


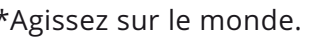
LES ENTREPRISES DE DEMAIN SE CULTIVENT AUJOURD’HUI.

À l’EDHEC, nous formons nos étudiants à avoir un impact positif sur le monde.

Au sein de nos campus de Lille, Nice, Paris, à Station F ou encore à Berkeley en Californie, nous accompagnons les startups grâce à notre méthode d’entrepreneuriat Responsible Entrepreneurship by Design : une approche innovante permettant d’intégrer les enjeux économiques, sociétaux et environnementaux au coeur de leur modèle de développement, et ce, dès leur création.







Comment financer une formation coûteuse

Christine Piédalu

Il faut faire feu de tout bois pour s'acquitter de frais de scolarité élevés.

Il n'y a pas de mystère : un MBA coûte cher, entre 30 000 et 50 000 euros. Dans les établissements les plus cotés dans les différents classements, les frais de scolarité frôlent les 100 000 euros. Les tarifs grimpent pour le EMBA. Si le montage financier peut s'avérer complexe, les écoles peuvent accompagner les candidats dans leurs démarches. Nombre d'entre elles proposent aussi un tarif préférentiel aux candidats qui envoient leur dossier d'inscription au moins 3 mois avant le début du programme. Sinon, il existe plusieurs sources de financement.



Toutes les écoles ont des accords avec des banques partenaires. LIFESTOCK / NENETUS - STOCK.ADOB/NENETUS

Puiser dans ses économies personnelles

Il n'est pas rare que les candidats anticipent et mettent de l'argent de côté pour payer tout ou partie de leur formation. De même, lors d'un plan de départ, des cadres négocient que le prix du futur MBA ou EMBA soit payé dans ce cadre.

Utiliser le plan de développement des compétences ou le plan de formation

Deux possibilités existent. Le dirigeant d'une entreprise de moins de 50 salariés peut faire appel à son opérateur de compétences (opco). Les grands groupes, les PME de plus de 50 salariés peuvent accepter de financer directement tout ou partie de la formation. Quoi qu'il en soit, il est préférable de bien préparer son dossier avant de le présenter aux RH.

Négocier des jours de formation

Beaucoup d'entreprises demandent à leurs salariés d'utiliser leurs RTT et leurs congés payés. Certaines, au lieu d'accorder une aide financière, acceptent d'aménager leur emploi du temps, voire de considérer ce temps comme faisant partie du temps de travail. Quoi de plus logique puisque ces cursus sont censés rendre plus performant le collaborateur.

Mobiliser le compte personnel de formation (CPF)

Il concerne aussi bien les personnes en activité qu'en reconversion professionnelle. Certes, depuis 2019 il n'a plus la même valeur. Il est monétisé sur la base de 500 euros par an, avec un maximum de 5 000 euros. *« Auparavant, il permettait de financer 61 % de la formation,* indique Anne Villate, chargée de programme EMBA à Audencia. *Sur les trois dernières promotions de 2022 à 2024, le CPF représente 8 % du financement de l'EMBA ; les entreprises avec le fort soutien des opcos (opérateurs de compétence) en 2022 financent à hauteur de 72 % ; l'apport personnel est de 20 %. »* Il n'empêche, la promotion 2024 d'Audencia a utilisé le CPF à hauteur de 3 600 euros en moyenne.

Solliciter le fonds participatif Prodigy Finance

Pour un étudiant à l'étranger, il est difficile de convaincre les banques du pays dans lequel il veut étudier de lui accorder un crédit. Créé en 2007 par des anciens de l'Insead, Prodigy Finance a pour but de fournir à ceux qui effectuent des études de troisième cycle à l'international dans des établissements renommés, les crédits qu'ils peinent à obtenir. Il est alimenté par des anciens de grandes écoles et d'universités prestigieuses et des investisseurs institutionnels. D'autres fonds existent. Lendorse, par exemple, propose une aide aux étudiants pour leurs frais de scolarité ou leurs frais de vie hors de leur pays.

Recourir à l'emprunt bancaire

Toutes les écoles ont des accords avec des banques partenaires. Pour des participants, c'est aussi un moyen de négociation auprès de leur propre banque pour obtenir des taux plus intéressants. Les auditeurs en MBA peuvent demander des prêts étudiant.

Participer à un concours

Des établissements proposent à leurs étudiants de participer à des compétitions. Les prix permettent de payer une partie des études. L'Insead Venture Competition concerne les créateurs d'entreprise. Des compétitions nationales ou européennes… existent, tel le Battle of Green Talent sous l'égide de l'Union européenne.

Demander une bourse

Toutes les écoles en proposent. Elles diffèrent selon les établissements : bourse d'excellence, bourse diversité, des pays émergents, pour les femmes… Audencia en propose de trois sortes : pour les entreprises qui financent l'intégralité de la formation de leur collaborateur ; pour la partie (ou la totalité) du financement pris en charge par le participant ; des bourses pour les femmes. Classiquement, elles sont beaucoup moins nombreuses en Executive MBA. *« Nos bourses ont permis de passer de 18 % en 2021 à 45 % de femmes en EMBA en 2024 »*, se félicite Anne Villate.

Passer aux frais réels

Les frais de formation peuvent être déductibles des impôts, que l'on soit salarié ou demandeur d'emploi. Il faut alors passer du régime classique à celui des frais réels. Le coût de la formation, les frais de bouche, d'hôtel, de déplacement si le participant habite loin du campus, les billets d'avion ou de train et le logement lors du voyage d'études doivent être pris en compte. Il est impératif de conserver les justificatifs les trois années suivantes. Un MBA dure environ un an, un EMBA davantage, la déduction courra donc sur la durée de formation. À moins que… Un participant qui venait de quitter sa société après 18 ans de bons et loyaux services avait touché un gros package de départ. Il a préféré déclarer sa formation (en deux ans) sur une année pour limiter ses impôts. ■

Des enseignants de haut niveau

Christine Piédalu

Ils sont professeurs, chercheurs ou intervenants extérieurs avec une solide expérience à leur actif.

Suivre un MBA implique de quitter son emploi, de revenir sur les bancs de l'école pour décrocher un nouveau poste. Les candidats à l'EMBA visent, eux, un rebond pour une deuxième partie de carrière. Les enjeux sont importants pour ces programmes professionnalisant de haute volée. Ils supposent des enseignants de taille pour relever les défis. Qui sont ces oiseaux rares et quels sont leurs parcours ?

Jeremy Ghez est enseignant chercheur en économie et affaires internationales à HEC Paris. Il enseigne en MBA l'innovation et le développement durable ; en EMBA, l'économie et l'environnement international. Ce diplômé de HEC, docteur en politiques publiques de la Pardee Rand Graduate School, à Santa Monica, en Californie a travaillé cinq ans dans le think-tank qu'il a cocréé avant d'enseigner. Chercheur et praticien à la fois, il fait partie des rares qui *« cochent toutes les cases »*, reconnaît-il.

Un critère essentiel

Les programmes de MBA et d'EMBA s'appuient sur les connaissances de chercheurs, titulaires d'un PhD ou d'un doctorat, d'enseignants-formateurs et sur les compétences de vacataires. *« HEC compte deux tiers d'enseignants-chercheurs et d'enseignants-formateurs de l'école et un tiers d'intervenants extérieurs*, détaille Andrea Masini, doyen de la faculté et de la recherche à HEC, en charge du recrutement et de la formation. *Les professeurs-chercheurs sont une preuve d'excellence au niveau de la recherche. Ils font avancer les connaissances, les transmettent aux participants. Les enseignants-formateurs ont pour missions principales l'innovation pédagogique et la transmission, la plupart ont une expérience professionnelle. Les praticiens sont généralement en poste. Ils apportent la connaissance appliquée ou assurent le mentoring pour les projets d'entrepreneuriat. »*

Un critère essentiel pour qu'une école obtienne la précieuse accréditation délivrée par l'Association of MBAs (AMBA) est que les programmes reposent sur un corps enseignant composé d'au moins 75 % de professeurs de l'établissement. *« Le premier élément de recrutement doit se trouver en interne, ce qui permet de s'assurer de l'excellence de l'établissement »*, explique Redouane El Amrani, professeur associé, directeur des programmes MBA d'Audencia. Ainsi, 80 % des intervenants d'Audencia dans ces cursus ont au moins dix ans d'expérience professionnelle ; 20 % un peu moins, cinq ans, doublée d'une expertise de recherche dans leurs domaines respectifs.

« Ces professeurs permanents doivent être bien capés, ils doivent avoir l'habitude de ces profils », confirme Manon Marinière, directrice de l'EMBA de l'ESCP. Boris Durisin, qui est professeur permanent en marketing à l'ESCP, est aussi professeur adjoint à l'université Bocconi, à Milan. Il est titulaire d'un master en économie et d'un PhD de l'université suisse de Saint-Gall et d'un master en management MIM (master en management) de HEC. Il a commencé par enseigner en master à l'université Bocconi de Milan, avant d'intervenir dans le MBA et les programmes executive. Lorsque en 2012 ESCP lui a proposé d'enseigner sur ses campus, il a d'abord été chargé des cours de marketing du MIM avant d'intervenir un an plus tard dans le Global MBA sur les campus de Paris et Turin et à Berlin en executive education.

Une complexité supplémentaire pour l'ESCP est que les participants ont le choix pour les cours fondamentaux entre plusieurs campus. *« Le défi consiste à harmoniser au maximum les cours délivrés sur trois voire quatre campus au choix*, souligne Manon Marinière. *Nos directeurs académiques locaux doivent s'assurer de syllabus communs. Il faut aussi des professeurs expérimentés sur chaque campus pour ces programmes. »*

Les programmes de MBA et d'EMBA s'appuient sur les connaissances de chercheurs, titulaires d'un PhD ou d'un doctorat, d'enseignants-formateurs et sur les compétences de vacataires. STOCK.ADOBE.COM

De tels parcours s'appuient plus que d'autres sur les études de cas, les retours d'expérience. *« Au-delà de la conceptualisation, les participants recherchent des exemples, des cas concrets qui apporteront des solutions dans leur vie professionnelle »*, remarque Boris Durisin. *« Études de cas et production intellectuelle sont essentielles. Il faut attirer l'attention des participants sur les profondes évolutions pouvant remettre en question le statu quo »*, ajoute Jeremy Ghez.

Un pool d'experts

Quant aux vacataires, ils interviennent en experts sur certains sujets. Ils peuvent être anciens élèves de l'école. Le plus souvent, ils sont recommandés par les professeurs permanents. Pour ses cours en transformation digitale, par exemple, Redouane El Amrani fait intervenir des experts en blockchain et cybersécurité. *« Nous avons un pool d'experts, des partenariats avec des sociétés de conseil comme Capgemini ou Accenture*, explique-t-il. *Ils viennent une journée, le temps d'une présentation ou pour un hackathon. Ils doivent aussi être pédagogues, excellents dans leur interaction avec la promotion et disponibles. »*

La sélection des professeurs ou des intervenants suit plus ou moins le même processus : CV, entretien avec la direction, cours ou présentation des recherches devant un panel de professeurs pour les enseignants… Une fois adoubés, ils suivent des formations. Ils seront ensuite évalués tout au long de l'année comme leurs pairs.

Notoriété de l'école, excellence académique, mise à disposition de budgets de recherche, présence d'un programme de PhD, enseignement à des participants de haut niveau sont autant d'éléments qui attirent et fidélisent les enseignants-chercheurs, assure Andrea Masini. ■

Ma vie pendant le MBA

Christine Piédalu

Suivre une telle formation est stimulant mais demande une bonne organisation personnelle.

Trois jours par mois, Éric Boittin effectue les 70 kilomètres qui le séparent d'Écully près de Lyon (Rhône). Cet ingénieur forestier de 42 ans termine l'Executive MBA en deux ans proposé par EMLyon. Entré en 2008 dans une PME de 12 personnes à des fonctions techniques, il est depuis 2011 directeur général de la société devenue Forestry France. *« L'entreprise, qui emploie aujourd'hui 85 salariés, s'est largement développée à international. Il était important de compléter mes compétences techniques par des compétences plus généralistes »*, souligne-t-il.

La première session sur le leadership a donné le ton. *« J'ai eu l'impression d'apprendre à lire une deuxième fois*, confie-t-il. *Nous devions expliquer qui nous étions aux 35 personnes de l'EMBA que nous découvrions. Le but était de disposer des outils pour se connaître soi-même, comprendre ses réactions, son mode de fonctionnement. Cette conscience de ses forces et ses faiblesses permet une autre compréhension de mes équipes, pour une meilleure dynamique commune. »*

Éric Boittin a commencé son cursus en français. Depuis fin mars, il a embrayé sur le thème PME, l'une des spécialités proposées par EMLyon en seconde partie. Une centaine de participants, répartis par programmes, suivent l'EMBA.

De son côté, Peggy Bouyon, directrice adjointe à la direction transformation et processus de l'Union des groupements d'achats publics (Ugap), a opté pour le programme anglophone. Comme Éric Boittin, elle termine le cursus par la spécialisation PME.

« Le premier cycle nous a fait travailler sur les disciplines fondamentales de l'entreprise de façon très concrète », se réjouit-elle. Elle se souvient avec délice de ces trois jours face aux représentants d'Air liquide espace. *« Il s'agissait de leur faire vivre une expérience immersive. Nous étions en 2030. Nous étions membres de la Commission européenne et les avions convoqués lors d'un conseil extraordinaire pour se prononcer en matière de RSE. »*

« Il y a un côté addictif à cette stimulation intellectuelle, croiser des personnes qui nous bousculent et sont de qualité. Cela fait du bien, c'est inspirant »

Éric Boittin
Directeur général de Forestry France

Autre moment marquant : les interventions de dirigeants de PME venus parler de leur vie quotidienne de patron. *« Au poste que j'occupe aujourd'hui, l'opérationnel représente 70 % de mon temps, la prospective 30 %*, poursuit Peggy Bouyon. *La charge est inversée pour ces chefs d'entreprise qui font face à des changements techniques, managériaux, d'organisation du travail, en RSE… avec une concurrence énorme. Ce changement de posture est très intéressant. »*

Qui dit MBA dit voyage d'études. Cette année, direction la Finlande et l'Estonie, pour étudier pendant cinq jours leurs avancées technologiques. Éric Boittin et Peggy Bouyon font partie des chanceux dont la formation est comprise dans leur temps de travail. Il reste qu'un tel cursus demande énormément de préparation.

Chaque session implique des travaux individuels, travaux en groupe, lectures, études de cas à réaliser… *« C'est un investissement en temps et en énergie, épuisant et ressourçant à la fois, par l'ouverture intellectuelle qu'il apporte »*, affirme Éric Boittin. Le DG de Forestry France a même proposé une étude de cas sur le business plan de sa société. *« Cela me permet d'importer mes connaissances. Je valorise ainsi ce que j'ai appris »*, explique-t-il.

Éric Boittin travaille une fois ces trois enfants couchés et parfois le week-end. Il reste de temps en temps étudier en bibliothèque sur le campus. Pour son mémoire de fin d'études, il a déjà prévu des visioconférences le lundi soir avec trois autres participants. *« L'idée est de profiter de l'énergie des autres. On gagne à avoir des regards extérieurs, à mettre en pratique avec ses pairs, à devenir coach aussi. On échange nos bonnes pratiques c'est une stimulation collective »*, apprécie Éric Boittin.

Même écho de la part de Peggy Bouyon. Cette Parisienne effectue chaque mois le trajet en train. *« Je dors à l'hôtel à côté du campus. C'est un moment supplémentaire d'échanges, de partage. Le MBA crée des amitiés »*, assure-t-elle. Ancienne consultante, Peggy Bouyon considère chacun des travaux à rendre comme des projets. Elle y travaille tous les jours. *« Je peux m'y mettre le matin, à 6 heures, et poursuivre le soir. Mes enfants sont grands et je peux compter sur le soutien de mon mari »*, détaille-t-elle. Elle partage le plus possible avec sa famille. *« Lorsque Air liquide espace nous a présenté tous les enjeux de cette industrie, je les ai fait participer. Cela les a passionnés. »* Le plus difficile pour elle a été l'organisation des travaux collectifs.

La fin sera un soulagement et un regret. *« Un MBA, c'est une expérience de vie très forte et riche. Nous sommes dans cette phase où l'on se demande comment poursuivre l'expérience ensemble*, confie Éric Boittin. *Comment continuer cette relation humaine, capitaliser sur le futur. Il y a un côté addictif à cette stimulation intellectuelle, croiser des personnes qui nous bousculent et sont de qualité. Cela fait du bien, c'est inspirant. »* Il en est de même pour Peggy Bouyon *« Nous sommes une promotion de 100 personnes bientôt diplômées. Il y a une telle émulation, un tel apport mutuel que nous avons décidé de créer un mini-club, un mini-réseau »*, confirme-t-elle. ■



« C'est un investissement en temps et en énergie, épuisant et ressourçant à la fois », affirme Éric Boittin. FORESTRY FRANCE

D'autres diplômes pour trouver sa voie

Outre les MBA, les écoles déploient une large palette de formations pour les cadres.

Il n'y a pas que les MBA pour vitaminer une carrière. D'autres programmes existent qui apportent des compétences nouvelles à des cadres qui ont déjà une expérience professionnelle. Executive master, executive master spécialisé, certificat… La palette est large.

HEC ne propose pas moins de six executive masters en finance, développement durable, entrepreneuriat et innovation ainsi que sept certificats executive et une série de programmes courts. EM Lyon aligne 17 parcours certifiants. ESCP compte neuf executive MS et executive masters. L'école réfléchit à en ouvrir d'autres (big data, cybersécurité, développement durable et développe aussi une cinquantaine de certificats et programmes courts.

« Le MBA, programme généraliste et avancé, s'adresse à des managers talentueux, leur ouvrant la voie à des postes de direction, affirme Léon Laulusa, directeur général de ESCP. *Les executive masters spécialisés visent les cadres désireux de se spécialiser en experts fonctionnels dans leur domaine. Aujourd'hui, il faut se former tout au long de la vie, qu'il s'agisse de formations diplômantes, de certificats comme les titres du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) ou non certifiants pour progresser. »*

Mêmes remarques, ou presque, chez Neoma, qui met l'accent depuis l'année dernière sur les programmes courts. *« Les professionnels ont besoin de ces formations en lien avec les évolutions que nous connaissons*, analyse Delphine Manceau, directrice générale de Neoma. *Ils ont des contraintes, de temps, budgétaires et une logique d'efficacité immédiate, de retour sur investissement. Il faut des cursus souples, avec un certificat reconnu. »* De 2021 à 2023, le nombre de participants à ses programmes executive a enregistré un bon de +85 %. Il est vrai que l'établissement a ouvert entre-temps ses parcours certifiants. De 2023 à 2024, l'école devrait lancer 11 certificats au total, certains en partenariat, tel le certificat executive en leadership et géopolitique avec l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), ou innovation et transitions avec AgroParisTech.

Format hybride

Les certificats se déroulent entre trois et 15 jours, en présentiel ou à distance. Ceux de Neoma s'organisent sur cinq jours, en format hybride. Les programmes diplômants, à temps partiel sur 12 à 18 mois, peuvent être dispensés à distance. L'executive master Business & Management de l'Edhec, par exemple, sur 15 mois, est en présentiel et hybride.

Petite révolution à ESCP, à la rentrée l'école ouvrira son Extension School à l'intention des cadres intermédiaires de bac à bac +3 ayant au moins cinq ans d'expérience. Ces parcours certifiants se dérouleront surtout en ligne, à raison de 150 heures sur huit mois à temps partiel. Les deux premiers certificats porteront sur le numérique et l'environnement. *« Nous attendons 200 participants cette année, 10 000 en 2030 »*, assure Léon Laulusa.

Certificats et programmes courts affichent des tarifs plus compatibles avec le CPF : 4 850 euros pour ESCP Extension, 2 500 euros pour Neoma. Les prix varient selon le nombre d'heures dispensées, une formation sur 13 jours sera plus onéreuse qu'une formation de 4 jours. Les tarifs des executive masters peuvent grimper à 30 000 ou 40 000 euros. ■

C.P.

Frédéric de Monicault

Les cabinets de conseil et les employeurs ont une perception très fine du diplôme.


DIDIK SAPUTRA/DIDIKSAPUTRA - STOCK.ADOBE.COM

Le regard des entreprises sur les MBA

« Une solide formation en gestion, finance et stratégie, qui peut être très bénéfique pour des postes de direction ». Jeanne Segalen, directrice chez Segalen+Associés, cabinet de recrutement à haut niveau, a tout loisir de se confronter aux profils MBA. Et d'en apprécier les atouts. *« En outre,* précise-t-elle, *un MBA sera encore plus valorisé s'il permet au diplômé d'internationaliser son parcours. Par exemple, le MBA de l'Insead, avec son campus à Singapour et ses échanges avec Wharton aux États-Unis, ou le MBA de la London Business School, en partenariat avec Columbia, offrent des opportunités uniques pour repousser les frontières. »*

Rémi Marsal, « head of talent acquisition » de Pernod Ricard, salue, lui aussi, cette capacité à élargir le panorama. *« Les étudiants en MBA ont souvent un profit très international, évidemment apprécié dans une entreprise comme la nôtre,* constate-t-il. *Parallèlement, ces cursus concentrent des gens issus de multiples horizons, ce qui va forcément exercer un impact sur leur ouverture d'esprit et leur adaptabilité. »*

Une occasion unique

Les recruteurs au sein des grands groupes se rejoignent sur ce point : les profils MBA ne sont pas figés dans leurs connaissances ou leurs certitudes, ils goûtent la confrontation avec d'autres environnements, d'autres interlocuteurs et d'autres idées. Les futurs diplômés sont mus par des motivations diverses : certains veulent prendre des responsabilités plus importantes dans leur entreprise quand d'autres sont décidés à rebondir ailleurs, sans oublier ceux qui hésitent mais qui savent qu'ils augmenteront leur potentiel.

En attendant, les appréciations des entreprises s'appuient sur une expérience avérée. Par exemple, le partenariat d'Air liquide avec le Collège des ingénieurs (CDI) remonte à 1987, un an seulement après la création de ce programme MBA sous la triple égide de l'École nationale des ponts et chaussées, l'École normale supérieure et l'École nationale du génie rural, des eaux et forêts. *« À ce jour, nous comptons plus d'une centaine d'alumni,* se félicite Virginie Cavalli, Deputy Group Human Resources Vice-président d'Air liquide. *Nous avons été la première entreprise à s'associer à cette formation exigeante. »*

Virginie Cavalli insiste sur les acquis en management qui permettront de compléter un bagage scientifique et sur la dimension culturelle étayée par une quinzaine de nationalités et des cours exclusivement en anglais. *« La diversité est également au rendez-vous, notamment en termes de mixité, et les mises en situation professionnelles bien réelles »,* souligne-t-elle.

À l'heure où l'éventail de formations n'a jamais été aussi large, tout le monde est-il pareillement convaincu de la valeur ajoutée octroyée par les MBA ? *« J'observe aujourd'hui que lorsqu'on interroge de jeunes cadres sur la possibilité, offerte par leur entreprise, de suivre un cursus de ce type, seulement deux sur cinq saisissent cette opportunité,* remarque Jeanne Segalen. *Cela reflète une certaine hésitation face à l'engagement requis et une préférence pour des parcours plus diversifiés et moins conventionnels. »* Ce qui n'empêche pas la consultante de redire combien un MBA de premier plan représente une occasion unique de renforcer un profil académique et professionnel et d'accéder à des postes de haut niveau.

Les étudiants en MBA ne sont pas figés dans leurs connaissances ou leurs certitudes, ils goûtent la confrontation avec d'autres environnements, d'autres interlocuteurs et d'autres idées.

Chez Pernod Ricard, Rémi Marsal prend soin d'ajouter que la compétence prime avant tout. *« Aussi prestigieux soient-ils,* détaille-t-il, *les diplômes MBA ne font pas la décision, quand bien même ils étoffent une connaissance du business et complètent un premier socle de compétences. Les diplômés sont pour la plupart des professionnels ayant déjà une expertise initiale, parfois plus technique ou très spécifique. C'est un double bagage qui peut être très pertinent pour certains de nos métiers. »*

Une gestion dynamique

À cette panoplie, on pourrait ajouter, la constitution, ou le renforcement, d'un réseau : nombreux sont ceux qui optent pour un MBA en se disant avec justesse qu'ils vont pouvoir croiser un grand nombre de profils intéressants, issus des plus grands groupes et susceptibles de leur faire entrevoir des possibilités de rebondir encore plus haut.

« Attention au passage, pour les directions d'entreprise, aux MBA mal utilisés, observe Bruno Mettling, ancien DRH et fondateur du cabinet de conseil Topics. *Ces programmes prestigieux peuvent être perçus comme des "formations cadeaux" pour fidéliser des talents, sans qu'aucun poste adapté ne soit disponible à leur retour. Ce manque de perspective pousse souvent ces professionnels à quitter l'entreprise après la formation. »*

Pour Bruno Mettling, les entreprises ainsi que leurs collaborateurs ont davantage besoin d'une gestion dynamique et précise des compétences, dépassant les formations standardisées au profit de dispositifs sur mesure, alignés sur les objectifs stratégiques et spécifiques de chaque entreprise. En l'occurrence, il ne pense pas aux MBA mais la plupart de ces programmes soulignent avoir ce cap bien en tête. ■



UN AUTRE **REGARD**

ANNE DE GUIGNÉ

Seule certitude pour demain : la hausse des impôts

La France a bien peu de marge de manœuvre pour absorber le chaos politique suscité par la dissolution d'Emmanuel Macron. D'après les premiers sondages, trois voies semblent se dégager pour la prochaine assemblée : une majorité introuvable, qui fera regretter les dernières coalitions bâties au chausse-pied texte par texte, une victoire du RN ou plus improbablement de la nouvelle coalition de gauche. Au cœur de ce marasme, une certitude s'impose au moins, malgré le taux de prélèvement obligatoire déjà record du pays, celle des futures augmentations d'impôt. Le premier défi du prochain gouvernement sera en effet de rassurer les marchés financiers.

À ce titre, il devra présenter un budget 2025, ou sans doute dès cet été un correctif budgétaire pour 2024, s'engageant sur une réduction du déficit. La semaine dernière, alors même que les candidats à Matignon n'avaient rien déclaré qui ne soit attendu, les taux français ont été malmenés sur les marchés. La différence entre les taux français et allemands a atteint un plus haut depuis sept ans. Elle s'est rapprochée des 80 points de base, plafond datant du printemps 2017 quand les sondages donnaient un second tour opposant Marine Le Pen à Jean-Luc Mélenchon. Selon les calculs de l'économiste Philippe Dessertine, l'écart des taux depuis les élections coûte déjà au pays 1 milliard d'euros de plus chaque année pour dix ans.

La Commission européenne devrait de son côté lancer vers le 19 juin une procédure pour déficit excessif contre l'Hexagone et une dizaine d'autres États membres. En théorie, cette procédure peut déboucher sur des sanctions financières. En pratique, cela semble peu vraisemblable. En revanche, face à la pression de ses voisins, Paris se trouve bien démuni. L'Hexagone affiche désormais le déficit le plus élevé parmi les grands pays de la zone euro et l'une des dettes les plus colossales. Quel que soit son prochain gouvernement, la France ne pourra plus faire la sourde oreille aux remontrances de ses pairs, car tous sont solidaires par leur monnaie.

Et aujourd'hui, c'est Paris qui fait figure de maillon faible, comme la baisse de l'euro au lendemain de l'annonce de la dissolution l'a démontré. Le pays ne pourra ainsi bénéficier de l'aide de la Banque centrale européenne, en cas de tension accrue sur sa dette, sans engagements précis sur sa trajectoire de finances publiques. Dans ce contexte, même Emmanuel Macron, qui faisait des augmentations d'impôts un tabou depuis 2017, est revenu lors de sa conférence de presse sur cette ligne. À l'écouter, tout semble désormais ouvert.

Pour tenir ses promesses budgétaires, le gouvernement actuel prévoyait de réaliser 10 milliards d'économies supplémentaires au titre de 2024 et 20 milliards de plus pour le budget 2025. Des efforts colossaux, mais non documentés, qui permettaient tout juste au pays d'enclencher un début de redressement des comptes. Autant dire que la nouvelle majorité, même si Renaissance l'emportait, n'aura pas les moyens en quelques semaines de reprendre ce chantier. Le président ayant écarté l'option d'un gel des pensions, les pistes évoquées par l'aile gauche du macronisme : retour d'un impôt sur les plus riches et nouvelle taxe sur les superprofits pourraient l'emporter.

Quel que soit son prochain gouvernement, la France ne pourra plus faire la sourde oreille aux remontrances de ses pairs, car tous sont solidaires par leur monnaie

Le Nouveau Front populaire est beaucoup plus décomplexé sur le sujet : il fait de l'explosion de la fiscalité pour les Français aisés son ADN : ISF, droits de succession, impôt sur le revenu, CSG, fin de la flat tax, retour de l'exit tax… Tous les leviers sont actionnés pour *« mettre fin aux privilèges des milliardaires »*, selon l'intitulé de leur programme, ou, plus prosaïquement, ponctionner au maximum les Français dotés d'un patrimoine ou de revenus conséquents, qui resteraient dans le pays. Qu'en sera-t-il en cas de victoire du RN ?

Le programme du parti à la flamme est plus discret sur le sujet fiscal. Il se déclare favorable à une baisse de la TVA, mais aussi à la taxation des superprofits, « surdividendes » et « surachat d'actions » des grands groupes, comme au remplacement de l'IFI par un impôt sur la fortune financière. Compte tenu de l'ampleur des dépenses annoncées en parallèle, le compte n'y est pas. *« Lorsque l'État soutire à la nation le quart, le tiers, la moitié de ses revenus, il est réduit à agir de ruse, à multiplier les sources de recettes, à inventer les taxes les plus bizarres, et en même temps les plus vexatoires »*, prévenait, il y a deux cents ans, l'économiste Frédéric Bastiat. Rendez-vous dans quelques semaines… ■



LIBRES **ÉCHANGES**

JEAN-PIERRE ROBIN

Les Américains se plaignent de leurs soucis d'argent et ils en veulent au président Biden

L'Amérique fait rêver vue des plages de Normandie. Énergie bon marché et suprématie dans les nouvelles technologies, croissance économique deux fois plus rapide depuis le début du millénaire que sur le Vieux Continent, tétanisé par son décrochage. À quatre mois et demi de la présidentielle du 5 novembre, l'Administration Biden peut se prévaloir d'un bilan économique plus qu'honorable.

L'inflation qui avait culminé à 9,1 % en 2022 a été terrassée (3,4 % sur les douze derniers mois). Et ce combat a été mené sans casser la croissance économique (2,5 % en 2023). Le chômage n'a jamais franchi le taux symbolique des 4 %, ce qui assure le plein-emploi de la population active. Les économistes sont unanimes à saluer l'« atterrissage en douceur » de l'économie américaine qui a évité la récession pronostiquée par la plupart d'entre eux. Comment pouvait-on imaginer que l'activité résiste à une telle envolée des taux d'intérêt de la Réserve fédérale ? Le prix de l'argent de la Fed est passé de 0,25 % début 2022 à 5,5 % en juillet 2023, un resserrement monétaire d'une brutalité sans précédent depuis les années 1980.

Tout irait pour le mieux dans le meilleur des nouveaux mondes, sauf pour Joe Biden, qui ne parvient pas à tirer profit de ce tableau de bord « globalement positif ». Malgré ses mésaventures judiciaires, Donald Trump continue de faire la course en tête dans les sondages. La dernière enquête mensuelle réalisée entre le 30 mai et le 3 juin par le *Financial Times* et l'université du Michigan crédite le milliardaire républicain d'un taux de confiance de 41 %, contre 37 % pour le locataire démocrate de la Maison-Blanche. Alors que 70 % des sondés déclarent que l'économie viendra en tête de leurs motivations dans leurs choix du 5 novembre, seulement 1 Américain sur 5 estime que sa situation financière s'est améliorée depuis le début de la présidence Biden. Une bonne moitié du corps électoral juge au contraire que sa situation personnelle s'est dégradée.

« Pourquoi les gens sont-ils si moroses sur l'économie ? », s'interrogeait en pleine page le *New York Times* au début du mois. Rarement en effet l'écart n'a été aussi grand entre le ressenti de la population et la description de la conjoncture qu'en font les économistes et Wall Street. Les milieux professionnels eux-mêmes sont déconcertés. Ainsi, la direction de McDonald's a dû publier un communiqué officiel précisant que le prix du Big Mac n'avait pas doublé depuis 2019 comme le prétendait une enquête d'opinion du site LendingTree ; l'augmentation n'a été que de 21 %, selon la chaîne de fast-food. *« Ce qui est substantiel, mais moins que la hausse du revenu médian des salariés dans le même laps de temps »*, commente Paul Krugman, chroniqueur économique du *New York Times* et Prix Nobel d'économie.

Il est certes indéniable que l'inflation, aujourd'hui ramenée autour de 3 % en rythme annuel, aura marqué le mandat de Biden. Durant ses trois premières années à la Maison-Blanche – de 2021 à 2023 –, les prix à la consommation ont bondi de 20 % au total. De quoi démoraliser les consommateurs américains, qui se plaignent tout particulièrement de la cherté persistante des produits alimentaires et des loyers. Au point d'assombrir leurs jugements sur la conjoncture dans son ensemble ? Selon un sondage récent Harris pour le quotidien *The Guardian*, une majorité d'Américains pensent (à tort) que leur économie est actuellement en récession. Et la moitié d'entre eux croient que la Bourse a reculé en 2023, alors qu'elle a été euphorique.

Les taux d'intérêt font mal

Pour désigner ces « biais cognitifs », comme on dit savamment, Kyla Scanlon, blogueuse de 26 ans sur TikTok, a créé le concept de « vibecession », qui fait désormais fureur outre-Atlantique, lui apportant la gloire : c'est la contraction de « vibe » (« atmosphère » en américain familier) et « récession ». Une « récession d'atmosphère », tout comme on parle en France de « djihadisme d'atmosphère ».

Reste à expliquer les ressorts de ce pessimisme ambiant. Le coût du crédit arrive en tête des accusés. Ex-secrétaire au Trésor de Bill Clinton, ancien conseiller de Barack Obama et aujourd'hui professeur à Harvard, Lawrence Summers voit dans les taux d'intérêt *« une autre forme de l'inflation »*. Leur relèvement, censé freiner la demande et faire baisser les prix, est ressenti très durement par les emprunteurs, qu'il s'agisse des prêts hypothécaires immobiliers ou des cartes de crédit à la consommation.

Seconde explication, l'historique très spécial de ces cinq dernières années. Depuis la pandémie de Covid de 2020, les Américains ont vécu trois phases bien distinctes. Dans un premier temps, sous l'Administration Trump (2017-2020), tout particulièrement et jusqu'à l'été 2021, ils ont bénéficié d'aides d'État exceptionnelles (jusqu'à 1600 dollars l'an pour chaque membre de la famille). Les ménages ont alors accumulé une épargne excédentaire que l'on estime à 2100 milliards de dollars, ce qui les a aidés à affronter la forte inflation de 2022 et 2023.

Mais les aides publiques ont depuis lors été suspendues et le magot engrangé au moment du Covid – tout comme en France, d'ailleurs – est aujourd'hui épuisé. Les foyers se trouvent démunis face à la cherté des taux d'intérêt, avec de très fortes disparités selon les catégories sociales de richesse. *« La pression sur les bas et moyens revenus est de plus en plus difficile à supporter. Durant les derniers trimestres les nouvelles défaillances sur les crédits ont atteint des niveaux sans précédent depuis la Grande crise financière de 2008-2009 »*, analyse Jonathan Pringle, économiste de Natixis aux États-Unis.

À l'heure des réseaux sociaux et des influenceurs, tout le monde y va de son analyse et de son commentaire contribuant à modeler les esprits. Tel Charlamagne tha God, un comédien célèbre, sur les plateaux télé, affirmant que *« les électeurs noirs se tournent vers Trump car ils associent l'ancien président à la dernière période où ils étaient financièrement à l'aise »*. L'économie est moins que jamais une science exacte. ■



Malgré un bilan plutôt positif, le président américain, Joe Biden, ne parvient pas à en tirer profit pour sa campagne. MANDEL NGAN/AFP



La nouvelle législation a créé une définition juridique du marketing d'influence.
CHAYTEE - STOCK.ADOBE.COM

Un an après le vote de la loi, grand coup de balai dans le milieu des influenceurs

Claudia Cohen

Disparition de marques véreuses, fermeture d'agences, baisse des revenus, transparence imposée… La législation s'est attaquée à la face obscure du marketing d'influence, même si des dérives persistent.

Juchés sur les télésièges de Courchevel à plus de 2000 mètres d'altitude, les influenceurs en vacances multiplient, en ce mois de février 2024, les selfies sous la neige. Dans la très sélecte station de ski française, la fête bat son plein au restaurant d'altitude La Folie Douce et chaque moment est filmé pour partager les festivités à leurs millions d'abonnés… Mais à peine redescendus des pistes, les notes de musique encore en tête, une mauvaise surprise attendait certains d'entre eux. *« Nous avons demandé à nos agents à Paris de sauter dans le premier train dès que nous avons vu sur les réseaux sociaux les photos et vidéos publiées par ces personnalités dans notre viseur !* raconte au *Figaro* l'un des enquêteurs de la répression des fraudes. *C'était une opportunité à ne pas rater pour auditionner des influenceurs exilés à Dubaï qui rechignaient à se déplacer dans nos bureaux pour répondre à nos questions. »*

Un an après son vote unanime à l'Assemblée nationale, la loi française visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre ses dérives a engendré des interpellations publiques d'influenceurs, des mises en garde, des amendes… *« Et quelques dossiers qui ont été transmis à la justice,* confie le député (PS) Arthur Delaporte, corapporteur du texte. *Certaines enquêtes seront suivies de sanctions financières, et des procès contre des influenceurs qui n'ont pas respecté les règles pourraient aussi voir le jour dans les prochains mois. Tout cela prend du temps. »*

Cette législation a créé une définition juridique des métiers d'influenceur et d'agent et rendu obligatoire la signature de contrats entre ces deux parties ; rappelé certaines obligations auxquelles sont soumis les créateurs, comme de signaler clairement au public leurs collaborations commerciales ; et en a créé de nouvelles, comme l'obligation de mentionner l'usage de filtres beauté sur les vidéos et photos, ou l'interdiction de la promotion de la chirurgie esthétique. Dans son sillage, la loi a entraîné l'effondrement de la face obscure du marché du placement de produits, épinglé pour ses dérives par les consommateurs, la classe politique ou encore le très loquace rappeur Booba.

« Depuis la loi, les opportunités ont diminué, confie Julia Paredes, qui affiche 1,1 million d'abonnés sur Instagram. *On a un peu moins de travail qu'avant, aussi parce que les marques comme les influenceurs font plus attention. »* De quatre placements de produits par jour, cette ancienne candidate de téléréalité résidant à Dubaï est passée à quatre par semaine. *« Tous les influenceurs issus de la téléréalité ont été mis dans le même panier. On a subi la mauvaise réputation de certains, même lorsque l'on faisait attention à nos pratiques »*, regrette Julia Paredes, qui n'est plus en agence. À la recherche de sources de revenus complémentaires, la mère de famille a décidé de se lancer en parallèle dans l'immobilier, tout en créant sa marque de box d'activités pour enfants. D'autres personnalités populaires sur les réseaux sociaux ont, elles, décidé de tenter leur chance sur YouTube, où les revenus publicitaires progressent au fil du nombre de vues.

« La loi a réussi à dissuader, voire à faire disparaître, de nombreuses marques véreuses qui essayent de vendre des produits de mauvaise qualité à prix d'or aux consommateurs par le biais d'influenceurs », analyse Jeff, youtubeur et intervieweur spécialisé du milieu. *Résultat, ces influenceurs se retrouvent avec aucune ou très peu de propositions de collaborations rémunérées*, poursuit-il. *Le vivier de marques qui distribuaient de "l'argent facile" se rétrécit, et il est ainsi plus difficile aujourd'hui de devenir influenceur et d'en vivre. »*

> **« Les agences qui représentaient traditionnellement les influenceurs issus de la téléréalité sont progressivement en train de disparaître »**
>
> **Cyril Attias** Fondateur de l'agence de marketing ADMS.paris

« Les agences qui représentaient traditionnellement les influenceurs issus de la téléréalité sont progressivement en train de disparaître », analyse de son côté Cyril Attias, fondateur de l'agence de marketing ADMS.paris, qui collabore avec des marques comme Magnum, Axe ou Elizabeth Arden. Dans la tourmente depuis la très médiatique campagne de dénigrement de Booba, la société Shauna Events est toujours en redressement judiciaire. *« On continue notre activité, on essaye de se relever après une grosse perte de chiffre d'affaires en récupérant progressivement des influenceurs et la confiance des marques*, explique sa fondatrice, Magali Berdah, qui ne souhaite plus communiquer le nom de ses clients. *Face à la nouvelle loi, on met désormais systématiquement à disposition de nos influenceurs des juristes pour répondre à leurs interrogations. »*

Au fil des mois, la loi a participé à assainir le secteur et à redistribuer les cartes. Les consommateurs, eux-mêmes très au fait de la réglementation, n'hésitent plus à interpeller les influenceurs lorsqu'ils décèlent des infractions… *« Au niveau de la transparence des collaborations commerciales, il y a clairement eu un avant et un après la loi »*, se réjouit Mohamed Mansouri, directeur délégué de l'Autorité de régulation professionnelle de la publicité (ARPP). En guise de passage obligé, la plupart des grands annonceurs exigent aussi que les influenceurs avec qui ils collaborent aient passé le certificat de l'influence responsable de l'ARPP. *« Nous sommes passés de 350 créateurs de contenus certifiés l'an passé à plus de 1500 aujourd'hui »*, dévoile le professionnel.

Certes, cela reste faible à l'échelle des 150000 influenceurs existants selon Reech, mais la demande ne cesse de progresser. Les équipes de l'ARPP, aidées par des outils d'intelligence artificielle capables de scanner les réseaux sociaux, veillent au grain pour retirer, en cas d'impairs, le certificat. L'organisme français travaille actuellement avec une dizaine de pays partenaires à la création d'un certificat européen pour aider les influenceurs à travers le continent à comprendre les règles auxquels ils sont assujettis.

La nouvelle loi a également fait émerger un nouveau vocable pour faire le distinguo entre acteurs respectables et canards boiteux. *« La loi a permis de marginaliser certains influenceurs en reconnaissant les vrais professionnels du milieu : les créateurs de contenus, que nous représentons »*, explique Bénédicte de Kersauson, déléguée générale de l'Union des métiers de l'influence et des créateurs de contenus (Umicc). Pour asseoir leur crédibilité aux yeux des annonceurs comme de la sphère politique et œuvrer à la structuration du secteur, de nombreux acteurs ont décidé de se regrouper autour de cette fédération, qui compte désormais 120 adhérents.

Si des agences ont été terrassées par la loi influenceurs, d'autres continuent de voir le jour, en particulier sur un nouveau segment du marché : le contenu généré par les utilisateurs (UGC), dans lequel des marques font appel aux services d'internautes qui ne jouissent pas de grosses communautés sur les réseaux sociaux, et ce afin de donner une illusion d'authenticité. L'arrivée de la législation a, par ailleurs, accéléré la concentration du secteur, avec des grosses agences de créateurs de contenus qui mettent la main sur de plus petits acteurs, à l'image du rachat de Made In par le groupe Follow. Plusieurs agences sont aujourd'hui à vendre. *« À l'avenir, les créateurs de contenus se tourneront de plus en plus vers des agents indépendants, qui gèrent au maximum 3 ou 4 talents*, parie Cyril Attias. *Le modèle des agences qui jonglent avec 60 talents à la fois perd en popularité. »*

> **« La loi a permis de marginaliser certains influenceurs en reconnaissant les vrais professionnels du milieu : les créateurs de contenus, que nous représentons »**
>
> **Bénédicte de Kersauson** Déléguée générale de l'Umicc

Phénomène intéressant, la structuration du secteur du marketing d'influence a aussi fait éclore tout un écosystème de juristes, d'avocats, de fiscalistes ou encore d'assureurs, se revendiquant spécialistes du droit de l'influence commerciale. *« Certaines agences font désormais payer aux annonceurs le "côté administratif" de la loi,* confie Cyril Attias. *Pour la prestation d'un influenceur qui était habituellement facturé 3000 euros, la facture a grimpé en moyenne de 10 à 15 %. »*

Malgré de nombreuses clarifications et améliorations de la loi, des interrogations persistent encore pour les influenceurs qui résident dans un autre pays de l'Union européenne mais qui s'adressent à des internautes français. *« Il n'y a pas de seuil d'audience qui est précisée dans la loi… Si seulement 40 % de mon audience sur Instagram est française, suis-je soumis à la loi ? »*, s'interroge encore un influenceur français, qui s'est expatrié il y a trois ans à Marbella.

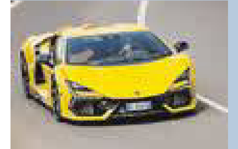
Autre zone grise : la législation a viré au casse-tête fiscal pour de nombreux créateurs de contenus recevant de la part de marques des cadeaux et des invitations pour assister à des évènements. *« Dès qu'un créateur de contenus reçoit un produit à tester ou une invitation à assister à un évènement comme Roland-Garros, nécessaires pour réaliser son contenu, il nous paraît problématique, dans certains cas, de considérer cela comme un enrichissement personnel à déclarer auprès des impôts. La loi n'est pas claire là-dessus »*, explique de son côté Bénédicte de Kersauson, de l'Umicc.

Conséquence de ce flou, *« nous estimons que les marques vont davantage investir à l'avenir dans ce marché. Car les influenceurs les plus convoités privilégient désormais les partenariats qui leur rapportent de l'argent face aux anciennes logiques de relations publiques, comme les cadeaux ou les voyages »*, analyse Pierre Calmard, président de Dentsu France et auteur de *L'Entreprise harmonieuse* (Eyrolles). Dentsu anticipe une croissance du marché du marketing d'influence *« d'au moins 10 % dans l'Hexagone en 2024 »*. Mais il n'existe à ce jour aucune donnée sur le poids exact de ce marché français. Pour l'Umicc, l'idéal serait de parvenir à réaliser une étude dès 2025. Au niveau mondial, le marketing d'influence a doublé de volume en trois ans à 19,7 milliards d'euros, avec un quart des entreprises qui ont investi plus de 40 % de leur budget marketing dans ce segment, selon HypeAuditor.

Malgré cet assainissement du secteur, ses acteurs savent qu'il reste encore du chemin à parcourir avant que l'influence soit considérée aux yeux du grand public comme aussi respectable que les autres pans de la communication. Il faut dire que des pratiques problématiques persistent. Faute de moyens, la trentaine d'agents de la DGCCRF qui sont mobilisés sur les sujets d'influence se retrouve submergée de travail. *« Au-delà du manque d'effectifs, il faudrait également revoir le fonctionnement de la plateforme Signal-Conso, pour que chaque signalement des internautes soit traité en temps réel*, souligne le député sortant Arthur Delaporte. *Avec des canaux de communication renforcés avec les plateformes comme Instagram ou X, pour limiter l'ampleur des dérives que l'on continue tout de même d'observer. »*

Les arnaques se sont également déportées vers des messageries chiffrées, comme Telegram. Et d'autres dérives sont nées. Le député sortant Arthur Delaporte espère ainsi arriver à réguler la « jungle des live match TikTok », où les créateurs de contenus peuvent recevoir sur l'application chinoise des « cadeaux virtuels » de la part de leurs abonnés, échangeables contre de l'argent. Certains n'hésitent pas à recourir au chantage affectif et à la manipulation de leurs fans pour s'enrichir. ■

LE FIGARO et vous

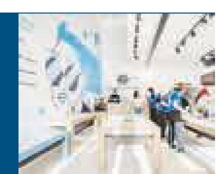


AUTOMOBILE

LA PREMIÈRE BERLINETTE HYBRIDE RECHARGEABLE DE LAMBORGHINI AFFOLE LE CHRONOMÈTRE PAGE 40

HIGH-TECH

NOUS AVONS TESTÉ LES MONTURES ET LES VERRES FRANÇAIS DE L'ENSEIGNE LUNETTES POUR TOUS, PRÊTS EN 10 MINUTES PAGE 41





« Napoléon » d'Abel Gance : en avant la musique !

Après une restauration qui aura duré quatorze ans, le film va être projeté en ciné-concert avec une nouvelle bande originale interprétée par les orchestres de Radio France. Une épopée musicale. PAGE 36

WOLFANGO SPACCARELLI ; SILVIA BUKOVAC GASEVIC/LUNETTES POUR TOUS ; LA CINÉMATHÈQUE FRANÇAISE ; CHANEL JOAILLERIE



Haute joaillerie : Chanel s'inspire du sport pour créer une collection gagnante

PAGE 39



« Plusieurs » mise sur le bon cheval

Nathalie Simon

Au Théâtre des Abbesses, Bertrand Bossard et son animal offrent une joyeuse « comédie à six pattes ».

« *Si vous voulez prendre des photos, c'est maintenant. Après, ce ne sera plus possible* », prévient Bertrand Bossard, qui trotte tranquillement et sans selle sur Akira – un pur-sang lusitanien dit « Kiki » – tandis que le public s'installe sur les gradins du Théâtre des Abbesses. Costume sombre sur chemise hawaïenne à fleurs et à têtes de chevaux, le cavalier chevronné guide sa monture à l'aide d'éperons. Une boule à facettes et des projecteurs colorés éclairent joyeusement ses tours de piste dans le manège recouvert de bouts de moquette grisâtre découpés et broyés (scénographie de Leah Chalupt Clavel).

Ce drôle de « stand-up » présenté comme une « comédie à six pattes » relate le parcours de Bertrand Bossard et de son cheval adoré. Ils se sont rencontrés il y a douze ans au Théâtre du Centaure, à Marseille. Deux mariages, deux divorces, cinq enfants – « *c'est trop* » –, pour le premier. Un mauvais débourrage et un avenir incertain pour le second. Parce que c'était lui, parce que c'était moi. Ils se sont trouvés. L'artiste tout terrain de 57 ans parle avec humour et autodérision de leur amitié passionnée, exclusive. « *Non, ma femme, tu n'as pas de raison d'être jalouse, ça n'a rien à voir.* » Stephan Eicher chante « *Je n'ai pas d'amis comme toi, oh non non non, pas d'autre ami comme toi* ».

En harmonie avec la nature

Des images vidéo reviennent sur leurs débuts. « *Tu ne m'en veux pas, hein, de dire que tu es feignant* », lui dit-il à l'oreille. À ses côtés, Kiki est très sage. Il sourit (oui, oui), l'écoute, se promène, quémande une caresse ou une friandise, baille aux corneilles aussi. Il en a vu d'autres au cours des séances de dressage. Bertrand Bossard ne souhaite pas seulement faire rire, il se veut accessible à tous. À 17 ans, ce professeur en herbe a été vice-champion de France de concours complet par équipes. Il explique chaque mot du lexique équestre. Au risque d'interrompre le rythme de ce spectacle patchwork.

Éclairés par Bertrand Blayo, les deux amis jouent ensemble un peu plus d'une heure. Bertrand Bossard campe avec talent divers personnages comme un vendeur de chevaux ou le vétérinaire qui l'invite à prendre, ou pas, la décision de castrer Kiki. Vieillesse oblige – un an pour un homme équivaut à trois ans pour un cheval –, l'heureux propriétaire montre comment il enfourche désormais son animal préféré. Avec lui, il a appris à être en harmonie avec la nature, se souvient du jour où il a pris la peine d'écouter son comparse en se mettant à sa place. Séquence émotion, ils étaient en danger.

Parfois, ils sont interrompus. Un groom, Maëlle Dreveton, championne de France de voltige amateur en pas de deux offre à boire à Akira, puis explique à son maître qu'il doit le faire travailler de façon équilibrée. Alors l'homme facétieux redevient sérieux. Émouvante et magique, la scène finale de *Plusieurs* vaut à elle seule le déplacement. ■

***Plusieurs*, au Théâtre des Abbesses (Paris 18e), jusqu'au 22 juin. Tél. : 01 48 87 54 42. Et au Centquatre-Paris (19e), du 31 janvier au 2 février 2025.**

« Napoléon » : une partition de 33 kg



Thierry Hillériteau

Pour accompagner la restauration du film d'Abel Gance, une nouvelle bande originale a été composée. Un travail de titan.

C'est la bande originale de tous les superlatifs : 7 heures de musique, 48 compositeurs, 148 extraits musicaux, puisés dans 104 œuvres, dont la composition s'étale sur près de 200 ans. Des morceaux classiques allant de Haydn à Penderecki. Cousus main sur les images par le compositeur Simon Cloquet-Lafollye, pour constituer une partition d'un seul trait, de 1500 pages et 33 kg. Enregistrée par plus de 250 musiciens, lors de 50 sessions d'enregistrement de 3 heures chacune, étalées sur 2 saisons et demie. Quelque 2000 prises, 13 semaines de montage son, 1000 heures de mixage…

Michel Orier l'avoue : « *Nous n'avions jamais rien fait de cette ampleur auparavant !* » Sur proposition de la Cinémathèque française, le directeur de la musique à Radio France a jeté toutes les forces de la Maison ronde dans la bataille de la résurrection du *Napoléon* d'Abel Gance au moment du bicentenaire de l'Empereur, en 2021. Il se souvient de la demande de Frédéric Bonnaud, directeur de la Cinémathèque. « *La restauration du film arrivait à son terme. Il m'a demandé si ça nous intéressait d'enregistrer les musiques. Et m'a juste dit : "Il nous faudrait la bande dans trois mois." Je lui ai expliqué que ce serait compliqué dans les délais impartis. Il a laissé tomber le délai et on s'est mis au travail.* »

Très vite, Orier et les délégués musicaux des deux orchestres de Radio France, Johannes Neubert, pour l'Orchestre national de France, et Jean-Marc Bador, pour l'Orchestre philharmonique de Radio France, mesurent l'ampleur du projet. « *Tout était démesuré. La durée, le nombre de pages, le nombre de compositeurs… Au début, cela nous a laissés un peu perplexe. Mais, très vite, on s'est fixé un cap. Il nous fallait planifier sur plusieurs saisons les sessions d'enregistrement. Savoir quelle pièce serait enregistrée par quelle formation. On ferait appel à un seul chef pour enregistrer toute la BO : Fabien Gabel. Un projet comme celui-là n'arrive pas tous les ans !* » Et pour celui qui, dès son arrivée à la direction de la musique de Radio France, a fait du retour des musiques de film l'une de ses priorités, l'occasion était belle. « *D'autant qu'il y avait dans la démarche patrimoniale de la résurrection de ce* Napoléon *quelque chose qui résonnait avec ce que nous avions commencé avec Bertrand Tavernier, en recréant les bandes originales disparues du cinéma français, comme celle de* La Grande Illusion, *dont on avait fait reconstituer la partition.* »

Cette démarche patrimoniale, David Rivière, violoniste à l'Orchestre national de France, y est lui aussi sensible. « *La première fois qu'on nous a parlé du projet, j'étais à la commission de l'orchestre. Au début, cela nous paraissait très flou. Mais, lorsque Joël Daire, directeur du patrimoine de la Cinémathèque, nous a raconté les détails de la folle entreprise de la restauration du film, on a réalisé notre chance de participer à cette aventure* », confie le musicien, cinéphile à ses heures perdues. Car, pour saisir l'importance de la musique dans cette résurrection du *Napoléon*, véritable emblème du cinéma muet français des années 1920, il faut revenir à la source de cette nouvelle restauration du film, entamée il y a quatorze ans !

Tournée en 1925 et 1926 par un Abel Gance d'à peine 35 ans, cette épopée filmique unique, tant pour son caractère avant-gardiste que pour sa profonde subjectivité, fit, de la part de Gance lui-même, l'objet de nombreux remaniements et versions. La première, présentée à l'Opéra Garnier le 7 avril 1927, durait « à peine » quatre heures. Un mois plus tard, une deuxième version, de neuf heures et demie, sera présentée aux professionnels au Théâtre Apollo, dont dérivera une version finale, dite grande version, de sept heures, destinée à l'exploitation commerciale. C'est celle-ci que le réalisateur Georges Mourier, expert de Gance, mandaté par la Cinémathèque pour expertiser les différents fonds du cinéaste, est parvenu à reconstituer après quatorze ans de recherches. « *Bien sûr, on n'arrive pas à la fin de la restauration d'une cathédrale de lumière comme l'est ce* Napoléon *en se disant que ce sera la dernière*, sourit ce dernier avec humilité. *Mais, aujourd'hui, je pense que la version présentée à partir du mois prochain, en ciné-concert, à La Seine musicale, puis tout l'été à la Cinémathèque, constitue certainement 90 % du film tel que Gance l'avait imaginé pour la grande version du Théâtre Apollo.* » Une version approuvée par la fille d'Abel Gance, Clarisse Gance. « *Elle était à la présentation de la première partie du film en ouverture de Cannes Classics, le 14 mai dernier, et elle a été très émue*, raconte Mourier. *Elle a insisté pour saluer ensuite Simon Cloquet-Lafollye, le compositeur qui s'est chargé de remettre cette version restaurée en musique, en puisant, comme le voulait la tradition, dans le grand répertoire. Et elle lui a dit que, même si elle avait quelques réserves, il avait compris le film et respecté l'esprit de son père.* »

Un compliment en or. Car Georges Mourier assure qu'Abel Gance filmait en musicien. « *Il parlait de ses films comme d'une musique de la lumière. C'est cette musique que je me suis efforcé de retrouver dans le silence de la salle de montage, avec ma monteuse, Laure Marchaut, qui mériterait une médaille pour m'avoir supporté pendant quatorze ans dans cette quête !* », s'amuse-t-il.

S'il compare volontiers ce travail de restauration à la reconstitution d'une partition qu'il lui aurait fallu remettre dans l'ordre, il souligne les nombreuses analogies entre le cinéaste et le monde de la musique. « *Il se comparait parfois aux compositeurs. Comme lorsque, en 1979, au Festival de Telluride, après avoir vu la version restaurée par Brownlow, il avait piqué une colère en expliquant que le cinéma c'était mathématique, c'était comme la musique : s'il manquait trois images, c'était comme supprimer trois mesures d'une partition, il fallait tout refaire. Cette musicalité de l'image chez Gance est primordiale. C'est ce qui fait la sensualité de sa manière de filmer. De même qu'il a un sens aigu de la polyphonie. Comme lorsqu'il invente ce système de triptyque à la fin, qui, du simple panoramique, passe au thème et variation. Après avoir triplé le défilement vertical, il le double par une association horizontale des images ! C'est très musical.* » Cette musicalité, Simon Cloquet-Lafollye affirme l'avoir ressentie d'un bout à l'autre des sept heures de cette grande version Apollo du film muet. « *Sur le plan visuel, ce film est déjà un immense poème symphonique. Par son montage, sa dimension symboliste, sa double tempête, ses surimpressions* (la séquence de la bataille de polochons n'en compterait pas moins de seize !, NDLR), *ses trouvailles et ses expérimentations dignes de Berlioz, sans parler de son souffle épique…* »

« Seule une maison comme la nôtre, avec l'ensemble de nos forces musicales, est capable de mener à bien un tel projet »

Michel Orier Directeur de la musique à Radio France

Séance d'enregistrement de la musique de *Napoléon* d'Abel Gance par l'Orchestre philharmonique de Radio France, sous la direction de Fabien Gabel, en juillet 2022. Cinquantes sessions de trois heures chacune auront été nécessaires pour réaliser la bande originale du film avec Albert Dieudonné *(ci-contre)*.

Le compositeur et arrangeur s'est très vite pris au jeu de ces surimpressions cinématographiques, au point de proposer les siennes. « *C'était juste avant le confinement*, se souvient-il. *J'ai fait une première démo d'une heure vingt. J'avoue que la contrainte de départ, utiliser un répertoire symphonique préexistant pour l'assembler dans une démarche d'auteur, m'a paru d'abord un peu obscure. Mais, dès que j'ai été directement confronté aux images de Gance, j'ai compris à quel point l'idée était géniale. On allait créer quelque chose qui n'allait ressembler qu'au* Napoléon *d'Abel Gance, et pas à la musique d'un seul compositeur. Sans compter qu'aucun compositeur original ne saurait être génial pendant sept heures d'affilée !* » Gance ne l'aurait sans doute pas contredit. Pour la présentation de la version opéra, à Garnier, en avril 1927, c'est le même principe de collage de musiques symphoniques préexistantes qui avait été privilégié… Pas moins de trois ans de travail lui auront été nécessaires pour venir à bout de cette partition de 1500 pages, pour laquelle il a pris un malin plaisir à puiser dans des musiques parfois méconnues, de Benjamin Godard à Gabriel Dupont, en passant par Philippe Gaubert, Guy Ropartz, Albéric Magnard, Anatoli Liadov… « *Je ne voulais pas étouffer le film avec des rengaines trop connues* », justifie-t-il. Des musiques parfois très antinomiques, aussi. Faisant lui-même acte de surimpression. Véritable coloriste du noir et blanc. Jouant du contrepoint musical en virtuose. Comme avec cette *Barcarolle* des *Contes d'Hoffmann*, qui referme le « bal des victimes » en une envoûtante symphonie de lumière. Ou ces pièces de vielle à roue qui s'accrochent à la dureté des *Pièces pour orchestre* de Webern ou de la *Passacaille* de la *Troisième symphonie* de Penderecki. Et surtout cette *Sixième* de Mahler, qui se transforme en *Ave verum* de Mozart à la fin, dans un geste quasiment mystique. « *Gance était le cinéaste de l'invisible* », rappelle Georges Mourier. Qui se réjouit tout autant de ces confrontations inattendues avec les musiques de Webern ou de Penderecki. « *Gance était toujours à l'affût, y compris en musique. J'ai une fabuleuse anecdote de Michel Magne, qui avait fait la musique de son dernier film. Dans les années 1960, Magne avait organisé une soirée privée expérimentale autour des infrasons. Au bout de cinq minutes, dans la salle, des gens s'évanouissaient, vomissaient, tout le monde commençait à lui hurler dessus lorsque Gance a débarqué pour prendre sa défense en le qualifiant de visionnaire* », lâche-t-il dans un éclat de rire. Avant de saluer une nouvelle fois le travail de Simon Cloquet-Lafollye : « *Pour que cette restauration soit une réussite et que la dimension musicale du cinéma intérieur de Gance soit respectée, il fallait qu'un artiste s'installe dans cette partition visuelle. C'est ce qu'a fait Simon. À aucun moment il ne prend le film au pied de la lettre. Par exemple, pour le siège de Toulon, lorsqu'il fait alterner Beethoven et Liszt avec Tchaïkovsky et Wagner, on n'est pas seulement sabre au clair, mais aussi dans la boue, comme dans les images de Gance. Loin de la seule légende napoléonienne, il faut aussi se figurer ce que ces images ont pu évoquer au public de 1927, dix ans après Verdun.* »

Cet immense arc de répertoire, allant du plus connu au plus méconnu, de Mozart à Wagner, en passant par Haydn, Berlioz, Penderecki, c'est le principal défi auquel Frank Strobel sera confronté. Les 4 et 5 juillet prochains, le chef allemand présidera aux ciné-concerts qui lanceront la présentation du film au public. Ils seront suivis par la diffusion – avec la bande-originale enregistrée par Gabel – cet été à la Cinémathèque ainsi qu'au Festival Radio France de Montpellier, mais aussi dans les salles Pathé, avant diffusion sur France Télévisions et Netflix.

Spécialiste du ciné-concert et d'Abel Gance, le chef ne quitte pas la partition depuis neuf mois. « *Heureusement qu'elle est en quatre parties parce qu'avec ses 33 kg c'est pire que la* Tétralogie », dit-il en riant. Avant de préciser qu'il met un point d'honneur à tout connaître par cœur. « *Je ne veux pas diriger au clic, mais à l'image, comme autrefois. Je considère le film comme un partenaire de musique de chambre. Je veux respirer avec lui, interagir avec ses tempi, ses mouvements de caméra, le jeu des acteurs* », précise-t-il. En soulignant lui aussi la dimension opératique du cinéma de Gance. « *Il est le Wagner du septième art. Je suis convaincu que si Wagner avait fait du cinéma, il aurait filmé comme lui. D'ailleurs, leurs manières de bâtir de grands récits par l'intime, de faire se côtoyer le sublime et le trivial, de suspendre le temps avec de longues séquences lyriques, sont parfois très proches.* » Un avis partagé par David Rivière. « *Ces ciné-concerts, c'est un peu comme une promesse d'opéra. On sait déjà qu'on va se disputer les bonnes places dans l'orchestre pour voir l'écran* », glisse-t-il avec malice, se réjouissant de prolonger cette aventure commune à toutes les forces musicales de Radio France sur scène. « *Cela montre que seule une maison comme la nôtre, avec l'ensemble de nos forces musicales, est capable de mener à bien un tel projet* », se réjouit Michel Orier. Ce que confirme Georges Mourier : « *Ce* Napoléon *n'est pas un objet industrialisable. C'est une œuvre qui repousse les limites de l'imaginaire, et ce ciné-concert est à sa démesure.* » ■

Ciné-concert à La Seine musicale (92), les 4 et 5 juillet. Projection à l'Opéra de Montpellier (34), les 18 et 19 juillet, ainsi qu'à la Cinémathèque française cet été.


Lock by Tiffany**

Chantilly fait le ménage dans le mobilier Boulle

Éric Biétry-Rivierre

Cette première exposition en France consacrée à l'ébéniste de Louis XIV passe au crible sa merveilleuse production.



Commode, d'une paire, réalisée par André-Charles Boulle pour la chambre du Roi-Soleil à Trianon. SOPHIE LLOYD

Aucun des meubles n'est venu du Getty Museum de Los Angeles, richissime institution qui en conserve une vingtaine. Leur voyage aurait coûté trop cher. À part cela, pas moins de cinquante œuvres sorties de l'atelier d'André-Charles Boulle (1642-1732), maître de l'ébénisterie française d'Ancien Régime, ont pris leurs quartiers d'été au château de Chantilly dans l'enfilade des Grands Appartements des princes de Condé, en harmonie avec un décor qui leur est contemporain. Cette réunion est une première en France. Un comble pour Boulle, un nom, une griffe pourtant symbole du grand goût louis-quatorzien. *« Nous avons essentiellement retenu les pièces parfaitement documentées par des archives, celles résultantes de commandes du roi, du Grand Dauphin, du prince de Condé ou de la duchesse de Bourgogne. Quand ce n'est pas le cas, même pour des créations d'excellence attestées par l'histoire et la science, la notice mentionne "attribué à" »*, explique Mathieu Deldicque, directeur du musée intra-muros.

Ce faisant, le tri se précise considérablement dans cette production problématique. On se souvient du scandale de faux ayant agité les années 2000-2010, avec cette escroquerie présumée à plusieurs millions d'euros et, à l'origine, la figure trouble d'un galeriste patenté du faubourg Saint-Honoré, Jean Lupu, décédé le 30 octobre 2023 à 93 ans, ce qui a mis fin à l'action judiciaire le concernant.

Depuis, les techniques d'authentification ont évolué. Les analyses stylistiques et la dendrochronologie ne suffisant pas, il a fallu encore comparer avec les dessins laissés par le maître, avec les fontes des éléments en bronze, avec les marques laissées sur le bois par les outils, etc. Aujourd'hui, plus de 700 paramètres concourent à l'attribution. Exceptés ceux restant confidentiels, ils sont décrits dans le catalogue de l'exposition, rédigé par 20 spécialistes, experts et contre-experts. Commissaire, Mathieu Deldicque s'est entouré pour sa sélection du restaurateur Sébastien Evain et de William Iselin, un ancien expert de chez Christie's, grand connaisseur des collections privées. Résultat : un corpus « nettoyé », qui pose les fondements pour un premier catalogue raisonné. Ce travail nécessitera toutefois encore des années. *« Au moins dix, car il reste notamment toutes les pendules à passer au crible »*, glisse Mathieu Deldicque. À la suite de quoi parions que même le Louvre devra devoir ses cartels !

Jeux virtuoses et inventions poétiques

À Chantilly, la première salle montre les rares feuilles issues de l'atelier, aujourd'hui conservées à Paris, au Musée des arts décoratifs. Ces dessins, des sanguines à la plume, montrent comment s'élaborait le travail dans ses mille détails et aussi la présentation au commanditaire. Problème : ils ne sont pas signés, comme d'ailleurs les meubles, dépourvus d'estampille (l'usage ne viendra qu'ultérieurement). On remarque cependant à proximité de ces dessins des gravures - Boulle ayant été le premier de sa profession à publier le meilleur de ses créations à des fins promotionnelles. Cette série de huit planches, due au libraire et éditeur Jean Mariette, est la bible des connaisseurs. Elle comprend 48 modèles distincts de meubles, d'horlogerie et de bronzes d'ameublement.

De là part toute la recherche relative à ce maître, élevé ébéniste du roi, installé au Louvre, qualifié non plus d'artisan mais d'artiste dès avant sa mort, inventeur du bureau plat moderne (quatre pieds et une seule rangée de trois tiroirs), et qui a donné son nom à la très réputée école d'arts appliqués du 12e arrondissement de Paris. Et de fait, en admirant ces merveilles, telle que, dans la Grande Singerie créée pour la duchesse de Bourgogne, la commode sarcophage de 1708-1709 pour la chambre du Roi-Soleil au Grand Trianon, on réalise combien elles sont tableaux de marqueterie, sculptures d'essences de bois. Que d'inventions poétiques à base d'écaille de tortue, d'étain ou de laiton ! Et encore, jeux virtuoses de fleurons, de rinceaux, d'acanthes, contrepoints dorés, cornières, masques, satyres, femmes ailées, pieds de griffons… Pour un unique bureau, comptez 680 éléments !

On connaît très mal le début de carrière de ce génie que Colbert repéra pour le Louvre et Versailles. Du moins a-t-on exhumé, il y a deux ans aux Archives nationales, son contrat d'apprentissage. Y figure le nom d'un maître professeur : Jean Armand. Les historiens ont par ailleurs calculé qu'à son apogée l'atelier de Boulle a pu employer jusqu'à 46 ouvriers (un établi servant pour deux). Son incendie dans la nuit du 30 août 1720 est, lui, tristement célèbre. Toute la bibliothèque (Boulle était un grand collectionneur, notamment de dessins) ainsi que les archives de l'entreprise familiale sont alors parties en fumée. Seuls quelques meubles ont pu être déménagés en catastrophe. Dont le bureau de Condé, ici de retour (prêt du Louvre).

Avec lui, les bureaux sont pour la plupart alignés dans la galerie des Batailles. Mais rien de sage ici. Car les formes deviennent plus légères, les pieds se courbent, les décors virevoltent, explosent en feux d'artifice ou en bouquets pré-rocaille. Se multiplient aussi les détails mythologiques ou héraldiques, sabots à pattes de lion, serrures à coqs affrontés… Consoles, bibliothèques basses ou scabellons (piédestaux) participent de cette magnificence. Tout comme dans la dernière salle, suspendus au-dessus de miroirs pour un effet baroque accru, les deux lustres venus de la bibliothèque Mazarine. À proximité, une paire de tables en encoignures et ces autres à motifs issus de gravures du Siècle d'or hollandais (scènes de triomphe avec char à bœufs ou de joute de singes magots) attestent d'une créativité débridée. Tout comme, ces médailliers, coffres de toilette, consoles. Ou cette reliure monumentale, unique dans la production. Il s'agit de celle d'un ouvrage chantant la gloire du roi à travers les vertus des plantes. Une incroyable végétation orne donc en marqueterie ce plan de noyer et papier teinté de rouge.

« Nous avons essentiellement retenu les pièces parfaitement documentées par des archives, celles résultantes de commandes du roi, du Grand Dauphin, du prince de Condé ou de la duchesse de Bourgogne »

Mathieu Deldicque
Directeur du musée

Après sa mort, bien qu'il n'en ait été que l'un des initiateurs, l'ébéniste a donné son nom à cette technique ornementative mêlant écaille et métaux. Puis l'expression « meuble Boulle » s'est répandue, y compris largement pour des meubles issus d'autres ateliers. Autre difficulté pour ceux qui ont à démêler le bon grain de l'ivraie : les neuf dixièmes des créations de Boulle sont partis hors de France à la Révolution. ■

« André-Charles Boulle », au château de Chantilly (60), jusqu'au 6 octobre. Catalogue Monelle Hayot, 305 p., 39 €. Tél. : 03 44 27 31 80. chateaudechantilly.fr

Les grandes voix sauvent une « Vestale » trop théâtralisée

Christian Merlin

À l'Opéra Bastille, le frisson est venu d'une distribution de très haut niveau et non de la mise en scène démonstrative de Lydia Steier.

L'Opéra national de Paris, à l'initiative de son directeur, Alexander Neef, continue d'explorer les grands titres qui y ont été créés et avaient, depuis, disparu de l'affiche. Revoici donc *La Vestale*, de Gaspare Spontini, précurseur du grand opéra historique à la française qui allait fleurir au XIXe siècle. Pur produit de l'époque napoléonienne, cet ouvrage créé en 1807 fut le grand triomphe du compositeur italien, alors installé en France en qualité de compositeur de la chambre de l'Impératrice, avant de s'installer à Berlin pour régner sur l'opéra en Prusse : époque où Europe était synonyme de circulation, même si Spontini ne fut pas bien accueilli par tous.

Sur fond de guerre dans la Rome antique, l'intrigue entrelace amour impossible, enjeux politiques et rigorisme religieux. Tout pronapoléonien qu'il est, le livret est assez subversif par sa justification de l'amour libre contre les interdits du pouvoir. Quant à la musique, elle représente un chaînon manquant entre baroque et romantisme, au point que des personnalités aussi opposées que Berlioz et Wagner ne cacheront pas leur admiration. Le sens du théâtre en est réel, mais les enchaînements harmoniques sonnent aujourd'hui un peu pauvres à nos oreilles, en particulier dans les récitatifs.



Pur produit de l'époque napoléonienne, *La Vestale*, créée en 1807, fut le grand triomphe du compositeur italien Gaspare Spontini. GUERGANA DAMIANOVA/OPÉRA NATIONAL DE PARIS

La Vestale, ce sont surtout de beaux rôles, vocalement exigeants et dramatiquement riches, et c'est là que la nouvelle production présentée à l'Opéra Bastille réussit son coup, car la distribution est de haut niveau. Dans l'écrasant rôle-titre, Elza van den Heever, que l'on avait beaucoup entendue dans Strauss et Wagner ces dernières années, opère un retour vers une écriture nécessitant discipline classique et présence de tragédienne. Constamment émouvante, sa voix plus longue que large rend justice à une tessiture complexe, qui met à l'épreuve au même degré endurance, expressivité et musicalité. Son timbre et son émission, plus clairs que ceux de Maria Callas, qui avait ressuscité le rôle au XXe siècle, lui confèrent une lumière qui contraste harmonieusement avec la voix sombre de l'exceptionnel Michael Spyres, dont le « barytênor » semble fait pour le rôle de Licinius, où le grave l'emporte sur l'aigu. Une voix qui se marie à son tour idéalement à celle de l'ami du héros, Cinna, pour un singulier duo de ténors où Julien Behr apporte la juste couleur complémentaire. Beaucoup d'intensité dramatique et de mordant pour la Grande Vestale d'Eve-Maud Hubeaux, dont on regrettera juste un grave un peu léger pour cet emploi de mezzo sollicité dans le registre d'alto. Belle prestation du chœur, préparé comme toujours avec soin par Ching-Lien Wu.

Pâle et simpliste

C'est une ovation retentissante que cette distribution a reçue des moins de 28 ans assistant à l'avant-première jeunes, à laquelle nous nous sommes invités, expérience toujours réjouissante d'un public jamais blasé mais au jugement sûr. Si toutefois l'on n'est pas sorti tout à fait transporté, c'est parce que les autres composantes du spectacle nous ont laissé sur notre faim. On ne peut qu'admirer la maîtrise souveraine de Bertrand de Billy, chef d'opéra à l'ancienne qui sait comme personne organiser le discours, coordonner fosse et plateau, guider les chanteurs. Mais on aurait aimé plus de prises de risque, plus de couleurs orchestrales typées, plus de cette flamme qui permettrait à la musique de sonner moins lisse, moins conventionnelle.

Enfin, on ne peut pas dire que la mise en scène de Lydia Steier soit inspirée. L'Opéra vient de reprendre sa *Salomé*, qui avait divisé les esprits par sa violence extrême : ce *Vestale* en est comme un écho atténué. Certes, sous la devise *« Tel est l'ordre des dieux »*, elle nous montre tortures et cadavres pendus par les pieds, mais ce ne sont que quelques images chocs se détachant d'un spectacle plutôt pâle et simpliste. Il était certes tentant de transposer l'intrigue dans un régime fascisant qui pourrait être d'aujourd'hui, et la coupole imaginée par le décorateur Étienne Pluss pour suggérer l'arrière-plan religieux, est évocatrice. Mais c'est resté un point de départ sur le papier, et, mis à part l'absence (crédible !) de happy end, le traitement des personnages et des rapports de pouvoir reste extrêmement sommaire, affadi par une direction d'acteurs paresseuse. Frisson vocal, donc, mais ni orchestral ni théâtral : cette fois encore, l'œuvre d'art totale qu'est l'opéra restera incomplète… ■

Jusqu'au 11 juillet à l'Opéra Bastille. Retransmission en direct le 29 juin sur Paris Opera Play (play.operadeparis.fr). Diffusion sur France Musique le 21 septembre.

Les figures libres de la haute joaillerie Chanel

Élodie Baërd

En choisissant le thème du sport pour sa collection de joyaux présentée cette semaine à Monaco, la maison de la rue Cambon démontre son audace créative, l'influence perpétuelle de Gabrielle Chanel, mais aussi sa capacité à mettre la main sur des pierres de champion.

C'est une carte de visite, un peu jaunie, retrouvée entre mille autres trésors bien plus spectaculaires des archives de Chanel, qui a allumé l'étincelle. Elle date de 1921, et porte l'inscription, côte à côte, de deux mots aux antipodes : « Couture, Sport ». Quand Patrice Leguéreau, directeur du studio de création joaillerie, tombe sur cet oxymore sur papier il y a quatre ans, il y voit un fil à tirer pour imaginer une collection de haute joaillerie *« différente »*. L'idée plaît tout de suite à Frédéric Grangié, président de l'activité horlogerie joaillerie de la maison. *« Je ne pense pas que le thème du sport soit validé par un "comité produit"* (composé des équipes en charge du projet, du marketing, de la communication, etc., NDLR), *ailleurs que chez nous ! »*, s'amuse-t-il. Il est à parier que c'est précisément ce caractère inédit et déroutant qui a convaincu ici. *« Il démontre une grande liberté créative, mais nous ramène aussi aux origines de Chanel puisque Coco a donc ouvert cette division sport au sein de la couture rue Cambon très tôt,* poursuit Frédéric Grangié. *Ça a toujours fait partie du vocabulaire de la marque, grâce à l'esprit pionnier de Coco Chanel, qui fut une des premières couturières à utiliser le jersey, à dessiner des tenues de sport, fluides, confortables, pour les femmes. Et puis, quand on parle de sport, de nombreuses images viennent en tête, de Gabrielle à cheval, Gabrielle sur un cours de tennis, Gabrielle en train de nager… La mode s'en est inspirée toutes ces dernières décennies, mais la joaillerie n'avait pas encore osé. »*

C'est désormais chose faite avec cette Haute Joaillerie Sport qui sera dévoilée en ce début de semaine, aux clients et à la presse, à Monaco, dont on ne présente plus les liens historiques avec la marque aux deux C, de Gabrielle Chanel (qui, certes, avait ici une vie moins sportive que mondaine) à Karl Lagerfeld. Que les sceptiques se rassurent, il n'y a évidemment pas de bague ronde comme un ballon de foot ou de collier quadrillé façon filet de tennis. Cette collection subtile, aux lignes volontairement épurées, vise à célébrer l'allure, le mouvement, la conscience du corps, la liberté. Elle envoie toutefois quelques clins d'œil séduisants à l'univers du sportswear. On retrouve ainsi des colliers d'une souplesse inouïe qui évoquent ici un col de chemise polo, là les cordons de serrage d'un sweater, là encore des bandes parallèles ou des mousquetons. C'est audacieux, dynamique, joyeux et extrêmement bien réalisé. Le collier Graphic Line, l'une des pièces phare, avec ses baguettes de rubis en chevrons, son charivari de diamants de toutes tailles formant un col « boutonné » par un rare saphir du Cachemire de plus de 10 carats, a demandé pas moins de 1700 heures de patience et de maîtrise à l'atelier (pour un prix atteignant quasiment 10 millions d'euros).

Parmi ces 80 trésors, une vingtaine de bijoux transformables (ras-de-cou devenant sautoir, bague qui se mue en pendentif, manchette à trois variations…) ont demandé une endurance remarquable aux artisans. Mais ces derniers, en bons champions de leur catégorie, aiment les défis. *« Notre thème, aussi original soit-il, aurait perdu de son intérêt sans une qualité d'exécution remarquable, et quasiment jamais égalée jusqu'ici*, insiste Frédéric Grangié. *La création seule ne tient pas la distance. Il nous fallait aussi impérativement des pierres exceptionnelles. Cela nous a pris sept ans, par exemple, de rassembler le set de cinq saphirs Cachemire de Graphic Line, une des plus belles qualités du marché. »*

Et puisque le sport chérit les logos visibles, pour la première fois en haute joaillerie, Chanel ose apposer ses six lettres sur plusieurs bijoux. Elles sont parfois discrètes, comme à l'arrière d'un plastron formant une résille d'or, ou assumées, sur ces boucles d'oreilles au pendant en diamants dessiné par des lettres tronquées. Cet alphabet donne aussi lieu à un imprimé sport modernisant une manchette en fibre de carbone moulée et en or pavé de brillants. Composée de quatre parties permettant de varier selon trois versions noires et/ou blanches, cette pièce est une des plus « techniques », au sens où les équipementiers sportifs l'entendent. C'est-à-dire légère, dotée d'un mécanisme perfectionné, évolutive… Elle a déjà tapé dans l'œil d'une cliente qui l'a achetée, à distance lors d'un rendez-vous par Zoom, en quelques minutes. Même sentiment de modernité devant les lignes en aluminium de couleur qui viennent apporter un trait graphique, nerveux, sur plusieurs bagues et bracelets.

> **« Chanel est une marque autoritaire (comme l'était Gabrielle !) qui dicte des codes de création. En haute joaillerie, il nous fallait une certaine maturité pour y arriver »**
>
> **Frédéric Grangié**
> Président de Chanel Joaillerie

Les trois collections précédentes cultivaient les codes éternels de Chanel : en 2021, en fêtant le centenaire du fameux N° 5 – *« C'était déjà très original et inédit de traduire en joyaux les notes d'un parfum »*, rappelle Frédéric Grangié – ; en 2022, en s'inspirant de Bijoux de diamants, la seule et unique ligne de joaillerie dessinée par Gabrielle Chanel, en 1932 ; et l'an dernier, en rendant hommage au tweed – *« une idée forte, différente, mais moins surprenante, car la couture a toujours inspiré les joailliers »*. Cet opus sportif, lui, emmène la maison plus loin dans la démonstration d'un style bien à elle. *« Chanel est une marque autoritaire (comme l'était Gabrielle !), qui dicte des codes de création*, affirme Frédéric Grangié. *En haute joaillerie, il nous fallait une certaine maturité pour y arriver. »* Parions que Haute Joaillerie Sport fera date dans l'histoire de ce jeune département d'une maison plus que centenaire : elle mérite sa place de championne sur le podium. ■

***(De haut en bas)* Gabrielle Chanel en 1917 au golf à Saint-Jean-de-Luz. Collier Graphic Line serti d'un saphir Cachemire de 10,15 carats. Manchette Chanel Print en fibre de carbone, rubis et aluminium rouge et diamants. Bague Graphic Line sertie d'un grenat mandarin, laque verte et diamants.** CHANEL ; SDP



La formidable histoire du tapis de la famille Piat

Après avoir disparu pendant plusieurs décennies, ce tissage de plus de 26 000 pierres précieuses, réalisé au début des années 1990 par ces négociants originaires du Jura, réapparaît au musée de minéralogie de Tucson en Arizona. Récit.

Daniel Piat a tellement de souvenirs professionnels qu'il pourrait écrire un livre. Il est le père de la créatrice de bijoux Isabelle Langlois, et s'est imposé pendant des années dans le négoce de pierres de couleurs, après son mariage avec une femme issue d'une grande famille de lapidaires du Haut-Jura. Dans ses Mémoires (s'il les commençait), ce tapis de saphirs ferait sûrement l'objet d'un chapitre dédié. L'eau a coulé sous les ponts et le chasseur de gemmes à la retraite peut désormais narrer, pour commencer au *Figaro*, cette aventure excitante qu'il a vécue il y a trente décennies, cette commande ultrasecrète et complètement démesurée qu'on lui confiait un jour lors du salon de Bâle de 1991.

« Nous avions un stand, qui était alors assez prestigieux, baptisé Promotion de la joaillerie parisienne et réunissant six grands ateliers de la capitale et quatre négociants reconnus dont je faisais partie », se remémore Daniel Piat. Mme de Blanchard, dirigeante d'un des meilleurs ateliers de l'époque, avait reçu une commande extrêmement confidentielle d'un client qui voulait un tapis de pierres précieuses dans les couleurs du drapeau de son pays. Le commanditaire, exigeant, demande un sertissage très serré, comme un tissage. *« Les quelques personnes auxquelles Mme de Blanchard en avait parlé lui répondaient toutes : "Impossible!"*, reprend notre négociant. *De mon côté, j'étais excité par ce challenge. »*



Ce tapis de 110 par 70 cm pèse près de 16 kg d'or et de pierres. ISABELLE LANGLOIS

Saphirs bleus, jaunes et roses, émeraudes et diamants

Il contacte tout de suite un confrère de Lyon qui est un des rares à posséder une machine adéquate pour fabriquer à la chaîne des chatons (ces petites structures d'or permettant de sertir les pierres). Et part bille en tête, à Bangkok et en Inde, en quête des 26 649 pierres précieuses de couleur dont il va avoir besoin (saphirs bleus, jaunes et roses, émeraudes et diamants), non sans avoir au préalable fait des tonnes de calculs pour établir le nombre nécessaire par couleur pour cette œuvre de 1,10 m sur 70 cm.

« Pendant deux ans, des sertisseurs du Jura ont travaillé sans relâche à la fabrication de cette œuvre de gemmes. Nous l'avions divisée en douze parties, livrées les unes après les autres à l'atelier pour l'assemblage et les finitions de joaillerie », explique le père d'Isabelle Langlois qui, elle, a lancé sa marque de joaillerie au même moment, en partie avec le stock de saphirs baguettes restant de cette colossale entreprise.

Il s'est murmuré ensuite que cette commande venait d'une famille d'armateurs arménienne installée à Londres et que le tapis avait finalement été offert au sultan de Brunei. *« Celui-ci l'aurait ensuite donné à son neveu qui l'a vendu en 2006*, poursuit Daniel Piat. *Il a été alors racheté par un Américain, collectionneur et marchand d'objets anciens, qui a lancé une expertise et souhaité que la pièce soit exposée au musée de minéralogie et de gemmologie de l'université de Tucson où il est toujours aujourd'hui. »*

Il y a quelques semaines, Daniel Piat est parti en famille, avec ses enfants et ses petits-enfants (qui travaillent tous dans la joaillerie, à différents postes) en Arizona où il a revu son tapis de saphirs. Il y dort dans une vitrine, comme une œuvre d'art. *« Trente ans plus tard, les pierres n'ont pas bougé ! »*, conclut-il avec fierté. ■

É. B.

Sylvain Reisser

Lamborghini Revuelto, le grand frisson

Bien que toujours fidèle au V12, le fleuron de la marque italienne change de dimension en s'enrichissant de trois machines électriques.



Mixant le carbone et l'aluminium, la carrosserie allie formes anguleuses et rondeurs. L'intérieur fait sa révolution avec une ergonomie repensée.

WOLFANGO SPACCARELLI

Les voisins vont être contents. Surtout le week-end. La nouvelle Lamborghini démarre automatiquement en silence. Une pression sur le bouton-poussoir caché sous le capuchon rouge vif implanté sur le tunnel central actionne la batterie de 3,8 kWh. C'est le premier pur-sang de Sant'Agata à ne pas réveiller un quartier entier lors de la mise à feu. La lettre « E » (pour électrique) s'inscrit en majuscule bleue au milieu du tableau de bord. La remplaçante de l'Aventador est le premier modèle de la firme italienne, à part le véhicule hors-série Sian, à s'électrifier. Tout un symbole : Revuelto, c'est sa dénomination, coupe les ponts avec les noms renvoyant à des taureaux de combat depuis la Miura. La dernière berlinette de Lamborghini anticipe les législations à venir dans les grands centres urbains, en étant capable de parcourir plusieurs kilomètres en électrique, sans rejeter aucun polluant. Le constructeur annonce 15 km, mais l'ordinateur n'a jamais indiqué plus de 8 km lors de notre essai, même en actionnant la fonction recharge en roulant. La batterie peut aussi se recharger sur le secteur en 30 minutes. Pour faire passer le câble par le capot avant, les ingénieurs ont imaginé un astucieux système qui le maintient entrouvert mais verrouillé.

Comme promis par Stephan Winkelmann, le président de la marque, à partir de fin 2024, toute la gamme sera électrifiée afin de réduire de 50 % ses émissions de CO_2. Un vaste programme qui aura nécessité un investissement de 1,5 milliard d'euros et qui passera, d'ici à la fin de la décennie, par le lancement d'une première voiture 100 % électrique issue du concept Lanzador. Nous n'en sommes pas encore là, mais on peut parler de révolution. Jusqu'ici, il faut l'avouer, le passage au zéro émission n'enchante ni les clients, ni les constructeurs de voitures de sport, pour qui la sonorité des moteurs thermiques représente une partie du contrat.

Avec la Revuelto, pas de risque de décevoir. Les ingénieurs ont conservé le V12 atmosphérique de 6,5 litres qui chante comme jamais auparavant. Depuis l'Aventador, il a beaucoup évolué pour se plier à la technologie hybride rechargeable. Il a été allégé et placé devant la boîte de vitesses. Il affiche désormais une puissance de 825 ch. Avec les trois machines électriques de 110 kW (150 ch), dont deux à l'avant (une sur chaque roue) et un à l'arrière, la puissance cumulée ressort à 1 015 ch. Sa principale rivale, la Ferrari SF90 Stradale, est battue de 15 ch ! La firme de Maranello a répliqué depuis avec une inédite XX Stradale qui produit 1 030 ch. La querelle de clocher, qui oppose les deux marques d'Émilie-Romagne depuis que Ferruccio Lamborghini a décidé, voici soixante et un ans, de faire mordre la poussière à Enzo Ferrari, semble sans fin. Par rapport à l'Aventador, restée onze ans au catalogue et qu'elle remplace, la Revuelto représente une sacrée évolution. Pour compenser l'inévitable prise de poids induite par la technologie hybride rechargeable, cette berlinette recourt largement à la fibre de carbone et aux matériaux composites pour la monocoque mais également pour le berceau avant, le toit et une partie des éléments de carrosserie. Les portes et le berceau arrière sont réalisés en aluminium. Résultat : la prise de poids a pu être contenue à 230 kg, ce qui amène la Revuelto à 1772 kg à sec (sans les fluides) et donc à plus de 1,8 tonne en ordre de marche. Avant de prendre place à bord, un tour du propriétaire nous fait apprécier le nouveau design. Le thème stylistique n'a pas changé, mais les formes anguleuses ont gagné en rondeur et le Y allongé est devenu la signature lumineuse. Le traitement de la partie arrière joue l'originalité. Le centre du capot, d'où émergent les cache-culasses d'un V12 tourné de 180 degrés, semble dessiner un canyon. Depuis le rétroviseur intérieur, cette vision ne manque pas de sel. Il faut y ajouter deux tuyères d'échappement en forme de macaronis installées en hauteur et l'aileron arrière mobile. Si la largeur et la hauteur sont équivalentes à l'Aventador, la longueur augmente de 150 mm, pour friser les 5 mètres.

Changement d'ère

Toujours en élytre, les portes s'ouvrent sur un espace beaucoup plus accueillant que par le passé. Pas de doute : Lamborghini a changé d'ère. La présentation est plus épurée ; l'ergonomie soignée ; les rangements plus nombreux ; l'espace plus généreux, et l'on peut même glisser une sacoche et une veste derrière les deux sièges enveloppants drapés de suédine et de tissu en microfibres fabriqué à partir de polyester recyclé. Reste que la visibilité en trois quarts arrière est toujours inexistante. La majorité des fonctions est regroupée au sein de l'écran central tactile de 8,4 pouces. On n'avait jamais vu ça : il suffit de faire glisser deux doigts sur la vignette concernée, selon la même gestuelle que pour un smartphone, pour transférer l'application ou la fonction désirée de l'écran multimédia à la dalle numérique face au conducteur ou à l'écran passager. Reste à apprivoiser les quatre boutons rotatifs implantés sur le volant. Le rouge, en haut à gauche, définit les modes de conduite (Ville, Strada, Sport et Corsa) à combiner avec celui de droite, définissant le fonctionnement des moteurs électriques (Recharge, Hybrid, Performance et Electric). Au total, le conducteur dispose de 13 possibilités de réglages. Il faudrait plusieurs jours pour en apprécier les différences. Pour simplifier, en activant le mode Strada, le V12 démarre dans un tonnerre de décibels pour passer des 180 ch du mode électrique (Ville) aux 886 ch du mode hybride. En continuant à tourner le bouton dans le sens des aiguilles d'une montre, la puissance atteint 907 puis culmine à 1 015 ch. Disons-le franchement, il est impossible d'exploiter le potentiel d'accélération de ce pur-sang sur route ouverte. Le V12 ne paraît jamais s'arrêter de pousser. À l'allonge invraisemblable, ajoutons des reprises qui vous clouent au dossier et effacent les lignes droites à une vitesse supersonique. Le V12 est si fougueux, qu'en mode manuel il est difficile d'anticiper l'arrivée de la zone rouge. Par son agrément et sa rapidité, la boîte à double embrayage fait oublier le modèle robotisé de sa devancière. Un coup d'œil dans le rétroviseur : l'aileron arrière s'est déployé à environ 80 km/h. À chaque freinage, il se braque en position maximale, faisant office d'aérofrein et contribuant à l'efficacité du système reposant sur des énormes disques en carbone-céramique. L'ascension d'un col de montagne confirme la démonstration de force de Lamborghini. La Revuelto se manifeste par l'agilité déployée par les quatre roues directrices et son équilibre qui ferait presque oublier sa masse. Même sur une chaussée dégradée, les suspensions préservent un confort remarquable. De retour à Sant'Agata, le repaire de Lamborghini, le V12 se tait. Il va falloir s'y habituer. ■

NOTRE AVIS

Avec la Revuelto, le porte-drapeau de la firme de Sant'Agata passe à l'ère moderne. Par rapport à l'Aventador qu'il remplace, le nouveau pur-sang réalise des progrès considérables dans tous les domaines. À raison de dix unités par jour, la production est consommée pour les trois prochaines années. Certes, les amateurs salueront la préservation du V12 mais la performance environnementale de cette berlinette interroge. Si les émissions de CO_2 ont baissé d'au moins 30 % en dix ans, elles ne permettent pas d'échapper au malus maximal, à la différence de la Ferrari SF90 Stradale qui affiche des rejets presque deux fois inférieurs. Ce sera sans doute le rôle dévolu à la remplaçante de l'Huracan présentée en fin d'année.

Sous le capot

Moteurs	
Type	V12 essence 6,5 l + 3 moteurs électriques
Puissance	825 ch (puissance cumulée : 1 015 ch)
Couple	725 Nm
Transmission	
Type	Intégrale
Boîte	Auto. double embrayage 8 vit.
Dimensions/poids	
L/l/h	4 947 × 2 033 × 1 160 mm
Coffre	n.c.
Poids	1 772 kg (à sec)
Performances	
0-100 km/h	2,5 secondes
Vitesse	+ de 350 km/h
Consommation/Émissions	
Mixte UE	10,3 l/100 km
Émissions CO_2	276 g/km
PRIX	**506 808 €**

Le deux-roues motorisé, un acteur incontournable de la mobilité

Les marques du secteur publient en France un livre blanc pour sensibiliser l'ensemble de la société sur les atouts de ce transport individuel.

Et si les deux-roues motorisés (2RM) étaient l'une des clés de la décongestion des grandes métropoles et de la fluidité du trafic ? À la différence de la France, notamment, où ces engins de mobilité individuelle sont les grands oubliés des politiques publiques en matière d'environnement et de la LOM (loi d'orientation des mobilités), visant à accélérer le développement de nouvelles mobilités en favorisant notamment le déploiement de véhicules peu émetteurs de CO_2, la Chine, beaucoup plus pragmatique que nous, les promeut depuis longtemps. Il faut avoir circulé dans les métropoles chinoises pour savoir que les scooters et les petites motos électriques font partie intégrante du paysage et de l'offre de mobilité individuelle.

Sous la bannière de la Csiam (Chambre syndicale internationale de l'automobile et du motocycle), les acteurs français du secteur des deux-roues motorisés viennent de publier un livre blanc qui met en lumière l'intérêt de développer cette solution de mobilité individuelle, dans le cadre d'une politique de réduction des embouteillages et de la pollution. Le propos est ici de considérer que les 2RM peuvent faire partie des solutions pour lutter contre l'« autosolisme », au même titre que le vélo ou la marche à pied.

Réduction de la pollution

Fruit de près d'un an de travail, ce document s'appuie sur plusieurs études scientifiques provenant d'organismes européens. C'est ainsi que Transport & Mobility Leuven a réalisé une étude de cas en Belgique en prenant pour zone laboratoire le tronçon Louvain-Bruxelles, long de 30 km et fortement embouteillé aux heures de pointe. Les simulations à partir du flux des véhicules ont permis d'aboutir à la conclusion que le remplacement de 10 % des voitures par des motocycles d'une cylindrée inférieure ou égale à 250 cm³ diminue de 40 % le temps perdu sur ce tronçon. Les heures conjointement perdues ne seraient plus que de 1158, au lieu de 1925. L'étude se fonde sur le fait que lorsque les voitures et les camions avancent en accordéon, les deux roues occupent moins d'espace sur la chaussée, en pratiquant l'interfile. Ce report modal, qui diminuerait de manière drastique les bouchons qui empoisonnent la vie de dizaines de milliers de concitoyens, participerait également à la réduction de la pollution atmosphérique. Une machine de moins de 250 cm³ émet environ 64 g/km de CO_2, selon Oxford Economics. Le même organisme souligne qu'un conducteur de 2RM met 10 minutes de moins pour se rendre à son travail qu'un automobiliste, en prenant pour base Rome. En ville, il est aussi plus facile de trouver une place pour un 2RM que pour une voiture. Vincent Thommeret, directeur général de Yamaha France et président de la branche deux-trois roues à moteur de la Csiam rappelle *« que le gain de temps profite à la productivité mais aussi à la qualité de vie et au bien-être »*. On sait que les gens qui passent beaucoup de temps dans les embouteillages deviennent facilement irascibles.



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

En occupant moins de place sur la chaussée, le 2RM contribue à une meilleure fluidité du trafic.

Le livre blanc de la Csiam s'intéresse aussi à la sécurité des 2RM, souvent pointée du doigt. Il est rappelé que, depuis 2011, le passage à la conduite d'un 125 cm³ impose de suivre une formation théorique et pratique de 7 heures. De même en ville, la vitesse a été abaissée. Dans bien des cas, passer au 2RM peut changer la vie. ■ S. R.

En vue : les lunettes en 10 minutes

Pascal Grandmaison

Nous avons testé les montures et verres français et sur mesure de Lunettes pour Tous.

A peine avons-nous pénétré dans le magasin de la rue de Turbigo à Paris qu'un vendeur expert propose de réaliser un examen de notre vue. Cinq minutes plus tard, il nous conseille dans le choix d'une monture avant de nous diriger vers le laboratoire, à l'arrière de la boutique, pour assister en direct à la préparation de nos verres. La première pièce de polycarbonate brute, d'un diamètre approximatif de 5 cm et d'une épaisseur de 2 cm, est collée sur un support avec une colle spéciale (pour ne rien abîmer), réagissant aux UV, puis introduite dans une machine capable de la tailler au micron près avec un diamant. Le verre est alors ajusté précisément pendant 60 secondes afin de s'accorder à la forme des montures et aux caractéristiques de notre vue. La procédure est légèrement allongée, car nous sollicitons des verres progressifs. Viennent ensuite les étapes du polissage, du traitement anti-reflet arrière (la face avant bénéficie d'un traitement d'origine), de la gravure du numéro de série et, cerise sur le gâteau, de l'incrustation de notre nom sur le pourtour, à la façon du logo d'une grande marque. Il ne reste plus qu'à emboutir les verres dans les montures. Temps total de l'opération : 25 min. Un record pour la réalisation d'une paire de lunettes progressives incluant l'ensemble des technologies existantes (antibuée, antireflet, anti-lumière bleue, antirayures, photochromique). Pour un coût 5 à 7 fois inférieur à une enseigne traditionnelle…

Nous avons eu droit à un accueil princier dans la boutique principale de Lunettes pour Tous (lunettespourtous.com), mais les clients lambda bénéficient de la même prise en charge accélérée. Incluant son propre laboratoire, l'établissement permet de réaliser tous types de montures en 10 min, voire en 25 min pour les demandes particulières, comme la nôtre. Elle est surtout la seule au monde à fournir des verres progressifs en 20 min. Il s'agit d'une opération impossible à préparer en série. Elle doit être réalisée sur mesure pour chaque client. Les lunettiers traditionnels réclament habituellement un délai de fabrication de 10 à 15 jours.



Lunettes pour Tous est la seule enseigne au monde à fournir des verres progressifs en 20 minutes. LUNETTES POUR TOUS

Quant aux spécialistes low cost, tels Direct Optique ou Polette, leur durée de préparation peut aller de 10 à 45 jours avant livraison, le temps de faire venir les verres de Chine… Autre avantage, il est possible de réaliser un examen de la vue en magasin, sans rendez-vous (comme dans les boutiques concurrentes cependant). Cela reste une belle opportunité lorsque l'on sait que, selon une étude publiée par le ministère de la Santé en 2021, il faut attendre 90 jours en moyenne pour obtenir une consultation chez un ophtalmologiste. Et parfois six mois dans certaines régions. Pour couronner le tout, Lunettes pour Tous propose des montures à partir de 5 € et des verres basiques antirayures à 2,50 €, soit un total de 10 €. Certes, les rivaux se distinguent par leurs offres premier prix, mais personne d'autre n'est capable de les fournir en 10 min. Pour un produit milieu de gamme, avec une monture fantaisie et des verres évolués, le ticket moyen se situe aux alentours de 70 € alors qu'il faut compter 500 € chez les opticiens classiques. Quant aux lunettes progressives sur mesure haut de gamme que nous avons fait faire, elles frôlent les 200 €, un tarif sensible, mais bien inférieur aux 1 600 € proposés par la concurrence. Avec une ordonnance, le client est entièrement remboursé, tout en profitant d'une deuxième paire gratuite. En cas d'urgence et sans prescription médicale, il peut se précipiter sans réfléchir en boutique pour se dépanner avec une paire à 10 €. Une petite révolution !

Automatisation et volume

Lunettes pour Tous a été fondé en 2014 par Paul Morlet et Xavier Niel. Si le parcours d'entrepreneur et d'investisseur du fondateur de Free reste notoire, celui de Paul Morlet n'en est pas moins intéressant. Titulaire d'un BEP d'électricien, il travaille deux ans pour la SNCF. En 2010, à 20 ans, il remarque que les lunettes des joueurs de poker à la télévision ne comportent pas de publicité, alors que celle-ci est apparente partout autour. Il décide de les agrémenter avec du papier microperforé simplement collé. Sans succès dans un premier temps, il lance la marque Lulu Frenchie et fait remettre des paires de lunettes à leur effigie à des stars comme Lady Gaga ou les Black Eyed Peas. Certaines d'entre elles finissent par les porter, assurant la visibilité de la marque et déclenchant les premières commandes de grandes entreprises, comme le Paris Saint-Germain ou le Tour de France. En 2012, il écoule 500 000 paires pour un montant de 1 million d'euros. Ayant découvert fortuitement que les montures et les verres peuvent être achetés pour quelques centimes d'euros en Chine et fort de son nouveau statut d'entrepreneur innovant, il contacte Xavier Niel pour lui suggérer de s'intéresser aux lunettes de vue. Ce dernier investit 1 million d'euros et étrenne le premier magasin Lunettes pour Tous à Paris en 2014, avant de multiplier les ouvertures. La marque possède aujourd'hui 24 magasins dans les grandes villes de France (Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nice…) et en Belgique (Bruxelles, Liège, bientôt Namur et Charleroi). Elle revendique un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros. Côté innovation, elle se distingue en 2023 avec le premier atelier de fabrication de verres progressifs à Paris. Dans la foulée, elle obtient le label Origine France garantie. Pour ses 10 ans, cette année, elle s'apprête à ouvrir des boutiques en Espagne et aux Pays-Bas.

« Nous sommes capables de servir les clients en 10 min grâce à une forte automatisation et à la confection des verres sur place, explique Paul Morlet. *Pour cela, nous disposons d'une réserve de 25 000 verres en magasin. Ils incluent toutes les corrections entre –8 et +8, pour les myopes, les hypermétropes, les astigmates, les presbytes… Cela couvre 95 % des cas rencontrés. Les réserves sont réapprovisionnées tous les jours depuis notre entrepôt lyonnais, dans lequel sont stockés plus de 1,5 million de verres. »* À la manière des magasins B & H de New York, les verres et les montures en préparation transitent dans des tuyaux transparents suspendus au plafond. Ils rejoignent une machine conçue pour les ajuster au bon gabarit, en temps réel et devant les yeux des visiteurs du jour. Un vrai spectacle ! Dans le « flagship » de la rue de Turbigo, plus de 400 paires sont fabriquées quotidiennement, pour les clients du jour ou pour les commandes internet, qui sont envoyées dès le lendemain. Ce volume important autorise des marges minimes mais suffisantes pour la pérennité de l'activité, tout en continuant de pratiquer des prix bas.

Le modèle que nous avons reçu s'est révélé irréprochable en tous points (correction, traitements, style, solidité de la monture…). Pas étonnant lorsque l'on sait que les machines utilisées (Satisloh) sont les mêmes que le spécialiste historique français des verres correcteurs Essilor. Lunettes pour Tous est même capable de fabriquer des verres conçus pour freiner la myopie des enfants, grâce à l'ajout de petits points sur la surface du verre, pour un coût unitaire de 30 € (produit Clariteens), contre 220 € chez Essilor (référence Stellest). Si vous avez besoin de lunettes à bas prix et, surtout, si vous être pressés, Lunettes pour Tous représente la solution de qualité la plus rapide aujourd'hui en France, en ville mais aussi à la campagne. Seule limitation, vous ne pourrez pas bénéficier de montures griffées et de design fantaisistes. Vous devrez faire votre choix parmi les 400 références maison (dont deux nouvelles chaque semaine pour coller aux tendances). Tous les styles sont représentés. Pas besoin de lunettes pour voir que l'on fait une belle affaire ! ■

Mini-micro, maxi-enregistrement

Conçu pour faciliter les prises de son en déplacement pour les smartphones ou les caméras, il délivre un rendu de qualité professionnelle.

Interview, discours, reportage, concert, ambiance… Rien ne résiste au Shure MoveMic. Connecté sans fil, ce microcravate enregistre avec brio tous les sons produits autour de lui. Grâce à sa taille mini (46 × 22 mm pour un poids de 8 g), soit le format le plus compact existant sur le marché, il se clipse facilement sur une chemise pour enregistrer une interview, ou se positionne sur tout type de support pour capter son environnement sonore, avant de venir se reposer dans sa boîte de chargement pour reprendre des forces. Mais pas tout de suite puisqu'il dispose d'une autonomie gargantuesque de 8 heures, à laquelle on peut ajouter deux charges complètes avec son boîtier, pour un total de 24 heures de prise de son. Qui dit mieux ?

Le Shure MoveMic se connecte à un smartphone en Bluetooth avec une portée de 30 m. Il peut être exploité, seul ou par paire, via les applications Motiv Audio et Motiv Video de Shure. On enregistre alors en mono, en double mono ou en stéréo. Le Bluetooth n'est malheureusement pas disponible pour les applications tierces. Il convient d'utiliser un boîtier optionnel, le MoveMic Receiver, afin d'exploiter cette liaison sans fil. Le boîtier se relie ensuite à un terminal d'enregistrement audio ou vidéo (smartphone, appareil photo, caméra, ordinateur…) via un câble USB-C ou un bon vieux jack 3,5 mm, ce qui permet d'équiper l'ensemble des produits électroniques disponibles sur le marché.

Lors de nos essais, nous avons rapidement appairé un duo de micros avec l'application Motiv Audio. Tous les réglages sont disponibles en un clin d'œil sur l'écran du mobile. Pour plus de praticité, nous avons privilégié les préréglages proposés pour la voix (coupe-bas à 150 Hz et compression) et la musique (coupe-bas à 75 Hz, faible compression et pré-égalisation). Les résultats se sont révélés parfaits pour une ou deux voix côte à côte.



Seul bémol, le prix du Shure MoveMic est inversement proportionnel à sa taille. SHURE

Applications tierces

En revanche, les enregistrements musicaux stéréo ont souffert de problèmes de compression inégale à gauche et à droite, engendrant des distorsions de phase. En clair, c'est mauvais ! Nous nous sommes donc tournés vers le MoveMic Receiver afin d'utiliser des applications tierces, notamment l'excellent et gratuit logiciel d'enregistrement vidéo BlackMagic Cam. Surprise ! L'enregistrement audio s'est illustré par un comportement sans faille, clair, précis, dénué de soucis de phases. Captés en format compressé (AAC) ou non compressés (Wav, Flac), les fichiers se sont avérés parfaitement exploitables dans des flux de production professionnels comme amateurs. Le Shure MoveMic s'impose sans conteste comme le champion de l'enregistrement audio nomade de qualité. Seul bémol, son prix est inversement proportionnel à sa taille réduite. Comptez 289 € pour le MoveMic One (un micro et un étui de recharge), 399 € pour le MoveMic Two (deux micros et un étui de recharge) et 569 € pour le MoveMic Two Receiver Kit (deux micros, un étui de recharge, un récepteur MoveMic). C'est cette dernière configuration que nous vous invitons à privilégier. ■ P. G.

« House of the Dragon », retour enflammé

Constance Jamet

Dans cette deuxième saison diffusée sur Max, la série sort de l'ombre de « Game of Thrones » pour trouver sa propre voie.

Matt Smith et Emma D'Arcy dans *House of the Dragon*.

HBO/MAX

Première série à étendre l'univers de *Game of Thrones*, *House of the Dragon* était arrivé sur les fonts baptismaux de HBO en 2022 avec une mission quasi impossible : marcher dans les pas de son aînée tout en trouvant sa propre voie. Au final, le récit des rivalités intestines ayant déchiré les ancêtres de l'iconique Daenerys Targaryen avait démontré un sens du grandiose et du spectaculaire équivalent à son modèle. Mais, d'un point de vue narratif, ce prologue patinait : des sauts dans le temps intempestifs déroulaient en accéléré l'arbre généalogique et la progéniture des reines rivales Alicent Hightower (Olivia Cooke) et Rhaenyra Targaryen (Emma D'Arcy). Sans laisser le temps à cette multitude de rejetons de prendre de l'épaisseur et de susciter une quelconque émotion.

Cette seconde saison, qui inaugure la plateforme Max en France, corrige le tir. *« La première salve d'épisodes nous imposait de couvrir vingt ans d'histoire : de l'enfance aux mariages d'Alicent et de Rhaenyra, à la naissance et aux unions de leurs propres enfants. Désormais, on revient à un rythme traditionnel, moins secoué, qui nous permet d'explorer, en temps réel, l'implosion de cette famille royale recomposée »*, convient le créateur Ryan Condal.

Du côté du petit peuple

L'intrigue reprend cinq jours après la mort du fils de Rhaenyra. La marche vers la guerre civile est inéluctable. *« Tiraillé entre sa fille et sa seconde épouse, le défunt roi Viserys n'a pas su prendre les bonnes décisions. Patriarche aimant, il a semé les graines de la dissension et transformé ces jeunes femmes en pion dans la guerre des trônes. Devenir des femmes de pouvoir les a métamorphosées et a révélé de nouvelles failles »*, explique Ryan Condal, à l'aise pour décrire les intrigues de cour. Rhaenyra, mère rongée par le chagrin qui en oublie ses devoirs de souveraine, ne tient plus son ambigu époux, Daemon (Matt Smith, sinistre et égocentrique, à l'opposé de son rôle de prince consort Philip Mountbatten dans *The Crown*). Elle subit plus qu'elle ne dicte les ripostes. Cette faiblesse d'écriture, sources d'incohérences, essouffle parfois cette épopée ambitieuse, où les princes héritiers sortent de l'ombre maternelle, devenant des protagonistes à part entière, désireux d'apposer leur marque. Leurs méthodes, naïves comme belliqueuses, leurs rivalités (notamment entre les fils d'Alicent, Aegon et Aemond) ne font qu'enflammer les esprits. C'est parfois dans le cercle proche que se nichent les ennemis et les saboteurs les plus redoutables.

Chaque faction cherche des alliés et multiplie les tentatives d'assassinat visant à déstabiliser le camp opposé. La loi du talion règne : œil pour œil, dent pour dent. L'amour et l'humour sont réduits à portion congrue face à la haine, aux larmes et au désespoir. L'épisode de ce lundi se conclut sur une scène déchirante dans la lignée du *Choix de Sophie*. Un rebondissement amoral et révulsant dans la pure tradition de *Game of Thrones*. Il préfigure la suite, riche en moments chocs et sanglants si typiques de Westeros.

Signe de l'assurance prise par Condal, la surenchère est de mise. Plus de batailles et plus de dragons. Cinq spécimens inédits font leur apparition et filent la métaphore de la guerre nucléaire et de la destruction totale. La série, qui élargit sa focale, s'éloigne de la capitale, Port-Réal, pour s'attarder sur le petit peuple, *« qui trinque dès lors que les nobles ont un différend »*. À travers leurs souffrances, Ryan Condal démontre la futilité d'une guerre, enclenchée par l'ignorance de l'histoire, et dont les mobiles deviennent flous et insaisissables. Parmi les vassaux sommés de choisir un camp, les Stark entrent en scène, menés par Cregan, jeune homme au devoir chevillé au corps. Les yeux rivés sur le mur que surveillera, des siècles plus tard, Jon Snow, il sonne l'alarme : *« L'hiver est de retour. »* Un refrain familier qui laisse espérer de beaux jours à *House of the Dragon*. ■

Saison 2 de « House of the Dragon »
Huit épisodes sur Max
Notre avis : ●●●○

Les excès de l'épuration : la face sombre de la Libération

Blaise de Chabalier

Sur Le Figaro TV, le documentaire « Été 44 », suivi d'un débat avec l'historien Jean-Marc Berlière, revient sur cette période douloureuse.

S'il est un sujet particulièrement délicat, qui fut longtemps tabou, dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, c'est bien celui des dérives de l'épuration en France. La soirée spéciale proposée ce soir sur Le Figaro TV Île-de-France, avec la diffusion du documentaire de Patrick Rotman *Été 44*, qui raconte l'ensemble de la Libération, suivie de l'émission « Parlez-moi d'histoire » consacrée à l'épuration, permet de mieux saisir la complexité de cette période.

Au débat, animé par Guillaume Perrault, participent l'historien Jean-Marc Berlière (*Ainsi finissent les salauds*, avec Franck Liaigre, Tallandier, « Texto » ; *Liaisons dangereuses. Miliciens, truands, résistants*, avec François Le Goarant de Tromelin, Perrin) et le journaliste du *Figaro histoire* Luc-Antoine Lenoir. Ces deux intervenants ont également écrit dans le nouveau numéro du *Figaro histoire* intitulé *1944-1945. L'épuration. L'heure des comptes*.

Le contexte dans lequel l'épuration est annoncée, à partir de 1943, est posé. *« Les annonces coïncident avec un durcissement de la répression allemande d'un côté, et celle de Vichy de l'autre. Cela après que la zone dite libre a été envahie par les Allemands en novembre 1942 »*, explique Guillaume Perrault. *« L'épuration devient une politique après le débarquement des Alliés en Afrique du Nord, et surtout, à partir de 1943, le général de Gaulle lance le discours selon lequel, une fois la guerre terminée, il faudra, je le cite, "châtier les traîtres" »*, précise Luc-Antoine Lenoir, qui ajoute : *« On peut aussi voir cette décision d'engager l'épuration comme la traduction d'une rivalité politique entre de Gaulle et Giraud, qui, lui, voudrait plutôt (…) annoncer que le pouvoir de Vichy est empêché de gouverner depuis l'invasion de la zone libre et reprendre à son compte le gouvernement. »*

Barbarie insoutenable

Quant à Jean-Marc Berlière, il souligne l'importance des communistes. *« Le parti a un but, éliminer tout un tas de notables, qui n'ont pas forcément trempé dans la collaboration, mais qui seraient des obstacles à une éventuelle prise de pouvoir à la Libération »*. L'historien cite Annie Kriegel, communiste, juive et résistante, qui reconnaîtra : *« Il m'a fallu beaucoup de temps pour comprendre, et seulement en historienne, qu'instrumentalisée, l'épuration avait été, dans l'esprit des communistes, moins une procédure d'élimination des traîtres qu'un procédé de dislocation des institutions et des forces politiques et sociales susceptibles de s'opposer à leur hégémonie. »*

Les femmes tondues, symbole des excès de l'épuration, sont bien sûr évoquées. Elles auraient été au moins 15 000. *« Il y a une volonté d'humiliation avec une dimension sexuelle. Mais j'aimerais qu'on n'oublie pas qu'un certain nombre d'entre elles n'ont pas été seulement tondues, mais violées et assassinées. Dans deux villages bretons, par exemple, des plaques rendent hommage à des femmes totalement innocentes qui ont été fusillées parce qu'elles travaillaient dans une cantine fréquentée par des Allemands. »*

Plus largement, l'épuration sauvage, mais aussi celle appliquée dans un cadre légal, aurait fait, selon les estimations des historiens, jusqu'à 20 000 morts. Bien sûr, il est très difficile de mesurer le niveau de culpabilité réel des victimes. Mais certaines images particulièrement insoutenables de mises à mort publiques, par des lynchages spontanés ou via des exécutions par balle, montrées dans le documentaire, attestent d'une barbarie aussi insoutenable qu'injustifiable. ■

« Parlez-moi d'histoire : l'épuration, un bilan enfin possible ? »
À 20 h 10, sur Le Figaro TV Île-de-France
Notre avis : ●●●◐

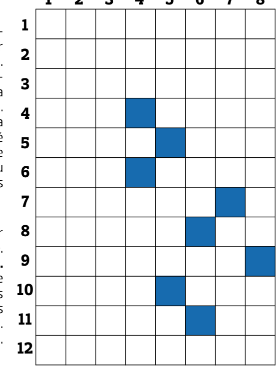
MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6633

HORIZONTALEMENT
1. Fruits à la gomme de Méditerranée. – **2.** L'esprit scientifique des Lumières (D'). – **3.** Placer des fonds pour tenter de sauver la mise. – **4.** Cours en Amérique du Sud. Simple figurant dans une scène hivernale. – **5.** Consécutives en consécutives. Iguanes et caméléons à la maison. – **6.** Dispose de nombreux informateurs. Raconte une fable sans morale. – **7.** S'apprécient à la mode américaine. – **8.** Entrains des artistes. Point isolé sur la carte. – **9.** Coupe-vent. – **10.** Le royaume de Canterbury. Djokovic trône à son sommet. – **11.** Élu comme une fleur après la saison des Œillets. Nous maintiennent en forme. – **12.** Fissent sauter les soles.

VERTICALEMENT
1. Baby Doll de cinéma (prénom et nom). – **2.** Auteur de *Série noire* (prénom et nom). – **3.** Remit à sa place. – **4.** Bandelette de momie. Contournées en hélice. – **5.** Société avec chauffeurs. Surplombe le canyon. Police criminelle. – **6.** Vélo et ordi. Très présent chez Kafka mais pas chez Houellebecq bien qu'il soit au nombre des particules élémentaires. – **7.** Centre culturel arménien. Pour Bond avec Martin. – **8.** Ne laissent rien passer. Appel discret.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 6632

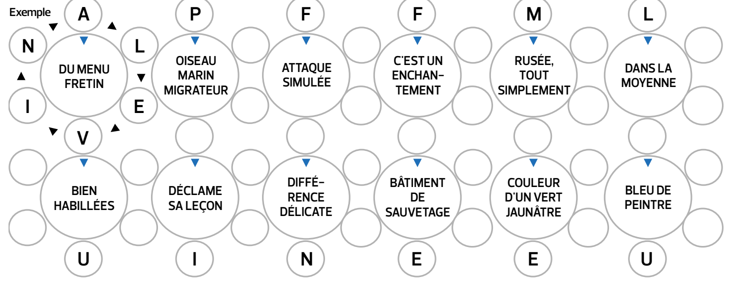
HORIZONTALEMENT **1.** Préciser. – **2.** Recasera. – **3.** Ogivales. – **4.** Mémo. Sis. – **5.** Pneus. Na. – **6.** Té. Rafts. – **7.** Ire. Muai. – **8.** Tatoue. – **9.** Utah. Lem. – **10.** Dimes. Pé. – **11.** Ève. Érin. – **12.** Seringat.

VERTICALEMENT **1.** Promptitudes. – **2.** Régénérative. – **3.** Écime. Étamer. – **4.** Cavour. Ohé. – **5.** Isa. Samu. Sen. – **6.** Sels. Fuel. RG. – **7.** Éreinta. Épia. – **8.** Rassasiement.

RONDE DES MOTS©

RCI JEUX

Trouvez les mots correspondant aux définitions centrales et inscrivez-les autour de la case qui leur revient. La première lettre de chaque mot est indiquée par le triangle. Chaque mot se lit dans le sens des aiguilles d'une montre.



SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

SOLUTION DU N° 4757

7	5	9	8	4	1	6	3	2
8	2	6	3	9	5	4	1	7
3	1	4	2	7	6	8	5	9
1	9	3	4	6	7	2	8	5
5	6	2	1	8	3	9	7	4
4	8	7	5	2	9	3	6	1
9	7	8	6	1	4	5	2	3
2	3	1	9	5	8	7	4	6
6	4	5	7	3	2	1	9	8

SOLUTION DU N° 4758

7	2	6	4	3	5	8	9	1
9	3	4	1	8	7	5	2	6
1	5	8	6	9	2	3	4	7
6	4	5	7	2	3	1	8	9
3	8	9	5	1	4	7	6	2
2	1	7	8	6	9	4	3	5
5	6	1	2	4	8	9	7	3
4	7	3	9	5	6	2	1	8
8	9	2	3	7	1	6	5	4

SOLUTION DU N° 4759

4	1	3	7	2	6	5	9	8
6	7	8	9	1	5	4	2	3
9	2	5	3	4	8	6	1	7
2	3	1	5	9	7	8	4	6
8	5	6	1	3	4	2	7	9
7	4	9	6	8	2	3	5	1
1	8	4	2	7	3	9	6	5
3	6	7	4	5	9	1	8	2
5	9	2	8	6	1	7	3	4

LETTRES EN PLUS
RAJOUT – ÉTUVER – DÉSERT – SURFER.

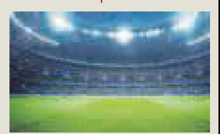
LETTRES EN MOINS
Les mots à trouver sont :
TONTE (Partie, criser, repose, cabine, tanche).
PLEUR (Créer, outre, arrêt, rimer, naval).

Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag





20.50 Football : Euro 2024
Sport

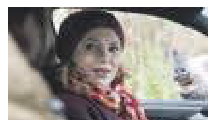


1re journée. Groupe D : Autriche - France. En direct. Le grand jour est arrivé pour les Bleus de Didier Deschamps, qui débutent leur compétition européenne face à l'Autriche, à Düsseldorf. Les Français nourrissent de grandes ambitions pour cet Euro.

22.55 L'après-match. Magazine.
00.05 New York Unité Spéciale.

france•2

21.10 Candice Renoir
Série. Policière

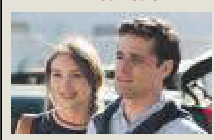


Fra. 2021. Saison 9. Avec Cécile Bois. 2 épisodes. Un dimanche, au petit matin. Le corps du président d'une association de chasse, lui-même chasseur émérite, est retrouvé, nu, et en partie dévoré, dans l'enclos aux sangliers de son domaine.

22.58 Candice Renoir. Série. Policière.
00.51 Astrid et Raphaëlle. Série.

france•3

21.10 Ma famille t'adore déjà
Film. Comédie



Blg/Fra. 2016. Réal. : Jérôme Commandeur, Alan Corno. 1h25. Avec Arthur Dupont, Déborah François. En acceptant d'épouser l'homme qui partage sa vie, une jeune femme est obligée de le présenter à ses parents. La rencontre s'avère explosive.

22.40 Versailles, une révolution au jardin. Documentaire.

À LA DEMANDE





Shardlake

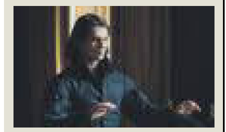




Si l'atmosphère des polars dans le genre du « Nom de la Rose » vous plaît, alors cette mini-série peut retenir l'attention. Dans l'Angleterre au temps de la dissolution des monastères, au XVIe siècle, un avocat, Matthew Shardlake, est envoyé à Scarnsea pour mener une enquête sur la mort d'un émissaire de Thomas Cromwell (Sean Bean), le comte d'Essex. Shardlake, accompagné d'un homme du comte, Jack Barak, se rend donc dans un monastère où les moines de l'endroit se montrent peu enclins à parler. Bien articulée, cette série plonge immédiatement le spectateur dans une ambiance faite de faux-semblants et de mystères, où les idéologies s'entrechoquent au milieu des bonnes manières et des silences.

CANAL+

21.09 Mary & George
Série. Historique



GB. 2024. Saison 1. Avec Julianne Moore, Nicholas Galitzine, Tony Curran. 2 épisodes. L'exécution de Walter Raleigh ne fait qu'attiser le feu de la colère populaire. George convainc le roi de reprendre les choses en main et de réunir le Parlement.

22.59 The Pod Generation. Film.

arte

20.55 Le jardin des Finzi-Contini
Film. Drame



Ita/All. 1970. 1h30. Avec Dominique Sanda, Lino Capolicchio. En 1938, alors que s'installe la ségrégation d'État sous le régime mussolinien, la chronique d'amours adolescentes dans le jardin d'une riche famille juive.

22.30 À la recherche du jardin des Finzi-Contini. Documentaire.

M6

21.10 La vraie famille
Film. Drame



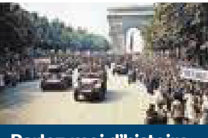
Fra. 2021. Réal. : Fabien Gorgeart. 1h42. Avec Mélanie Thierry. Inédit. Un couple qui élève un jeune garçon confié par l'assistance sociale ne parvient pas à surmonter sa peine après le retour de celui-ci chez son père.

22.55 Top Gun : Maverick. Film. Action. Avec Tom Cruise.

LE FIGARO TV Île-de-France

13.00 Points de vue.
18.30 Le Buzz TV. Jorick, finaliste de « Top Chef » sur M6. Interviewé par Sarah Lecœuvre et Mathilde Seifert.
19.00 Bienvenue en Île-de-France. Présenté par Victoire Sikora.

21.00





KUIV PRODUCTIONS – 2004

Parlez-moi d'histoire
Un débat sur l'épuration après la Libération avec l'historien Jean-Marc Berlière suivra la diffusion du documentaire *Été 44*.
22.30 Le Club Le Figaro Politique. Yves Thréard reçoit Pascal Perrineau, politologue. Avec les journalistes du *Figaro* Richard Flurin, Paul Laubacher et Guyonne de Montjou.



19.42 Touche pas à mon poste même l'été. Divertissement-humour. Inédit.
21.20 Commissaire Magellan
Série. Policière. Fra. 2018. Saison 1. Avec Jacques Spiesser. La nébuleuse d'Orion. Un astrophysicien est retrouvé mort. L'un de ses collègues décrit la victime comme un homme doux, apprécié de ses élèves.
23.13 Commissaire Magellan. Série.



19.50 Les apprentis champions.
21.10 Les 40 ans du Top 50, la soirée anniversaire
Émission musicale. 2h10. Inédit. Le classement le plus célèbre de France fête ses 40 ans. Des tubes des années 1980 à aujourd'hui sont de retour pour souffler les 40 bougies.
23.20 Les 20 tubes des années 90 préférés des Français. Documentaire.



19.15 Quotidien. Divertissement.
21.25 Chamboultout
Film. Comédie. Blg/Fra. 2019. Réal. : Éric Lavaine. 1h55. Avec Alexandra Lamy, José Garcia. Une femme raconte dans un livre sa vie avec son mari, devenu mystérieusement aveugle, et leurs amis proches.
23.20 Aline. Film. Comédie dramatique. Avec Valérie Lemercier.

france•5

20.04 C à vous la suite. Talk-show.
21.05 Écureuil, les tribulations d'une forestière
Documentaire. Fra. 2023. 0h50. Entourée des nombreuses espèces avec lesquelles elle partage la forêt, une femelle écureuil roux vit une année mouvementée pleine d'exploits et de dangers.
21.55 Castor, la force de la nature. Doc.

RMC DÉCOUVERTE

19.29 SOS garage. Documentaire.
21.10 SOS garage
Documentaire. Fra. 2023. 1h45. Jungholtz. Éric, mécanicien de 53 ans, souffre de phobie administrative qui empêche son garage d'être rentable. Vincent et Thierry vont l'aider à se reprendre en main.
22.55 Les reines de la mécanique. Doc. Piston, 600 ch et clé à choc.

HISTOIRE TV

20.00 Marilyn inédite. Documentaire.
20.50 Civilisations et climat
Doc. GB. 2021. Réal. : Jonathan Drake. 1h35. 3 épisodes. Il y a 3000 ans, sous le règne de Ramsès III, un refroidissement rapide du climat a provoqué une sécheresse et la migration des populations vers l'Égypte.
23.25 Guédelon : comment construire un château fort. Doc.

ÉPHÉMÉRIDE St-Hervé
Soleil : Lever 05h46 - Coucher 21h57 - Lune croissante

MATIN
Lille 13 · Amiens 13 · Charleville-Mézières 14 · Metz 15 · Rouen 13 · Caen 12 · Paris 15 · Nancy 15 · Strasbourg 16 · Brest 12 · Rennes 14 · Orléans 15 · Troyes 16 · Belfort 13 · Tours 16 · Bourges 15 · Dijon 14 · Nantes 16 · Poitiers 16 · Limoges 14 · Clermont-Ferrand 15 · Lyon 16 · Grenoble 16 · Brive-la-Gaillarde 15 · Bordeaux 16 · Avignon 16 · Nice 19 · Montpellier 17 · Bayonne 16 · Toulouse 16 · Marseille 18 · Bastia 18 · Perpignan 18 · Ajaccio 18
Vent : 10 km/h · 20 km/h · 20 km/h

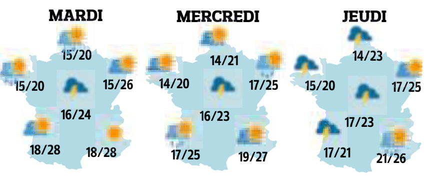
APRÈS-MIDI
Lille 21 · Amiens 21 · Charleville-Mézières 20 · Metz 21 · Rouen 21 · Caen 18 · Paris 22 · Nancy 21 · Strasbourg 22 · Brest 19 · Rennes 19 · Orléans 22 · Troyes 21 · Belfort 21 · Tours 22 · Bourges 23 · Dijon 22 · Nantes 19 · Poitiers 23 · Limoges 25 · Clermont-Ferrand 24 · Lyon 28 · Grenoble 30 · Brive-la-Gaillarde 28 · Bordeaux 28 · Avignon 29 · Nice 24 · Montpellier 23 · Bayonne 30 · Toulouse 29 · Marseille 28 · Bastia 27 · Perpignan 27 · Ajaccio 32
Vent : 10 km/h · 10 km/h · 10 km/h

T (en °c) : <-10 à 0 · 0 à 10 · 10 à 20 · 20 à 30 · 30 à >40

LE TEMPS AILLEURS...

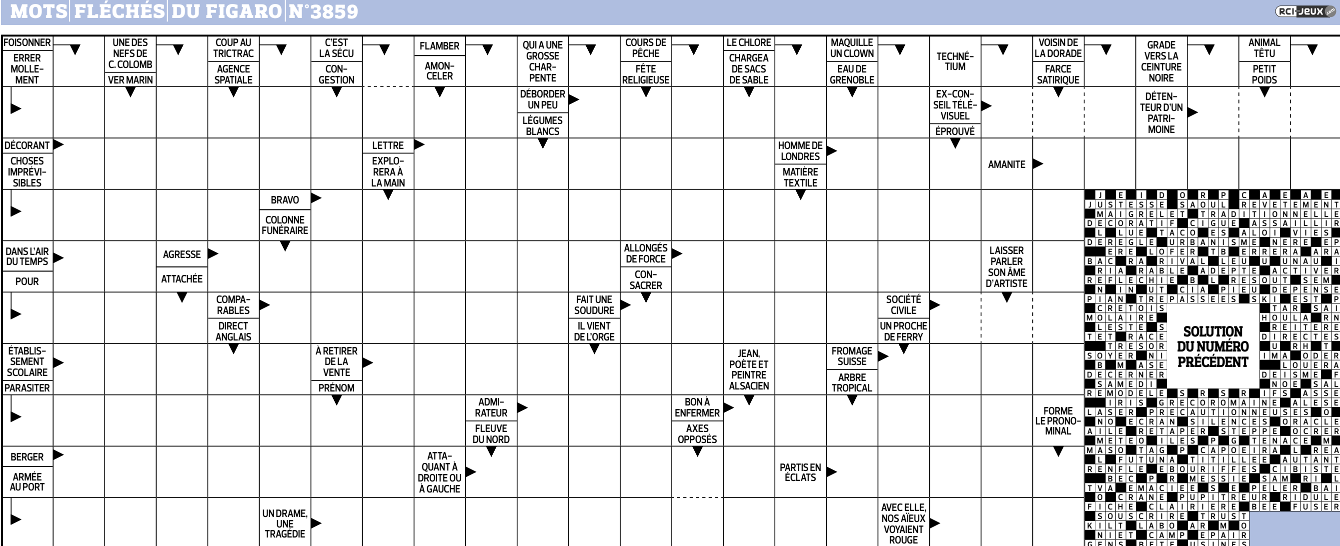


ALGER	21/27	AMSTERDAM	12/20	ATHÈNES	23/34
BARCELONE	19/26	BELGRADE	21/31	BERLIN	16/22
BERNE	13/23	BRUXELLES	13/20	BUDAPEST	16/29
COPENHAGUE	14/19	DUBLIN	11/17	LISBONNE	17/22
LONDRES	11/21	MADRID	16/30	PRAGUE	15/26
RABAT	17/23	ROME	18/30	TUNIS	22/36





MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3859



SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

Simone Ashley, génération Netflix



PAR
Constance Jamet

Révélée par « La Chronique des Bridgerton » et « Sex Education », la comédienne d'origine indienne vient de recevoir le trophée du meilleur espoir au Festival de Monte-Carlo. Ce prix couronne la ténacité d'une jeune femme, emblème du vivier de talents qui renouvelle la fiction britannique.



« Je suis passée par énormément d'auditions et de rejets », explique Simone Ashley (ici, le 12 juin, à Londres).

SCOTT A GARFITT/INVISION/AP

Ce printemps, Simone Ashley aura été sur tous les fronts. La comédienne anglaise de 29 ans aux origines indiennes aura promené sa chevelure bouclée à la Farrah Fawcett et ses yeux perçants sur le tapis rouge du gala du Met, sur celui du Festival de Cannes, où elle a été intronisée égérie L'Oréal, et sur celui du Festival de télévision de Monte-Carlo. Sur le Rocher, elle a reçu, vendredi, la nymphe d'or du meilleur espoir international. Ce prix couronne la ténacité de celle qui, en deux séries « made in Netflix » cultes - *Sex Education* et *La Chronique des Bridgerton* -, est devenue la tête de pont du vivier de jeunes talents qui renouvellent la fiction britannique.

« C'est toujours une joie et une surprise d'être honorée pour son art », salue la lauréate, interrogée par *Le Figaro* quelques jours avant son sacre. Simone Ashley n'était pas encore non plus redescendue du pic d'adrénaline suscité par son partenariat avec la marque de cosmétiques française. *« La carrière d'acteur s'accompagne d'opportunités de ce genre. J'avais hâte de pouvoir exprimer ma créativité par le biais de la mode et du maquillage, deux autres grandes passions »*, confie celle qui tente *« de garder les pieds sur terre »*.

Sa vie, depuis son arrivée, en 2022, dans la deuxième saison de la saga en costumes *La Chronique de Bridgerton*, qui imagine un Londres de la Régence - l'époque fétiche de Jane Austen - ouvert aux minorités et à la diversité, s'apparente à un tourbillon. L'adaptation des romances de Julia Quinn, par la créatrice de *Grey's Anatomy* et papesse de la télé américaine Shonda Rhimes, a été *« un don du ciel qui (lui) a ouvert mille portes » : « Je n'ai jamais fait partie d'une série plébiscitée mondialement en tête des meilleures audiences, qui apporte autant de joie et d'évasion. Un vrai motif de fierté. »*

Dans *La Chronique des Bridgerton*, elle campe Kate Sharma, un nouveau visage de la saison mondaine qui ne tarde pas à susciter l'agacement, mais aussi à éveiller la curiosité et le cœur de l'aîné de la fratrie Bridgerton. Sûre d'elle, résiliente, pleine d'esprit et de répondant, la jeune femme ne se laisse pas impressionner par Anthony, séducteur notoire et héritier du titre de vicomte. Les deux ont en commun un sens du devoir qui contrarie leurs désirs inassouvis. L'alchimie et la tension nées entre Simone Ashley et son partenaire Jonathan Bailey ont fait se pâmer les fans et internet. *« Avoir une famille indienne au cœur de l'intrigue était novateur. Puisse cette jurisprudence, qui a fait du bruit, se retrouver dans d'autres projets et au cinéma »*, plaide celle qui s'est jetée avec passion dans ses leçons d'équitation, d'étiquette et de danse. *« Dans la rue, des jeunes filles m'arrêtent et me donnent une accolade. Elles n'en reviennent pas de se voir dans une série historique, genre hors d'atteinte jusque-là. Avant Bridgerton, je n'aurais jamais pensé, en raison de mes origines, pouvoir enfiler un corset. »*

Simone Ashley et Jonathan Bailey sont toujours présents dans la troisième saison, dont les derniers épisodes ont été mis en ligne ce jeudi. Les tourtereaux ont cette fois un rôle plus périphérique : c'est le frère cadet d'Anthony qui est la victime de Cupidon. Mais les aficionados retrouvent intacte la sensualité du couple. Ces scènes d'amour n'ont pas impressionné Simone Ashley, à bonne école avec *Sex Education*, la comédie pionnière qui l'a fait connaître au grand public. Dans ce récit des premiers émois d'une bande de lycéens du pays de Galles, dont l'un d'entre eux s'improvise sexologue, doute, maladresse de la première fois, désir élusif et fantasme sont évoqués sans tabou. *« Nous savions que cette série allait faire bouger les lignes avec ce mélange de sincérité et de sujets délicats. Pour autant, on ne se prenait pas au sérieux. L'expérience nous a soudés. Nous avons découvert ensemble la force de frappe de Netflix »*, confie la comédienne, qui jouait une ado, pas si peste et pimbêche que ça.

« Je mesure la chance de percer à l'ère du streaming, qui mise sur des acteurs un peu différents, issus de milieux très divers et qui brise des plafonds de verre en matière de distribution et d'intrigues. Par exemple, mettre au premier plan une héroïne de couleur et des intrigues représentant la communauté LGBT. Il y a encore beaucoup à faire pour ouvrir les rôles à toutes les couleurs de peau. Mais les progrès sont là », analyse Simone Ashley. Elle est consciente d'appartenir avec ses partenaires de *Sex Education* Emma Mackey, Ncuti Gatwa ou encore avec la révélation de *Mary & George* Nicholas Galitzine, avec qui elle a servi du yogourt glacé lorsqu'elle jonglait entre les petits boulots, à une génération de talents britanniques dont l'éclosion a été accélérée par les plateformes.

Née de parents indiens tamouls ayant immigré en Grande-Bretagne qui ont *« beaucoup sacrifié »*, Simone Ashley a rompu avec la tradition académique familiale en poursuivant la comédie plutôt qu'une carrière de médecin ou d'ingénieur. *« Jouer était peut-être une manière pour moi de communiquer. Très jeune, je me suis lancée dans des spectacles musicaux. Je dévorais les films, je me reconnaissais dans les personnages »*, avoue cette fan de rock et de Tarantino, qui se dépeint comme une rêveuse à l'imagination débordante ayant besoin de créer pour être bien dans sa peau. Indépendante et curieuse, elle a quitté l'Angleterre à 16 ans pour vivre chez des proches en Californie.

> **« Je mesure la chance de percer à l'ère du streaming, qui mise sur des acteurs un peu différents, issus de milieux très divers, et qui brise des plafonds de verre en matière de distribution et d'intrigues »**
>
> **Simone Ashley**

« Je m'étais donné dix ans pour réussir. J'ai décidé d'apprendre sur le tas. Contrairement à nombre de mes pairs, j'ai sauté l'étape du conservatoire. Je suis passée par énormément d'auditions et de rejets », se souvient Simone Ashley, qui a fait du mannequinat pour subvenir à ses besoins. Ses premiers pas devant la caméra, elle les a faits lors d'une apparition dans la série fantastique pour ados *Wolfblood*, en 2016. Suivent des passages dans la série policière iconique *Broadchurch* et le soap opera *Doctors*. Hollywood lui offre des petits rôles dans les blockbusters *Détective Pikachu* et La *Petite Sirène*.

Depuis *Bridgerton* et la bonne étoile Netflix, elle enchaîne les premiers rôles. Dans le thriller *This Tempting Madness*, où elle explore la folie. Dans *Picture This*, où elle joue une jeune femme à qui il est prédit que, parmi l'un des cinq rendez-vous qui l'attendent, se cache l'homme de sa vie. *« Je voulais faire quelque chose de léger : les comédies romantiques sont en plein renouveau. Or je n'ai jamais vu une fille à la peau foncée, comme moi, en mener une »*, avoue-t-elle.

Cette nouvelle liberté lui a donné envie de revenir à son premier amour : le piano et le chant. Simone Ashley qui a enregistré un duo avec la pop star Zayn Malik pour le film d'animation *Dix vies*, espère pouvoir partager ses morceaux *« lorsque le moment sera venu »*. Et rêve un jour de faire ses débuts à Broadway. *« Peu importe le support choisi (série, peinture, musique, danse)... Si je vous ai fait vibrer, j'aurai accompli ma mission »*, conclut-elle. ■